

Milosevic & Aanklachten

Map 1C

Nico Steijnen

From: Vladimir Krsljanin <vlada@sps.org.yu>
To: Zdenko Tomanovic <zdenkot@eunet.yu>; van holst en steijnen <n.h.van.holst@freeler.nl>; Prof M.N.Kuznecov <annakisa@mtu-net.ru>; Prof A.Bernardini <mailservicesnc@tiscalinet.it>; <Jaredl@aol.com>; <emperors1000@aol.com>; Dragoslav Misa Ognjanovic <ogmi@eunet.yu>; David Jacobs <david@ShellJacobs.com>; Christopher Black <bar@idirect.com>; Christopher Black <antinato@hotmail.com>; Branko Rakic <brankorakic@yahoo.com>; André Tremblay <agtremlay@videotron.ca>
Cc: The Voice of Millions <jkashmir@vsnl.com>; Tetekin V.N. <tetekin@duma.gov.ru>; Nico Varkevisser <office@globalreflexion.org>; Klaus Hartmann 1 <Klaus.Hartmann@offenbach.de>; Ivan Simonovic <lorka@sezampro.yu>; Elmar Schmaehling <elmar_schmaehling@t-online.de>; Elena Kuznecova <elena_abpk@mtu-net.ru>; Bora Milosevic <svetozar@co.ru>; Bassotto <bassotto@bbs.olografix.org>; Babis Angourakis <bang@int.kke.gr>; Anna Yastrebova <anna_yastrebova@mtu-net.ru>
Sent: zondag 20 januari 2002 16:41
Subject: VERGES: Le procès Milosevic est un rituel de diabolisation.html

diplomatie judiciaire

Chroniques et reportages sur la Justice pénale internationale

[Unc](#)

[Affaires/Poursuites](#)

[Juridictions](#)

[Droit International](#)

[Rédaction](#)

Entretien avec Jacques Vergès



Le 9 janvier, le tribunal procédera à une nouvelle conférence de mise en état dans l'affaire Milosevic, destinée à régler les différents points de procédure avant l'ouverture du procès Kosovo, prévue le 12 février. Alors que le procureur tente de faire appel de la décision des juges de ne pas joindre les trois affaires (Kosovo, Bosnie, Croatie) en un seul procès, Milosevic poursuit sa stratégie de défense hors des murs du tribunal. En décembre dernier, Jacques Vergès rejoignait le Comité international pour la défense de Slobodan Milosevic. Père de la stratégie de rupture, celle adoptée par l'ancien président yougoslave depuis la naissance de l'institution internationale et sa comparution devant elle, Jacques Vergès, est un maître en la matière. Il fut entre autres et tour à tour défenseur de l'ancien nazi Klaus Barbie puis du terroriste Carlos. Entretien.

« Le procès Milosevic est un rituel de diabolisation »

Comment avez-vous rejoint le Comité pour la défense de Slobodan Milosevic ?

Jacques Vergès : J'ai été invité par le doyen de la faculté de Droit de Belgrade, pour donner deux conférences aux étudiants, début décembre. L'une dont le thème était : « la justice aujourd'hui, mon expérience de la profession. » Elle ne concernait, finalement, que la défense et son illustration, de Me Vergès par lui-même... Ce qui ne va pas très loin ! Et le deuxième sujet, le lendemain, portait sur le tribunal pénal international concernant la Yougoslavie.

J'y suis allé. J'ai rendu visite au ministère serbe de la Justice, et j'ai fait une visite normale auprès des autorités ordinaires. Puis j'ai tenu ces deux conférences.

Lors de la deuxième conférence, j'ai pu constater qu'aucune voix ne s'est élevée pour défendre le TPI ou l'enlèvement de monsieur Milosevic. Alors j'ai été contacté par les amis de monsieur Milosevic qui m'ont demandé si je pouvais m'associer aux efforts de différents juristes. J'ai accepté, étant donné ce que je pense, et ce que j'avais dit.

Il n'y a pas de dialogue possible avec ce tribunal, ce tribunal est fait pour le condamner. Et sa condamnation est faite pour justifier l'agression. Ces éléments de preuve, on peut les apporter devant l'opinion. C'est toute la stratégie des procès de rupture.

Il y a eu un accord à Dayton. Monsieur Milosevic a été considéré comme un partenaire respectable et légitime. C'est un fait.

Qu'est-ce que vous entendez par là ?

Le TPI est un scandale juridique. Il est né par une décision du Conseil de sécurité, alors que le Conseil de sécurité n'a aucun pouvoir en ce sens. Certes, le Conseil de sécurité dans la défense de la paix, a des pouvoirs extrêmement larges. Mais il faut un pouvoir exprès pour créer une telle institution. Et le Conseil de sécurité n'a pas ce pouvoir exprès. D'ailleurs, monsieur Kofi Annan, dans sa déclaration de mai 1993, disait lui-même que « la procédure normale aurait été la tenue d'une conférence internationale ». Comme celle qui a eu lieu à Rome récemment, pour la création d'un tribunal pénal permanent. Mais on était pressé.

Qui est ce « on » ?

C'est l'Otan et les Etats-Unis d'Amérique.

La deuxième chose qui m'apparaît indécente relève du fonctionnement du tribunal. Il y a deux choses qui sont scandaleuses. D'abord les ressources, le financement. Ses ressources proviennent soit des états et des fondations, soit de particuliers comme monsieur Soros. Pour moi, c'est une justice entretenue. Comme on dit d'une femme qu'elle est entretenue quand elle ne vit pas de ressources légitimes, mais des cadeaux de ses amants. De ceux qui l'aiment. Or le TPI fonctionne avec les cadeaux de ceux qui l'aiment. Aujourd'hui, le TPI répond : « ce n'est pas vrai, 8,6% de notre budget provient de l'Onu. » Cette réponse me comble ! Car il reste 1,4% qui proviennent d'ailleurs.

Est-ce à dire que les juges sont partiaux ?

Imaginez. Je suis locataire, pendant les vacances, d'une villa. J'ai un conflit avec mon propriétaire qui me dit : « Nous allons aller devant le juge, c'est moi qui le paye. » Est-ce que je peux accepter un tel juge ? Pour en revenir à ces donateurs, aux états donateurs, il ne faut pas oublier que ce sont les états musulmans, la Malaisie, l'Arabie Saoudite. L'Arabie Saoudite qui, comme on le sait, est un exemple de démocratie... Et puis c'est aussi monsieur Soros !

La troisième chose qui me choque, toujours à propos de son fonctionnement, c'est sa procédure. Depuis Montesquieu, on n'a de cesse d'affirmer qu'il existe trois pouvoirs distincts : C'est l'exécutif, le législatif, et le pouvoir judiciaire. Les parlements sont là pour faire les lois, et les juges pour les appliquer. Le tribunal pénal international élabore lui-même ses propres procédures. Et en change comme de chemise ! Tous les six mois, on change la procédure. Pour moi, c'est une violation claire de la règle de la séparation des pouvoirs.

Donc naissance illégale, financement douteux et confusion des pouvoirs. Adieu Montesquieu !

Mais une justice entretenue est forcément une justice soumise. Comme on le dit d'une femme entretenue quand on l'appelle une fille soumise ! On le voit par le comportement des magistrats du TPI. Par exemple, lorsque la guerre est engagée au Kosovo, l'opinion pose des problèmes. Et madame Arbour, va dresser un mandat d'accusation contre Milosevic. Quel est le sens de cette inculpation ? Ce sens est donné le jour même par madame Albright : ce mandat d'arrêt, cette inculpation, justifie la guerre.

C'est une récupération politique, à un moment donné, d'une décision judiciaire.

Mais cela ne signifie pas pour autant que le procureur pose un acte politique...

Certes, il y a la présomption d'innocence. Mais il y a une coïncidence qui est étrange. Madame Arbour va dire : « Je respecte la présomption d'innocence. » Mais les crimes qu'on reproche à Milosevic sont si graves, qu'on se demande s'il peut être un interlocuteur valable. Là encore, c'est peut-être une coïncidence, mais c'est une coïncidence regrettable.

Troisièmement, vous avez un serbe qui demande à madame Arbour, « mais pourquoi ne déterrez-vous que les cadavres bosniaques et croates, et jamais les cadavres serbes ? » Elle répond : « Je n'ai pas d'argent pour cela... »

Elle regrette aussi et surtout l'absence de coopération de la Serbie nécessaire à la réalisation des enquêtes...

Les cadavres serbes, elle peut en trouver dans la Krajina. Donc elle a de l'argent pour les exhumations que demandent ces généreux donateurs, qu'elle appelle les organisations de bienfaisance. Et elle n'en a pas pour les Serbes. Vous avez d'ailleurs aujourd'hui madame

Aujourd'hui, on ne parle plus de prolétaires, de juifs, de nazis... Mais on parle de gens bicus vus ou mal vus par l'Otan. Ceux qui se croient les nouveaux maîtres du monde...

Nous avons une justice entretenue, une justice souillée. A partir du moment où on a laissé cette justice élaborer ses propres règles, on aboutit à un ordre monstrueux.

Prenez l'application rétroactive de la loi pénale. Ce tribunal a été créé en 1993, il s'occupe de faits qui ont eu lieu en 1991. Je disais à l'occasion de la conférence à Belgrade : la France a commis un scandale. Très grave. Qui a eu lieu pendant l'occupation allemande ! C'était le premier attentat. Un militant communiste avait abattu un officier, de la Kriegsmarine au métro Barbès. En l'apprenant, Hitler était entré dans une grande fureur et avait exigé l'exécution d'une dizaine d'otages.

Vichy avait négocié avec l'armée allemande, en disant, « si vous exécutez les otages vous-mêmes, vous allez entrer dans le jeu des communistes, parce que vous allez braquer l'opinion. Laissez-nous exécuter les otages nous-mêmes. » Les Allemands ont accepté. Et ensuite Vichy a dit aux Allemands : « ces otages, nous ne les qualifierons pas d'otages. Nous prendrons la précaution de les faire condamner d'abord par une cour de justice. »

Ils créeront les Sections Spéciales à la Cour d'appel de Paris, avant de les condamner et les exécuter. A ce moment là, se tient un dialogue extrêmement offensant. Le représentant de l'armée allemande, dit à monsieur Algran qui représente le ministre de l'Intérieur : « En somme, si je comprends bien, vous allez appliquer rétroactivement la loi pénale. Algran répond : « C'est bien ce que nous comptons faire. » Et le major lui dit : « Et bien je vous félicite de cette intervention. » Je me demande ce que dirait ce major, s'il vivait aujourd'hui.

Il y a donc rétroactivité de la loi pénale. Il y a aussi violation de la présomption d'innocence, par une série de mesures de procédure, dont la première est que le parquet peut s'opposer à la communication de documents à la défense.

En France encore, nous avons une expérience dans ce domaine. C'est l'affaire Dreyfus qui a duré 12 ans, et qui a provoqué une crise de conscience nationale. Elle a commencé par un procès où le tribunal disposait d'informations qui n'ont pas été communiquées à la défense.

D'autre part, devant le tribunal de La Haye, on peut entendre des témoins masqués, avec un appareil pour déformer leur voix. Il y a un précédent avec le procès de monsieur Dimitrov, agent communiste, bulgare, condamné à mort en Bulgarie, voyageant avec un passeport soviétique, arrêté en Allemagne, accusé d'être le commanditaire de l'incendie du Reichstag sous le régime nazi. Il y avait eu des témoins masqués, et d'ailleurs Dimitrov a été acquitté. C'est toujours des coïncidences...

Donc voilà ce que je peux dire sur la présomption d'innocence. Et j'en arrive au dernier point : l'enlèvement de monsieur Milosevic. Aucun Etat démocratique n'extrade les siens. Là-dessus, la France est très claire, et l'Amérique aussi. Même à propos de la ratification du traité de Rome. D'ailleurs, le traité de Rome ne prévoit pas d'extradition internationale.

Il s'agit d'un transfert et non d'une extradition, dont l'obligation est inscrite dans les textes.

Bien sûr, bien sûr... Cela s'appelle une extradition déguisée.

Un état n'extrade pas un national, surtout quand les faits qu'on lui reproche ont été commis dans le pays. Traditionnellement, on estime que c'est une question de bon sens. C'est dans le pays qu'il y a le témoin, c'est dans le pays qu'il y a les indices. C'est une question de bon sens et de fierté, de souveraineté nationale. C'est d'ailleurs ce qu'a dit la Cour suprême de Belgrade, lorsqu'elle a été consultée. A ce moment là, le Premier ministre de la République serbe, qui n'a pas d'existence internationale, pas plus que la Bavière, s'arroge d'autorité un pouvoir qu'il n'a pas. L'entité internationale, c'est la République Fédérale de Yougoslavie. Donc le Premier ministre de la République serbe prend un décret... de façon illégale. C'est clairement une procédure que nous comptons dénoncer devant la Cour européenne des droits de l'Homme. La Yougoslavie n'a pas signé la Convention européenne, mais la Hollande l'a signée. Et c'est elle le receleur de cet enlèvement. La livraison d'un national est une chose qui est déshonorante pour un pays. Et encore plus quand elle se fait pour de l'argent.

D'autre part, quand la sentence sera rendue, les Pays-Bas ayant signé la Convention européenne des droits de l'Homme, on pourra poursuivre devant la Cour européenne, également, les Pays-Bas pour la seconde fois. Pour la violation des droits de la défense, la violation de la présomption d'innocence, la rétroactivité de la loi pénale...

Quand tous les avocats appartiennent à un même pays, de qui Le Monde va parler ? C'est difficile. Mais quand les avocats sont de pays différents ? Monsieur Ramsey Clark a sa clientèle, particulière. Il ne me fera pas de l'ombre et je ne lui fais pas d'ombre. Au niveau médiatique, je pense qu'il est plus facile à lui de s'adresser à CNN et ABC qu'à moi. Pour TF1, France 2 et LCI, ce sera plus facile à moi, qu'à lui. Si demain, je dois organiser un comité de soutien en France, pour l'action que nous menons, je suis plus à même de le faire.

Aux Etats-Unis, c'est à Clark de le faire. Je ne vois pas du tout de concurrence. Et Milosevic confirme que j'ai mon entrée dans ce groupe d'étude.

Que pensez-vous de l'attitude de Slobodan Milosevic à la Cour ?

C'est l'accusé qui décide de son attitude et je crois que l'attitude de Milosevic est fondée. Il n'y a pas de dialogue possible avec ce tribunal, ce tribunal est fait pour le condamner. Et sa condamnation est faite pour justifier l'agression. Ces éléments de preuve, on peut les apporter devant l'opinion. C'est toute la stratégie des procès de rupture. Le tribunal n'est pas là pour l'entendre. Quand il dit des choses qui déplaisent, on lui coupe la parole. Mais ses avocats, qui constituent ce groupe de réflexion, peuvent très bien s'adresser à la presse et à l'opinion, monsieur Clark aux Etats-Unis et moi en France.

Le dialogue, de toute évidence, est impossible devant ce tribunal.

Comment puis-je accepter moi, accusé, de répondre à un type qui est masqué ? Même aux procès de Moscou, il n'y avait pas de témoins masqués. Ni dans les procès de Moscou, ni dans les procès de l'Allemagne nazie. Le fait même qu'un témoin masqué puisse se présenter à la barre rend la procédure nulle. Un témoignage n'est pas une chose en soit. Un témoignage est l'expression d'un témoin. Je devrai pouvoir démontrer que ce témoin est faux, qu'on l'a sorti d'un asile d'aliénés ou bien que ce témoin est un agent de la police ou que ce témoin était oustachi. Ici, je ne peux pas ! Le problème, et j'ai employé cette image à la faculté de Droit, c'est que quand on habite l'Alabama, et que les petits blancs s'approprient à lapider un noir, la question n'est pas de savoir si le noir a vraiment violé une femme blanche, le problème est d'empêcher la lapidation.

C'est ça le crime imminent. Or, ici, nous sommes en train d'assister à une lapidation. Il y a des témoins qui vont affirmer n'importe quoi. Qu'est-ce qu'il peut répondre ?

De quels éléments peut-il disposer ? Il est en Hollande. S'il était à Belgrade ce serait différent, mais il est en Hollande. Et ce n'est pas aux avocats de trouver les éléments de preuve. C'est à la Cour de faire ce travail.

Si je suis accusé de meurtre, je vais demander au tribunal d'entendre toutes les personnes qui habitaient autour de la place où la personne a été tuée. Je ne peux pas les entendre, je suis en prison. Mais on va me dire : vos avocats peuvent le faire. Pourtant, la règle, c'est que vous, tribunal, vous convoquez les gens. Et si au lieu de siéger à La Haye, vous siégiez à Belgrade ? Vous pourriez le faire. Il y a dans les tribunaux ce qu'on appelle des transports sur les lieux. Souvent, vous dites, cela ne correspond pas à la configuration des lieux. Et le tribunal se rend sur les lieux. Et c'est l'utilité de juger des crimes ou réputés tels, commis dans un pays, dans le pays lui-même. Plutôt que La Haye, on pourrait aussi bien aller à Tokyo. Ce serait exactement la même chose. Je ne vois pas du tout comment on peut juger dans ces conditions. En fait, c'est une cérémonie expiatoire... Le procès Milosevic est un rituel de diabolisation, et entrer dans ce jeu, c'est en être dupe très rapidement.

Ne pas contester l'accusation devant le tribunal n'est-elle pas la meilleure façon de laisser s'établir une vérité à sens unique ?

Qui défend à ses avocats de faire connaître, par différents moyens, dans chacun des pays où il travaille, cette situation ? Personne.

S'il conteste l'institution, pourquoi continue-t-il de se présenter devant la Cour ? C'est déjà une façon d'accepter son autorité.

Je ne sais pas du tout s'il pourrait avoir la possibilité de ne pas se présenter. Je ne sais pas du tout parce que je ne l'ai pas encore rencontré. Cette situation est très récente. Mais le problème qui est posé est le suivant : Il est prisonnier. On l'emmène devant le tribunal. Que fait-il ? Une déclaration. Une déclaration politique. En faisant cela, ce n'est pas au tribunal qu'il s'adresse. C'est au peuple serbe. Et toutes les télévisions du monde

Le Comité international pour la défense de Slobodan Milosevic (ICDSM) a été créé le 30 mars 2001, à la veille de l'arrestation de l'ancien chef d'état à Belgrade. Il regroupe une centaine de personnes dont une vingtaine de juristes et d'avocats qui défendent, activement, l'affaire Milosevic hors des murs du tribunal de La Haye. Parmi les membres du Comité figurent l'ancien secrétaire d'état américain à la Justice, Ramsey Clark, l'avocat canadien, Christopher Black, actuellement en charge du dossier Nindilyimana devant le tribunal d'Arusha, et depuis début décembre, le célèbre avocat français, Jacques Vergès.

reproduisent la scène. Y compris la radio et la télévision de Belgrade. Les Serbes sont les seuls juges, dans cette affaire.

Le tribunal lui offre une tribune, effectivement. J'ai fait cette conférence devant un amphithéâtre plein, à craquer, il n'y a pas eu une seule question ambiguë sur le TPI. Tout le monde était d'accord. Tous les Serbes que j'ai rencontrés - qu'ils aient été pour Milosevic ou dans l'opposition - vivent cette affaire comme une humiliation nationale. Par exemple, Politika, qui n'était pas pro-Milosevic, produit un compte-rendu de la conférence qui est plutôt favorable. Un étudiant me dit, « il y a un officier français qui est actuellement jugé en France pour avoir transmis des informations secrètes aux autorités serbes, sur les bombardements. Si vous étiez son défenseur, qu'est-ce que vous diriez ? [affaire Bunnel, ndlr] » Je dirai d'abord, je ne suis pas son défenseur. Deuxièmement, je ne sais pas si les faits sont reconnus par lui ou non. Mais de façon générale, je répondrai : si un officier français, à la veille des bombardements, ayant connaissance des bombardements, avait informé les autorités serbes, je crois que non seulement on ne devrait pas le condamner, mais le féliciter. Parce que la loi exige de tout citoyen de tout faire pour empêcher un crime imminent, dont il est averti. Or la guerre zéro mort est un crime.

En imaginant que le procureur décide, demain, de s'intéresser à l'opération Force Alliée et à ses auteurs, le tribunal deviendrait-il, à vos yeux, légal ?

On peut rêver, on peut rêver... Mais alors qui paiera ? En poursuivant, le tribunal prouverait que malgré sa dépendance financière, malgré son existence illégale, il y a un dernier réflexe d'indépendance des magistrats. Mais c'est tout ce qu'on pourrait dire. Sa naissance est illégale et reste illégale, dans tous les cas de figure. Ses règles de fonctionnement sont contraires aux règles démocratiques, c'est un fait. Et demain, s'il poursuivait les auteurs de la guerre d'agression, j'en serai forte aise... Comme tout homme je rêve, mais pas à ce point... Là, cela devient une hallucination, un délire... Et je n'accepterai toujours pas qu'on appelle, pour témoigner contre eux, des témoins masqués.

Chez ce type d'accusés, il existe toujours une promesse... Celle de révéler des faits permettant de comprendre des pans de l'histoire jusqu'ici ignorés. Mais c'est souvent une promesse vaine.

Tout le monde connaît les choses. Il n'y a aucune révélations à faire sur le plan de la politique internationale. Il y a eu un accord à Dayton. Monsieur Milosevic a été considéré comme un partenaire respectable et légitime. C'est un fait. Il y a eu une guerre menée, pour défendre les malheureux Kosovars. On sait que la guerre a provoqué plus de morts au Kosovo qu'il y en avait avant. Qu'elle a provoqué un génocide et un exode des Serbes. Il y a eu cette guerre. Tout le monde sait que les militaires serbes ont subi très peu de pertes. Mais que ce sont les civils qui ont subi. Il existe une différence entre la bataille de Verdun qui est une infâme boucherie, mais qui n'est pas un génocide. Il y a deux armées face à face, avec des généraux incapables, qui pendant des mois s'étripent. Tandis que lorsque vous dites « je fais la guerre zéro mort », cela ne veut pas dire, je vais détruire l'armée ennemie, puisqu'elle est planquée. Cela veut dire : « je vais faire des bombardements de terrain pour que le moral de l'arrière craque. » Là-dessus, le cas de la Serbie est intéressant. Nous avons trois puissances qui ont été éminentes. L'Allemagne, elle a l'expérience... C'est Coventry, qui n'avait aucune importance militaire, et qu'on a détruit pour briser la volonté de résistance des Anglais. C'est les Anglais, qui ont détruit Dresde en 44, alors que Dresde était encombrée de réfugiés, et que la Wehrmacht ne s'y trouvait pas. C'est les Américains qui ont bombardé Hiroshima et Nagasaki, alors que le Japon était à genoux. Mais c'était pour hâter la paix d'une semaine... Et avoir zéro mort pendant cette semaine là, au prix de 200 000 morts, asiatiques... Vous voyez, tous ces faits sont connus.

Les chefs d'accusation portés contre Milosevic ne seraient alors, à vos yeux, que pure invention ?

Je crois en plusieurs sortes d'innocence. L'acte d'accusation n'est jamais que le cadre d'un procès. Je vous ai dit qu'en Allemagne nazie, l'acte d'accusation porté contre Georges Dimitrov indiquait que c'est lui qui avait donné l'ordre de mettre le feu au Reichstag. Qu'il était en séjour illégal en Allemagne, qu'il était un agent du communisme. Il a été acquitté. Il est vrai que l'Allemagne nazie, ce n'était pas des démocrates... Les démocrates font mieux.

Regardez le tribunal pour le Rwanda. L'autre jour l'un des accusés est acquitté [Ignace Bagilishema, ndlr], et le tribunal ne sait pas quoi faire... Le tribunal est embêté. Ou n'a pas prévu la procédure d'acquiescement ! Comment faire confiance en de tels tribunaux...

Voyez-vous des similitudes entre la défense de Klaus Barbie et celle de Slobodan Milosevic ?

Il n'y a aucun rapport. Il n'y a aucun rapport, parce que les tribunaux français sont compétents pour juger de crimes, foudés ou pas, commis en France.

Aucune comparaison. Les procédures utilisées aujourd'hui par les démocraties - et je place le terme démocratie entre guillemets - ressemblent plus aux procédures installées par les amis de monsieur Barbie, que par les résistants. Donc faire une telle comparaison me semble... gratuit.
Je crois simplement qu'actuellement, la Justice ressemble un peu à la Cour des miracles...

Propos recueillis par Stéphanic Maupas
Le 8 janvier 2001

© Copyright Diplomatie Judiciaire 2002 - Tous droits réservés -
e-mail : redaction@diplomatiejudiciaire.com

Nico Steijnen

From: Despotovic, Ruza <despot@wish.net>
To: Nico & Neeltje Steijnen <n.h.van.holst@freeler.nl>
Sent: maandag 21 januari 2002 12:23
Subject: Fw: Karadzic / Mladic

----- Original Message -----

From: H.Suzuki
To: Despotovic, Ruza
Sent: Monday, January 21, 2002 10:35 AM
Subject: Re: Karadzic / Mladic

Dear Sir,

Thank you so much for your mail.

Actually, we are NHK, the sole public broadcaster in Japan, and different organization from Yomiuri.

Of course, we are keeping the promise we made with you last year.

The thing is, we were planning to make our programme by the end of last year.

But, "September 11th" changed all our schedule.

I and our producer in Tokyo have been taken to covering the aftermath of the attack since then.

So, I myself just set the next target for sometime by this summer which is subject to be authorised by our H.Q. in Tokyo.

For me, to get a new kick-out, February 12th looks like a good timing.

We're sure that we are still working on it and in the very near future, we'll follow your activities and interview yourself and your colleagues.

So, I like to ask you to keep me informed of your schedule and events in the future.

I'm looking forward to seeing you and making a programme which, as a journalist of Japan, where there is still pros and cons about the International War Crime Tribunal for Far East, the real meaning of ICTY.

Sincerely yours,

Hitoshi Suzuki

NIK Brussels

----- Original Message -----

From: Despotovic, Ruza
To: hitosuzuki@attglobal.net
Sent: Sunday, January 20, 2002 10:17 PM
Subject: Fw: Karadzic / Mladic

----- Original Message -----

From: N.H.van Holst
To: Despotovic, Ruza
Sent: Saturday, January 19, 2002 8:12 PM
Subject: Re: Karadzic / Mladic

Roza,

Misschien kan ik zo ook dingen aan je doorgeven, via de 'reply'-knop.

Het gaat om een bericht bestemd voor een Japanse krant.

Zou je, dat dan, met attachments, willen doorsturen naar die krant ?

Dat is dan hitosuzuki@attglobal.net .

De tekst is dan:

Dear Mr. Suzuki,

The end of August 2001 I promised you an interview for your newspaper in the Milosevic case.

So I feel committed to this promise.

Next week I was requested by the Yomiuri Shimbun for an interview, which is as far as I can remember not yours.

So before repoding to that request, I want to give priority to my commitment to you.

Can you inform me whether you are still interested in such an interview or not ?

I send you herewith the text of the provisional application to the European Court of human rights and the text of the latest request with summons.

Sincerely yours,

Nico Steijnen

• What do the new Masters hope to gain by kidnapping him? To use the false spectacle of a trial to justify the breakup of Yugoslavia, achieved through lies, threats, bribery and the cruelest violence.

• In the attack on Yugoslavia, the United Nations has been degraded into a tool of U.S./EU neocolonial violence. Now President Milosevic has been imprisoned in a "UN" court. The function of that court is to give the appearance of legality to the grossest violations of international law.

The idea of creating a court that puts on trial the leaders of resistance to aggression, while whitewashing those who instigated and waged terrorist-secessionist wars and naked aggression, dismembering and punishing Yugoslavia, could only be born in the most distorted minds. The Hague "Tribunal" is a political instrument of genocide and the satanization of the Serbian people, and not a court of law.

We call upon the peoples of the world and those leaders who care about truth and justice: let us take joint stand against the violence that is threatening us all. Let us resist with the energy and dignity demonstrated by Slobodan Milosevic during the past decade, and now before the Hague kangaroo court. With the demand for the release of Slobodan Milosevic we defend international law, equality among nations, ethnic fraternity and the right of ordinary people to live in peace without the fear that their nations will be attacked and decimated by NATO.

We call upon the United Nations, an organization established to connect peoples and individuals, to protect the poor and small against the wrath of the powerful and rich. Abolish this Hague false Tribunal. Free the Serbian patriots imprisoned in the name of the United Nations. Free Slobodan Milosevic, symbol of the World's resistance of this unjust, New Order.

There is now much consciousness and discussion of the impact of terrorism. The truth is the attack on Yugoslavia has been and continues to be waged through the use of terrorist forces and similar fascist groupings, directed in the most cynical fashion by NATO, under U.S. government leadership. President Milosevic led the fight against these forces while maintaining a policy of compassion and fraternity towards all ethnic groups and social justice for ordinary people. The idea of a worldwide struggle against terrorism while this hero of resistance languishes in the Hague dungeon is an outrage.

Free Slobodan Milosevic Now.

ACTION PLAN

Adopted by the International Conference

"Freedom for Slobodan Milosevic - Moral, Political and Legal Imperative.

Belgrade, October 21-22, 2001.

Considering the illegal arrest, abduction and attempted trial of President Slobodan Milosevic before the US-Nato "Tribunal" in The Hague a further attack on the sovereignty of Yugoslavia, on the freedom of

Nico Steijnen

From: ICDSM Section Francophone <icdsminfonet@yahoo.fr>
To: <info@pcn-ncp.com>
Sent: maandag 21 januari 2002 05:34
Subject: Newsletter FREE SLOBO ! - N° 6

FREE SLOBO !

Lettre d'information de la Section francophone de
 ICDSM
 Newsletter of the frenchspeaking section of ICDSM

N° 6 - 21 Janvier/January 2002

Webmaster - Editeur responsable :
 Luc MICHEL - email : lucmichelbxl@yahoo.fr

Les nouvelles qui sont données dans ce bulletin le
 sont à titre d'information.

Elle n'impliquent pas nécessairement l'adhésion de
 l'ICDSM,
 en particulier quant aux informations provenant des
 media occidentaux.

The news contained in this newsletter are given only
 for information.

ICDSM don't approve necessarily these news,
 particularly when information come from western media.

Dans ce numéro 6 vous pourrez lire -
 In this number 6 you could read :

- PUBLIC MEETING : "SERBIA ON TRIAL - NATO GUILTY"
 - REVUE DE PRESSE : ENTRETIEN AVEC JACQUES VERGES -
 POURQUOI JE DEFENDS MILOSEVIC !

PUBLIC MEETING :
 SERBIA ON TRIAL - NATO GUILTY

The Trial Of Slobodan Milosevic
 Public Meeting - Friday 1st Feb. 7pm
 Featured Speakers:

Christopher Black: Canadian barrister, war crimes
 expert and defence lawyer at International war
 tribunal in Rwanda. He is also chair of the legal
 panel for the International Committee for the Defence
 of Slobodan Milosevic (ICDSM)

Misha Gavrilovic: of the British-Serbian Alliance is a
 prominent broadcaster and member of the Serbian
 Community in Britain. He has had over 800 media
 appearances in the past decade relating to the
 conflict in Yugoslavia.

The trial of Yugoslav Ex-President Slobodan Milosevic
 is about to begin at NATO's Tribunal in The Hague. For
 twelve years, Mr Milosevic has been vilified and
 accused of the most heinous acts in order to justify
 NATO's war policies against his home country.

The Tribunal was established by the UN Security
 Council, which had no mandate to do so. Its purpose
 has been to justify NATO's first military intervention
 in its history and in advance delegitimise its prime
 victims, the Serbian nation, by equating them with
 Nazis. Mr. Milosevic, who was kidnapped against the
 ruling of the Yugoslav Supreme Court, has been denied
 his fundamental rights by this tribunal.

The War however has not stopped. NATO has now
 unleashed war in Macedonia using its proxy forces of
 the KLA and Osama bin Laden's Al Qaeda terrorists.

The International Committee to Defend Slobodan Milosevic (ICDSM)

www.icdsm.org

The ICDSM was founded on March 24, 2001 during the 1st European Peace Forum in Berlin.

ICDSM members are from 20 countries. The goals and activities of the ICDSM are being supported by 1300 personalities from more than 30 countries.

The ICDSM has addressed appeals to the President of the Federal Republic Yugoslavia, Dr. Vojislav Kostunica, and to the President of the Government of Serbia, Dr. Zoran Djindjic, for the release of Mr. Slobodan Milosevic in accordance with the provisions of Yugoslav and Serbian law and the ruling of the Yugoslav Constitutional Court.

The ICDSM condemns the unconstitutional and illegal abduction of president Milosevic and his delivery to the Hague "tribunal" as an attack on Yugoslav sovereignty carried out by the USA, NATO and their Serbian puppets. The ICDSM demands the immediate release of president Milosevic from his illegal detention in the Hague and the abolition of the illegitimate so-called "International Criminal Tribunal for Former Yugoslavia" as an extension of NATO and a tool used against the resistance of freedom fighters and patriots.

The ICDSM is supporting the work of national committees in defense of Slobodan Milosevic. These committees have been established in Russia, Italy, Greece, Germany, France, Bulgaria, England and other countries. The ICDSM will coordinate its efforts with these committees.

The ICDSM strongly supports the statements and petitions of 92 Russian senators, of 500,000 citizens of Ukraine, of the Congress of Slavonic Peoples of Belarus, Russia and Ukraine, of MPs from Russia, Ukraine and Belarus and from numerous political parties, NGOs and individuals demanding freedom for president Milosevic and protection of Yugoslavia's sovereignty and territorial integrity.

The ICDSM has established the International Lawyers' Group to monitor the legal case against Mr. Milosevic and to propose appropriate action from the standpoint of protecting human rights and legality.

ICDSM Attorney Nico Steijnen has brought legal actions defending Mr. Milosevic before the Dutch Courts. Attorney Steijnen has also brought an action before the European Court. Professor Aldo Bernardini and Attorney Jacques Verges will participate in this case as well.

Members of ICDSM Lawyers' Group

Christopher Black (Canada) - Coordinator

Nico Steijnen (The Netherlands)

Jacques Verges (France)

Professor Aldo Bernardini (Italy)

Ramsey Clark (USA)

Professor André Tremblay (Canada)

Professor Mihail N. Kuznecov (Russian Federation)

Professor Norman Paech (Germany)

Professor Bhim Singh (India)

Liana Kaneli (Greece)

David Jacobs (Canada)

Jean-Charles Tchikaya (France)

Nico Steijnen

From: Vladimir Krstjanin <vlada@sps.org.yu>
To: <Undisclosed-Recipient:@smtp.sps.org.yu;>
Sent: dinsdag 29 januari 2002 17:31
Subject: COUNCIL OF EUROPE WILL DISCUSS ON MILOSEVIC!

A resolution of the Assembly and a process in its Committee on Legal Affairs and Human Rights have been initiated in the last week session by a group of CPRF deputies, joined by their colleagues of the Left from other six countries.

Parliamentary Assembly of the Council of Europe

Violations of Law in the Case of Slobodan Milosevic

24 January 2002

Motion for the resolution

presented by Mr. Zyuganov and others

1. The Assembly notes that new facts have emerged concerning the involvement of Osama bin Laden, leader of the Al Qaeda terrorist organisation, in supporting the so-called Kosovo Liberation Army. This evidence proves the KLA was part of the international terrorist network. This in turn makes it possible to assess the nature of the conflict in Kosovo in 1998-1999 differently, proving that the aim of the Yugoslav leadership was not to suppress a liberation movement but to fight armed separatism and international terrorism.
2. Slobodan Milosevic was arrested on 31 March 2001. But an investigation by the Yugoslav authorities, which lasted three months, resulted only in an accusation of "abuse of position."
3. The transfer of Mr. Milosevic from Belgrade to The Hague in June 2001 at the demand of the International Criminal Tribunal for Yugoslavia (ICTY) was carried out in gross violation of the Yugoslav Constitution. This was confirmed by the Yugoslav Constitutional Court decision of 6 November 2001. Thus the unlawful transfer of Mr. Milosevic to The Hague may be considered kidnapping.
4. As a result of the kidnapping of Mr. Milosevic, the Yugoslav State was denied the right to a court examination of the accusations leveled against the former head of state, while Mr. Milosevic was deprived of the right to defend himself against those accusations.
5. The ICTY was created by a decision of the UN Security Council. However the UN Charter does not permit the UNSC to create judicial bodies. Thus the legitimacy of the ICTY is highly questionable.
6. A group of independent lawyers has submitted a complaint to the European Court for Human Rights in connection with the flagrant violations of law in the "Milosevic case". However the ICTY authorities prevent free and unmonitored communication between Mr. Milosevic and his lawyers. This violates the generally

recognised norms of human rights.

7. During Mr. Milosevic's detention in Holland his rights have been notably violated by the 24 hour a day illumination of his cell and by monitoring him 24 hours a day, using video and infrared equipment.

8. The Assembly calls on the Dutch and Yugoslav authorities as well as the ICTY to work for the return of Mr. Milosevic to Yugoslavia. That would help end the violation of law caused by his transfer to Holland. It would enable Yugoslavia to exercise its right for a court trial of Mr. Milosevic and it would allow Mr. Milosevic to exercise his right to defend himself.

Until then the Assembly calls on the ICTY to ensure that the conditions of Mr. Milosevic's detention in the UN Detention Center conform to the generally accepted norms of human rights.

Signed

Christodoulides Doris (Cyprus), Carvalho Lino (Portugal), Churkin Guennady, Gamzatova Hapisat, Gostev Ruslan, Melnikov Ivan, Zyuganov Gennady, Shaklein Nickolay, Bakulin Vladimir (Russia), Marmazov Yevhen, Oliynyk Boris, Pakhansky Anatoly (Ukraine), Kanelli Liana (Greece), Neguta Andrei (Moldova), Manukyan Yuri (Armenia)

Committee on Legal Affairs and Human Rights

Parliamentary Assembly of the Council of Europe

24 January 2002

On Violations of Law

in the Case of Slobodan Milosevic

Dear Colleagues,

Recently new facts have emerged concerning the involvement of Osama bin Laden, leader of the Al Qaeda terrorist organisation, in supporting the so-called Kosovo Liberation Army. This evidence proves the KLA was part of the international terrorist network. This in turn makes it possible to assess the nature of the conflict in Kosovo in 1998-1999 differently, proving that the aim of the Yugoslav leadership was not to suppress a liberation movement but to fight armed separatism and international terrorism.

It is necessary to note that former FRY President Slobodan Milosevic was arrested on 31 March 2001. But an investigation by the Yugoslav authorities, which lasted three months, resulted only in an accusation of "abuse of position."

Later in June 2001 Mr. Milosevic was transferred from Belgrade to The Hague at the demand of the International Criminal Tribunal for Yugoslavia (ICTY). But it was carried out in gross violation of the Yugoslav Constitution. This was confirmed by the Yugoslav Constitutional Court decision of 6 November 2001. Thus the unlawful transfer of Mr. Milosevic to The Hague may be considered kidnapping.

As a result of the kidnapping of Mr. Milosevic, the Yugoslav State was denied the right to a court examination of the accusations leveled against the former head of state, while Mr. Milosevic was deprived of the right to defend himself against those accusations. Furthermore many leading experts on the international law believe that the ICTY created by a decision of the UN Security Council is illegitimate, as the UN Charter does not permit the UNSC to create judicial bodies.

A group of independent lawyers has submitted a complaint to the European Court for Human Rights in connection with the flagrant violations of law in the "Milosevic case". However the ICTY authorities prevent free and unmonitored communication between Mr. Milosevic and his lawyers. This violates the generally recognised norms of human rights. During Mr. Milosevic's detention in Holland his rights have been notably violated by the 24 hour a day illumination of his cell and by monitoring him 24 hours a day, using video and infrared equipment.

We are calling on the PACE Committee on Legal Affairs and Human Rights to investigate the mentioned violations on international and national law in the "Milosevic case" and facilitate the return of Mr. Milosevic to Yugoslavia. That would help end the violation of law caused by his transfer to Holland. It would enable Yugoslavia to exercise its right for a court trial of Mr. Milosevic and it would allow Mr. Milosevic to exercise his right to defend himself.

Signed

Christodoulides Doris (Cyprus), Carvalho Lino (Portugal), Churkin Guennady, Gamzatova Hapisat, Gostev Ruslan, Melnikov Ivan, Zyuganov Gennady, Shaklein Nickolay, Bakulin Vladimir (Russia), Marmazov Yevhen, Oliynyk Boris, Pakhansky Anatoly (Ukraine), Kanelli Liana (Greece), Neguta Andrei (Moldova), Manukyan Yuri (Armenia)

To join or help this struggle, visit:

<http://www.sps.org.yu/> (official SPS website)

<http://www.belgrade-forum.org/> (forum for the world of equals)

<http://www.icdsm.org/> (the international committee to defend Slobodan Milosevic)

<http://www.jutarnje.co.yu/> ('morning news' the only Serbian newspaper advocating liberation)

'Joegoslavië groeit naar medewerking'

Van onze redactie buitenland
DEN HAAG - „De mensen op de Balkan zijn tien jaar lang gehersenspoeld. Voor sommigen zijn degenen die door het Joegoslavië-Tribunaal zijn aangeklaagd, slechts verdedigers van het nationaal belang.”

30-1-2002
Goran Svilanovic, minister van buitenlandse zaken van Joegoslavië (Servië en Montenegro), deed gisteren in Den Haag een poging uit te leggen waarom het zolang duurt voor de samenwerking van zijn land met het Haagse Tribunaal op gang komt. „We zijn niet de enigen. In Kroatië en Bosnië heeft het proces ook tijd nodig.”

Hij benadrukt echter dat de bereidheid tot medewerking er wel degelijk is. „En de belangrijkste gebeurtenis heeft al plaatsgevonden”, zegt hij in een verwijzing naar de overdracht van Joegoslavië's ex-president Slobodan Milošević aan het Tribunaal vorig jaar.

Voor de internationale gemeenschap is dat echter niet nog genoeg. Ze eist onder meer overdracht van documenten, toegang tot archieven en getuigen en de uitlevering van mensen die op de aangeklaagden-lijst van het tribunaal staan, zoals de Servische president Milan Milutinovic. Volgens Svilanovic (38) werkt zijn regering al op veel punten mee. „Het Tribunaal heeft een kantoor in Belgrado en kan met alle getuigen spreken.” En de overdracht van meer verdachten is ook te verwachten. „Ik kan alleen niet zeggen wanneer.”

Svilanovic was in Den Haag om, samen met zijn Nederlandse collega Van Aartsen, een akkoord over de bescherming van investeringen te ondertekenen. Dat moet Nederlandse ondernemers meer zekerheid bieden als zij besluiten zaken te doen in Joegoslavië. Heel belangrijk, onderstrepen beide bewindslieden, want in zowel Servië als Montenegro bestaat grote behoefte aan buitenlandse investeerders.

Die aarzelen echter, onder meer omdat nog steeds niet duidelijk is of Joegoslavië wel zal blijven bestaan. Een deel van de Montenegrijnen pleit al langer voor onafhankelijkheid. De EU ziet echter graag dat de huidige federatie blijft bestaan. „En”, zo benadrukt Svilanovic gisteren, „de Unie heeft duidelijk gemaakt dat de snelste weg van Servië en Montenegro naar de EU, gezamenlijk is”.

De Montenegrijnse president Milo Djukanovic blijft echter bij zijn streven naar een eigen staat. Wat zou kunnen betekenen dat het gisteren gesloten akkoord weer opnieuw getekend moet worden, maar dan tussen Nederland en Servië en Nederland en Montenegro. Svilanovic wil daar niet op vooruit lopen. De uitkomsten van het overleg over de toekomst van de federatie moet aan twee voorwaarden voldoen, meent hij. „Het moet bijdragen aan de stabiliteit van de regio en de wens van de bevolking in zowel Servië als Montenegro weer spiegelen.”

'Servisch crimineel geld is al lang weg'

Euro

30-1-2002
VERVOLG VAN PAGINA 1

Hervormingsmaatregelen van de Servische regering geven aanleiding voor 'hernieuwd vertrouwen in het bankwezen', vindt Blankert. En dat blijkt ook in de praktijk. „In de laatste maanden van 2001 is er bij de banken meer geld binnengekomen dan gedurende de laatste vijf jaar onder Milosevic”, zegt hij.

Gevreesd werd dat die nieuwe bankrekeningen gevuld zouden worden met enorme hoeveelheden zwart geld. De regels in Servië zijn soepeler dan in de eurozone, de controle is er aanzien-

lijk minder en de wisselperiode is langer. Toch blijkt nergens uit dat er inderdaad veel zwart geld wordt gewisseld. Tijdens de eerste drie weken van januari zijn er bij banken en wisselkantoren in Servië een miljard Duitse marken boven water gekomen op een geschat aantal van tussen de twee en acht miljard. „Dat wijst niet op kolossale stromen zwart geld”, aldus Blankert. „De echte grote bedragen zijn natuurlijk al lang buiten het land en via allerlei buitenlandse bankrekeningen waarschijnlijk keurig geïnvesteerd in de witte wereld.”

Zoran Petrovic is algemeen directeur van de Oostenrijkse Raiffaissenbank, een van de buiten-

landse nieuwkomers op de Servische markt. Hij deelt Blankerts zienswijze: Crimineel geld is al lang weg of het wordt geïnvesteerd in onroerend goed. De bankdirecteur heeft de huizenprijzen in Belgrado de afgelopen maanden aanzienlijk zien stijgen. Uit de dagelijkse praktijk blijkt volgens hem evenmin een enorme witwasoperatie. Het gemiddelde bedrag dat wordt omgewisseld belooft zo'n 2500 euro aan marken.

Op de Palilulka markt verkoopt Katica Bogusavljevic wc-papier en badschuim. Dikke bontjas aan, een sigaret in de ene en een bundeltje dinars in de andere hand. Van haar hoeft die euro

niet zo. „Ik heb geen idee hoe lang hij standhoudt en hoe de koers zich zal ontwikkelen”, zegt ze. „Ik begrijp er niks van dat de Duitsers hun mark hebben opgegeven. Ik wissel in dollars. Die euro lijkt helemaal niet op geld.”

Volgens Jan-Willem Blankert loopt alles echter naar wens. Hij ziet geen reden verontrustende berichten naar zijn bazen bij de Europese Commissie te sturen. „In principe loopt de operatie en is de euro bezig om geaccepteerd te worden”, zegt hij. „Bijvoorbeeld, toen ik deze maand mijn huur betaalde, vroeg de huisbaas: Zou het misschien mogelijk zijn dat ik euro's krijg?”

David Jan Godfroid

Milosevic: IK wil deze strijd strijden

DT 31-01-02

door Ruud Mikkers

DEN HAAG, donderdag

Voor het eerst heeft de Joegoslavische oud-president Milosevic gisteren langdurig het woord mogen voeren voor het Joegoslavië-Tribunaal in Den Haag. Milosevic, bijzonder strijdvast, vroeg de rechters om zijn vrijlating. „Ik vlucht niet, deze strijd wil ik strijden want uiteindelijk zal het recht zegevieren.”

De aanklagers van het Tribunaal betoogden voor de Kamer van Beroep de drie aanklachten tegen Milosevic samen te voegen zodat slechts een proces gevoerd hoeft te worden. Op 11 december van het vorig jaar werden de aanklachten van Bosnië en Kroatië al samengevoegd. Voor hetgeen zich in Kosovo heeft afgespeeld moet Milosevic zich vooralsnog apart gaan verantwoorden.

Aanklager Jeffrey Nice voerde aan dat de Servische misdaden (waar Milosevic de aanstichter van zou zijn) in Kroatië, Bosnië en Kosovo gepleegd zijn vanuit de gedachte een 'Groot-Servië' te stichten en derhalve in één rechtszaak behandeld zouden kunnen worden. „Dit was een voorbedacht plan in de geest van de verdachte”, aldus Nice. Ook voerde hij aan dat sommige - belangrijke - getuigen maar één keer kunnen verschijnen omdat ze hun leven niet zeker zouden zijn als ze nogmaals moeten verschijnen in Den Haag.

Leugen

„Door drie leugens samen te voegen krijg je nog een grotere leugen”, reageerde Milosevic fel toen hij van de Franse rechter Claude Jorda de tijd kreeg voor een weerwoord. Vervolgens stak hij een tirade af van een half uur. De oud-president hoorde volgens eigen zeggen pas dinsdag van de zitting van gisteren. „En dat ik de mogelijkheid zou krijgen om te spreken is me helemaal niet meegedeeld”, brieste Milosevic. „U lijkt me klaar voor de rechtszaak”, merkte Jorda droogjes op na het betoog van Milosevic.

Milosevic beschuldigde de Verenigde Naties van een „kwaadaardige en vijandige aanval op zijn persoon”. Hij verdedigde zijn politiek tijdens de Balkanoorlogen: „Ik heb al mijn machten aangewend voor vrede.” Volgens hem begon Franjo Tudjman, destijds president van Kroatië, de oorlog. Nice ontkende eerdere mediaberichten dat de aanklagers de zaak tegen Milosevic niet op tijd rond zouden kunnen krijgen. De Kroa-

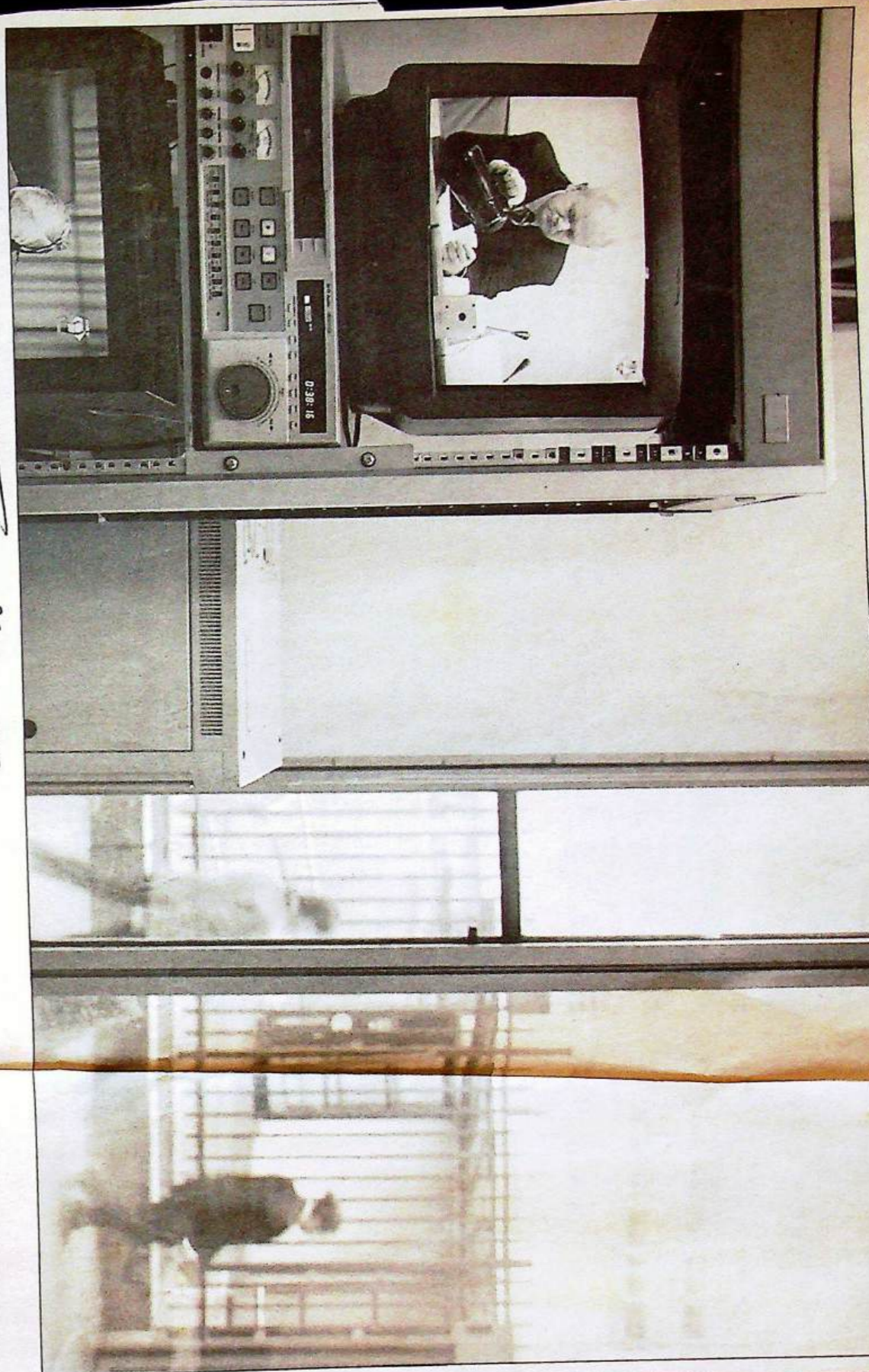
tië- en Bosnië-zaak zal op 1 juli klaar zijn voor aanvang, aldus de aanklagers. Het begin van het Kosovo-proces staat gepland voor 12 februari. De Ka-

mer van Beroep onder leiding van rechter Jorda doet zo spoedig mogelijk uitspraak over eventuele samenvoeging van de twee zaken.

Milosevic vraagt om vrijlating

Slobodan Milosevic schenkt voor zichzelf een kopje koffie in bij zijn vijfde verschijning voor het Joegoslavië-Tribunaal. Anders dan vorige keren - en tot zijn eigen verbazing - kreeg de ex-Joegoslavische president nu ruimschors de gelegenheid zijn zegje te doen. Hij riep de rechters op hem voorlopig vrij te laten. Hij beloofde terug te komen bij het begin van het proces - naar verwachting op 12 februari - want hij wil beslist „deze slag niet missen”. Onduidelijk is echter nog steeds of er twee processen zullen worden gevoerd (één inzake Kosovo en één inzake Bosnië en Kroatië) of dat de zaken worden samengevoegd, zoals de aanklagers willen.

FOTO ANP



Trouw 31-01-02

Nico Steijnen

From: ICDSM Section Francophone <icdsminfonet@yahoo.fr>
To: <info@pcn-ncp.com>; <lucmichelbxl@yahoo.fr>
Sent: donderdag 31 januari 2002 16:00
Subject: Newsletter FREE SLOBO ! - n° 8

FREE SLOBO !

Lettre d'information de la Section francophone de
 ICDSM
 Newsletter of the frenchspeaking section of ICDSM

N° 8 - 1er Février/February 2002

Webmaster - Editeur responsable :
 Luc MICHEL - email : lucmichelbxl@yahoo.fr

Dans ce numéro 8 vous pouvez lire -
 In this number 8 you could read :

- MEETING OF LONDON : MESSAGE OF SUPORT OF THE FRENCHSPEAKING SECTION OF THE ICDSM
- MEETING OF LONDON : OPEN LETTER FROM IRELAND
- SUPPORT FROM ARGENTINA : « FELICITO A LA LISTA POR LA DIFUSION DE ESTAS INFORMACIONES »
- "JUDGE IS ENGLISH, PROSECUTOR IS ENGLISH..." :
- MILOSEVIC DEFIES HIS NATO JUDGES
- BACK IN YUGOSLAVIA, LAYOFFS AND STRIKES
- PRESIDENT MILOSEVIC SPEAK (IN SERBIAN)

MEETING OF LONDON :
 MESSAGE OF SUPORT OF THE FRENCHSPEAKING SECTION OF THE
 ICDSM

Dear comrades

Many regrets no to be with you this day !
 Greatings from our militants of Belgium, France and
 Switzerland to all of you, and particularly to
 Christopher Black and all the British team of CDSM.
 A few words first to remember you the Symposium
 organised in next 2 march in Berlin by our comrades of
 the Germanspeaking Section of ICDSM, with our
 participation.

Since its creation by the NATO, the so-called
 "International Criminal Tribunal for former
 Yugoslavia" (ICTY) is a war machine leaded against the
 Serbian People and its defenders, in Yugoslavia and in
 Republika Srpska (Bosnia). Directly financed by NATO,
 the ICTY and his slavish magistrates abiding by the
 orders of Washington, is a shame to all the magistracy
 and the international judicial world.

The proceedings they use - secret charging, anonymous
 accounts without any proofs, kidnapping of the accused
 regardless of the international law, automatic
 presumption of guiltiness of the accused,
 investigations in accusation and not in defence, and
 so on. - remind us of the sinister inquisition and
 would deserve a non-admissibility of the charging in
 any independent court of law , starting with those in
 the US.

The detention conditions in the ICTY jails are also
 outrageous. Especially the medical help brought to the
 prisoners , the behaviour of the medical staff of the
 ITCY prison is also a shame to all the medical world.
 These are instances that are enough as proofs.
 The moral loneliness of the Serbian prisoners, victims
 of an incessant manhunt, is terrible. Adding to a

detention duration abnormally long and contrary to the disposals of the European Convention of Human Rights. It's why we must, as a duty, help them and support them.

The president MILOSEVIC is today the first of these Serbian prisoners.

With the extradition of MILOSEVIC, the pro-American muppets who govern Yugoslavia and Serbia since the rampant coup of last October 2000 have just thrown definitely the mask.

They have exchanged Milosevic against a thick handful of dollars, as they had already arrest him in April 2000 for the same motives. Thirty coins of Judas for the Serbian traitors !

The DOS raped the constitution that forbidden the extradition of the national Yugoslavian while adopting an unconstitutional decree. The DOS raped the right while transgressing the decision of the Yugoslavian supreme constitutional Court that had just suspended this decree. The DOS raped the formal guarantees of the Yugoslavian and international right that open ways of appeal to all menaced person of extradition (procedures legally hired by Milosevic). The DOS raped the democratic rules that confide to the parliament, where the Kollabosc of the DOS are minority, the voting of a constitutional modification.

Yugoslavia is not anymore a state of right. It is a "bananas" republic, governed by a junta solded to the imperialism and the colonialism of NATO and USA. Milosevic has not been extradited but removed and delivered illegally to the TPY, organ of repression of the NATO.

Today, the president Milosevic is the first resistant to the New World Order and the dictatorship of the NATO.

Today, all free men and women must mobilize themselves to defend the Yugoslavian president : WE ARE ALL OF MILOSEVICS !

Luc MICHEL, President of the
Frenchspeaking Section of ICDSM.

MEETING OF LONDON :
OPEN LETTER FROM IRELAND

Fraternal greetings from Mullingar, Republic of Ireland.

On the eve of the Public Meeting 1st February 2002 focussing on NATO

responsibility for war crimes in the Balkans and NATO's diversionary tactic of apportioning blame to the victims of their hi tech barbaric

onslaughts we note that a recent survey in England has ascertained the fact, if fact

it is in this largely fictionalised world, that vast numbers of people in

Britain no longer choose to tune in to either radio or television news

bulletins be those bulletins either of the news in brief kind or fully extended

bulletins.

This, as can be imagined, is causing serious concerns amongst the ranks

of the manipulators of public opinion whom we prefer to define as "the

deceivers." French writer and Director of the Ecole speciale d'architecture Paul

Virilio is the author of sixteen books on sociological

and political subjects with these books to include War and Cinema, Open Sky and Strategy of Deception. The last named book is a trenchant denunciation of the perpetration of the Kosovo war laying bare the lie that the West's intervention in the Balkans was founded on ethical and humanitarian grounds. Virilio, to quote from notes accompanying Strategy of Deception, has discerned a sinister innovation in the methods of waging war: territorial space is being replaced by orbital space in which a system of global telesurveillance is linked to the destructive power of bombers and missiles: governments, the military and the media are becoming part of a seamless and self-justifying process linked by new information and arms technologies. The author makes the claim that the media has a "license to lie." If it is that the media through its remorseless propagation of lies and distortions of the truth eventually alienates more and more sectors of the community than the ruling class which is totally dependent on the media for proselytising on its behalf and most particularly on behalf of waging war for profit will be in very serious trouble indeed.

The need to disseminate alternative information in a world crying out for such information has never been greater. Thank you, whilst on this subject, to the Campaign To Defend Slobodan Milosevic and to the PCN-NCP service de presse for sending us in these post Strangelovian times and so regularly information of that very kind.

Good luck for the meeting and we hope there will be a good attendance. We hope to make it along to a future meeting. With our sincere thanks and very best wishes. June and John Kelly

SUPPORT FROM ARGENTINA :
« FELICITO A LA LISTA POR LA DIFUSION DE ESTAS
INFORMACIONES »

From M. Gorojovsky
En mi carácter de miembro fundador del Comité
Internacional por la Liberación de Slobodan Milosevic,
felicitó a la lista por la
difusión de estas informaciones.

investigations in
so on. - remind us of the sinister inquisition and
would deserve a non-admissibility of the charging in
any independent court of law, starting with those in
the US.

The detention conditions in the ICTY jails are also
outrageous. Especially the medical help brought to the
prisoners, the behaviour of the medical staff of the
ICTY prison is also a shame to all the medical world.
These are instances that are enough as proofs.
The moral loneliness of the Serbian prisoners, victims
of an incessant manhunt, is terrible. Adding to a

"JUDGE IS ENGLISH, PROSECUTOR IS ENGLISH...":
MILOSEVIC DEFIES HIS NATO JUDGES

1-2-2002

Via Workers World News Service
Reprinted from the Jan. 24, 2002
issue of Workers World newspaper
By John Catalinotto

Former Yugoslav President Slobodan Milosevic continued
his
defiant stand in an appearance before the NATO-backed

01-02-02

only over crimes carried out in Yugoslavia by people
from
that region. It refuses to try U.S. or other NATO
officials
for ordering the bombing of civilian targets during
the 1999
war.
The great majority of charges have been brought
against
Serbian people, either those who lived in
Bosnia-Herzegovina
or officials in the Yugoslav or Serbian governments.
The
tribunal barely addresses the many horrific acts
committed
against Serbs during the decade-long civil wars that
fragmented what had been a multinational, socialist
country
based on a federation of six republics. The
dismembering of
Yugoslavia was long a goal of European and U.S.
capital,
which now have the upper hand in the area.
The trial on a set of charges against Milosevic
relating to
Kosovo is scheduled to begin on Feb. 12.
At the Jan. 9 hearing, Judge Richard May restricted
sharply
what Milosevic was allowed to say, repeatedly cutting
him
off.
Milosevic began, "To be precise, concerning what has
been
said today: almost everything we've heard shows that,
in the
guise of having a trial, what is planned here is to
carry
out an operation to reverse scene and culprit. This is
aimed
at producing a fabricated justification for the crimes
committed during the NATO aggression against my
country and
my people.
"Indeed, this 'indictment' itself constitutes one of
the
proofs that what I affirm is true. Because all the
so-called
misdeeds supposedly committed by the armed forces of
Yugoslavia, which I had the honor to command, are,
according
to the 'indictment,' supposed to have occurred during
precisely the time of the NATO aggression against my
country.
"The intention is obviously to portray those who
defended
their families, children, thresholds, homes and
homeland as
villains, criminals, evil people. Whereas those who
traveled

01-02-02

International Criminal Tribunal for the Former
Yugoslavia

(ICTY) in The Hague Jan. 9.

The court reacted as it has in the past. It censored
Milosevic's statements.

The Yugoslav leader has from the beginning refused to
recognize the authority of the ICTY and has said he
will

represent himself during the proceedings.

Under pressure from Washington and other NATO powers,
the

United Nations created the ICTY in 1993. It has
jurisdiction

only over crimes carried out in Yugoslavia by people
from

that region. It refuses to try U.S. or other NATO
officials

for ordering the bombing of civilian targets during
the 1999

war.

The great majority of charges have been brought
against

Serbian people, either those who lived in

Bosnia-Herzegovina

or officials in the Yugoslav or Serbian governments.

The

tribunal barely addresses the many horrific acts
committed

against Serbs during the decade-long civil wars that
fragmented what had been a multinational, socialist
country

based on a federation of six republics. The

dismembering of

Yugoslavia was long a goal of European and U.S.

capital,

which now have the upper hand in the area.

The trial on a set of charges against Milosevic

relating to

Kosovo is scheduled to begin on Feb. 12.

At the Jan. 9 hearing, Judge Richard May restricted

sharply

what Milosevic was allowed to say, repeatedly cutting

him

off.

Milosevic began, "To be precise, concerning what has

been

said today: almost everything we've heard shows that,

in the

guise of having a trial, what is planned here is to

carry

out an operation to reverse scene and culprit. This is

aimed

at producing a fabricated justification for the crimes

committed during the NATO aggression against my

country and

my people.

"Indeed, this 'indictment' itself constitutes one of

the

proofs that what I affirm is true. Because all the

so-called

misdeeds supposedly committed by the armed forces of

Yugoslavia, which I had the honor to command, are,

according

to the 'indictment,' supposed to have occurred during

precisely the time of the NATO aggression against my

country.

"The intention is obviously to portray those who

defended

their families, children, thresholds, homes and

homeland as

villains, criminals, evil people. Whereas those who

traveled

thousands of kilometers to destroy those homes in the night, to kill innocent people, to destroy maternity wards, hospitals, bridges, railways, trains, who collaborated with the Albanian terrorists-that those people, responsible for a huge number of victims and enormous material damage, are good, are correct, and should have the support of international public opinion.

"To compound this absurdity..."

At this point the court interrupted Milosevic, turning off his microphone. Judge May insisted that Milosevic limit his comments to trial procedure. In the coverage of the trial, however, the big-business media applied their own twist to the news, dredging up all the old political charges against the Yugoslav leader and the Serbian people. Milosevic tried to continue. "I want to confirm that you have not offered a single argument in response to the very clear legal facts I have presented regarding the illegality of this 'court,' established by a resolution of a Security Council that has no legislative nor judiciary power and that could hardly transfer prerogatives it does not have, since as lawyers you very well know that a right which one does not possess cannot be transferred.

"In any case..." Here the court again turned off his microphone and Judge May demanded the former president censor his comments.

President Milosevic tried once more: "Well, if you're going to limit the questions I can raise, then regarding the procedure I would say the following: according to the natural definition, which applies to any court, it must be neutral and impartial. And look at this 'court': the indictment is based on allegations provided by the English intelligence service; the judge is English; the prosecutor is English; the Amicus Curiae is English; and I..."

Here the court again cut off his microphone and adjourned the hearing.

BACK IN YUGOSLAVIA, LAYOFFS AND STRIKES

Back in Yugoslavia, living conditions for the working class and for most of the population have continued to worsen since the U.S.-manipulated September 2000 election and the October 2000 coup that followed pushed Milosevic's Socialist Party of Serbia out of office. Anyone who believed that the new Yugoslav government would

receive more aid and economic help from the imperialist powers if it arrested Milosevic and turned him over to NATO has by now been sorely disillusioned. Even the puppet Serbian Premier Zoran Djindjic has complained publicly that the Western leaders have reneged on their promises of aid. Unemployment is now up above 50 percent. In the first week of January, the announcement that four big Yugoslav banks would close threatened 8,500 more workers with layoffs. The news that Beogradska Banka, Jugobanka, Investbanka and Bcobanka would close provoked workers' protests, with more than 1,000 employees locking themselves in the banks' offices in Belgrade, Kruscovac, Nis and Vranje. Trade unions say that for every 1,000 employees laid off, another 5,000 jobs are in jeopardy. The Yugoslav government forced the closure of the four banking giants to mark the launch of broad, World Bank-sponsored changes to the country's financial sector that will allow deeper U.S. and West European penetration of the Yugoslav economy.

(Copyright Workers World Service)

PRESIDENT MILOSEVIC SPEAK (IN SERBIAN)

PREDSIEDNIK SLOBODAN MILOSEVIC :

Sabiranjem tri lazi ne dobija se istina nego se samo uvećava laž.

Sve ove tri optužnice, zaista imaju jednu crvenu nit, da upotrebim izraz koji sam ovde čuo, a ta crvena nit je dugotrajni zločin protiv Jugoslavije i protiv mog naroda. Ovo je ovde, očigledno, jedna velika zloupotreba moći da bi se proizvela istorijska prevara u kojoj će, oni koji su se zalagali za očuvanje Jugoslavije, biti optuženi za njeno razbijanje, oni koji su branili zemlju biti optuženi za zločine, da bi oni koji su se zalagali i izvršili secesiju, koji su se zalagali za separatizam do terorizma, bili amnestirani, jer su iza njih stajale sile kojima je bio cilj da uspostave kontrolu nad Balkanom, kako bi sa te geostrateške tačke dalje uspostavljali kontrolu u drugim pravcima.

Vi ovde govorite o tri povezane stvari, o tome smo ovde čuli, a setili su se autori tog tzv. plana o kome govore sa takvom samouverenošću da posle 10 godina podnose tužbu za Bosnu i Hrvatsku, koje su apsurdne, koje su besmislene, pre svega, zato što se citava srpska politika, Srbija i ja licno, i u Hrvatskoj i u Bosni bavila mirom, a ne ratom i sav svoj uticaj upotrebila da što pre dodje do mira.

Na samom početku sukoba u Hrvatskoj mi smo se zalagali za političko rešenje, i na bazi tog zalaganja odmah su uspostavljene zaštićene zone Ujedinjenih nacija i odmah smirena čela ta situacija. 24. marta 1992. godine, pokojni hrvatski šef Tuđman uputio je poruku naciji sa Trga Bana Jelacica u kojoj je rekao doslovce: "Rata ne bi bilo da ga Hrvatska nije zadržala, ali mi smo procenili da samo tako možemo ostvariti samostalnost". Svakako da ne bi bilo rata da ga Hrvatska nije zadržala, a u tom ratu Srbija nije učestvovala kao zaraćena strana, već je to bio

Nico Steijnen

From: Despotovic, Ruza <despot@wish.net>
To: Nico & Neeltje Steijnen <n.h.van.holst@freeler.nl>; Globalreflexion <office@globalreflexion.org>
Sent: vrijdag 1 februari 2002 13:22
Subject: laatste nieuws

Lawyers Zdenko Tomanovic and Dragoslav Ognjanovic have visited Slobodan Milosevic in detention unit of UN in Hague.

DJINDJIC, DJELIC AND PITIC IN NEW YORK

NEW YORK, Jan. 31 (Beta) - Serbian Premier Zoran Djindjic and Serbian ministers of finance and foreign economic relations, Bozidar Djelic and Goran Pitic, flew to New York on Jan. 31 to attend the World Economic Forum, an annual meeting of world political and economic officials and representatives of large companies and leading non-governmental organizations.

Serbian government representatives will participate in the formal part of the gathering entitled "Management in Crucial Times: A Vision of a Common Future," and hold separate meetings with politicians and influential businessmen, minister Djelic told BETA.

"It is a traditional meeting on key topics in the world and an excellent opportunity to meet decision makers," said Djelic.

According to Djelic, the Serbian premier will talk to several prime ministers and world leaders, including NATO general secretary George Robertson.

He added that government representatives would talk to representatives of leading companies and potential investors in the Serbian economy, including the leaders of the Swiss company "Nestle", the Italian Institute for Industry Reconstruction, presidents of major banks companies for technical production and cement factories...

Djelic said his collocutors would include the Bulgarian and Polish finance ministers, as well as the president of the London stock exchange.

**Press Release . Communiqué de presse
(Exclusively for the use of the media. Not an official document)**



The Hague, 1 February 2002
XT/P.I.S./657-e

MILOSEVIC CASE: THE APPEALS CHAMBER GRANTS THE PROSECUTION'S APPEAL FOR JOINDER

Today, Friday 1 February 2002, the Appeals Chamber, composed of Judges Claude Jorda (Presiding), David Hunt, Mehmet Güney, Fausto Pocar and Theodor Meron, issued its "Decision on Prosecution Interlocutory Appeal from Refusal to Order Joinder". The Appeals Chamber unanimously allowed the appeal and ordered that the three Indictments be tried together in one single trial. Unless the Trial Chamber decides otherwise, the trial shall commence on 12 February 2002, with the evidence relevant only to the charges relating to Kosovo.

The Appeals Chamber considered that the Decision of a Trial Chamber under Rule 49 of the Rules of Procedure and Evidence as to whether there should be a joinder was discretionary. It was satisfied that the Trial Chamber had "*misdirected itself as to the correct interpretation of the Rule*" and that the error of law had "*invalidated the decision and vitiated the exercise by the Trial Chamber of its discretion*".

The Appeals Chamber stated that it should "*exercise its own discretion in substitution for that of the Trial Chamber*" and that it was satisfied that, on the correct interpretation of Rule 49, the acts alleged in the three Indictments did "*form the same transaction*".

The Appeals Chamber further noted the assurances given by the Prosecution that it would "*be ready to proceed with the Croatia and Bosnia Indictments on 1 July 2002*", that it would "*be in a position to present its list of witnesses, its list of exhibits and its Pre-Trial Brief relating to these two Indictments by 1 April 2002*" and that it would "*not seek further time during the trial for the preparation of its case in relation to those Indictments*".

The Appeals Chamber will issue its reasons for the Decision in due course.

5-2-2002

'Het tribunaal was een zoethoudertje'

Volgende week begint het proces tegen Milosevic. De in Brussel wonende Kroaat Mirko Klarin doet al sinds het begin verslag van het Joegoslavië-tribunaal voor verschillende Balkan-lan-den. Alleen in Kroatië is er weinig interesse voor de verslagen van zijn persbureau. „Zelfs voor de Kroatië-aanklacht tegen Milosevic was weinig belangstelling.”

door Nicole Lucas

H

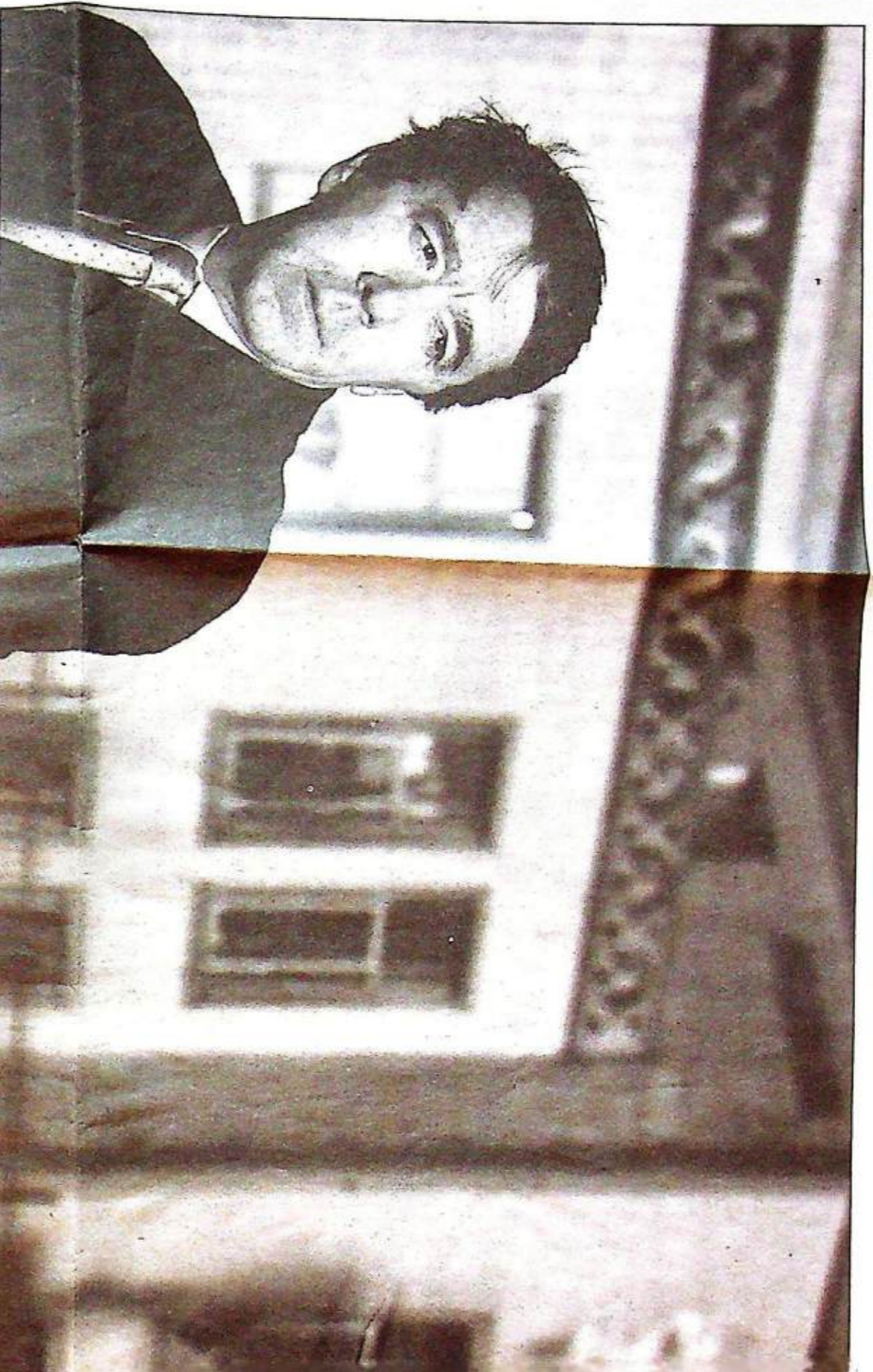
et Joegoslavië-tribunaal is het beste dat de regio in tien jaar tijd is overkomen, vindt Mirko Klarin – geboren aan de Dalmatische kust en getogen in Belgrado. Hij verkondigt bepaald niet de gangbare mening op de Balkan. Als het aan de journalist had gelegen, was het hof er zelfs al vóór 1993 gekomen, toen resolutie 827 van de VN het Internationaal Griminal Tribunal for the former Yugoslavia instelde. „Ik bepleitte het zelfs al vóór alles begon.”

Op 16 mei 1991, zes weken voor de oorlog op de Balkan met die in Slovenië begon, schreef hij een commentaar in zijn krant, *Borba*, het enige dagblad in het voormalige Joegoslavië dat in het hele land uitkwam. „Ik plette voor een oorlogtribunaal, omdat er volgens mij al oorlogsmisdaden waren gepleegd. Er werden immers actief voorbereidingen getroffen voor een oorlog en er werd, aan alle kanten, een klimaat van haat gecreëerd. En daarmee werd de basis gelegd voor gruwelijkheden.”

Kort daarop verhuisde de Kroaat om voor *Borba* Europees correspondent in Brussel te worden. „Ik ben toen van hot naar her gereisd, met de vraag: is er een kans dat er zo'n tribunaal komt? Maar iedereen zei: jullie zullen het zelf moeten doen.” Vele doden en nog veel meer vluchtingen later kwam het er uiteindelijk toch van. Maar niet van harte.

„Het tribunaal was een zoet-houdertje”, blikt Klarin (57) terug. „een poging van de internationale gemeenschap te laten zien dat ze echt wat deed.” Veel werd er niet van verwacht. „Maar ze hebben zich vergist; als je hier rechters en aanklagers neerzet uit allerlei landen, gaan die geen duimen zitten draaien. Die nemen hun werk serieus.”

Ironisch genoeg wakte dat aanvankelijk vooral irritatie, zeker nadat aanklachten bekend gemaakt werden tegen de Bosnisch-Servische leider Radovan Karadzic en en diens legerleider Ratko Mladic. „Allerlei westerse onderhandelaars, Lord Owen bijvoor-



De Kroatische journalist Mirko Klarin is eigenlijk, na bijna tien jaar schrijven over het Joegoslavië-tribunaal, moe. Maar met het proces tegen Milosevic voor de deur is hij toch niet weg te krijgen uit Den Haag.

beeld, riepen dat het tribunaal hen in de weg zat, want ze moesten toch met dezelfde mensen onderhandelen.”

Klarin ziet het anders: door die aanklacht, meent hij, was het onmogelijk voor Karadzic om in Dayton aanwezig te zijn, waar onderhandeld werd over een akkoord voor Bosnië. „Juist omdat Karadzic er niet was, was een overeenkomst mogelijk.”

Het verdrag leek echter in de praktische uitvoering al snel te stranden door de tegenwerking die het aan alle kanten ontvond. Logisch, meent Klarin.

„Want dezelfde mensen die de oorlog hadden ontketend, zaten er nog steeds.” Pas toen, daar is hij van overtuigd, heeft de internationale gemeenschap de waarde van het door haar zelf gecreëerde tribunaal onderkend: „Pas toen kwam er het besef: er komt alleen vrede en stabiliteit als we de schuldigen oppakken en berechten.”

In de regio zelf wordt dat echter nog lang niet altijd zo ervaren. Vooral in Servië bestaat het idee dat het tribunaal het vooral op hen gemunt heeft. „Mensen zijn tien jaar lang gehersenspoeld. Ontsmetten heeft tijd nodig.” Maar juist voor Servië is het tribunaal belangrijk, meent Klarin. „Hier wordt geprobeerd vast te stellen wat er gebeurd is, waar en hoe en wie daarvoor verantwoordelijk was. Daarmee kunnen we schuld individualiseren. Anders blijft alleen collectieve schuld over.”

Al die tijd heeft Klarin verslag gedaan van het tribunaal. Sinds 1998 doet hij dat niet meer voor *Borba*, maar heeft hij zijn eigen persbureau, Sense. Hij noemt zijn geesteskind, dat onder meer financieel gesteund wordt door Nederland, met nadruk een regionaal persagentschap. „We richten ons niet op één Balkanland, maar op verschillende.”

In eerste instantie waren vooral media in Bosnië en Montenegro geïnteresseerd. Sinds de omwenteling in Servië, in oktober 2000, vinden de producten van

hem überhaupt weinig bericht over het tribunaal. „Zelfs voor de Kroatië-aanklacht tegen Milosevic was weinig belangstelling. Alleen voor het proces tegen de Kroatische generaal Blaskic was interesse. Maar eigenlijk is het raar: media uit de regio zijn vaak alleen geïnteresseerd als het hier gaat over de misdadigers uit hun land, niet als het over hun slachtoffers gaat.” Hij herinnert zich bijvoorbeeld het proces over Celibici, een kamp waar Bosnisch-Serviërs gruwelijk werden gemarteld door moslims. „Serviërs

'Mensen zijn gehersenspoeld, ontsmetten kost veel tijd'

van Klarins persbureau, dat onder meer iedere week een tv-uitzending van 20 minuten over het tribunaal verzorgt, ook daar hun weg. Onlangs bracht Sense een documentaire uit over het proces tegen de Bosnisch-Servische generaal Krtasic, die vorig jaar tot 46 jaar cel werd veroordeeld wegens zijn betrokkenheid bij de tragedie rond Srebrenica. Hij is inmiddels al vele malen vertoond in de hele regio, ook in Servië. „Hij heeft vooral daar veel teweeggebracht. Mensen beginnen het te ontdekken wat er allemaal is gebeurd. Ze hangen hier soms huilend aan de telefoon.”

Alleen in Kroatië is er weinig interesse. Klarin kan het niet verklaren. Er wordt daar volgens

waren daar de slachtoffers, maar juist toen was er van Servische kant maar weinig belangstelling.”

De belangrijkste momenten zijn voor hem de schuldbekentissen. „We hebben er nog niet zoveel gehad, een stuk of zes. Maar toen Goran Jelacic, die in Brcko tientallen moorden heeft gepleegd, 31 keer zei: 'Kriv sam, ik ben schuldig', maakte dat zo'n indruk. Dat is een dramatisch moment. Dan valt er ook niets meer te ontkennen. Krtasic heeft overigens ook niet ontkend dat er misdaden hebben plaatsgevonden rond Srebrenica, alleen dat hij er verantwoordelijk voor was.”

Het is sisyphus-arbeid, het verslag doen van het tribunaal. „De zittingen duren lang en zijn vaatsaa. Maar je moet het wel allemaal volgen, wil je er goed over kunnen berichten.” Na bijna tien jaar is Klarin echter moe. „Ik zou willen dat iemand het overneemt.” Dan zou hij kunnen vertrekken, want in Nederland blijven wil hij niet. „Het is hier te koud, te nat.” Het liefst ziet Klarin zichzelf dan ergens aan de Dalmatische kust van zijn pensioen genieten. Maar met het proces tegen Slobodan Milosevic voor de deur, kan en wil hij niet vertrekken.

FOTO ROGER DOHMEI

Eén proces tegen Milosevic

DEN HAAG – Er komt één proces tegen de voormalige Joegoslavische president Milosevic, en dat begint zoals gepland op 12 februari. Dat heeft de Kamer van Beroep van het Joegoslavië-Tribunaal gisteren bepaald.

Aanvankelijk zou op 12 februari de rechtszaak tegen Milosevic

over Kosovo beginnen, gevolgd door een ander proces over Bosnië en Kroatië.

Hoofdaanklagster Del Ponte kreeg gelijk in haar protest tegen het besluit om Milosevic met twee afzonderlijke rechtszaken te verantwoorden te roepen. Wel begint de zaak straks eerst met de aanklachten over Kosovo.

Nico Steijnen

From: Mick Collins <cirqueminime@club-internet.fr>
To: Diana Johnstone <107764.116@compuserve.com>; Christopher Black <bar@idirect.com>; Krsljanin Vladimir <vlada@sps.org.yu>; Nico van holst en steijnen <n.h.van.holst@freeler.nl>
Sent: donderdag 7 februari 2002 13:01
Subject: FW: NYTimes.com Article: Milosevic Tapes' Excerpts Published

Hey, You all seen this yet? Mick

Dc : ycollins24@aol.com
 Répondre à : ycollins24@aol.com
 Date : Thu, 7 Feb 2002 15:25:57 -0500 (EST)
 À : cirqueminime@club-internet.fr
 Objet : NYTimes.com Article: Milosevic Tapes' Excerpts Published

This article from NYTimes.com
 has been sent to you by ycollins24@aol.com.

snt this to cary too,

ycollins24@aol.com

Milosevic Tapes' Excerpts Published

February 7, 2002

By THE ASSOCIATED PRESS

Filed at 1:16 p.m. ET

ZAGREB, Croatia (AP) -- Secretly taped telephone conversations of Slobodan Milosevic published Thursday show little of his alleged role in Balkan atrocities and instead depict a personal side of the former Yugoslav president, fumbling to present a flattering image abroad.

A weekly magazine published excerpts of the tapes, which it said were recorded from early 1996 to late 1998 by Croatian intelligence services, just days before the war crimes trial of Milosevic begins in The Hague, Netherlands. Croat officials confirmed the tapes' authenticity.

The excerpts in Globus magazine include almost nothing directly discussing the Balkan wars, during which prosecutors say Milosevic was a key player in atrocities.

It was unclear whether the full tapes included conversations of use to war crimes prosecutors and, if they did, whether the recordings were passed on to the tribunal ahead of Milosevic's trial, which opens Tuesday.

The Yugoslav leader is heard in the tapes complaining about being in the news, advising his unruly family and boasting about being called by then-President Clinton.

"He spoke so nicely to me," Milosevic was quoted as telling his foreign minister just an hour after Clinton had called him. Milosevic commended Clinton for being "personally engaged in bringing peace to the Balkans," adding: "I'm very happy about it."

The transcripts, published in the Croatian weekly Globus, said Clinton called Milosevic from Air Force One on Jan. 13, 1996. The American president was ending a visit to

Sarajevo and Belgrade shortly after the end of the Bosnian war.

"Mr. President, how are you? ... It's nice to hear your voice," Clinton told Milosevic.

The next day, a flattered Milosevic dressed down the chief editor of the Belgrade daily Politika for calling Clinton's trip a publicity stunt.

"Are you crazy?" Milosevic shouted. "(Clinton) did not deserve to be spit on like that! He came here to do a positive thing!"

He ordered the editor to run a more positive commentary the next day "and do it right."

Milosevic, charged with genocide and related crimes for his alleged role in atrocities committed during the wars in Croatia, Bosnia and Kosovo, plans to call Clinton as a witness, his legal advisers say.

Julia Payne, a spokeswoman for Clinton, confirmed the conversation with Milosevic but said it needed to be put in the context of Clinton "asking Milosevic to abide by his commitment to the implementation of the agreement" ending the Bosnian war.

"Because of the accords, peace in Bosnia was achieved by a combination of force and diplomacy by the U.S. and our allies," she said in New York. "Later, when Milosevic repeated his aggressions in Kosovo, the United States and NATO acted quickly and decisively, which led to his downfall."

Croatian government sources, speaking on condition of anonymity, Thursday told The Associated Press the transcripts were accurate. The calls were taped by a branch of Croatia's secret services that bugged Yugoslav army telephone lines Milosevic used while in a vacation residence in Karadjordjevo, near the Croatian border.

Globus said that the lack of problems in taping the conversations led some intelligence officials to suspect the Yugoslavs may have known about the bugs and allowed them to listen in on harmless conversations.

Last week, after an initial report on the tapes, Milosevic's Socialist Party dismissed the reports as "pure fabrication," and part of a media campaign to smear Milosevic's name ahead of the trial.

The transcripts show Milosevic as keen to present a flattering international image. When the Bosnian Serb military leader, Gen. Ratko Mladic, captured two French pilots downed during NATO bombing, Milosevic fumed that the incident could mar his reception in Paris, where the accord ending the Bosnian war was to be signed.

"They always have put us in a bad negotiating position," Milosevic complained to an aide about his Bosnian Serb proxies. "What ... do they need these pilots for?"

Mladic, a war crimes suspect wanted by the U.N. court, is still at large.

The tapes also have Milosevic complaining to his wife Mira about being "sick and tired" of seeing himself on television, in apparent yearning for privacy.

The transcripts also cited him as advising daughter Marija to go to court to collect unpaid debts and urging his son

not to go ahead with plans to have surgery to correct his protruding ears. His advice -- put on weight, instead.

<http://www.nytimes.com/aponline/international/AP-Croatia-Milosevic-Tapes.html?ex=1014113557&ci=1&en=ac3f5c00af12c9f8>

HOW TO ADVERTISE

For information on advertising in e-mail newsletters or other creative advertising opportunities with The New York Times on the Web, please contact Alyson Racer at alyson@nytimes.com or visit our online media kit at <http://www.nytimes.com/adinfo>

For general information about NYTimes.com, write to help@nytimes.com.

Copyright 2002 The New York Times Company

Bloemen op het graf



Twee Albanese kinderen leggen bloemen op het graf van hun zus en vader, die in 1999 door Servische troepen in het dorpje Makovc werden gedood. De moorden maken deel uit

van de aanklacht tegen Milosevic. In Kosovo zou de ex-president de etnisch Albanese bevolking met geweld hebben laten verdrijven om de Servische overheersing van het gebied

veilig te stellen. Ook in Kroatië en vooral Bosnië stierven duizenden mensen bij deportaties, moorden en martelingen om het land etnisch te zuiveren. (Foto Reuters)

Media massaal naar Milosevic

ANP
Den Haag

De internationale pers komt de komende dagen massaal naar Den Haag voor het proces tegen de Joegoslavische ex-president Milosevic, dat dinsdagmorgen begint.

Het bureau dat de accreditaties registreert, heeft al enkele honderden aanvragen binnengekregen van journalisten. Slechts tachtig

vertegenwoordigers van de media kunnen op de publieke tribune in het Joegoslavië-Tribunaal. De minder fortuinlijken moeten het doen met projectieschermen in het Nederlands Congres Centrum (NCC), tegenover het tribunaal.

Een woordvoerder van het NCC verwacht vanaf maandag 'een gekkenhuis', net als afgelopen zomer. „Toen meneer Milosevic de eerste keer werd voorgeleid, zaten er zelfs journalisten te wer-

ken op de computers van onze receptionisten." In het NCC krijgen journalisten het proces een half uur later te zien. Deze tijd is nodig om het geluid te vertalen. Alleen een cameraploeg van het Joegoslavië-Tribunaal filmt in de rechtszaal. TV-stations kunnen deze beelden overnemen. De Britse omroep BBC stuurt met 35 personen de grootste ploeg naar Den Haag. Volgens het Tribunaal zullen vooral de eerste vier dagen druk bezocht zijn.

Gevangenisdirecteur leerde menselijke kant dictator kennen Slobodan kon tortelduifje zijn

Door Cees van Zweeden
Nis

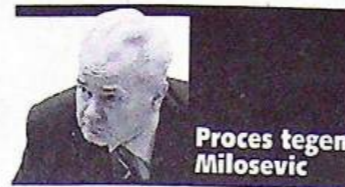
Dragisa Blanusa had niet gedacht dat hij ooit dat antwoord zou geven. Maar toen een vriend hem op zijn mobiele telefoon belde en vroeg waar hij mee bezig was, zei hij: „Ik sta te kijken hoe Milosevic zijn kleedje uitklopt.”

Zoals veel Serviërs koesterde Blanusa (56) een stille haat jegens de man die een spoor van misère op de Balkan had getrokken. Als directeur van de centrale gevangenis te Belgrado had hij zich heilig voorgenomen het leven van Milosevic tot een hel te maken.

Toen hij op 1 april van het vorig jaar Milosevic naar zijn cel leidde, kon hij het niet nalaten extra zout in de wonde te wrijven. Blanusa ontnam hem eerst zijn broekriem en horloge, en kraaide toen: „Ziezo, de dictator die in een huis met 500 kamers woonde, is geëindigd in een cel van 2 bij 3 meter.”

Maar de triomfantelijkheid ebde snel weg. „In zijn cel stond een Spartaans stapelbed. Milosevic was doodmoe, omdat hij dagen niet had geslapen. Hij dronk een kop thee, at een snee brood met jam, en kroop in het onderste bed. Hij trok de gerafelde deken over zich heen, nam de foetushouding aan, en sliep direct in. Zijn rug keerde hij naar de celdeur, alsof hij wilde zeggen: 'De wereld heeft mij verraden. Barsten jullie allemaal maar!' Als je een dictator in die positie ziet, wordt hij plotseling menselijk.”

Niets maakte de zwakte van Milosevic aanschouwelijker dan de bezoeken van zijn dominante vrouw Mira Markovic, een athe-



Proces tegen Milosevic

Ruim tien jaar was Slobodan Milosevic een van de politieke leiders op de Balkan. Vanaf dinsdag staat hij wegens oorlogsmisdaden terecht voor het Joegoslavië-Tribunaal. Maar wie is toch deze Slobodan Milosevic?

„Er was een priester uit Montenegro op bezoek geweest. Uren had hij met Milosevic gesproken, om hem bij zijn vertrek een bijbel te schenken. Ik zag hoe Milosevic de bijbel aandachtig doornam, toen hij alleen in zijn cel was. Toen Mira de volgende dag kwam, liet Milosevic zich ontvalen dat er een godsdienaar was geweest. 'Wat? Een priester?' briesste ze. 'En hij liet ook nog een bijbel achter,' zei Milosevic. 'Die heb je toch niet gelezen?' Mira was woest. Milosevic hoefde niet lang over zijn antwoord na te denken. 'Natuurlijk niet,' zei hij, zonder een spoor van aarzeling.”

Milosevic koesterde een heilig ontzag voor Mira Markovic, die werd gezien als de kwade genius achter hem. Onderhandelaars stelden vast dat Milosevic altijd een ietsje onverzettelijker aan de tafel terugkeerde, nadat hij bij haar vandaan was gekomen. Zijn toewijding aan Mira was totaal. „Hij sprak haar altijd aan met lief-

je, alsof hij haar net had ontmoet,” stelt Blanusa vast. „Hij gedroeg zich als een tortelduifje.”

Bekend was dat Milosevic de scepter hanteerde vanuit een ivoren toren, opdat hij niet te veel hinder ondervond van de harde werkelijkheid buiten. Televisie keek hij niet. „Wie door menselijk leed wordt geraakt, kijkt te veel naar CNN,” zei hij ooit. En adviseurs die hem de waarheid durfden te zeggen, had hij evenmin. Tijdens zijn verblijf in de gevangenis werd het complex omringd door enkele honderden betogers van het type 65+. Maar Milosevic scheen te denken dat zij elk moment een stormloop op het complex konden ondernemen om hem te bevrijden. „Ik vroeg hem wat Mira hem had gezegd over de demonstranten buiten,” zegt Dragisa Blanusa. „Hij antwoordde dat ze had gesproken over 200.000 betogers, die kookten van woede.”

Voetbal

Niettemin bleef Milosevic zijn vrouw geloven. „Tot op het laatste moment dacht hij dat hij bevrijd zou worden. Toen ik zijn cel binnenkwam met het nieuws dat hij naar Den Haag ging, bleef hij tijd rekken. Ik gaf hem vijf minuten om zijn spullen te pakken, maar hij draalde. Zijn strategie was voetbal te spelen zonder doelen, opdat het altijd 0-0 bleef en de wedstrijd oneindig verlengd werd. Ik moest hem bij de arm nemen en zeggen: 'We moeten nu gaan.' Toen ging hij mee.”

Milosevic was drie maanden eerder in zijn huis gearresteerd, na een dagenlang beleg dat rechtstreeks op de buis was uitgezonden. Blanusa, die een dag tevoren over de uitlevering aan Den Haag

was ingelicht, wilde soortgelijke taferelen hoe dan ook voorkomen. Maar de gevangenis werd omringd door een groeiende schare betogers en journalisten.

De directeur had een briljante ingeving. „Milosevic moest de gevangenis worden uitgesmokkeld, dat stond voor mij vast,” zegt hij. „Ik besloot daarvoor een oud busje te gebruiken dat iedere dag naar de gevangenis kwam om brood af te leveren. Ik stopte Milosevic met vier cipiers in het busje, en beval de chauffeur zo nonchalant mogelijk naar het hoofdbureau van politie te rijden.”

Het plan slaagde, en 25 minuten later stapte Milosevic op de binnenplaats van het politiebureau uit de bus. De betogers en de televisieploegen hadden niets gemerkt. Blanusa was de enige die het busje had gevolgd, in een oude Mercedes. „Op de binnenplaats droeg ik hem formeel over aan een vertegenwoordiger van het Haagse tribunaal. Milosevic richtte zich tot mij, en zei: 'Goed gedaan, u kunt nu uw losgeld gaan incasseren.' Ik liep met hem mee naar de helikopter die hem naar het vliegveld zou brengen.”

Het was 28 juni 2001, op de dag af twaalf jaar nadat Milosevic met een opruiende toespraak ten overstaan van meer dan een miljoen Serviërs in Kosovo het startsein had gelost voor de bloedige desintegratie van Joegoslavië. „De helikopter was dezelfde die Milosevic twaalf jaar eerder naar Kosovo had gevlogen. De bemanning was ook dezelfde.” Milosevic begroette de bemanning met een joviaal 'hallo jongens, hoe gaat het met jullie?' De bemanningsleden antwoordden in koor, zoals zij gewend waren. „Uitstekend, president. En hoe gaat het met u?”



Foto Reuters

RECHTER: O-GON KWON

Toen O-gon Kwon (1953) vorig jaar werd benoemd als rechter bij het tribunaal, slaakten overheidsfunctionarissen in Zuid-Korea een zucht van verlichting. „Het is veelbetekenend dat ons land, dat lange tijd gebukt ging onder oorlog, onmenselijke misdaden en koloniale overheersing, een rechterlijke stem krijgt in een tribunaal dat soortgelijke misdaden in ex-Joego-

slavië bestraft”, liet een woordvoerder in *The Korea Herald* weten. De benoeming zou hét bewijs zijn dat de Koreaanse strijd voor mensenrechten en democratie eindelijk naar waarde werd geschat. Ook Kwon lijkt zich het slechte imago van zijn geboorteland aan te trekken. „Ik zal mijn uiterste best doen om oorlogsmisdadigers te berechten”, zei hij bij zijn inauguratie. „Maar ik ben ook van plan Korea's status in het internationale recht te verhogen. Dat is namelijk hard nodig.”

Afgaande op zijn curriculum vitae heeft de in Chongju, Chungchongpukto geboren Koreaan de benoeming vooral aan zichzelf te danken. Op 24-jarige leeftijd studeerde hij af aan de universiteit in Seoul. Daarna schreef hij zich in voor een vervolgstudie aan de Law School of Harvard, die hij in 1985 met succes afrondde. Terug in eigen land werkte Kwon bij de rechtbank in Seoul en het Hooggeerechtshof in Taegu. Als rechter in de zaak-Milosevic volgt hij Mohammed Fassi Fihri op.



Foto Michel Porro/Getty Images

AMICUS: STEVEN KAY

In het voorjaar van 1996 had de Britse advocaat Steven Kay (47) het gevoel dat hij de 'de wereldopinie' tegen zich had. Dat was, zei hij in *The Guardian*, in het begin van het proces tegen de Bosnische Serviër Dusko Tadic, de eerste verdachte die door het tribunaal werd berecht. Kay verdedigde hem, samen met de Nederlandse advocaten Michail Wladimiroff en Fons Orië. De laatste is nu rechter bij het Joegoslavië-

tribunaal. Tadic wordt nu een 'kleine vis' genoemd, hij zou niet meer in aanmerking komen voor berechting door het tribunaal. In 1996 lag dat anders, en zijn advocaten deden in de afkeer die de Bosnische Serviër, aangeklaagd voor moord en marteling, ten deel viel. Kay, gespecialiseerd in humanitair recht, vond dat niet erg, hij wilde graag laten zien wat hij kon.

In 1999 verdedigde Kay samen met Wladimiroff de eerste burger die door het Rwanda-tribunaal werd aangeklaagd voor genocide, Alfred Musema. Wladimiroff en Kay zijn vrienden. Kay praatte vaak met Wladimiroff over zijn huwelijksproblemen. In de rechtszaal van het Joegoslavië-tribunaal valt Kay op omdat hij een pruik draagt. Hij stottert licht. Hij vindt van zichzelf dat zijn kracht vooral ligt in het dóórvragen tijdens kruisverhooren. Tijdens de voorbereidende zittingen in de zaak tegen Milosevic overlegde hij vaak met Wladimiroff. Met hun Servische collega Tapuskovic hadden ze nauwelijks contact.



Foto Vincent Menzel

AMICUS: MICHAÏL WLADIMIROFF

Tijdens de voorbereidende zittingen in het Milosevic-proces was 'amicus curiae' Michail Wladimiroff vaak als een van de eersten in de rechtszaal. Hij begroette - voortdurend glimlachend - de aanklagers, de medewerkers van de griffie. Hij keek ook vaak vriendelijk naar Milosevic, maar die vermeed nadrukkelijk zijn blik. Wladimiroff denkt van zichzelf dat

hij gemakkelijk een vertrouwensrelatie opbouwt met inwoners van ex-Joegoslavië. In een vraaggesprek met deze krant zei hij: „Je praat met mensen van wie je iets wilt, je trekt en sjort, en op een gegeven moment zeggen ze: 'Wil je wat drinken?' Ik zeg altijd ja.” Maar met Milosevic heeft hij nog geen contact kunnen krijgen. Milosevic wil niet. De drie 'amici curiae', vrienden van het hof, zijn benoemd om de rechtbank bij te staan. Zij moeten erop toezien dat Milosevic een eerlijk proces krijgt. Ze letten op procederes en zullen ook getuigen verhoren. Advocaat Wladimiroff (57), gespecialiseerd in financieel strafrecht, verdedigde de eerste verdachte die terechtstond voor het Joegoslavië-tribunaal, Dusko Tadic. Tijdens dat proces maakte hij indruk omdat hij een getuige tegen zijn cliënt ontmaskerde. De man gaf in de rechtszaal toe dat hij de getuigenis had verzonnen. Wladimiroff wilde na Tadic geen andere verdachten van oorlogsmisdaden bijstaan. Alléén als er zaak kwam tegen Milosevic, wilde hij er bij zijn. En hij is erbij.

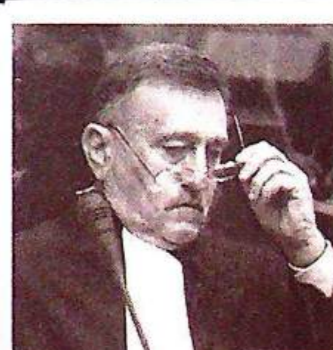


Foto Michel Porro/Getty Images

AMICUS: BRANISLAV TAPUSKOVIC

In de rechtszaal had Milosevic tot nu toe, tijdens de voorbereidende zittingen, nauwelijks aandacht voor de drie juristen die ervoor moeten zorgen dat hij een eerlijk proces krijgt. Hij negeerde ze. Hij keek wel op toen de Serviër Branislav Tapuskovic (63) in oktober voor het eerst het woord nam. Hij bekeek hem met een geamuseerde, spottende blik. Tijdens een latere

zitting moest hij om Tapuskovic lachen. Dat was toen de Serviër zei dat hij uit moreel en historisch verantwoordelijkheidsbesef de rol van 'amicus' op zich had genomen.

Tapuskovic is in Belgrado deken van de orde van Servische advocaten. Als advocaat verdedigde hij tegenstanders van Milosevic. Hij spreekt geen Engels - wat de communicatie met zijn twee collega's lastig maakt. Zijn vrouw, die ook advocaat is, spreekt wel Engels, ze vertaalt voor haar man tijdens interviews. Zij helpt hem nu ook met de klus die hij op zich heeft genomen. Al bij zijn eerste optreden in de rechtszaal zei hij dat de drie 'vrienden' zeker niet over alles hetzelfde dachten, er was ruimte voor verschil van mening. Er lijkt tussen hem en de andere twee amici weinig contact te zijn. Tijdens de zittingen overlegde hij tot nu toe nauwelijks met hen.

Proces Milosevic eindelijk van start

Rian van Kuppenveld



Dinsdag begint in Den Haag dan eindelijk het proces tegen Slobodan Milosevic voor het Joegoslavië-tribunaal. (1) De voormalige Servische president werd vorig jaar gearresteerd en kwam op 28 juni in Den Haag aan, waarna hij werd opgesloten in een cel in de gevangenis van Scheveningen.

Milosevic is aangeklaagd (2) wegens oorlogsmisdaden begaan in Kosovo (3), Kroatië (4) en Bosnië (5). Het proces tegen Slobodan zal zeker een jaar gaan duren en is - met een vertraging van een half uur - op internet te volgen via de site van het Joegoslavië-tribunaal. (6)

Het proces begint met de aanklacht wegens misdaden tegen de menselijkheid en oorlogsmisdaden in Kosovo. Op de site van Hu-

man Rights Watch is een uitgebreide rapportage (7) over de deportatie van 800.000 Albanese en de verdwijning van en moord op vele honderden Albanese Kosovaren te lezen, ook is er een uitgebreide fotogalerij (8).

Het proces tegen Milosevic kan een nieuw licht werpen op de westerse bemoeienis met de Balkan (9), deze week kwam al aan het licht dat Milosevic goede

maatjes was met de Amerikaanse president Bill Clinton.

Op de site van het International Committee to Defend Slobodan Milosevic (10) is te lezen hoe Milosevic en de zijnen over het proces denken. Hoe Bosnische en Joegoslavische nieuwsbronnen het proces verslaan is te zien op Bosnia-post (11) waar speciaal voor internet een Engelstalig nieuwsoverzicht wordt samengesteld. Een interessante site is ook die van het Institute for War and Peace Reporting (12). Dat helpt journalisten bij onafhankelijke berichtgeving over de Balkan door middel van trainingen en financiële ondersteuning. Zeker een bezoekje waard is ook Radio B92 (13). Dit onafhankelijke Servische station was tijdens de heerschappij van Milosevic al een luis in zijn pels en zal dus zeker uitgebreid over het proces berichten.

Een goede bron van informatie zijn uiteraard ook de internationale nieuwsmidia. Zoals 'Yugoslavia after Milosevic' (14) van de BBC, 'The case against Milosevic' van CNN (15) en het Balkan-dossier van The Guardian (16). Enorm veel juridische en achtergrondinformatie is te vinden op de Web Guide to arresting Milosevic (17). Veel juridische informatie op de site Jurist (18), terwijl Human Rights Watch veel aandacht besteedt aan het Internationale Strafhof in het algemeen en het Joegoslavië-tribunaal in het bijzonder (19). Kritische noten over de arrestatie van Milosevic zijn er uiteraard ook genoeg te vinden op internet (20). Interessant kan het ook zijn de berichtgeving over het Milosevic-proces op de officiële site van Joegoslavië te volgen (21) of - beter nog - op die van Servië (22).

Joegoslavië-tribunaal daagt alleen kopstukken

Door onze redacteurs 2002

CEES BANNING en
PETRA DE KONING
DEN HAAG, 9 FEBR. Het VN-tribunaal in Den Haag zal alleen nog de zwaarste oorlogsmisdaden in ex-Joegoslavië onderzoeken, en alleen de hoogste militaire en politieke leiders aanklagen.

Medewerkers van het Joegoslavië-tribunaal bevestigden dat de geheime lijst van verdachten wordt geschoond en dat de dossiers opnieuw worden bekeken. Militairen en burgers die lager in de hiërarchie stonden zijn van de lijst afgevoerd.

Graham Blewitt, plaatsvervanger van hoofdaanklager Carla Del Ponte, zegt in een vraaggesprek met deze krant dat de aandacht van de aanklagers zich zal richten op de „meest verantwoordelijken” voor de misdaden: generaals, politiechefs en vooraanstaande politici.

Dat betekent dat verdachten die niet zelf de belangrijkste opdrachtgevers waren voor misdaden niet meer bang hoeven te zijn

dat ze zich in Den Haag moeten verantwoorden voor hun daden. De afgelopen jaren werden verdachten van dit lagere niveau nog wel door het tribunaal aangeklaagd en veroordeeld.

„Niet iedereen op de Balkan zal er blij mee zijn”, zegt Blewitt. „Maar onze hoop is dat we de leiders aanpakken en daardoor de obstakels wegnemen voor 'berechting, later, van de andere daders.’” De bedoeling is dat rechtbanken in ex-Joegoslavië de vervolging van misdadigers overnemen, maar Blewitt geeft toe dat ze daar nog lang niet aan toe zijn. Er is te veel corruptie en er is geen garantie dat getuigen worden beschermd.

Komende dinsdag beleeft het tribunaal, dat in 1993 werd opgericht, een hoogtepunt: het begin van het proces tegen de Joegoslavische ex-president Slobodan Milosevic. Het is voor het eerst dat een oud-staatshoofd terecht staat voor oorlogsmisdaden. Hij is aangeklaagd voor misdaden in Kosovo, Kroatië en Bosnië. Hoofdaanklager Carla Del Ponte gaat ervan uit

dat het proces zo'n twee jaar gaat duren.

In de zogenoemde 'exit strategie' hebben de aanklagers eind vorig jaar vastgesteld welke misdaden in ex-Joegoslavië nog worden onderzocht. De aanklagers willen volgens Blewitt dat uiteindelijk, door alle processen die zijn gevoerd, een zo compleet mogelijk beeld ontstaat van de oorlogsmisdaden die sinds begin jaren negentig in ex-Joegoslavië zijn gepleegd.

De aanklagers hebben een selectie gemaakt op grond van de ernst van de misdrijven, het soort misdaad, de etnische achtergrond van de daders, en het deel van ex-Joegoslavië waar ze zijn begaan (dus bijvoorbeeld ook Macedonië).

De aanklagers verwachten dat ze eind 2004 klaar zijn met alle onderzoeken. Blewitt denkt dat het tribunaal dan nog zes tot acht jaar nodig heeft om de rechtszaken te voeren.

- TRIBUNAAL: pagina 9
- THEMA: pagina's 45-48
- TEGENSpraak: www.nrc.nl



Home - Yahoo! - My Yahoo! - News Alerts - Help



Beware: Photo Slideshows are Addictive



Lose 10 Pounds By March 4th!

Height 5 ft 7 Weight 90 eDiets

Home | Top Stories | Business | Tech | Politics | World | Local | Entertainment | Sports | Science | Health

World Headlines

Sources: Reuters | AP | The New York Times | ABCNEWS.com | OneWorld.net

Saturday February 9 11:50 AM ET 2002

Serbs Stage Pro-Milosevic Rally Ahead of Trial

By Gordana Kukic

BELGRADE (Reuters) - Thousands of Serbs, many waving the red, blue and white national flag and pictures of their former president, rallied on Saturday in support of Slobodan Milosevic three days before the start of his war crimes trial.

Carrying placards with slogans such as "Long Live Our Sloba" and "We Love You Sloba," the protesters gathered in Belgrade's central Republic Square, the scene of many anti-government demonstrations during Milosevic's years in power.

The rally, organized by Milosevic's Socialist Party of Serbia, showed the ex-president of both Serbia and Yugoslavia still has a hard core of supporters. But the turnout was a far cry from the hundreds of thousands he attracted in his heyday.

Most people in the city center were more interested in shopping. Many in the square were onlookers enjoying warm sunshine, not active participants.

The number of protesters peaked at around 8,000 on a march from the square to the Yugoslav parliament, the focal point of the mass uprising which ousted Milosevic in October 2000.

Milosevic goes on trial at the U.N. war crimes tribunal in The Hague on Tuesday, accused of crimes against humanity for Serb atrocities committed in the wars in Kosovo and Croatia and facing a charge of genocide over the 1992-95 Bosnian war.

"It is clear that this so-called trial in the so-called court in The Hague is a trial of the entire Serbian people and the entire state," Ivica Dacic, a Socialist party leader, said.

"This is not about an individual, or a party, but about the entire Serbian people," he told the crowd.

U.N. war crimes prosecutor Carla del Ponte insists the opposite. "This trial is not about revenge and is also not about collective responsibility," she told a German newspaper in an interview released ahead of publication on Sunday.

"It's about Milosevic's personal responsibility in crimes which he is accused of carrying out or ordering in Croatia, Bosnia Herzegovina and in Kosovo," she told Welt am Sonntag.

Speakers at the rally denounced the war crimes tribunal as a tool of U.S. imperialism set up to punish Washington's enemies.

Through a booming sound system, organizers played a recording of a speech Milosevic made to the tribunal two weeks ago in which he called for his release.

The rally was entitled "Free Serbia, Free Slobodan," -- a play on words as Milosevic's first name means "free" in Serbian.

Protesters handed in a demand to parliament for Milosevic's release and asked the Belgrade authorities for help with their campaign. That is highly unlikely from the pro-Western reformers who ousted him and handed him over to the tribunal last June.

Demonstrators insisted Serbs had acted in self-defense in the Balkan wars of the past decade.

"Those who start wars should be tried in The Hague, not those who defended themselves," Mica Miketic, 66, said.

http://dailynews.yahoo.com/hlx/nm/20020209/wl/milosevic_protest_dc_2.html

Handwritten notes: "Zy wsl PBL" with a bracket and a horizontal line.

'It's well-known who causes wars – the United States, and now they're helped by the British and the French.'

[Email this story](#) - [View most popular](#) | [Formatted version](#)

Earlier Stories

[Serbs Rally for Milosevic Before Trial](#) (February 9)

Search: Stories Photos Full Coverage

[Home](#) | [Top Stories](#) | [Business](#) | [Tech](#) | [Politics](#) | [World](#) | [Local](#) | [Entertainment](#) | [Sports](#) | [Science](#) | [Health](#)

Questions or Comments

Copyright © 2002 Reuters Limited. All rights reserved.

Republication or redistribution of Reuters content is expressly prohibited without the prior written consent of Reuters. Reuters shall not be liable for any errors or delays in the content, or for any actions taken in reliance thereon.

hit

Nico Steijnen

From: Despotovic, Ruza <despot@wish.net>
To: Vladimir Krsljanin <vlada@sps.org.yu>; Jared Israel <Emperors1000@aol.com>; Ksenija Sigulinski <sigu@worldonline.nl>; Richard van Houten <richardenbeba@wxs.nl>; Globalreflexion <office@globalreflexion.org>; Nico & Neeltje Steijnen <n.h.van.holst@freeler.nl>; <speerpunt@wxs.nl>
Sent: zondag 10 februari 2002 16:53
Subject: PDS Berlin

**Partei des Demokratischen Sozialismus
 Bezirksverband Tempelhof & Schöneberg
 Bezirksvorstand, Gert Julius, Pressespre-
 cher und Bezirksverordneter**

Rathaus Schöneberg
 10820 Berlin, 2. Stock
 Tel. und Fax: 030/73 60 43 73
 Funktel: 0170/215 70 36
 Internet: gert.julius@pds-berlin.de
 www.pds-schoeneberg.de



Bezirksverordneter Gert Julius
 Rathaus Schöneberg, 10820 Berlin

Schöneberger Gespräche



Einladung

für Samstag, den 2. März 2002 von 10.00 bis 17.00 Uhr ins
 Rathaus Schöneberg, 10820 Berlin, Raum 195
 (ab 09.30 Uhr Anmeldung der Teilnehmer)
 zu Vorträgen und Diskussion, organisiert vom
 Internationalen Komitee für die Verteidigung von Slobodan Milosevic
 - Deutsche Sektion -
 zum Thema:
Der „Fall Milosevic“
 Das internationale Strafrecht und die neuen Kriege der Großmäch

Das Programm:

- Gert Julius, Bezirksverordneter der PDS Tempelhof & Schöneberg:
Begrüßung
- Klaus Hartmann, Sprecher der Deutschen Sektion des Internationalen Komitees
 für die Verteidigung von Slobodan Milosevic:
Einleitung
- Prof. Dr. Norman Paech, Professor für Völkerrecht an der Hochschule
 für Wirtschaft und Politik, Hamburg:
Sinn und Missbrauch Internationaler Strafgerichtsbarkeit
- Peter Koch, Rechtsanwalt, Heidelberg:
*Internationale Straffjustiz vor dem Hintergrund "humanitärer" Aktionen und des
 "Kampfes gegen den Terrorismus"*
- Ralph Hartmann, Berlin, Autor der "Ehrlichen Makler" und der "Glorreichen Sieger", liest
 Auszüge aus seinem am 24. März, dem 3. Jahrestag des NATO-Dübelfalls auf Jugoslawien, im

Berliner Dietz-Verlag erscheinenden Buch

"Der Fall Milosevic".

- Eberhard Schultz, Rechtsanwalt, Bremen:

Der Kampf des "Angeklagten" Slobodan Milosevic gegen das Haager "Tribunal"

- NN:

Die Medien und der "Milosevic"-Prozess"

Statements und Diskussion

Die Veranstaltung wird unterstützt vom Europäischen Friedensforum

V.i.S.d.P. DDr. Fangelhof & Schöneberg, Carl-Fulius-Bezirksverordneter, 10820 Berlin

Nico Steijnen

From: Despotovic, Ruza <despot@wish.net>
To: Jared Israel <Emperors1000@aol.com>; Nico & Neeltje Steijnen <n.h.van.holst@freeler.nl>
Sent: zondag 10 februari 2002 16:46

BBC

[CATEGORIES](#) [TV](#) [RADIO](#) [COMMUNICATE](#) [WHERE I LIVE](#) [INDEX](#) [SEARCH](#)
BBC NEWSYou are in: [World](#) [Europe](#)

[Front Page](#) Saturday, 9 February, 2002, 17:51 GMT
[World](#) **Thousands rally in support of Milosevic**



[Africa](#)
[Americas](#)
[Asia-Pacific](#)
[Europe](#)
[Middle East](#)
[South Asia](#)

[From Our Own Correspondent](#)

[Letter From America](#)

[UK](#)

[UK Politics](#)

[Business](#)

[Sci/Tech](#)

[Health](#)

[Education](#)

[Entertainment](#)

[Talking Point](#)

[In Depth](#)

[AudioVideo](#)

BBC SPORT**BBC Weather**

winter olympics
 FULL COVERAGE

SERVICES Trial imminent

[Daily E-mail](#)
[News Ticker](#)
[News for PDA](#)
[Feedback](#)
[Help](#)
[Low Graphics](#)

A Socialist Party leader, Ivica Dacic, said that the UN trial was an attempt to bring in to disrepute the people of Serbia.

"It is clear that this so-called trial



Mr Milosevic's supporters say the UN is a "puppet". More than 8,000 Serb supporters of former Yugoslav President Slobodan Milosevic have held a rally in Belgrade, three days before he is due to stand trial in The Hague for war crimes.

Chanting "Freedom for Slobodan" and waving placards stating "Long live our Slobodan", the mostly elderly supporters gathered in Belgrade's central Republic Square, the scene of many anti-Milosevic protests during his rule.

The rally was organised by Mr Milosevic's Socialist Party of Serbia and several of his former aides, who denounced the United Nations tribunal as a "puppet of the Western powers".

Former Prime Minister Mirko Marjanovic praised the former leader as "a true hero", saying Mr Milosevic had refused to "bow to the criminals who want to portray him as guilty for everything".

It is clear that this so-called trial in the so-called court in The Hague is a trial of the entire Serbian people and the entire state

Socialist Party leader Ivica Dacic

WATCH/LISTEN ON THIS STORY

The BBC's Paul Anderson "Milosevic's supporters converged on Belgrade to demand the impossible"

**Special report: Future of Yugoslavia****Key stories**

[Single trial](#)
[Q&A: Milosevic trial](#)
[Defining genocide](#)
[Legal battle ahead](#)
[Defence options](#)
[Milosevic legacy](#)
[What is a war crime?](#)

At The Hague

[Courtroom performance](#)
[Tribunal at a glance](#)
[The judge](#)
[Prison conditions](#)
[Gathering evidence](#)
[The charges](#)

Karadzic and Mladic

[Hunt for the men](#)
[Karadzic profile](#)
[Mladic profile](#)
[Vulnerable fugitives](#)

CLICKABLE GUIDE

[Milosevic: Rise and fall](#)

BBC WORLD SERVICE

[News in Serbian](#)
[News in Croatian](#)

See also:

[28 Jun 01 | Europe](#)
[Milosevic's career in pictures](#)

Internet links:

[International war crimes tribunal](#)
[Serbian Ministry of the Interior](#)

The BBC is not responsible for the content of external internet sites
Top Europe stories now:



Hague is a trial of the entire Serbian people and the entire state," he told Reuters news agency.

Mr Milosevic will face charges including crimes against humanity in Croatia in 1991 and Kosovo in 1999, and genocide in Bosnia during the period from 1992 to 1995. He has refused to appoint lawyers to defend him in the court, saying he does not recognise the authority of the UN tribunal.



Turnout was small compared to when Mr Milosevic was in power

[Kabul in arms talks with Russia](#)
[AIB dealer 'falsified documents'](#)
[Bosnia offers lessons to leaders](#)
[Strobl strikes gold in downhill](#)
[Books of condolence open for princess](#)
[Punt passes away quietly](#)
[Thousands rally in support of Milosevic](#)
[Racak massacre haunts Milosevic trial](#)

Links to more Europe stories are at the foot of the page.

'Madness'

The turnout was markedly small in contrast to the hundreds of thousands Mr Milosevic could have expected during his rule several years ago.

Some expressed disbelief that the former president, who lost power in October 2000, could still inspire supporters to protest.

"I thought that the madness was over, but it's not," one woman told the Associated Press news agency.

However others voiced their support, and condemned the present government for bowing to international pressure and surrendering Mr Milosevic to the UN.

"We must not allow them to judge the man who defended our dignity and our freedom," one supporter said.

Links to more Europe stories

In This Section

GO



^^ [Back to top](#)

[News Front Page](#) | [World](#) | [UK](#) | [UK Politics](#) | [Business](#) | [Sci/Tech](#) | [Health](#) | [Education](#) | [Entertainment](#) | [Talking Point](#) | [In Depth](#) | [AudioVideo](#)

[To BBC Sport>>](#) | [To BBC Weather>>](#)

© MMII | [News Sources](#) | [Privacy](#)

Milošević al uit de schoolboeken verwijderd

In Nederland zijn de ogen op Milošević en zijn berechting door het Joegoslavië-tribunaal gericht. In Servië zwijgen de geschiedenisleerboeken hem inmiddels dood.

Door onze correspondent
YAËL VINCKX

BELGRADO, 12 FEBR. Groot was Radina Vučetić' verbazing bij het lezen van het leerboek geschiedenis voor de achtste klas. In het tekstboek voor kinderen van veertien jaar trof de historica geen enkele informatie over Slobodan Milošević aan. De man die haar volk naar vier oorlogen had gevoerd, onder internationale sancties had gebracht en tot de rand van de economische afgrond had geleid, is simpelweg uit het nieuwste geschiedenisboek verdwenen.

Vučetić en de overige leden van de Servische Vereniging voor Sociale Geschiedenis (waarin zich ge-

Middenkader
ministerie nog van
oude stempel

schiedenisleraren verenigen) waren met stomheid geslagen. Maar ze kregen niet veel kans hun grieven te spuien. Het boek, zo zegt Vučetić, werd direct na de publicatie afgelopen augustus ingevoerd op alle lagere scholen in Servië. „Er is niet eens een proefperiode ingelast”, zegt ze verbaasd.

De vereniging houdt kantoor in een kamertje in de filosofie-faculteit, maar Radina Vučetić ontvangt haar bezoek liever in café Plato, onder de faculteit, want de verwarming doet het niet en haar kantoor is koud en vochtig. „We hadden meer van ons ministerie van Onderwijs verwacht”, zegt ze over het omstreden geschiedenisboek.

Het nieuwe leerboek rept met geen woord over de daden van de voormalige president van Joegoslavië, wiens proces vandaag is begonnen voor het Joegoslavië-tribunaal. „Het ministerie wist kennelijk niet wat het met hem aan moest.”

Het is niet het enige geschiedenisboek. Het leerboek voor scholieren van zeventien en achttien jaar



Slobodan Milošević neemt plaats in de rechtszaal aan het begin van zijn proces. (Foto AP)

werd vorig jaar herdrukt – met een aanpassing van het hoofdstuk 'recente geschiedenis'. Toch wordt de naam Milošević angstvallig vermeden. Over de verkiezingen van september 2000, die leidden tot de val van Milošević, schrijven de auteurs slechts: „Deze luidden een verandering in de hoogste regionen van de regering in.”

In de laatste leerboeken wast het Servische volk nog altijd de handen in onschuld. De oorlogen zijn veroorzaakt door de Kroaten en de Bosnische moslims, die respectievelijk als opvolgers van het met na-

zi-Duitsland collaborerende Ustaša-regime en van de Ottomaanse overheersers worden afgeschilderd. „De Kroatische martelpraktijken zijn gelijk aan die van vijftig jaar geleden. Hele Servische dorpen worden geplunderd en in brand gestoken”, schrijven de auteurs over de Kroatische operaties Bliksem en Storm in 1995, waarmee een eind werd gemaakt aan de Servische Republiek Krajina in Kroatië en die verdrijving van de Servische bevolking uit de Krajina tot gevolg hadden. In het boek voor middelbare scholieren wor-

den deze operaties uitvoerig belicht, maar over de massamoord op 7.000 moslims uit Srebrenica door Bosnische Serviërs in datzelfde jaar wordt met geen woord gerept.

Bij de vereniging verdenken ze het middenkader van het ministerie van Onderwijs ervan Milošević met opzet uit het leerboek te hebben gehouden. „De top van het ministerie is na de val van Milošević (oktober 2000, red) gewijzigd. Maar het midden- en lagere kader is gebleven. Begrijpelijk, want de oppositie kan niet iedereen vervangen”, aldus Radina Vučetić.

Dat middenkader is echter nog aangesteld door het oude regime en zou de opdracht van de nieuwe minister om een nieuw tekstboek te produceren hebben aangegrepen om de daden van Milošević te verdoezelen.

Nieuw is dat niet. In ex-Joegoslavië is geschiedenisonderwijs altijd een bron van hele en halve onwaarheden, van narcisme en zelfbedrog, en later van onversneden nationalisme geweest.

Daarnaast heeft het lang aan uitleg ontbroken in het Servische geschiedenisonderwijs. „Een les

duurt vijftien minuten. Al die tijd is de docent aan het woord. Van interactie tussen leraar en leerling is nauwelijks sprake. Jaartallen stampen is het devies”, aldus Vučetić. Geen wonder, meent de historica, dat geschiedenis het minst populaire vak op de Servische scholen is.

Met geld van onder andere de Nederlandse overheid moet daarin verandering worden gebracht. De vereniging gaat trainingen en seminars geven aan Servische geschiedenisleraren. Die moeten ervoor zorgen dat de leerling het ge-

schiedenisonderwijs weer leuk gaat vinden. Ze wil ook contact zoeken met professoren in Bosnië en Kroatië om de geschiedenis van deze landen te 'herschrijven'. „We moeten op zoek gaan naar onze overeenkomsten in plaats van onze verschillen te benadrukken.”

Maar de buitenlandse bemoeienis in de binnenlandse geschiedschrijving is niet bij iedereen goed gevallen. Bij Obraz bijvoorbeeld, een rechts-nationalistische organisatie van hoogleraren en studenten. Obraz telt studenten geschiedenis en filosofie – van oudsher epicentra van nationalistische retoriek op de Balkan. De leden van Obraz maken zich sterk voor het 'zuiver houden' van de Servische geschiedschrijving.

Een van hen is Zoran. Druk orendend staat hij met zijn vrienden voor het podium op het centrale plein van Belgrado. Hier protesteerden zo'n vijfduizend demonstranten afgelopen zaterdag tegen het Joegoslavië-tribunaal in Den Haag. „Milošević heeft gestreden om het Servische volk bij elkaar te

‘Ze wisten zeker
niet wat ze met
hem aan moesten’

houden. Hij verdient alle eer en geen cel in een tribunaal dat we niet erkennen. Dat zou in onze geschiedenisboeken moeten worden opgetekend”, schreeuwde Zoran boven de dreunende luidsprekers uit. Zijn vrienden proberen intussen het standbeeld te beklimmen.

De internationale gemeenschap, zeggen Zoran en de zijnen, wil de Serviërs 'gewoon pakken'. De laatste geschiedenisleerboeken ondersteunen zijn gedachtegoed. Duitsland, dat als eerste de onafhankelijkheid van Kroatië erkende, heet het 'invloedrijkste en agressiefste lid' van de Europese Unie. De internationale sancties komen uit de lucht vallen – redenen worden tenminste niet gegeven. „Servië wekte de woede van de bedenkers van de Nieuwe Wereldorde. Die besloten vervolgens de ongehoorzame te straffen.”

Radina schudt haar hoofd over zulke 'leugens'. Het zal nog twee jaar duren, zegt ze, voordat haar vereniging met een deugdelijk geschiedenisleerboek op de proppen kan komen.

TRIBUNAAL

‘Gedreven door machtswellust’

[• Vervolg van pagina 1] Ze had een wit kartonnen bord in haar handen met 'gerechtigheid' erop. Marion is zesenvierzig. Veel van haar familieleden, vertelde ze, waren omgekomen in de kampen in Indonesië.

„Het tribunaal in Tokio strafte na de Tweede Wereldoorlog de schuldigen. Milošević wordt nu gestraft voor de misdaden op de Balkan. Ik sta hier voor mijn familie en uit solidariteit met de slachtoffers in het vroegere Joegoslavië.”

In het Amsterdamse hotel Krasnapolsky hield het verdedigingscomité van Milošević, het 'International Committee for the defence of Slobodan Milošević', gister-

avond een bijeenkomst. Volgens de vice-voorzitter van het comité, de Canadese advocaat Christopher Black, was de verdachte „in topconditie”, fysiek en psychisch. Een andere advocaat, de Fransman Jacques Vergès, zei dat Milošević in de rechtszaal zal aantonen dat het proces niets te maken heeft met recht. „Het is een heksenjacht.”

De verwachting is dat de ex-president morgen of overmorgen zelf het woord krijgt. Hij zou van plan zijn een speech te houden die dagen gaat duren.

Hoofdaanklager Carla Del Ponte zei vanochtend dat Slobodan Milošević werd gedreven door machtswellust. Hij was volgens haar tactisch „uitstekend”, maar

strategisch „middelmatig”.

De aanklagers hielden een langdurige openings toespraak waarin de rol van Milošević in de gebeurtenissen in ex-Joegoslavië – volgens Del Ponte van een „bijna middeleeuwse wildheid” – werd uitgelegd. Er werden in de rechtszaal video's vertoond van toespraken die Milošević in de jaren tachtig had gehouden en die door de aanklagers werden gepresenteerd als de aanzet tot haatcampagnes tegen niet-Serviërs. Milošević trok alleen af en toe even zijn wenkbrauwen op.

Door een onzer redacteurs
ROTTERDAM, 12 FEBR. Slobodan Milošević, zo heet het in talrijke media, is het eerste ex-staats-hoofd dat zich moet verantwoorden voor een internationaal tribunaal.

Strikt genomen klopt dat niet. Het Neurenberg-tribunaal heeft al eerder, in 1946, een ex-staats-hoofd berecht en veroordeeld: Karl Dönitz, het 23-dagen-staats-hoofd van het Derde Rijk.

Dönitz (geboren in 1891) had de supervisie over de bouw van een Duitse vloot van onderzeeboten. In 1936 werd hij de eerste bevelhebber van die vloot. De admiraal werd in januari 1943 bevelhebber van de hele Duitse marine, na het ontslag van zijn voorganger, die, in tegenstelling tot Hitler en Dönitz, weinig verwachtte van de onderzeeboot als prominent wapen in de slag om de heerschappij

Niet eerste
ex-staatschef
voor rechter

op de oceanen.

Voordat Adolf Hitler zelfmoord pleegde, wees hij in zijn politieke testament Dönitz aan als zijn opvolger als staats-hoofd van het Reich. Dönitz werd op die 1ste mei 1945 tevens minister van Oorlog en, in zijn hoedanigheid van Reichspräsident, opperbevelhebber van de Duitse strijdkrachten.

Veel heeft de admiraal in die functies niet meer kunnen doen. Op 1 mei riep hij via de Duitse radio nog op tot voortzetting van de oorlog tegen de Sovjet-Unie. Twee dagen later maakte hij te onder-

Een test voor het internationaal recht

In Den Haag begint het belangrijkste proces tot nu toe voor het Internationale Strafhof voor het Voormalige Joegoslavië: de berechting van Slobodan Milosevic voor oorlogsmisdaden, misdaden tegen de menselijkheid en volkenmoord in Bosnië, Kroatië en Kosovo. Sinds de Tweede Wereldoorlog heeft niemand van zijn kaliber meer voor dergelijke misdaden terechtgesteld. Het proces is een testcase voor het internationale strafrecht. Milosevic zelf weigert mee te werken aan deze 'schijnvertoning'.



Joegoslavië-Tribunaal

Nicole Lucas en Gerie Schoulen

Onderden Journalisten uit heel de wereld, mensenrechtactivisten en juristen zijn afgekomen op de rechtszaak in Den Haag tegen de man die jarenlang de machtigste van de Balkan was en die verantwoordelijk wordt gehouden voor de dood van duizenden en deportatie van honderdduizenden mensen in de oorlogen in Bosnië, Kroatië en Kosovo.

Tegenwoordig beschikt Slobodan Milošević slechts over een bed, een tafel en stoel, douche en toilet, een koffiezetapparaat en satelliettelevisie in zijn zeer klein studeervertrek. Sinds zijn aanhouding en overdracht aan het Joegoslavië-Tribunaal is hij nog maar enkele keren buiten de gevangensmuren geweest, voor hoorzittingen bij het strafhof ter voorbereiding van zijn zaak.

Maar vanaf vandaag wordt de monotonie van de dagelijkse wandelgangen op het binnen terrein voor Milošević langter doorbroken. Het Tribunaal heeft gezelschap nummer één alvast voor vier weken 'geboekt' voor zijn proces, voor dagelijkse zittingen van halftien 's ochtends tot vier uur 's middags, met een pauze voor de lunch. Milošević heeft tot nu toe voortdurend duidelijk gemaakt dat hij het Tribunaal beschouwt als een illegaal 'mephof' van de NAVO-landen, die de werkelijke misdadigers zouden zijn. Hij heeft formeel ook geen advocaten in de arm genomen, omdat hij daarmee impliciet het proces en het Tri-

Het symbool Milosevic

Het Joegoslavië-Tribunaal (officieel: *The International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia*) werd in mei 1993 een feit met de aannames van resolutie 827 door de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties. Het kreeg de bewegelijkheid personen te berechten die zich schuldig hebben gemaakt aan genocide, misdaden tegen de menselijkheid en/of oorlogsmisdaden, op het grondgebied van het voormalige Joegoslavië sinds 1 januari 1991. Het Tribunaal heeft geen eigen politiemacht en is voor de arrestatie van verdachten afhankelijk van de medewerking van de ex-Joegoslavische deelrepublieken, andere landen en de internationale vredesmacht in de regio (Sfor in Bosnië en Kfor in Kosovo). Het Tribunaal kan geen verdachten bij verstek berechten. De zwaarste straf is levenslang.

Op dit moment zitten **44 verdachten** vast in de gevangenis in Scheveningen, zes zijn vóórwaardelijk vrijgelaten. Dertig verdachten tegen wie het Tribunaal de aanklacht bekend heeft gemaakt, zijn nog voorvluchtig. De bekendste zijn Ratko Mladic en Radovan Karadzic. Daarnaast is er een onbekend aantal geïmnele aanklachten. Rechters hebben tot nu toe **26 mensen schuldig bevonden**, drie zijn in hoger beroep vrijgesproken. De hoogste straf was voor de Bosnisch-Servische generaal Radislav Krstić, die 46 jaar kreeg voor zijn rol in het drama rond Srebrenica. Hij was ook de eerste die schuldig is bevonden aan genocide. De aanklagers willen Slobodan Milošević berechten wegens zijn rol in de conflicten in Kosovo, Bosnië en Kroatië.

Kosovo: vanaf 1 januari 1999 zou Milošević hebben meegewerkt, samen met vier anderen, aan een 'criminele onderneming' die tot doel had de 'verdrrijving van een belangrijk deel van de Albanese bevolking van Kosovo, zodat het gebied onder Servische controle kon blijven'.

Kroatië: van augustus 1991 tot juni 1992 zou Milošević deel hebben uitgemaakt van een 'criminele onderneming' met het doel het grootste deel van de Kroaten en andere niet-Serviërs te verdrrijven van het grondgebied van ongeveer een derde van Kroatië, en daar een nieuwe staat te vestigen gedomineerd door Serviërs.

Bosnië: in dit geval wordt Milošević, behalve van oorlogsmisdaden en misdaden tegen de menselijkheid, ook beschuldigd van genocide, de zwaarste aanklacht die het Tribunaal kent. Van 1 maart 1992 tot 31 december 1995 zou hij op alle mogelijke manieren hebben aangezet tot 'de vernietiging, geheel of gedeel-

de rechters - op de vraag of hij zich schuldig achtte: 'Dat is uw probleem', de zittingen met blikken op zijn horige, gapen en andere blijken van minachting aan zich voorbij laten gaan, en elke kans aangegrepen om zijn eigen boodschap te doen klinken: de NAVO heeft een marionettentribunaal in het leven geroepen om een politiek proces te voeren en zijn eigen misdaden tegen het Joegoslavië volk te legitimeren.

Als ook Milošević is uitgesproken zal de eerste getuige van de aanklagers zijn of haar opwachting maken. In de Servische pers is de afgelopen dagen druk gespeculeerd over de getuigen die Carla del Ponte zal oproepen. Het zal niet moeilijk zijn aan te tonen dat er is gemoord in Kosovo. Kroatië en Bosnië, maar bij Milošević gaat het er vooral om zijn verantwoordelijkheid voor - het bloedspoor tussen hemzelf en - de misdaden aan te tonen. Dat hij staatshoofd is geweest van Servië en Joegoslavië is daarvoor niet genoeg; de aanklagers moeten aantonen dat hij plannen heeft gemaakt of opdracht heeft gegeven voor het plegen van de misdaden, of, ondanks dat hij ervan wist, niets heeft gedaan om ze te beëindigen en de schuldigen te straffen.

Om dat te bewijzen zal mogelijk bewijsmateriaal van westerse geheime diensten worden gebruikt, maar ook de getuigenissen van voormalige vertouwelingen van Milošević zijn cruciaal. Zo figureert Biljana Plavšić prominent op het lijstje van verwachte getuigen. Ze is voormalig president van Republika Srpska, zelf verdachte van het Tribunaal, en meldde zich vorig jaar vrijwillig in Den Haag van de moslims en Kroaten in Bosnië.

Het is vooral aan de Zwitserse hoofd aanklagster Carla del Ponte om de schuld van Milošević te bewijzen. Zij moet de Britse rechter Richard May en zijn twee collega's, de Jamaicaan Patrick Robertson en de Zuid-Koreaan O-Gon Kwon voldoende bewijsmateriaal overhandigen. Milošević wordt 'bijgestaan' door drie amici curiae (de Brit Steven Kay, de Nederlander Misha Waldimiroff en de Servier Branislav Tapusković). Zij verdedigen hem niet, maar moeten er op toe zien dat hij een zo eerlijk mogelijk proces krijgt. Verdedigers heeft Milošević overigens wel, maar dan buiten de rechtszaal. Kort voor de overdracht van de ex-Joegoslavische president aan het Tribunaal werd het Internationaal Comité ter Verdediging van Slobodan Milošević opgericht. Lid zijn onder meer een Amerikaanse oud-minister van justitie (Ramsey Clarke), een Britse toneelschrijver (Harold Pinter) en een controversiële Franse advocaat (Jacques Vergès). Zij zien Milošević vooral als 'symbool van verzet tegen de nieuwe wereldorde'. De Canadese advocaat Chris Black treedt van deze groep het meest op de voorgrond.

Voor hem is het Tribunaal een anti-Servisch complot.

Haag. Ze werd voorlopig vrijgelaten nadat ze de verzekering had gegeven terug te komen voor haar proces. De regering in Belgrado moest zich daarvoor grant stellen. Volgens het Servische dagblad *Nacional* is wel zeker dat Plavšić zal getuigen tegen Milošević. Een cartoon, die eind vorige week in de krant verscheen, toont Plavšić die een zak vol bewijsmateriaal meevoert, terwijl Carla del Ponte een vreugdedansje uitvoert met haar woordvoerder Florence Hartmann en Milošević vanachter de tralies chagrijnig toekijkt.

Volgens zeggelieden heeft Del Ponte echter nog lang niet alle getuigen die ze zou willen, omdat de huidige regering in Belgrado niet erg meewerkt met het Tribunaal. Zo zijn drie officieren van het voormalige Joegoslavische Volkseger aangeklagd in verband met de strijd - eind 1991 - om het Kroatische Viktorar. De drie staan hoog op het verlijstje dat Del Ponte bij de autoriteiten in Belgrado heeft ingediend. Een goedgevoerde bron zegt dat de aanklager de drie niet alleen in Den Haag wil hebben omdat ze zelf verdachten van het tribunaal zijn, maar vooral vanwege hun relatie met Milošević. 'Ze vormen de beslissende en nog onbekende schakel voor het bewijs dat Milošević ook in Kroatië streefde naar een Groot-Servië'. Om diezelfde reden is Del Ponte ook zeer gespiet op de uitlevering van Nikola Sainovic en Vajko Stojijković, respectievelijk vice-pre-

mier en minister van binnenlandse zaken van Servië tijdens de Kosovo-crisis. Wie Del Ponte achter de hand heeft blijft tot het moment van hun verschijning in de rechtszaal voor de buitenlandse wereld onbekend; sommige getuigen zullen zelfs daarna anoniem blijven om hen te beschermen. Na een verhoor door de aanklagers krijgen telkens ook Milošević en de 'amici curiae', de vrienden van het hof - aangesteld om de eerlijke procesgang te waarborgen ondanks het ontbreken van advocaten van Milošević - kans om de getuige vragen te stellen.

In principe heeft ook Milošević zelf daarna gelegenheid getuigen op te roepen, maar of hij dat doet is de vraag, gezien zijn weigering het Tribunaal serieus te nemen. Advocaat Zdenko Tomonovic heeft echter gezegd dat Milošević wel degelijk van plan is zelf getuigen op te roepen. Hij noemde een lijstje waarop heel wat groten der aarde figureerden: de voormalige Amerikaanse president Bill Clinton, EU-buitelandcoördinator en voormalig NAVO-topman Javier Solana, VN-secretaris-generaal Kofi Annan, om er maar een paar te noemen. Kenners sluiten niet uit dat Milošević op deze manier opnieuw voor opschudding wil zorgen.

'Hij zal vooral de Amerikanen dwars willen zitten', aldus een Amerikaanse Balkandeskundige. 'Hij weet dat hij president Bush enorm in verlegenheid brengt als hij Amerikanen zou oproepen, zelfs al zijn dat medewerkers van de vorige regering.'

Als Milošević getuigen oproept, zal ze in principe verplicht te verschijnen men tal van fundamentele juridische vragen aan de orde waarover rechters zich nog nooit hebben uitgesproken. Wanneer is er sprake van genocide, wanneer zijn machthebbers verantwoordelijk voor zware mensenrechtenschendingen van hun leger, paramilitaire milites of burgers? De hoop is dat de rechtspraak in de zaak-Milošević leidt tot duidelijke regels aan de hand waarvan het permanente strafhof ook in de toekomst mensenrechtenschendingen van internationale machthebbers en leiders kan berechten.

FOTO'S ANP, ROBIN UTRECHT



Het proces-Milošević

12-2-2002

TOEN DE VEILIGHEIDSRaad van de Verenigde Naties in 1993 het internationaal tribunaal voor het voormalige Joegoslavië instelde, konden weinigen zich voorstellen dat Slobodan Milošević daar ooit voor zou moeten verschijnen. De president van Servië gold weliswaar als de grote machinator achter de troebelen op dat deel van de Balkan, maar ook als de man die de sleutel had tot wat het moeizame akkoord van Dayton zou worden. Wie kon hem wat maken?

Het onvoorstelbare is gebeurd. Vandaag begint in Den Haag het proces tegen Milošević, die vorig jaar juni na de grote omwenteling in Servië werd gearresteerd en overgedragen aan het tribunaal. Het is een historische gebeurtenis dat een voormalig staatshoofd zich moet verantwoorden voor een internationaal hof. Dit vormt zonder meer een bijdrage aan de internationale rechtsontwikkeling, moeizaam als deze is.

In de zaak tegen Milošević zijn reeds verschillende belangrijke juridische horden genomen. Ten eerste de aanspraak van Servië hem zelf te berechten. Het beginsel dat nationale berechting waar mogelijk voorrang heeft, is erkend in het statuut van het nieuwe internationale strafhof waarvan de oprichting snel nadert. De Serviërs konden zich er bovendien op beroepen dat Milošević niet van buitenaf ten val was gebracht maar door henzelf. Toch heeft het tribunaal terecht vastgehouden aan berechting in Den Haag, wegens het grensoverstijgend kaliber van de aanklacht tegen Milošević en de onvermijdelijke nationale blinde vlekken in een zaak als deze.

De overdracht van Milošević door de autoriteiten in Belgrado naar Den Haag onder zware (financiële) pressie verdiende bepaald geen schoonheidsprijs. Maar volgens het internationale recht heeft een internationaal tribunaal daar geen boodschap aan. Milošević op zijn beurt ontkent categorisch het bestaansrecht van dit tribunaal, hetgeen op zijn minst vreemd mag heten van de man die zich in het akkoord van Dayton aan de oprichting van het hof committeerde. Zijn beroep op onschendbaarheid als voormalig staatshoofd lijkt een gepasseerd station. Dat werd al uitgesloten door de tribunalen van Neurenberg en Tokio na de Tweede Wereldoorlog.

OOK ZONDER dat blijven er problemen genoeg. Milošević heeft als verdachte gekozen voor een tactiek van totale obstructie. Dat maakt het voeren van een eerlijk proces er niet makkelijker op. Toch is dat bepalend voor de overtuigingskracht van het uiteindelijke vonnis, dat overigens wel enkele jaren op zich zal laten wachten. Wat er bekend is geworden over de recente vrijspraak in hoger beroep in de zaak-Ahmici herinnert eraan dat het tribunaal ondanks zijn hoge status niet immuun voor beschadiging is.

De enormiteit van de misdrijven tegen de menselijkheid die Milošević worden verweten staat niet ter discussie, zijn rol als een voorname auctor intellectualis eigenlijk ook niet. Maar in de rechtszaal gaat het om het bewijs van 'command responsibility', een directe regierol. Dat vormt, zoals het in de juridische vakpers is genoemd, een enorme uitdaging. De aanklager kan op straffe van een groot verlies van geloofwaardigheid niet weggomen met wat in het jargon een 'Al Caponevonnis' wordt genoemd: de veroordeling van een notoire gangster voor overtreding van de belastingwetgeving.

Me Vergès au procès Milosevic

LE MONDE | 13.02.02 | 12h40

MIS A JOUR LE 13.02.02 | 12h50

[Imprimer](#) | [Envoyer par mail](#)

La Haye *correspondance*

Tandis que l'on se presse, mardi matin 12 février, à l'entrée du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) pour assister à la première journée du procès de Slobodan Milosevic, Me Vergès attend, sous l'œil des caméras. L'avocat français se plaint aux micros qui se tendent : *"Je ne suis pas autorisé à entrer, alors même que je suis l'un des conseillers de Milosevic. Voilà comment ce tribunal conçoit la justice et l'équité"*, lance-t-il.

Jacques Vergès n'ignore pas que les places sont comptées dans la tribune publique, qu'il fallait se faire connaître à l'avance des autorités compétentes, ce qu'il s'est bien gardé de faire. Il sait qu'il n'est pas mandaté par Milosevic pour le représenter officiellement auprès du TPIY. Quelques instants plus tard, le responsable du service de presse vient quand même lui délivrer le ticket qui lui permettra de s'asseoir avec le public.

L'avocat entre, visiblement satisfait d'avoir atteint son objectif : faire croire que le tribunal ne respecte pas les droits de la défense. Toute la journée, Me Vergès et les membres du Comité international pour la défense de Milosevic déclineront cette partition. Dans la salle d'audience, l'accusé a choisi de se défendre tout seul. A l'extérieur, ses partisans sont chargés d'accréditer la thèse selon laquelle l'ancien président est victime d'un complot mené par les Etats-Unis et l'OTAN pour le museler et pour le juger, lui, la victime de cette conspiration.

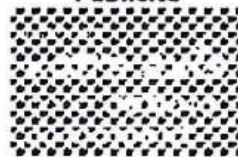
LA STRATEGIE D'"AUTO-VICTIMISATION "

Le point d'orgue de cette opération se déroule après 16 heures. Le juge Richard May, qui préside la chambre de première instance, vient de clore les débats. Bien qu'ils affirment avoir été *"empêchés de tenir une conférence de presse"*, les membres du comité ont convoqué les journalistes dans une salle d'un hôtel proche du TPIY.

Derrière une table, une demi-douzaine de personnes veulent *"dire la vérité sur le procès Milosevic"*. Jacques Vergès est là, ainsi que l'avocat canadien Christopher Black. Pendant plus d'une heure et demie, les pourfendeurs du tribunal vont mêler contre-vérités et mensonges.

"Le tribunal est illégal", dit l'un, alors qu'il a été créé en 1993 par le Conseil de sécurité de l'ONU, que son Assemblée générale vote chaque année son budget, et élit ses juges tous les quatre ans. *"On nous empêche de communiquer avec notre client"*, affirme Nico Steijnen, avocat néerlandais, qui a pourtant le droit de lui rendre visite depuis qu'il a

Publicité



· Votre avis sur le PALMARES de la semaine : ce qui vous a PLU ou DÉPLU


· Faut-il sauver L'EXCEPTION CULTURELLE française ?

· PRESIDENTIELLE : votre avis sur la campagne à l'approche du 1er tour

· Votre avis sur l'avenir de L'EUROPE et sa place dans le débat présidentiel

· PRESIDENTIELLE : votre avis sur le travail des MEDIAS au cours de la campagne

· Comment voyez-vous la SITUATION ECONOMIQUE ?

 Expression publique

déposé au nom de son client une plainte pour enlèvement devant la Cour européenne de justice.

"Nous allons créer une commission vérité à Paris. Nous allons enquêter sur les vrais responsables des bombardements de Sarajevo et des massacres", promet Jacques Vergès. Dans la salle, plusieurs Yougoslaves vivant en Allemagne portent des T-shirts sur lesquels on peut lire "Libérez Slobodan".

Vient le temps des questions. *"M. Christopher Black, vous contestez la légitimité du Tribunal international ici, à La Haye, mais vous défendez le général rwandais Nindiliymana au Tribunal international à Arusha. Vous condamnez d'une part ce qui vous fait vivre d'autre part ?"* Contraint de reconnaître qu'il est payé 110 dollars (122 euros) de l'heure par le tribunal du fait que son client est indigent, l'avocat canadien répond : *"Il faut bien défendre les accusés qui ont besoin d'avocats, et qui bénéficient de moins d'attention des médias que Milosevic"...*

Dans la salle, William Bourdon, avocat, fondateur du Réseau Damoclès pour la promotion de la justice pénale internationale, dont le président est le juge espagnol Garzon, observe la scène. *"Alors que Milosevic bénéficie de garanties les plus sophistiquées pour se défendre, il refuse d'en faire usage afin de se poser en martyr. Il fait usage de porte-parole de couloirs afin de tenter de saboter l'œuvre du tribunal. C'est la stratégie de déni et d'auto-victimisation qu'il a toujours utilisée, affirme-t-il. Après avoir violé le droit international, il lui fait un pied de nez. Après avoir fait souffrir ses victimes, il les méprise."*

Alain Franco

ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 14.02.02

'Het ging hem slechts om de macht'

13-2-2002

Proces-Milosevic

Gertie Schouten

DEN HAAG – Met de Servische oud-leider Slobodan Milosevic staat geen staat of organisatie, noch een heel volk terecht. Aanklaagster Carla del Ponte heeft met die boodschap de rechtszaak tegen Milosevic geopend voor het Joegoslavië-Tribunaal in Den Haag.

Del Ponte besteedde gisteren in haar openingswoorden uitgebreid aandacht aan de positie van de Serviërs in Joegoslavië, die het Tribunaal nog altijd met grote argwaan bezien.

„Dit proces zal het tragische lot van duizenden Kroatische, Bosnische en Albanese slachtoffers in herinnering roepen. Maar de beklagde heeft meer slachtoffers gemaakt. Dan denk ik aan de Serviërs, die Servische vluch-

telingen uit Kroatië, Bosnië en Kosovo, misbruikt door Milosevic, in hun angsten gevoed en gemanipuleerd om de criminele plannen van Milosevic te dienen. Velen hebben hun leven verloren, de meeste anderen hun huis en toekomst”, zo zei Del Ponte. „Zoek geen idealen achter de daden van de beklagde. Het is geen persoonlijke overtuiging, patriotisme of eergevoel dat hem drijft, en zelfs geen racisme of xenofobie, maar puur verlangen naar persoonlijke macht.”

De aanklaagster, die het historisch belang van de rechtszaak nog eens onderstreepte – „Vandaag, meer dan ooit, zien we het internationale recht in actie” – liet het aan haar collega Geoffrey Nice over om meer in detail in te gaan op de beschuldigingen die tegen Milosevic zijn ingebracht. In het proces, dat waarschijnlijk twee jaar gaat duren, staat hij

terecht wegens 66 ernstige schendingen van mensenrechten in Bosnië, Kroatië en Kosovo, waaronder genocide op (duizenden) moslims in Srebrenica. Hij kan levenslang krijgen.

Ook Geoffrey Nice, donker leesbrilletje halfhoog op de neus, schilderde Milosevic als een machtswellusteling. Nice pikte enige voorbeelden uit de aanklachten tegen de oud-president om te laten zien waartoe dat leid-

de. Een pas bevallen vrouw in Bosnië werd in 1992 met 45 familieleden levend verband in een afgesloten huis. De baby bleef twee uur lang krijsen. Een etnisch-Albanese moeder in Kosovo vond in 1999 haar dochter verdrinken terug in een vijver, nadat die veelvuldig door Joegoslavische soldaten was verkracht.

In een met videobeelden, foto's en geluidsopnames aangekleed betoog kondigde Nice aan

dat de aanklagers zullen bewijzen dat Milosevic streefde naar de vorming van een Groot-Servië, en controle had over alles wat er gebeurde in zowel Kosovo in 1999, als tussen 1991 en 1995 in Bosnië en Kroatië. In hoeverre Milosevic verantwoordelijk is voor misdaden van anderen, deels in twee formeel onafhankelijke buurlanden, wordt in het proces een belangrijke vraag. VERVOLG OP PAGINA 6



Hij lijkt een beeld uit Aldous Huxleys Brave New World. Maar 'Grote Broer' Slobodan Milosevic spreekt niet tegen de massaal toegestroomde pers, maar luistert slechts op de eerste zittingsdag van het VN-proces tegen hem.

FOTO JOËL VAN HOUDT

Belgrado kijkt gespannen naar 'het proces van de eeuw'

Proces-Milosevic

Nicole Lucas

BELGRADO – „Het is goed dat hij in Den Haag wordt berecht. Hier waren we toch niet objectief geweest”.

In een rokerig café in het centrum van Belgrado, waar het proces tegen Slobodan Milosevic rechtstreeks wordt uitgezonden, krijgt Feri (55) maar weinig bijval. „Milosevic had hier voor de

rechter moeten verschijnen”, zegt zijn iets jongere metgezel Milan. „voor de puinhoop die hij van ons leven heeft gemaakt”.

Om tien uur 's ochtends zit het etablissement al behoorlijk vol. Gesproken wordt er weinig. Zwijgend, een kop gitzwarte koffie voor zich, een sigaret in de hand, bekijkt de merendeels mannelijke clientèle op tv het proces tegen hun ex-president.

Veel inwoners van Belgrado zijn er, zo lijkt het, voor thuis-

gebleven. Langs de Bulevar Revolucije, waar een kilometerslange rij marktkramen doorgaans dagelijks dezelfde massa publiek trekt als de Kalverstraat op zaterdagmiddag, was het gisterochtend in ieder geval opvallend stil. Diverse Servische tv-stations zenden het 'proces van de eeuw', aldus de krant *Politika*, integraal uit. Een zitting van het parlement is erom verdaagd.

De mannen in het café willen pas na enig aandringen hun me-

ning geven. Gemengde gevoelens overheersen. Ze hebben weinig op met Milosevic, maar vragen zich tegelijk af waarom hij alleen moet boeten voor de puinhoop die ook anderen van het voormalige Joegoslavië hebben gemaakt. Waarom is Tudjman, de in 1999 overleden president van Kroatië, nooit aangeklaagd en waar blijft de aanklacht tegen verschillende Kosovo-Albanen? „Ik las dat die aanklachten er wel zijn, maar

dat het Tribunaal het te gevaarlijk vindt ze bekend te maken”, zegt Milan, die werkzaam is bij een bank. „Dat noem ik meten met twee maten”.

Ze zijn er dan ook niet zo zeker van dat het Tribunaal het echt alleen op Milosevic gemunt heeft, zoals Carla del Ponte in haar openingstoespraak benadrukt. „Natuurlijk is dat niet zo. Natuurlijk worden we er allemaal op aan gekeken. Zolang dat proces duurt, zitten alle Serviërs

in de beklagdenbank, en misschien nog wel ver daarna”, meent ook Feri, voormalig leraar natuurskunde, die toch het minst negatief is over het Tribunaal.

In tegenstelling tot de cafébezoekers aarzelt een verkoper van toiletartikelen aan de Bulevar geen moment zijn mening te geven. „Heel Servië staat daar terecht, en alleen omdat we onszelf hebben verdedigd.” Zelf is hij in 1995 verdreven uit de Kroatische Krajina. „Maar onze

verhalen tellen blijkbaar niet”. Hij hoopt van harte dat Milosevic doet wat wordt gezegd: al diegenen 'die dit land hebben gebombardeerd' met een oproep te dwingen te komen getuigen bij het Tribunaal. Maar de man weet nu de uitkomst al. „De Amerikanen komen toch niet. En niemand die er wat aan doet. Wij krijgen sancties opgelegd als we niet naar het pijpen van de VS dansen. Maar zij komen overal mee weg.”

Aanklager in proces: Ook motieven van Milošević aantonen

Door een onzer redacteurs
DEN HAAG, 13 FEBR. De aanklagers in het proces tegen de Joegoslavische ex-president Slobodan Milošević zullen niet alleen materiaal presenteren waaruit Milošević' betrokkenheid bij oorlogsmisdaden zou blijken.

Ze willen de komende maanden in de rechtszaal van het Joegoslavië-tribunaal ook laten zien wat zijn motivatie en ideeën waren van waaruit hij die misdaden goedkeurde of niets ondernam om ze te stoppen.

Dat bleek gisteren en vanochtend tijdens het urenlange betoog dat de Britse aanklager Geoffrey Nice hield bij het begin van het proces tegen de ex-president. Milošević staat terecht voor oorlogsmisdaden in Kroatië, Bosnië en Kosovo. Aanklager Nice liep vooruit op bewijsmateriaal en getuigenissen die tijdens het proces aan de orde zullen komen. Met behulp van documenten, video-beelden en citaten gaf Nice aan waarop het bewijs zich zal toespitsen. Voor een deel zou Milošević' betrokkenheid bij misdaden in Kroatië en Bosnië, tot midden jaren negentig, het gevolg zijn van zijn positie als president van Servië. Hij had in die functie directe invloed op het Servische ministerie van Binnenlandse Zaken, en daarmee op de politieke eenheden. Maar hij manipuleerde volgens de aanklagers ook de leiders van de Joegoslavische federa-

tie die verantwoordelijk waren voor de inzet van het Joegoslavische leger. Milošević zou daarnaast directe invloed hebben gehad op de Kroatische en Bosnische Serviërs. Radovan Karadžić, leider van de Bosnische Serviërs, zou hem regelmatig 'de baas' hebben genoemd.

Na het eind van de gevechten in Bosnië, eind 1995, kreeg Milošević te maken met tegenstand en protest in Servië zelf, een gevolg van de slechte economische situatie. Volgens aanklager Nice zal de komende maanden worden aange- toond dat Milošević in die situatie de chaos die een gewapend conflict veroorzaakt, aangreep om de „moeilijkheden thuis" te overwinnen. Milošević luisterde er naar met een vage, spottende glimlach. Gisteren al zeiden Nice en hoofd-aanklager Carla Del Ponte in de rechtszaal dat de ex-president niet werd gedreven door nationalisme of racisme, maar door machtswiel- lust. Nice vanochtend: „We zullen komen met hard bewijsmateriaal, maar ook ideeën over de motivatie van de verdachten zullen aan de orde komen."

Rwanda-tribunaal ontslaat advocaat

Door een onzer redacteurs
ROTTERDAM, 13 FEBR. Het Rwanda-tribunaal heeft de Britse advocaat Andrew McCarten ontslagen nadat uit een onderzoek is gebleken dat hij valse rekeningen bij het VN-hof had ingediend. Ook zou hij zich schuldig hebben gemaakt aan het financieel ondersteunen van cliënten.

Dat heeft de griffier van het Rwanda-tribunaal, Adama Dieng, bekend gemaakt.

Dit besluit kan ook gevolgen hebben voor de advocaten van het Joegoslavië-tribunaal in Den Haag. Het is gebruikelijk dat advocaten een percentage van hun salaris geven aan de gezinnen van hun

cliënten. Een advocaat bij het Joegoslavië-tribunaal verdient ruim 120 euro per uur; wat voor Servische en Kroatische advocaten veel geld is. Verdachten van het VN-tribunaal weten dat advocaten uit hun regio er heel wat voor over hebben om hun zaak te verdedigen.

De griffie van het Joegoslavië-tribunaal, zo laat een voorlichter weten, is op de hoogte van deze praktijk. „En wanneer er excessen optreden, grijpen we in", aldus de woordvoerder.

Naar aanleiding van de gruwelen van mei 1994 in Rwanda besloot de Veiligheidsraad tot oprichting van een tribunaal voor

Verhoging boetes raakt Serviërs meer dan proces

Door onze correspondent
YAËL VINCKX

BELGRADO, 13 FEBR. De Servische autoriteiten hebben de verkeersboetes verhoogd. En dat houdt de gewone Serviër meer bezig dat het proces tegen Slobodan Milošević.

De verhoging van verkeersboetes – het lijkt een futiel bericht, maar niet in Servië. De Serviër is gewend zich door de verstopte straten van Belgrado te persen en daarbij met niets en niemand rekening te houden.

Maar aan dat sociale gedrag is een abrupt einde gekomen sinds de invoering van de hogere boetes, begin deze maand. En verhoogd zijn ze. Zo kost fout parkeren niet langer 35 maar 85 euro. En behoorde door het rode licht lopen vorige maand nog tot de normaalste gang van zaken, tegenwoordig kost dat tien euro.

Ergert de boetes worden ook daadwerkelijk geïnd. Op alle straathoeken blazen agenten dezer dagen op hun fluitjes of beginnen ze driftig met hun bordjes te zwaaien bij het zien van een overtredding. Want de Servische regering zit in geldnood.

De verhoging leidt tot ongeken- de taferelen in de Servische hoofdstad.

Taxichauffeurs gespen voor het eerst in hun leven hun veiligheidsgordels om en plakken briefjes op het dashboard: 'doe uw riem om!' Of ze manen de passagiers achterin plaats te nemen, daar hoeft de gordel volgens de Servische wetgeving niet te worden gedragen. En volwassen mannen wachten angstvallig op het groene voetgangerslicht.

Maar van deze laatste boete – voor bij rood licht oversteken – hebben de Servische parlementariërs genoeg. Binnen een straal van honderd meter van een zebrapad moet een voorbijganger gebruik maken van die oversteekplaats, zo schrijft de wet voor. Schuin voor het parlement ligt een zebrapad, met stoplicht. Maar het pad is al met al toch zo'n vijftienzeventig meter van de voordeur van het parlamentsgebouw verwijderd.

Dat vinden de parlementsleden, die vaak oversteken naar de broodjes- en de krantenkiosken, te ver. Als van oudsher begonnen ze de drukke straat dus weer 'gewoon' over te steken. Kriskras tussen de auto's door. Om vervolgens op de bon te worden geslingerd.

Maar je bent parlementariër of je bent het niet. Dus verscheen daags na de invoering van de hogere boetes een man met een kwast en een emmer met witte verf. En die schilderde een nieuw zebrapad, recht voor de deur van het parlement.

Onbehoorlijk, vonden leden van de studentenverzetbeweging Otpor, die in het recente verleden een voortrekkersrol hebben gespeeld in de strijd tegen Milošević. Ze organiseerden gistermiddag een protestmanifestatie door met veel misbaar heen en weer over het kersverse zebrapad te lopen, daarbij gadeslagen door cameraploegen en verbaasde automobilisten.

De parlementariërs lieten zich gistermiddag niet zien. Die namen voor alle zekerheid de zijuitgang.

In ex-Joegoslavië volgde men de openingsdag van het proces tegen Milošević nauwgezet. Zoals in Sarajevo deze overlevenden van de slachting in 1995 bij Srebrenica.

FOTO EPA

Milosevic: Heb je die flauwekul gehoord?

Proces-Milosevic

VERVOLG VAN PAGINA 1

Aanklager Nice wilde illustreren hoe Milošević het ontwakend Servisch nationalisme eind jaren tachtig zonder scrupules gebruikte om zijn ambities te verwezenlijken. Opvallend in zijn betoog waren enkele geluidsfragmenten. Daarop was volgens Nice onder meer te horen hoe Milošević de Bosnisch-Servische leider Radovan Karadžić wapens beloofde. Mede door de gebrekkige vertaalslag overtuigde het niet onmiddellijk, maar mogelijk gaat het om materiaal dat geheime diensten beschikbaar hebben gesteld.

Welke getuigen de aanklagers zullen oproepen blijft tot het

laatste moment geheim, ter bescherming van de betrokkenen, zo herhaalde Carla del Ponte gisteren. Ze zei wel dat er militairen, overheidsfunctionarissen en diplomaten bij zijn. Slobodan Milošević hoorde het grootste deel van de uiteenzettingen gisteren uiterlijk onbewogen aan, het hoofd enig-

zins scheef, regelmatig aantekeningen makend. In de pauze had hij voor het eerst kort contact met de amici curiae, de 'vrienden van het hof' (de Nederlander Wladimiroff, de Brit Kay en de Serviër Tapuskovic), die zijn aangesteld om een eerlijke procesgang te bewaken. Volgens een adviseur van Milošević zou

die aan Tapuskovic hebben gevraagd: „Heb je die flauwekul gehoord? Hoe kun je niet reageren?" De oud-president, die geen advocaten heeft omdat hij het tribunaal niet erkent en er dus niet aan wil meewerken, had de 'vrienden' tot nu toe genegeerd. Milošević zal waarschijnlijk vandaag een begin maken met

zijn eigen openingsverklaring, nadat de aanklagers hun verhaal hebben afgemaakt – iets wat eigenlijk al voor gisteren was voorzien. Daarna begint het horen van getuigen.

De zaak tegen Milošević is het belangrijkste oorlogsmisdadenproces in Europa sinds de processen van Neurenberg tegen leidende nazi's na de Tweede Wereldoorlog.

De internationale media zijn massaal toegestroomd. Demonstranten lieten het gisteren zo goed als afweten. De Duitse 'Organisatie voor Bedreigde Volken' vroeg met een twintigtal Bosnische vluchtelingen aandacht voor het feit dat sinds de oorlog 800 000 Bosniërs nog steeds niet hebben kunnen terugkeren naar hun land.

Gertie Schouten

Nico Steijnen

From: ICDSM <icdsminfonet@yahoo.fr>
To: <info@pcn-ncp.com>; <lucmichelbxl@yahoo.fr>
Sent: woensdag 13 februari 2002 14:14
Subject: Newsletter FREE SLOBO ! - n° 12

FREE SLOBO !

Newsletter of the ICDSM
 (International Committee to Defend Slobodan Milosevic)
 Lettre d'information de l'ICDSM
 Comité International pour la Défense de Slobodan
 Milosevic)

N° 12 – 13 Février/February 2002

Webmaster – Éditeur responsable :
 Luc MICHEL - email : lucmichelbxl@yahoo.fr

This number 12 is send to 60.000 emails.
 Ce numéro 12 a été envoyé à plus de 60.000 mailes

Dans ce numéro 12 vous pourez lire –
 In this number 12 you could read :

- VERBATIM : LE PRESIDENT MILOSEVIC REPOND AU TPI LE 13 FEVRIER
- LES CRITIQUES DE SLOBODAN MILOSEVIC CONTRE LE TRIBUNAL
- LE PRESIDENT **MILOSEVIC** CONTRE LE TRIBUNAL DE L’OTAN
- IAC SENDS SOLIDARITY DELEGATION TO OPENING OF “TRIAL” OF PRESIDENT MILOSEVIC
- LE COMBAT DE L’ICDSM – CONFERENCE DE PRESSE A LA HAYE LE 12 FEVRIER. REVUE DE PRESSE : SES AVOCATS DENONCENT UNE «COUR MARTIALE». «UN PRISONNIER POLITIQUE»
- PRESIDENT MILOSEVIC ADRESSES COURT ON 13 FEBRUARY
- SLOBODAN MILOŠEVIC - IIAG - 13.02.2002. STENOGRAM
- APPEAL FOR JUSTICE TO SLOBODAN MILOSEVIC : WE, THE EX-NATO RETIRED GENERALS FOR PEACE AND DISARMAMENT DEMAND JUSTICE FOR THE EX-YUGOSLAV LEADER SLOBODAN MILOSEVIC

VERBATIM :
 LE PRESIDENT MILOSEVIC REPOND AU TPI LE 13 FEVRIER

Les principaux points de la déclaration de Slobodan Milosevic mercredi devant les « juges » de l’OTAN :

Contre Carla Del Ponte.
 «Après tout ce que nous avons entendu ici en deux jours, nous avons été non seulement convaincus que cette procédure était partielle, mais aussi que votre procureur avait déjà prononcé mon jugement et ma sentence. L'accusation a orchestré une campagne médiatique. C'est un procès parallèle à travers les médias qui, aux côtés de cet animal appelé tribunal, sont ici pour procéder à un lynchage parallèle au procès. J'ai dit que je ne pourrais pas bénéficier d'un procès juste et équitable ici.»

Sur la légalité du tribunal de l’OTAN.
 «Je conteste la légalité de ce tribunal car il n'a pas été établi sur le fondement de la loi. Le Conseil de sécurité ne peut pas transférer à ce tribunal des

droits dont il ne dispose pas. C'est pour cela que ce tribunal n'a pas la compétence pour me juger (...). Je vous ai posé une question concernant la légalité de ce tribunal. J'attends de ce tribunal et de vous en particulier que vous répondiez à ces questions que je considère de la première importance pour la justice internationale et la justice en général.»

Sur son enlèvement.

«J'ai également soulevé la question de l'illégalité de mon arrestation à laquelle un représentant du tribunal est mêlé. Cette arrestation a eu lieu à Belgrade et a violé la constitution de la Yougoslavie et de la Serbie. Vous n'avez pas tenu compte de cela. (...) Vous êtes familier des textes internationaux à ce sujet. Vous avez déjà discuté de la question des arrestations illégales dans d'autres affaires. C'est ainsi une grave omission de votre part. Vous étiez légalement contraints de convoquer une audience consacrée à la question de l'arrestation illégale qui a eu lieu sur ma personne et vous ne l'avez pas fait.»

LES CRITIQUES DE SLOBODAN MILOSEVIC CONTRE LE TRIBUNAL

LA HAYE (d’après AFP) - Au cours de sa première intervention depuis le début de son procès, l'ancien président yougoslave Slobodan Milosevic a une nouvelle fois attaqué, mercredi, la légitimité du Tribunal pénal international (TPI) de La Haye.

Voici un résumé des principales critiques portées contre le TPI par M. Milosevic depuis son transfert à La Haye, en juin, mais également par ses conseils.

- Critiques sur la légitimité.

Selon M. Milosevic, le TPI, créé en 1993 par le Conseil de sécurité de l'ONU pour juger les crimes de guerre commis dans l'ex-Yougoslavie, est entaché d'un vice initial: le Conseil de sécurité n'avait pas la compétence pour créer un tribunal international. Ce pouvoir appartient à l'Assemblée générale de l'ONU ou à une conférence internationale. Le TPI "n'a pas la compétence pour me juger", a déclaré M. Milosevic mercredi.

- Critiques sur le fonctionnement du Tribunal.

Les conseils de M. Milosevic jugent contraire au principe de séparation des pouvoirs qu'un tribunal puisse fixer lui-même son règlement. Au TPI, on note qu'"il n'y a pas de parlement mondial", qui pourrait procéder aux modifications du règlement, et que le tribunal ne fait qu'appliquer le mandat du Conseil de sécurité.

- Critiques sur son financement

L'avocat français Jacques Vergès, qui représente les intérêts de M. Milosevic devant la Cour européenne de Strasbourg, juge anormal qu'une partie du financement du TPI (14%) soit assurée non par l'ONU, mais par des Etats ou des particuliers: "ces donateurs ne sont évidemment pas des amis de la Serbie. Puis-je accepter de comparaître devant un tribunal payé en partie par mes ennemis?". Borislav Milosevic, frère de l'accusé, a mentionné l'homme d'affaires américain Georges Soros parmi ces contributeurs.

- Critiques sur l'impartialité du Tribunal

Sur un plan plus politique, la décision du procureur Carla Del Ponte de ne pas ouvrir d'enquête sur les dégâts "collatéraux" provoqués par les bombardements de l'OTAN contre la Serbie, en 1999, a suscité de vives critiques.

Cette décision jette une "ombre importante" sur la

crédibilité du Tribunal, a estimé le président
Vojislav Kostunica.

LE PRESIDENT MILOSEVIC CONTRE LE TRIBUNAL DE L’OTAN

mercredi 13 février 2002, 17h10

"M. Milosevic vous avez le droit de parler" ou de
"garder le silence". Le juge britannique Richard May
s'adresse à l'ancien président yougoslave.

Il est 15h30 dans une salle située au premier étage du
Tribunal pénal international (TPI) de La Haye.

"Non, je pense que cela n'a pas de sens que je
commence à parler aujourd'hui, pour être interrompu
une demi-heure plus tard", répond M. Milosevic,
allusion à l'heure fixant la fin de l'audience de
mercredi.

Arborant une cravate aux couleurs de la Yougoslavie,
il ajoute qu'il a "passé deux jours à écouter les
présentations de l'accusation".

Mais, l'ancien président yougoslave, qui était resté
silencieux depuis mardi et qui s'est comporté pendant
les audiences comme s'il assistait à un spectacle qui
lui a été imposé de toute évidence contre son gré,
change d'avis.

De manière hautaine, il lance au magistrat
britannique: "Ce tribunal n'a pas la compétence pour
me juger". L'ancien homme fort de Belgrade rappelle au
juge qu'il attend toujours des réponses sur les
questions concernant la légalité du Tribunal qu'il
avait déjà soulevées lors des audiences préalables au
procès.

"La dernière fois, je vous avais posé plusieurs
questions auxquelles je n'ai pas eu de réponse",
enchaine-t-il. "La première question, c'est la
question de la légalité de ce tribunal à laquelle vous
n'avez pas répondu", poursuit-il, "je m'attends à ce
que vous consultiez la CIJ (Cour internationale de
justice) pour avis, c'est une question d'une extrême
importance. J'ai déjà parlé de l'illégalité de mon
arrestation".

"Vous étiez légalement obligés de convoquer une
audience consacrée à la question de l'arrestation
illégal qui a eu lieu sur ma personne et vous ne
l'avez pas fait. C'est ainsi une grave omission de
votre part", poursuit l'ancien homme fort de Belgrade.

Il accuse ensuite le procureur du TPI, Carla Del
Ponte, d'avoir déjà "proclamé la sentence" à l'avance
et d'orchestrer une campagne médiatique contre lui.

"L'accusation a lancé une campagne médiatique contre
moi", martèle-t-il, "c'est un procès parallèle à
travers les médias".

Slobodan Milosevic boit un verre d'eau. Le juge lève
la séance.

L'ancien président ramasse des feuilles où il a rédigé
des notes pendant les audiences, sort de la salle,
portant un attaché-case volumineux, escorté par deux
policiers.

IAC SENDS SOLIDARITY DELEGATION TO OPENING OF “TRIAL” OF PRESIDENT MILOSEVIC

The International Criminal Tribunal for the former
Yugoslavia (ICTY) is set to open a so-called trial of
former Yugoslav President Slobodan Milosevic on Feb.
12 at

The Hague, Netherlands. The International Action
Center

(IAC), based in the United States, has sent a
delegation

to take part in activities showing solidarity with the

defendant and opposing the "trial" as a NATO frame up. "With this trial," said International Action Center (IAC) representative Bill Doares from Amsterdam, "Washington and its NATO allies hopes to pin the guilt for the 10 years of civil war in the Balkans on the Yugoslav leader. The goal of these big powers is to shift the blame for the war they fomented onto the victims, the Serbian people and all the other peoples of Yugoslavia." The delegation will be participating in meetings and press conferences denouncing the ICTY in Amsterdam and The Hague on Feb. 11 and Feb. 12. They will also attend the trial to hear President Milosevic's opening statement, which is expected to be a political defense of his people and their role in the war.

Speaking boldly in his own defense before an ICTY hearing on Jan. 30, President Milosevic said this to the officials appointed to judge him: "With all due respect, the real judges of this trial-not you who wear the robes-want to bet those who decided to murder children in my country, who launched NATO's aggression and dropped 25,000 tons of bombs in 78 days, murdering mostly elderly people, children and women. This is the role they would like to play, but they will not be allowed to be the judges." "The Yugoslav president is confident that if the people know the truth, they will rally against the NATO court," said Doares. "The truth, for example, that U.S./NATO bombs and rockets destroyed much of Yugoslav industry in Serbia, while killing only 14 tanks in Kosovo, where war crimes were alleged to be taking place."

LE COMBAT DE L'ICDSM – CONFERENCE DE PRESSE
A LA HAYE LE 12 FEVRIER.
REVUE DE PRESSE :
SES AVOCATS DENONCENT UNE «COUR MARTIALE».
«UN PRISONNIER POLITIQUE»

Par Marc SEMO, LIBERATION (Paris), Le mercredi 13 février 2002

La Haye envoyé spécial
« C'est un grand hôtel moderne et un peu triste, à quelques centaines de mètres à peine du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, où descendent régulièrement avocats et membres des familles des accusés qui retrouvent dans ses interminables couloirs ou dans ses bars en sous-sol bruyants et enfumés un peu de l'atmosphère du pays. Là, depuis hier, se déroulent toutes les manœuvres politiques et les batailles en marge du procès de l'ancien président

yougoslave. Ses avocats-conseils et ses partisans regroupés dans un Comité international pour la défense de Slobodan Milosevic (ICDM) où figurent en bonne place le dramaturge britannique Harold Pinter et Ramsay Clark, ancien ministre américain de la Justice démocrate ont lancé hier une première contre-offensive avec une lettre ouverte adressée aux chefs d'Etat et de gouvernement.

Cour martiale. «Le président Milosevic est un prisonnier politique victime d'un procès spectacle purement politique, organisé par une institution politique déguisée en tribunal et contrôlée par les pays qui ont organisé l'agression contre la Yougoslavie. (...) S'il était condamné par une telle cour, dont le caractère et la partialité sont évidents, ce serait la fin du principe d'égalité des nations qui est à la base du système des Nations unies», affirme ce texte présenté hier dans une conférence de presse. «Ce n'est pas une cour internationale mais une cour martiale», renchérit l'avocat canadien Christopher Black, vice-président de l'ICDM, qui poursuit l'illégalité du TPI. (...) Groupe de juristes. L'ancien président yougoslave a, lui, refusé de nommer des avocats afin de prendre en charge lui-même sa défense, mais il se fait conseiller, payant théoriquement de sa poche un groupe de juristes qui, selon la formule ironique d'un militant des droits de l'homme, «font ainsi du recel de crimes contre l'humanité». Outre Christopher Black et deux avocats serbes, Me Ognanovic et Me Tomanovic, le Français Jacques Vergès, jadis avocat du FLN algérien, du nazi Klaus Barbie ou du terroriste Carlos, est l'une des figures de proue de ce collège. «J'approuve l'attitude de Milosevic qui refuse le tribunal, car rentrer dans les débats d'un tel procès biaisé signifierait les authentifier», explique l'avocat français, grand praticien de la «défense de rupture», manifestement ravi de se retrouver ainsi à nouveau sous les feux de la rampe. Son anglais incertain le prive des networks américains, mais il se rattrape largement avec les télévisions et les radios françaises... »

PRESIDENT MILOSEVIC ADDRESSES COURT ON 13 FEBRUARY

transcript - full text

BBC. 13 February 2002. Transcript: Milosevic addresses court.

[This transcript is taken from a simultaneous translation of Mr Milosevic's statement to the court, made in Serbian.]

Presiding Judge Richard May: You may sit or stand to address the court whichever you prefer.

Slobodan Milosevic: Do you stop work this afternoon at four o'clock?

Judge May: We stop at four, so if you'd like to make a start now, we'll adjourn then and you can go on tomorrow.

Slobodan Milosevic: I don't think there's any sense in me starting and being interrupted half an hour later. I have spent two days listening to the speeches made by the prosecution.

Judge May: Are you asking to start tomorrow morning - is that what you

want?

Slobodan Milosevic: You explained to me last time when we were here, when we attended a status conference here, that I would have the right to speak and as far as I was able to gather now, you are giving me that right.

However, I consider that it would be logical for me to begin without having to be interrupted less than half an hour hence. But I would like to take advantage of this opportunity nonetheless.

Judge May: Very well, you can address us tomorrow. But what is it you'd like to add?

Slobodan Milosevic: I wanted to take advantage of this opportunity before I begin speaking and delivering my speech to say that as you know several times here I have brought some legal aspects - I won't be mentioning those in my speech proper but I have received no response or answer from you.

You know full well that all international and national documents and rules and regulations determine the fact that a court can be there to judge only if it has been established on the basis of law and I have broached the question of the legality of this tribunal. You did not provide me with a response.

You delved into the question and looked into the aspects of court authority although the competencies of the court are not the same thing as the court's legality and I challenged the very legality of this tribunal because it was not set up on the basis of the law.

The Security Council could not transfer the right that it does not have to this tribunal and, therefore, this tribunal does not have the competence to try.

I expect this tribunal, or rather you, to respond to those legal facts and I had expected as one of the amici curia [literally "friends of the court" and Mr Milosevic's legal representation], and suggested that you seek the advice of the International Court of Justice, which you failed to do.

I consider that this is a question of prime importance. It is of principled importance, both for international law and for justice in general and that it will have to be resolved. I think that I have

sufficiently expounded and explained the issue when I sent you a lengthy text with all the points that set out my arguments and I also did so orally here.

The second point that I wish to raise and wish to clarify is that at the status conference that was held here I raised the question of my illegal arrest and the representative of the tribunal had a part in that.

It took place in Belgrade. It violated the constitution of Serbia and the constitution of Yugoslavia and the Federal Government tabled its resignation because of that and criminal law suits have been the result in Yugoslavia - they've been filed and on the other hand I do know that every court is duty bound to deal with the habeas corpus question before the start of trials.

You failed to take that into account nor did you schedule a hearing with that respect and which rule you were duty bound to do based on the rules and regulations.

Those questions are regulated by all human rights and political rights declarations - universal ones and European, American and others - and you as men of the law are well acquainted with that and through your own practice as well, you have become acquainted with that because you have been discussing the question of unlawful arrest in other cases.

So this has been a great omission on your part. You were duty bound to call a hearing with respect to the unlawful arrest that took place over my person and with respect to the fact that I was brought here on the basis of a crime having been committed. A crime which is not only treated in the laws of my own country but it is an issue treated in the laws of all states and is present in all international conventions and so on and so forth.

Furthermore, I also wish to question [something] which you too did not wish to resolve and I put forth many arguments to clear up my point. I said that we cannot speak of a fair trial and an equitable trial here especially an unbiased stand on the part of the prosecution.

You know that in 1990 the United Nations Congress adopted its own set of instructions with respect to prosecution and the prosecutor. Those were general guideline demanding that there must be no prejudice and that there must be impartiality.

From everything that we have heard here so far, we have become more than convinced that not only is it partial but your prosecutor has proclaimed my sentence and judgment and the prosecution has orchestrated a media campaign that has been waged and organized. It is a parallel trial through the media which along with this unlawful tribunal are there to play the role of a parallel lynch process. Which, in advance without any insight...

Judge May: I'm going to interrupt you. What do you mean by saying that the prosecutor has proclaimed your sentence and judgment?

Slobodan Milosevic: In public and the previous prosecutor at a meeting with Albright said - they both said - that they were engaged in the same business or job and the indictment itself was raised on the basis of the constructions of the British intelligence service during the war against Yugoslavia and we know full well that intelligence services only give out selective information and details - those that they are able to rig and not those which are not to their advantage and so on and so forth.

There are many arguments that could be raised here but at all events I should like to indicate to you that you did not discuss these matters nor did you make a decision of any kind. You did not call upon the International Court of Justice as to the illegalities of the issue and you did not schedule a hearing which you were duty bound to do on the basis of habeas corpus and on the basis of the fact that your representative took part in the...

SLOBODAN MILOVIC;EVIC - HAG - 13.02.2002.
STENOGRAM

SUDIJA MEJ:

Imate pravo da ništa ne kažcte tokom ovog suđcnja, niste pod obavezom da svedočite, ispitujete svedoke ili da podnosite podneske. Međutim, sada možete da date izjavu. Niko ne sme da Vas pita šta ćc biti sadržaj

Vander LEEUW IN
ANDY'S WEBSITE

izjave, sudsko većc ćc kontrolisati
 Vašu izjavu i to koliko je ona relevantna
 možctc kada za to dođc vreme da
 svedočitc u svoju korist, u kojcm slučaju
 ćc moći da Vas ispituje.

Dok dajete dokaze, dok svedočitc, vi treba da
 znate da ukoliko date neke izjave o činjenicama
 te izjave mogu da budu deo materijala koji ćc
 razmatrati sudsko većc koje bude donosilo
 presudu. To se ne odnosi na pitanja o proceduralnim i
 administrativnim pitanjima. Ova izjava ćc biti
 zapisana i predata optužcnom.

I na kraju, možctc da sedite ili da stojite dok
 se obraćatc sudu, kako god hoćctc.

SLOBODAN MILOŠEVIĆ:

Da li vi završavate rad danas u čctiri sata?
 SUDIJA MEJ:

Završavamo u čctiri. Ako ne žclite sada
 da počnctc, možcmo odmah da završimo.
 SLOBODAN MILOŠEVIĆ:

Nc bih volco da budcm prekinut, odmah poslc pola sata,
 pošto sam dva dana slušao govorc tužbc.
 SUDIJA MEJ:

Hoćctc li da ponovo počnemo ujutru, ili to
 je ono što žclite?

SLOBODAN MILOŠEVIĆ:

Vi ste mi objasnili prošli put kada smo ovde bili
 na statusnoj konferenciji da ću ja imati pravo da
 govorim, i koliko sam sada razumco, vi mi dajete to
 pravo da govorim.

A ja smatram da je logično da počnem kada
 neću biti prekinut odmah poslc, sada već i
 manje od pola sata.

Ali bih mogao da iskoristim (prekida sudija)

SUDIJA MEJ:

Pa možctc da nam se obratite, mislim šta ste
 hteli da dodate.

SLOBODAN MILOŠEVIĆ:

Hteo sam da iskoristim pre nego što počnem
 da govorim, da kažcm da sam kao što znate
 ovde višc puta pokretao i neka pravna pitanja o
 kojima ne mislim da govorim u svom izlaganju, a na
 koja vi niste dali odgovor. Naime, vi znate da svi i
 međunarodni i nacionalni dokumenti i pravila
 određuju da sud možc suditi samo onaj koji
 je ustanovljen zakonom. Ja sam ovde otvorio kao
 prethodno pitanje, pitanje legalnosti ovoga suda. Vi o
 tome niste dali nikakav odgovor. Naime, vi ste
 razmatrali to pitanje kao pitanje sudske
 nadlcžnosti iako se pitanje legalnosti ne
 podudara sa pitanjem sudske nadlcžnosti jer se
 sudska nadlcžnost odnosi na sudske institucije, a
 ja sam osporio legalnost na osnovu činjenice, da
 ovaj sud nije osnovan zakonom, da Savet bezbednosti
 nije mogao preneti na sud pravo koje sam nema i da
 prema tome on ne možc da sudi.

Ja očckujcm da sud odnosno da vi odgovorite na te
 pravne činjenice, a očckivao sam i da
 ćctc kako su vam, ili bar kako je jedan od
 prijatelja suda sugerirao tražiti savetodavno
 mišljenje od Međunarodnog suda pravdc, koji
 takođc niste tražili.

Smatram da je to pitanje od izuzetno velikog
 principijelnog značaja i za međunarodno
 pravo i za pravdu uopšctc i da bi moralo da bude
 razrešeno. Mislim da sam ga dovoljno objasnio
 onda kada sam ovde osim usmcnog objašnjenja
 predao jedan prilično obiman tekst u kome su po
 tačkama nabrojani argumenti na koje se to odnosi.
 Drugo pitanje koje žclim takođc kao
 prethodno da rasčistim, ja sam na statusnoj
 konferenciji ovde pokrenuo pitanje mog nezakonitog

hapšcnja u kome je učcstvovao predstavnik tribunala i koje je izvedeno u Beogradu, kršcnjem Ustava Srbije, kršcnjem Ustava Jugoslavije, zbog čega je Savezna vlada podnela ostavku zbog čega su pokrenuti krivični postupci u Jugoslaviji, a znam sa druge strane da je svaki sud dužan da to pitanje habeas corpus raspravi pre početka suđcnja. Vi to niste uzeli u obzir niti ste zakazali saslušanje u vezi sa tim predmetom, koje ste s obzirom na propise dužni da zakažete jer su ta pitanja regulisana deklaracijama o ljudskim i političkim pravima univerzalnim, evropskim, američkim i drugim o kojima vi kao pravnici veoma dobro znate, a na kraju krajeva i vašom sopstvenom praksom, jer ste pitanje nezakonitog hapšcnja u raznim prilikama raspravljali. Prema tome ja vas upozoravam da ste i tu napravili jedan veliki propust, jer ste bili dužni da napravite saslušanje u vezi sa nezakonitim hapšcnjem koje je nadamnom izvršeno odnosno u vezi sa činjenicom da sam ovde doveden na osnovu izvršcnja zločina koji se kao takav ne tretira samo u zakonodavstvu moje zemlje već u zakonodavstvima svih država i u svim međunarodnim aktima i konvencijama. Dalje pokrenuo sam pitanje koje takođe niste hteli da rešavate a na koje sam ukazao sa mnogo argumenata da se uopšte ne može ovde govoriti ni o kakvom ravnopravnom i fer suđcnju, pogotovo ne o nepristrasnosti tužioea. Vi znate da je 1990. godine Kongres Ujedinjenih nacija donio svoje uputstvo o tužiocu generalno u kome se zahteva da mora biti nepristrasan. U ovom slučaju mi smo iz svega ovoga što smo ovde slušali, više nego se uverili, ne da je pristrasan nego vaše tužilac već objavio i svoju presudu, iz vašeg tužilaštva se orkestrira medijska kampanja koja se vodi i organizuje paralelno suđcnje preko medija koji uz ovaj nelegalni sud treba da odigraju ulogu jednog paralelnog linča koji treba unapred bez ikakvih uvida u činjenice, da dokaže da je to

(prekida ga sudija)....

SUDIJA:

Ja ću Vas ovde prekinuti. Kako to mislite da je tužilac već proglasio Vašu

SLOBODAN MILOŠEVIĆ:

... i u javnosti. Uostalom, prethodni tužilac (Luiz Arbur, nap. prir.) je na sastanku sa Olbrajtovom izjavio, zajedno su izjavili, da se nalaze na istom poslu, a ona je predstavljala u svakom slučaju ratujuću stranu. Sama tužba je podnela na bazi konstrukcija britanske obavštajne službe u vreme rata protiv Jugoslavije a zna se da obavštajne službe daju selektivno podatke one koje mogu da montiraju, a ne daju one koji im ne idu u prilog itd. Mislim ima mnogo argumenata koji se mogu tu upotrebiti, u svakom slučaju ja vam ukazujem da o tome niste raspravljali niti doneli kakvu odluku. Niste dakle raspravljali niti tražili savetodavno mišljenje Međunarodnog suda pravde o svojoj legalnosti, niste zakazali saslušanje koje ste bili dužni da zakažete po osnovu habeas corpus i po osnovu činjenice da je vaš predstavnik učcstvovao u izvršcnju krivičnog dela. (prekida sudija)...

APPEAL FOR JUSTICE TO SLOBODAN MILOSEVIC :
WE, THE EX-NATO RETIRED GENERALS FOR PEACE AND
DISARMAMENT

DEMAND JUSTICE FOR THE EX-YUGOSLAV LEADER SLOBODAN
MILOSEVIC

WE HAVE CONCLUDED THAT THE HAGUE TRIBUNAL IS BIASED AND TENDENTIOUS. THE DIALOGUE WITHIN IT IS ABSENT, SINCE THE OUTCOME OF THE TRIAL IS PREFABRICATED. WE DO NOT HAVE ANY TRUST FOR ITS OBJECTIVITY SINCE THE SPONSORS OF THE TRIBUNAL ARE INDIVIDUALS LIKE GEORGE SOROS AND COUNTRIES LIKE SAUDI ARABIA. ON THE OTHER HAND ITS RULING IS NOT ACCEPTED BY THE USA.

WE THINK THAT THE MAIN RESPONSIBLE FOR THE COMMITTED CRIMES IN THE FORMER YUGOSLAVIA ARE 1/ CLINTON, 2/ BLAIR, 3/ MADELEINE ALBRIGHT, 4/ COEN, 5/ GENERAL CLARK, 6/ COOK 7/ SOLANA 8/CHIRAC, 9/ SCHREODER AND THE OTHER 15 NATO LEADERS.

SLOBODAN MILOSEVIC IS INNOCENT. HE IS A PATRIOT THAT FOUGHT FOR THE RIGHTS OF HIS COUNTRY AGAINST THE ISLAM TERRORISTS(UCK) THAT WERE ARMED DIRECTED BY NATO AND THE USA.

FINALLY THE FACT THAT HE IS HELD THERE AFTER AN ILLIGAL ACT OF INTERNATIONAL KIDNAPPING MAKE US SURE THAT THIS TRIBUNAL IS NOT LEGITIMATE AND THE JUGDES ACT LIKE "SERVATS" OF THEIR VERY WELL KNOWN MASTERS AND NOT ACCORDING TO THEIR FREE CONSCIENCE.

FOR THIS REASON WE DEMAND
FREEDOM TO THE YUGOSLAVE LEADER
STOP THE WORLD CONSPIRACY AGAINST THE PEOPLE OF
YUGOSLAVIA

Signing :

MAJOR GENERAL KOSTAS X. KONSTANTINIDIS(RET)
THE COORDINATOR

Les nouvelles qui sont données dans ce bulletin le sont à titre d'information.

Elle n'impliquent pas nécessairement l'adhésion de l'ICDSM,

en particulier quant aux informations provenant des media occidentaux.

The news contained in this newsletter are given only for information.

ICDSM don't approve necessarily these news, particularly when information come from western media.

NOTICE: In accordance with Title 17 U.S.C. Section 107, this material is distributed without profit to those who have expressed a prior interest in receiving the included information for research and educational purposes. Feel free to distribute widely but PLEASE acknowledge the original source.
Fair use only.

Cette lettre d'information est gratuite. Pour vous abonner ou si vous ne désirez plus la recevoir :

adressez un message à liberezmilosevic@free.fr.

This Newsletter is free of charge. To receive it regularly or if you don't want to receive its future editions : send a mail to liberezmilosevic@free.fr.

Editeur responsable et Directeur de publication :
Luc MICHEL, président de la Section francophone de l'ICDSM (Belgique, France, Suisse, Québec)
(128/01 rue de Montigny – B/6000 Charlcroi)

Comité International pour la défense de Slobodan
Milosevic

ICDSM- Section francophone

Contact Belgique, Suisse et International :

Email : lucmichclbxl@yahoo.fr

Tél. 02/218.73.09 – International + 32 2 218 73

09
Fax 02/218.73.59 – International + 32 2 218 73
59
Contact France :
Email : liberezmilosevic@frcc.fr
Tél. et Fax 01 43 83 75 32

Pour plus d'information – For more information :
Website ICDSM francophone (Français, Anglais, Serbe) :
<http://www.liberez-milosevic.fr/st/>

Consulter aussi – See also :
Website SPS (Serbe et Anglais) :
<http://www.sps.org.yu/cng/explorer.htm>
ICDSM international : <http://www.icdsm.org/>
ICDSM Deutschland : <http://www.frcc-slobo.de/>
PCN-NCP'S YUGO INFO :
<http://www.pcn-ncp.com/yougoslavie.htm> (Information en
Français, en Serbe et en Anglais - Information in
French, Serbian and English)
Serbian Network : <http://www.srpska-mrcza.com/>

Do You Yahoo!? – Une adresse @yahoo.fr gratuite et en français !
Yahoo! Mail : <http://fr.mail.yahoo.fr>

Nico Steijnen

From: Mick Collins <cirqueminime@club-internet.fr>
To: Yana Collins <Yana@slosslaw.com>; Alain Jecic <Alain.Jecic@lmd.jussieu.fr>; Alan Mandell <AVRAMNOAC@aol.com>; Alex Braunstein <alex.braunstein@oberlin.edu>; Alexandre Del Valle <alex.delvalle@free.fr>; Alexander Cockburn <counterpunch@counterpunch.org>; Danielle Alexich <dalexich@csuchico.edu>; Danielle Alexich <dalexich@csuchico.edu>; Alexis Troude <alexis.troude@wanadoo.fr>; Tariq Ali <tariq.ali3@btinternet.com>; Alison Mize <gagette@aol.com>; Amo (& Darren) Gulinello <thirtymauger@earthlink.net>; Chris Black <antinato@hotmail.com>; Antoine Colonna <intelsecurite@wanadoo.fr>; Anton Jarvis <Antonievski@aol.com>; Daniel Aukin <danmaxauk@aol.com>; Tatyana Lima <vlasova2001@yahoo.com>; Christopher Black <bar@idirect.com>; Fulvio Grimaldi <bassottovic@tiscalinet.it>; Nina Beber <BeberN@aol.com>
Sent: woensdag 13 februari 2002 06:53
Subject: Tales from The Hague.

Hey,

While watching the opening statements by the prosecution in the Milosevic trial, Carla Del Ponte, the model for Switzerland's national symbol, the cuckoo clock, and the humorously named Geoffrey Nice, I was once again reminded of just how unique is this Tribunal: the prototype for Geo W Bush's anti-terrorist and anti-Bill of Rights military tribunals.

For what court in what civilized country, even in an opening statement, would allow the prosecution to present, in lieu of any real evidence directly linking the defendant to the charges, a series of hoary and ahistorical legends depicting that bizarre cruelty which has come to typify the Anglo version of Balkan folklore (remember Kaiser Sosa?), tales dripping with that gothic kiddie S&M that sets the icy West European heart to smoldering. I hadn't seen a legal oration quite this lurid since the McMartin and Little Rascals pre-schools 'satanic child molestation' trials back in the US in the mid-80s.

Both Del Ponte and Nicely-Nicely Nice were in full-drool as they recounted examples of Milosevic's savagery. Here's Del Ponte, in her usual befuddlement (too many vodka-tonic chasers behind those African pizzas?), jerking off over evidentiary matters while bringing herself to a fiery climax:

A year later in Visegrad, a young woman, heavily pregnant, found the town taken over by Yugoslav soldiers and I think others, including a group of White Eagles. Because of what was happening, she and many other people took to the woods at night. Indeed, she gave birth to her daughter and it would appear from evidence that we do have that she gave that daughter a name, but we can't tell you what the name is. In due course, that woman, her baby and many others including some 45 members of her extended family were taken, on the basis of a promise that they would be travelling in a Red Cross bus, to a house that had been prepared for them with petrol on its carpets and presumably floors. They were burned alive and the baby's screams were heard for some two hours before it too succumbed."

I mean, what kind of juridical cunning and diamond-hard evidence could bring her to conclude the carpets were actually on the floor? Or that the woman gave her child a name? And her use of the verb 'think', as in 'I think it was Arkan's boys', is truly overwhelming. These are the skills that have kept Madame Del Ponte at the head of these two international courts--she runs the Tribunal on Rwanda as well, don't you know--instead of on the faculty of some matchbook cover law school where shysters of her niveau usually accumulate. But then this is the New International Justice, in the New Tribunals of the New World Order as begot by our New heavenly father, Geo Soros.

Nice delivered his historical porno-loop of a presentation in a cadence that would have tossed a sleepwalker into a coma. He was doing Chekov on haldol. Beginning with insinuations that, perhaps, Milosevic wasn't really a Communist or even a nationalist or even a real dictator, but only pretended to all these roles as a way of holding on to power (yeah, me too, huh?), he

ished every bit the Lord High Pedophile with stories of how Milosevic saw babies being roasted alive over open fires while they screamed themselves to death for as long as two hours. (These must have been very low fires and only necessary, one must suppose in the 1990s, because vandals had looted all the microwave ovens).

But where does this Bosnian Gothic come from? Stories of mothers being forced to bite off then eat the genitals of their sons. Fathers forced to drink the blood flowing from the cut throats of their children. Like all legends, these tales are meant to point up the evil of one's enemies so as to strengthen the resolve of one's own battle against these enemies. Kinda like sticking your courage to the screwing place.

And many of these tales, especially the recent stories of Albanian bodies being dumped in the rivers of Serbia to keep them from being discovered by NATO occupiers in Kosovo, have certain real referents in history: When the Nazis and their Croat and Bosnian Muslim charges were clearing out their death camps, it is said that there were so many bodies floating in the Sava that at several bridges they jammed up the river.

But the opening statements of Del Ponte and Nice reminded me of something I'd read in a wonderful book, *The Impossible Country* (1993), by Brian Hall, an American Harvard who is said to live in upstate New York and writes about travel in Eastern Europe. Here is Hall's recounting of Bosnia's Grand Guignol:

When Sir Arthur Evans—interesting how many British travellers, errant colonizers of the imagination, have been knighted for their services—rode through the town (Mostar in BiH) in 1875, Ali Pasha was dead, having been shot accidentally through the head while in Turkish custody for having supported the Bosnian nobles' revolt against the reforms of the Porte in 1850. During Evans' visit, a rebellion of the Christian rayahs against the local magnates and tax collectors was in full flame, and the new Vizier, Dervish Pasha, assured the English consul that most of the insurgents were not Herzegovinians at all, but agitators from Dalmatia and Montenegro (Croats or Serbs) who intimidated loyal villagers into joining them by burning their houses and fields if they did not, and who were prosecuting the war by means of the most abominable atrocities, such as immolating entire Muslim families in their homes and roasting children alive on spits before their parents' eyes. At this point, the Pasha burst into strategic tears. Evans did not believe him.

This would be merely amusing if the Western media weren't so completely enchanted by these fairy tales: The 7,000 dead at Srebrenica; the mysterious mass graves—some actually containing more'n one corpse; the 10,000 Albanian cadavers in the Trepcja mines; the Serbian meat grinders used to destroy evidence of all these dead; the bread lines and Markale marketplace, now being miraculously resurrected and reassigned as Serb atrocities—after volumes of expert testimony had properly laid them at the feet of Bosnia's own government.

And can we really expect two years of this kind of bathetic melodrama from the prosecution, while the words of the Defense—and the historical record, much of it written by just such anticommunist zealots as Del Ponte and Nice, guys like Lord David Owen and Misha Glenny, that completely exonerates Milosevic from anything but an unstinting, single minded travail to save Yugoslavia and Serbia from the ravages of war and its ugly sister, economic sanctions—are left to moulder on the editorial room floors of CNN and the BBC.

I also read somewhere that if there were real Serb atrocities there would be no need to make them up. But, hey, stay tuned. This was just opening day, and Del Ponte just threw out the first bawl.

Mick Collins
Cirque Minime, Paris

Milošević: het zijn allemaal leugens

Slobodan Milošević noemde de beschuldigingen tegen hem vanochtend voor het Joegoslavië-tribunaal „leugens”.

Door onze redacteuren
CEES BANNING
en PETRA DE KONING
DEN HAAG, 14 FEBR. Niet 'het individu' Milošević, maar het hele Servische volk, de Servische media en de Servische geschiedenis staan terecht voor het Joegoslavië-tribunaal in Den Haag. Dat zei ex-president Slobodan Milošević vanochtend in de rechtszaal van het Joegoslavië-tribunaal.

De beschuldigingen tegen hem zijn „leugens”. Servië, zei hij, is nooit een oorlog begonnen en Servische eenheden hebben nooit misdaden gepleegd. „In de Servische mili-

taire traditie zijn krijgsgevangenen en ongewapende burgers heilig.”

Op de derde dag van het proces tegen hem begon hij aan zijn verdedigingsrede. Zeven maanden is Milošević nu gevangene van het VN-hof, en hij was tevreden dat hij zich vandaag eindelijk tot 'het publiek' kon richten. Hij had zijn leesbril bij zich en een stapel papieren. Hij kwam 'de waarheid' vertellen.

Een van de aanklagers had gisteren gezegd dat Servische troepen in het voorjaar van 1999 honderdduizenden Albanezen uit Kosovo hadden verdreven. Maar volgens Milošević waren het de 'terroristen' van het Albanese bevrijdingsleger UÇK die de Albanezen hadden weggejaagd, met hulp van de NAVO. „Als mensen weigerden om te vertrekken, werden ze door het UÇK geslagen of gedood.” Het UÇK, zei Milošević, werd bij het weggagen van de eigen bevolking gehol-

pen door NAVO-vliegtuigen. Op 24 maart 1999 was de NAVO begonnen met luchtaanvallen op Joegoslavië. Het was een „verschrikkelijke en ongelooflijke leugen”, zei Milošević, dat Servische militairen of politiemannen Albanese burgers hadden gedporteerd.

Hij liet in de rechtszaal foto's zien van ernstig verminkte lijken en van lichaamsdelen. Dat waren Albanezen, zei Milošević, die tijdens de NAVO-bombardementen hadden willen terugkeren naar hun huizen. Omdat ze zich niet hadden gehouden aan 'het bevel' van het UÇK om te vluchten, waren ze aan gevallen door de NAVO.

Milošević verzette zich tegen de stelling van de aanklagers dat hij individueel strafrechtelijk zou zijn voor misdaden van leger en politie. De aanklagers „dichtten mij bovennatuurlijke krachten” toe. Als

er al oorlogsmisdaden waren gepleegd, dan waren individuele soldaten daar verantwoordelijk voor, aldus Milošević. In 1992 werden al Serviërs voor een tribunaal in Belgrado gebracht. Vier mannen zouden zich schuldig hebben gemaakt aan oorlogsmisdaden en ze zijn volgens Milošević ook veroordeeld. „Wij hebben dit tribunaal niet nodig”, zei Milošević.

Hij zei opnieuw dat Servië nooit is begonnen met de oorlog. De Serviërs reageerden alleen maar op geweld dat hen werd aangedaan, door Kroaten, moslims en de NAVO.

Volgens de jurist Göran Sluiter is nu duidelijk welke verdediging Milošević kiest. „Over de misdaden in Kroatië en Bosnië zegt hij 'daar had ik geen controle over'. En de actie van de Serviërs in Kosovo was een reactie op het geweld van het UÇK en de NAVO. Een bevolking op de vlucht was het gevolg van de NAVO-bombardementen.”

'Ik wend me tot het publiek'

Enkele uitspraken van ex-president Slobodan Milošević vanmorgen op de derde dag van het proces tegen hem voor het Joegoslavië-tribunaal:

14-2-2002
„Dit is de eerste kans die ik krijg na zeven maanden om me te richten tot het publiek. Ik wend me niet tot dit illegale tribunaal, ik wend me tot het publiek.”

„Iedereen [in Servië] staat terecht, de regering, het parlement, diverse politieke organisaties, de media, iedereen. De burgers staan terecht, burgers die hun vertegenwoordigers kozen bij vrije verkiezingen en hen steunden. We zijn het op één punt eens: mijn gedrag was een uiting van de wil van het volk. Maar de aanklagers beschuldigen de bevolking van haar steun aan mij.”

„In het Westen zien we een blinde vlek als het gaat over de berichtgeving over Joegoslavië, want de grote tv-stations zijn een oorlogsinstrument met als doel het grote publiek valse informatie te geven.”

„De aanklagers gebruiken zulke grove leugens, wat we hebben gehoord is een belediging voor de intelligentie op deze planeet.”

Richting openbaar aanklager Carla Del Ponte: „Uw bazen hebben Joegoslavië naar de afgrond geduwd. Ze hebben Bosnië in een burgeroorlog geduwd. De Serviërs zijn de oorlog niet begonnen. Het is ongerijmd de beschuldigende vinger in mijn richting te wijzen.”

Over excessen: „Ik zal niet zeggen dat ze niet zijn gebeurd, maar de politie en het leger hebben het land op een dappere en eervolle wijze verdedigd.”

Over zijn uitlevering aan het VN-tribunaal: „De marionettenregering in Belgrado is gezwicht voor het geld. Ze luisteren naar dollars, niet naar de stem van het volk.”

„Amerika gaat de wereldbol over om tegen het terrorisme te vechten in Afghanistan, maar het terrorisme in het eigen land aanpakken wordt gezien als een misdaad. Onze verdediging [in de Kosovo-oorlog] was een heroïsche verdediging tegen de agressie van de NAVO.”

Over de aanklacht: „Ik ben het met één ding eens. Mijn optreden was de uiting van de wil van mijn volk. Maar de aanklagers beschuldigen de bevolking van het feit dat ze mij steunden; laat mij zeggen dat mijn gedrag de expressie is geweest van een vrije democratische samenleving.”

„De echte moordenaar is de NAVO. Zij bombardeerden een voertuig van het Rode Kruis, waarbij veel onschuldige mensen zijn vermoord.”



van holst en steijnen

From: ICDSM <icdsminfonet@yahoo.fr>
To: <info@pcn-ncp.com>; <lucmichelbxl@yahoo.fr>
Sent: vrijdag 15 februari 2002 20:34
Subject: Newsletter FREE SLOBO I - n° 13

FREE SLOBO I

Newsletter of the ICDSM
 (International Committee to Defend Slobodan Milosevic)
 Lettre d'information de l'ICDSM
 (Comité International pour la Défense de Slobodan
 Milosevic)

<http://www.liberez-milosevic.fr.st/>

N° 13 - 15 Février/February 2002

Webmaster - Editeur responsable :
 Luc MICHEL - email : lucmichelbxl@yahoo.fr

This number 13 is send to 60.000 emails.
 Ce numéro 13 a été envoyé à plus de 60.000 mailes

SPECIAL ISSUE : PRESIDENT MILOSEVIC STRIKE BACK !
 NUMERO SPECIAL : LE PRESIDENT MILOSEVIC CONTRE-ATTAQUE
 !

Dans ce numéro 13 vous pouvez lire -
 In this number 13 you could read :

- MILOSEVIC DENONCE UN OCEAN DE MENSONGES
- MILOSEVIC CONTRE-ATTAQUE
- LEGAL CHALLENGES RAISED BY MILOSEVIC AT WAR CRIMES TRIAL
- MILOSEVIC LAWYER COMPLAINS OF UNFAIRNESS
- LETTER FROM A SERBIAN READER : ABOUT WAR CRIMES AND GENOCIDE
- REVUE DE PRESSE : « MILOSEVIC FACE A LA JUSTICE »
- VLADIMIR KRSLJANIN NA GALERJI SUDNICE
- FORMER YUGOSLAV ARMY CHIEF WILL NOT SURRENDER TO COURT
- THE ECONOMIST : LETTERS TO THE EDITOR
- MILOSEVIC, PRISONER OF CONSCIENCE. NEIL CLARK RAISES A LONE VOICE FOR A MAN WHOSE WORST CRIME WAS TO CARRY ON BEING SOCIALIST
- THE TRIAL ON MILOSEVIC : THE LIE OF THE CENTURY !
- LA PARTIALITE DU TPI : DEL PONTE DOMESTIQUE DE L'OTAN
- PRESS REVIEW : "THIS NEEDNT BE VICTORS' JUSTICE BUT MILOSEVIC'S REFUSAL TO DEFEND HIMSELF COULD COMPROMISE HIS TRIAL"
- REVUE DE PRESSE : "UN COMLOT DIABOLIQUE POUR TRANSFORMER LES VICTIMES EN COUPABLES"
- DUIZENDEN BETOGEN VOOR VRIJLATING SLOBODAN MILOSEVIC
- IK STEUN MILOSEVIC.

MILOSEVIC DENONCE UN OCEAN DE MENSONGES

© EPA (14/02/2002)

Slobodan Milosevic a montré au TPI videocassette et photos du conflit au Kosovo
 LA HAÏE Ce jeudi, au troisième jour de ce procès historique, l'ancien président serbe et yougoslave a débuté la présentation de sa défense. Il a clairement

montrer son intention de mener une défense essentiellement politique. Milosevic entend élargir sa propre défense à celle de son pays, de l'Etat qu'il a dirigé et de la politique qu'il a menée pendant dix ans.

Pour rappel, l'ancien dirigeant est accusé de crimes de guerre et crimes contre l'humanité en Croatie, Bosnie et au Kosovo. Une accusation de génocide pèse contre lui pour son rôle en Bosnie. Slobodan Milosevic a donc commencé ce jeudi matin à présenter sa défense devant le Tribunal pénal international en faisant projeter une cassette vidéo montrant un massacre de civils au Kosovo.

Cette vidéocassette, projetée devant la cour, a montré un charnier de victimes serbes avant d'évoquer le massacre de Racak, pour souligner les zones obscures de cette affaire selon le commentaire des images. Selon les organisations humanitaires occidentales, 45 civils albanais avaient été exécutés par les forces serbes à Racak le 15 janvier 1999. Cet épisode tragique avait contribué à la mobilisation des opinions et des gouvernements occidentaux contre Belgrade.

La cassette a ensuite montré des images sur les dégâts et les souffrances provoqués par la campagne de bombardements de l'OTAN contre la Serbie à partir de mars 1999. L'ancien président yougoslave a ensuite commenté la projection comme suit : ceci n'est qu'un atome de vérité dans un océan de mensonges et de propagande. Il a également dénoncé l'utilisation globale des médias comme moyen de guerre contre mon pays.

Il s'est ensuite lancé dans un récit à la gloire de la Yougoslavie. Notre défense fut une défense héroïque contre l'agression lancée par l'OTAN contre la Serbie, a dit l'ancien président. Milosevic a par ailleurs démenti qu'il y ait jamais eu un quelconque plan d'expulsion des kosovars albanais du Kosovo. C'est un incroyable et horrible mensonge du procureur du TPI Carla Del Ponte. La fuite massive des kosovars albanais, a-t-il ajouté, avaient deux motifs : les attaques conduites par l'UCK, l'organisation indépendantiste albanaise, et les bombardements de l'OTAN.

Plus de 800.000 kosovars albanais avaient quitté le Kosovo en juin 1999 au terme de la campagne de l'OTAN. Les serbes n'ont jamais commencé une guerre. Les Serbes n'ont jamais commencé une guerre, jamais déclenché aucun conflit, a lancé M. Milosevic poursuivant sa défense devant la Cour. La guerre en Bosnie a commencé par l'assassinat du père de la mariée lors d'une noce à Sarajevo, a noté M. Milosevic.

Il a ajouté que la guerre de Croatie avait également commencé par des attaques lancées contre des Serbes. C'est une absurdité d'accuser le camp qui n'est pas responsable de la guerre, a-t-il déclaré.

Slobodan Milosevic, qui parlait d'une voix forte a jugé particulièrement outragant que l'accusation ait pu parler d'une frontière entre la Serbie et le Kosovo. Comment osez-vous dire que le Kosovo a une frontière avec la Serbie ? C'est comme dire que La Haye a une frontière avec les Pays-Bas. Le Kosovo est la Serbie, a tonné M. Milosevic. Le Kosovo a toujours été une province de la Serbie à la différence de la Croatie et de la Bosnie, ou de la Slovénie, qui bénéficiaient d'un statut de république dans l'ancienne Yougoslavie.

Dois-je aller plus loin ?

Ensuite, Milosevic a fait projeter devant la cour une série de photos dont il a dit qu'elles représentaient

des civils kosovars albanais tués lors d'un bombardement de l'OTAN à Djakovica, le 14 avril 1999. Une première photo montre des corps enveloppés dans des sacs de plastique colorés. Une autre montre les corps d'une mère et de sa fille. Une autre le visage d'une toute jeune fille. Un filet de sang s'écoule de ses lèvres. D'autres montrent des corps carbonisés, des maisons détruites, une tête arrachée au milieu d'un champ, un avant-bras... Ai-je besoin d'aller plus loin ? a interrogé l'ancien président yougoslave. Le procès de Slobodan Milosevic devant le Tribunal pénal international de La Haye a ensuite été ajourné jusqu'à vendredi matin sans que l'ancien président yougoslave n'ait fini la présentation générale de sa défense. Milosevic devra continuer sa présentation ce prochain vendredi.
L.D

MILOSEVIC CONTRE-ATTAQUE

AFP, Mis en ligne le 14/02/2002

«Cabine technique!». Par ces mots, Slobodan Milosevic donne le coup d'envoi de la diffusion d'une vidéo sur l'intervention de l'OTAN au Kosovo, en maître régisseur de sa propre défense devant le Tribunal pénal international (TPI) de La Haye.

Concentré et combatif, l'ancien président yougoslave Slobodan Milosevic passe à la contre-attaque, après avoir écouté pendant deux jours les accusations portées contre lui par le procureur du TPI, la Suisse Carla Del Ponte.

Les trois sièges placés devant lui, attribués à la défense, sont vides, M. Milosevic refusant de désigner des avocats devant une juridiction dont il réfute la légitimité.

Quelques secondes s'écoulent. La présentation générale de sa défense commence au troisième jour de son procès pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide.

Un reportage vidéo de journalistes d'une chaîne de la télévision allemande est projeté sur l'écran du Tribunal. Elle dénonce les «mensonges et les manipulations» des puissances occidentales durant la crise du Kosovo ayant conduit aux frappes aériennes de l'OTAN contre des cibles yougoslaves en mars 1999.

«Ceci n'est qu'un atome de vérité dans un océan de mensonges et de propagande», des pays de l'Otan, s'exclame M. Milosevic.

Une autre vidéo apparaît sur les écrans montrant des images de victimes et d'immuables en flammes lors des bombardements de l'OTAN. On voit aussi le visage du porte-parole de l'Alliance à cette époque, Jamie Shea, en direction duquel Milosevic lance un regard méprisant.

Parlant d'une voix forte, le visage parfois contracté par une grimace de colère, suivant de manière linéaire la chronologie de son dossier, il dresse durant près de quatre heures un inventaire très détaillé des «crimes» commis, selon lui, par l'OTAN lors des frappes de l'Alliance en 1999.

Pointant un doigt accusateur vers les juges, il se pose en défenseur de l'intégrité de la Yougoslavie, comme il le fait depuis dix ans, accusant le tribunal d'insulter tout un peuple, «son peuple», en le jugeant.

«Je vous demande de poursuivre», dit-il au greffier.

M. Milosevic, vêtu d'un costume sombre, chemise bleue et d'une cravate aux couleurs de la Yougoslavie, sort ses lunettes. Une série de photos est projetée devant la cour représentant, dit-il, des civils kosovars albanais tués lors d'un bombardement de l'OTAN à

Belgrade, le 14 avril 1999.

Une première photo montre des corps enveloppés dans des sacs de plastique colorés. Une autre montre les corps d'une mère et de sa fille. Une autre le visage d'une toute jeune fille. D'autres montrent encore des corps carbonisés, des maisons détruites, une tête arrachée au milieu d'un champ, un avant-bras...

«Ai-je besoin d'aller plus loin ?» interroge l'ancien président yougoslave.

«Photos suivantes!» lance M. Milosevic. Certains passent sans commentaire. D'autres sont commentées. «Ici, par exemple, sur cette photo, vous ne voyez que des bouts de doigt ou des parties de corps qui pointent».

Conscient de la retransmission en direct de son procès à Belgrade, il dénonce «sa crucifixion», et le «régime fantôme» actuel serbe qui est «censé obéir aux exigences étrangères» contre les intérêts de son propre peuple. Le gouvernement de Serbie a transféré M. Milosevic à La Haye en juin 2001.

Le juge britannique Richard May lui demande de s'exprimer plus lentement, les traducteurs ne parvenant à le suivre.

«Le monde entier sait qu'il s'agit d'un procès politique qui n'a rien à voir avec le droit», assène-t-il.

L'audience est levée à 13H45 locales (12h45 GMT).

Milosevic, range son dossier, l'air satisfait, prêt à poursuivre vendredi sa défense.

LEGAL CHALLENGES RAISED BY MILOSEVIC AT WAR CRIMES TRIAL

THE HAGUE, FP. 13 February 2002. — Herewith some of the legal challenges raised Wednesday by Slobodan Milosevic against the UN war crimes tribunal, which is trying

him for genocide and crimes against humanity:

LEGALITY

Milosevic said the International Criminal Tribunal for the former

Yugoslavia (ICTY), established in 1993, had "no competence" to try him and was manifestly illegal.

In a controversial ruling on November 8 last year, the court itself

decided it was competent to hear the case against Milosevic, who is

faced with 66 charges on three indictments covering events in Bosnia, Croatia and Kosovo.

Commentators have noted that Milosevic signed the 1995 Dayton accords,

ending the Bosnian and Croatian wars, and that those accords implicitly recognised the ICTY's legitimacy.

Some experts say the UN Security Council, which established the court,

had no legal right to establish a judicial body because the UN charter gives the council no such mandate.

IMPARTIALITY

Milosevic said the court had already decided he was guilty, and had he

not been cut off, would, presumably, have gone into previous arguments

that NATO and the West were responsible for their own atrocities with

the killing of civilians during the 1999 bombing of Yugoslavia.

Chief prosecutor Carla Del Ponte decided not to open a formal

investigation into the NATO bombardments, which left scores of civilians dead and raised accusations of political bias against the Serbs.

Milosevic's successor, Yugoslav President Vojislav Kostunica, said that ruling cast a "great shadow" over the court's credibility.

ARREST

Milosevic said his arrest in Belgrade last June by Serbian police for extradition to The Hague was illegal and a violation of the

constitutions of Serbia and Yugoslavia.

Yugoslavia's constitutional court had ruled the extradition was illegal.

Serbian Prime Minister Zoran Djindjic sidestepped the court by invoking

a law, ironically implemented by Milosevic himself, giving Serbia the

right to overrule decisions by the federation if they interfered with

Serbian interests.

In the political row that ensued, Yugoslav Prime Minister Zoran Zizic

and his Montenegrin allies in the federal government resigned in

protest.

MILOSEVIC LAWYER COMPLAINS OF UNFAIRNESS

Jacques Verges, the French lawyer appointed to defend ex-President of Yugoslavia, Slobodan Milosevic, has complained that the Hague Tribunal is biased and tendentious.

"Dialogue is impossible when a court functions around donations. Among the donors are the USA, Saudi Arabia and private individuals, such as George Soros, who is not exactly Mother Teresa", declared M. Verges in an interview with Reuters.

The lawyer defending Slobodan Milosevic is of the opinion that the war crimes case is "not defensible" due to the bias involved. "If the court was independent, it should invite Messrs Clinton, Blair, Schroeder and Chirac, because in Dayton they recognised Mr. Milosevic as a respectable and valid interlocutor".

Indeed Madeleine Albright stated that with Mr. Milosevic "we can do business". However, this was in the days before he was dropped and abandoned by all who had used him to broker their individual deals in the Balkans.

The trial against Mr. Milosevic begins on Tuesday. In it, he is accused of crimes against humanity in Croatia (1991) and Bosnia-Herzegovina (1992-1995) and war crimes in Kosovo (1999).

The legitimacy of the Hague Tribunal is open to question. Its rulings are not accepted by the USA and its jurisdiction over Mr. Milosevic is clouded by the fact that he is held there after an illegal act of international kidnapping.

Timothy BANCROFT-HINCHEY (PRAVDA.Ru)

LETTER FROM A SERBIAN READER : ABOUT WAR CRIMES AND GENOCIDE

In an article issued in the French newspaper "Liberation", one of the founders of the ICTY, Pierre Truche explains the judgment of Nazis in Nuremberg, saying that the Nazi crimes were qualified as war

crimes, and the genocide of Jews, simply as a "crime against humanity". So some six millions of Jews who were bound to disappear in the German concentration camps, are victims of the "war crimes" and "crimes against humanity", and 42 Albanians and 7 thousand Bosnian Muslims, which is certainly a huge number, are victims of the "genocide".

It is very difficult to believe in this case in the tribunal's objectivity, and even less in its "non political" motives. Comparing the victims of the civil war to the German Nazi genocide against the Jewish people is also the crime.

Dragan Rakic (Strasbourg, France)

REVUE DE PRESSE : « MILOSEVIC FACE A LA JUSTICE »

Le procès de Slobodan Milosevic s'ouvre au Tribunal pénal international de La Haye. Accusé de crimes de guerre, crimes contre l'humanité et de génocide, l'ancien président yougoslave dénie toute légitimité à la justice internationale.

Depuis Nuremberg, c'est le plus important procès pour crimes de guerre en Europe. Mardi 12 février à La Haye, l'ancien président yougoslave devra comparaître devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) : instauré pour juger les responsables des crimes de guerres dans les Balkans de 1991 à 1999.

La presse européenne traite l'événement à sa juste valeur, celle d'un "procès historique", selon "Le Temps" de Genève. Pour "The Guardian", "le plus important dans le procès de Slobodan Milosevic est qu'il ait finalement lieu". L'Europe, comme la communauté internationale, a besoin de ce procès. "Pour les victimes de Milosevic, pour la paix durable dans l'Europe du Sud-Est, pour un avenir libéré des pogroms balkaniques, du nettoyage ethnique, du sectarisme, du viol et du despotisme au nom de Dieu et de la nation, la justice doit être rendue", note le quotidien londonien de gauche.

Amis de la Cour

Mais l'ancien président yougoslave refuse et le procès qu'il taxe de "procès politique" et la justice qu'il qualifie de "justice des vainqueurs". Ne voulant pas reconnaître le tribunal, Milosevic tient à assurer seul sa défense (tout en faisant appel à des avocats pour le conseiller). Une attitude qui ne facilite pas la tâche de la justice et qui pourrait même "la compromettre", selon "The Guardian". Ainsi, le tribunal de La Haye a fait appel à des "amis de la Cour", chargés de relever tous les points susceptibles de valoriser la position de la défense. Un recours qui pourrait "transformer un procès équitable en procès spectacle".

Selon le quotidien moscovite "Kommersant", l'ancien président yougoslave ne restera pas impassible. En effet, "selon ses avocats belgradois, Milosevic est 'prêt à se battre pour la vérité'. Il termine notamment la rédaction de son discours qui durera 'au moins une journée'". Quant au "Soir" de Bruxelles, il croit savoir que Milosevic veut "mener un procès politique et citer Bill Clinton, Jacques Chirac, entre autres témoins..."

Ennemis de la Cour

Mais un sentiment de déception transparait dans de nombreux quotidiens européens quant à la véritable avancée du droit et de la justice à travers le monde. "Le Temps" estime que "la justice internationale vit une heure cruciale". Mais le quotidien genevois ne peut pas ne pas souligner "la contradiction d'actualité" qui mine le procès qui s'ouvre à La Haye : "La nécessité de mondialiser la lutte face au crime

contre l'humanité est une chose, mais que les Etats-Unis refusent souvent de s'y soumettre en est une autre."

Les violations des Conventions de Genève par les Américains à Guantanamo, autant que l'absence de justice au Cambodge comme en Sierra Leone, symbolisent les "reculs de la justice internationale". Et le quotidien genevois de critiquer sans fard les Etats-Unis, qui "utilisent la justice internationale comme un libre-service : ils l'emploient quand cela sert leurs intérêts". Il revient au "Wall Street Journal" d'exprimer à sa façon la position défendue par Washington, opposé à l'instauration d'une cour pénale internationale permanente qui "ridiculise la souveraineté judiciaire".

(PhR, © Courricinternational.com)

VLADIMIR KRSLJANIN (SPS) NA GALERIJU SUDNICE

Novinari koji su se okupili u zgradi Tribunala primetili su da prvog dana sudjenja na galeriji nije bio niko od clanova porodice Slobodana Milosevica. Jedina osoba kojoj je optuzeni uputio osmeh bio je Vladimir Krsljanin, iz SPS, kao predstavnik Upravnog odbora Komiteta Sloboda. Koji je na galeriji sedeo bas pored izvestaca Danasa. On je za nas list izjavio: "Ne moze se ocekivati da Tuzilastvo dokaze neki zlocin jer je to nemoguće. Ipak, u odnosu na raniji stav, vidi se pomak u tome sto su odustali od diskreditacije Milosevica kao tvorca ideje o velikoj Srbiji i sve su prebacili na teren ocuvanja licne vlasti. Nevesto su pokusali da kazu da je on tvorac sveg zla. Nizali su price o krvavim dogadjajima, a ispricali jednu potpuno politicku pricu."

Na pitanje zasto nikoga od Milosevicove porodice nema u sali, Krsljanin je odgovorio: "On je prinudjen da bude izlozen ovom maltretiranju i ja ne vidim zasto bi se, sedeci na sudjenju, i posmatrajuci sve ovo, jos vise maltretirali clanovi njegove porodice."

FORMER YUGOSLAV ARMY CHIEF WILL NOT SURRENDER TO COURT

BELGRADE -- The former head of the Yugoslav federal army, Dragoljub Ojdanic, does not intend to give himself up to the UN war crimes tribunal in The Hague, where his former boss Slobodan Milosevic is currently on trial, the daily Glas Javnosti newspaper said Wednesday.

The paper said it had interviewed Ojdanic, who has been indicted on war crimes charges arising from the war in Kosovo in 1998-99, in a Yugoslav army building in the Belgrade suburb of Dedinje, and he had insisted he was innocent.

"Ojdanic said he felt no guilt because he had honestly done his duty," the daily said.

However it added that Ojdanic, who is indicted along with three other past and present top Yugoslav officials, in addition

Milosevic, was preparing to defend himself before the UN court in the event that he was extradited.

Serbian Prime Minister Zoran Djindjic, whose government was behind Milosevic's extradition to The Hague last June, has hinted that his cabinet may soon hand over all the former officials indicted along with Milosevic, with the exception of incumbent Serbian President Milan Milutinovic.

"Ojdanic told Glas Javnosti that he will not give himself up voluntarily," the paper said.

"As a soldier, my duty was to defend the country and the people from the aggression," Ojdanic was quoted as saying, referring to the 11-week long NATO air war on Yugoslavia in early 1999.

"If I am guilty of something, our courts should establish it," Ojdanic

said, referring to domestic Yugoslav courts.

"I addressed the (Yugoslav) military prosecution and court and

expressed readiness to stand trial if they believed I was guilty," he said.

"But I was told that it was not their jurisdiction since I was retired."

The other Yugoslav nationals indicted along with Ojdanic are the

Milutinovic, currently residing in Belgrade and seen as enjoying

immunity until his term ends in December this year, former Yugoslav

deputy prime minister Nikola Sainovic and former Serbian interior

minister Vojko Stojiljkovic.

They are wanted by the UN's International Criminal Tribunal for the

former Yugoslavia, which sits in The Hague and which began trying

former Yugoslav president Milosevic on Tuesday.

Vladan Batic, Serbian Justice minister, said on

Tuesday that the

government would provide guarantees for all indicted

who voluntarily

surrendered to the UN court to be released on bail pending trial.

Before the start of Milosevic's trial, speculation increased in

Belgrade that in the very near future some of the four co-accused would be

either handed over or decide to give themselves up voluntarily.

(AFP, 13 February 2002).

Nick Tanery, ntanery@hotmail.com

THE ECONOMIST : LETTERS TO THE EDITOR

13 February 2002

I am writing in regards to your article "Milosevic on trial" (2-13-02)

which reports that Yugoslavia's-then head of state

"was indicted in 1999

during NATO's war with Serbia over Kosovo." NATO never officially declared war

on "Serbia," bypassing the UN, NATO made an offer that

Yugoslavia simply

couldn't refuse (in classic American Hollywood mafia

argon) at Rambouillet, stipulating full-scale NATO military occupation. Yugoslavia naturally refused and fell victim to a 78-day NATO bombardment of the width and breadth of the country, perpetrated in blatant violation of the Geneva Conventions, of widely accepted international law, and even of historical precedents of the norms of war. NATO's cowardly targeting of both the national TV. and radio stations, of marketplaces filled with people, hospitals, public utilities, trains and buses in motion, humanitarian convoys, and foreign embassies for 78 days and 79 nights from 35,000 feet in the air is a transnational crime against humanity.

The victims were not only Serbs, which NATO governments and media have publicly vilified for the past decade. The victims were also the multitude of Yugoslav nationals' bombarded-Hungarians, Croats, Albanians, Gypsies, Turks, and Slavic Muslims-in the tolerant political society of Yugoslavia.

Unlike the regimes in Sarajevo and Zagreb that the US State Department and Bonn rushed to embrace, the Greater Belgrade area is home to hundreds of thousands of Albanians, Croats, and Slavic Muslims who throughout the past decade lived unmolested.

Sincerely,
Nicholas Taney
Portland, Oregon USA

MILOSEVIC, PRISONER OF CONSCIENCE.
NEIL CLARK RAISES A LONE VOICE FOR A MAN WHOSE WORST
CRIME WAS TO CARRY ON BEING SOCIALIST

I always remember my first visit to Belgrade, in the summer of 1998. As an unreconstructed socialist, completely out of step with the spirit of the age, I had spent most of the Nineties trying to escape, as best I could, to a place where it was still 1948. So imagine my delight when I arrived in Belgrade and found a city that seemed miraculously to have escaped all the horrors of global grunge.

Bookshops, self-service restaurants and state-owned department stores abounded: a walk down the city boulevards reminded one of a British high street in the late Sixties. My delight turned to ecstasy when, on entering a state-owned bookshop, I saw on prominent display in the window a copy of that classic tome Arguments for Socialism by Tony Benn. What a truly wonderful place was Belgrade! Yet here I was, in the capital city of a nation commonly regarded as the 'pariah' state of Europe and whose leader - a certain Slobodan Milosevic - was routinely dismissed in the western media as Europe's Saddam Hussein. Four years on, the same Slobodan Milosevic languishes in a cell awaiting trial on charges of war crimes and genocide.

While opposition to the treatment of the al-Qaeda prisoners has been widespread and vociferous, few have protested about the treatment handed out to a man who, less than 18 months ago, was president of a European nation. Yet the way Milosevic has been dealt with is, in many ways, as great a scandal as the blindfolds and

handcuffs at Camp X-Ray.

For a start, it is still unclear what the former Yugoslav leader is actually charged with, even though he has been deprived of his liberty for more than ten months now. The original war crimes indictment, served on Milosevic in June 1999 at the height of the Kosovo war, covered vague charges relating to the war in Kosovo. The UN's chief war crimes prosecutor, Carla Del Ponte, has sought to submerge these charges into a 'unified' indictment, widened to include charges relating to the war in Bosnia and also to campaigns in Croatia. At least, that was the position up until very recently. Now, it seems, due to problems with 'collecting evidence', the trial date of 12 February is likely to be put back once more.

As if the nebulous nature of these charges were not scandalous enough, there are also the day-to-day infringements of Milosevic's basic human rights to consider. On the pretext of preventing a suicide attempt, Milosevic is under 24-hour video surveillance in his cell. He is denied access to the counsel of his choice, his mail is strictly censored and he is prevented from speaking to the world's media. Yet despite these violations, Amnesty International, normally so vocal in its defence of 'political prisoners', has yet to utter so much as a murmur. The problem is that the demonisation campaign against Milosevic has been so thorough and unrelenting and, for most, Sloba is already guilty as charged. Milosevic, we have learnt from the western media, is a rabid Serb

nationalist who whipped up dormant ethnic tensions to plunge the whole region into war and, in the process, had thousands of innocent people deported or killed. But let us look beyond this CNN view of world history. Slobodan Milosevic, a lifelong socialist, never once made a racist speech. When faced with the incessant violence of western-trained separatist groups, he had little option but to use military means to try to prevent the break-up of his country and to defend the Serbian and Roma people from being driven out of the lands they had inhabited for centuries.

Ironically, although the Yugoslav Socialist Party leader had no shortage of 'right-wing' enemies (Lady Thatcher, for one), it has been representatives of the liberal left, in the United States, Britain and Europe, who have hounded him most mercilessly. Back in 1999, it was Auberon Waugh who memorably coined the phrase 'Blair-Toynbee axis' to describe the unedifying enthusiasm for the bombing of Yugoslavia from new Labour and its supporters in the British media. Then ministers such as Robin Cook and Derek Fatchett who, less than 20 years earlier, had been on Ban the Bomb marches now climbed into jump jets and addressed military press conferences, while Clare Short defended the killing of cleaners and make-up girls at the Yugoslav state television station by Nato bombs.

How are we to explain this? The trouble with Sloba is not that he is an 'ethnic cleanser' (three years after the original indictment, we have yet to see the evidence linking Milosevic to atrocities in Bosnia), but that he is stubbornly and cussedly an 'old', unreconstructed socialist. This is why the new designer 'left' parties of Europe have pursued him so mercilessly to The Hague. Sloba is exactly the kind of old-style eastern European leader many of them would have defended in their student days. Ironically, it is still acceptable in politically correct circles to praise Tito's Yugoslavia, which was truly a one-party state; but Milosevic's Yugoslavia, where more than 20

political parties could freely operate, is deemed completely beyond the pale.

Had Milosevic sold off his country's assets to the multinationals and queued up deferentially to join the European Union and Nato, and become a western 'yes-man', he would have had carte blanche to wage his own 'war against terrorism'. Anyone who doubts this need only refer to the 1999 US-EU Balkan Stability Pact, which called for all countries of the region to be offered Nato and EU membership to 'anchor them firmly in Euro-Atlantic structures', as well as demanding 'widespread privatisation' and an end to any restrictions on the operations of multinationals.

The treatment handed out to Milosevic shows that the biggest enemies of socialist causes are not those with principles on the right, but those without them on the left.

(Reprinted from New Statesman 11 February 2002, By permission of the author)

THE TRIAL ON MILOSEVIC : THE LIE OF THE CENTURY!

The International Tribunal, presided over by Richard May, started the trial of ex-president of Yugoslavia Slobodan Milosevic. Prosecutor General Carla Del Ponte said that the litigation could last up to two years.

Unprecedented security measures have been taken, since the event is gathering a lot of people from the entire world.

As news agencies reported, Milosevic appeared in the court room wearing a dark suit and a tie; he was calm and confident.

Carla Del Ponte was the first to make a speech. The prosecutor talked about the justice and about the inevitability of retaliation. She said that Milosevic was moved by his hunger for power.

Ninety witnesses are going to participate in the trial, and Bill Clinton may be one of them. The judges of the International Tribunal of the Hague have charged the former president of Yugoslavia of committing war crimes in Kosovo in 1999, during the war in Croatia (1991-1995), and in Bosnia (1992-1995). As far as Bosnia is concerned, Milosevic is also being charged with genocide.

The court will first consider the events in Kosovo.

The documents on the other two cases are to be prepared by July 1. The most severe punishment that can be ruled by the Tribunal is a lifetime of imprisonment.

As it became known, Slobodan Milosevic's party, the Social Party of Serbia, is trying to provide for the constant presence of its representatives at the court sessions. The Canadian lawyer Christopher Black stated that the prosecution would extend the process to the maximum, for they were not successful in Milosevic's case, so they will use him as a whipping boy.

In the meantime, a group of the deputies of the State Duma sent a letter to UN's Secretary-General Kofi Annan, expressing solidarity with the former Yugoslavian leader. They asked Annan to dismiss Carla Del Ponte from her position.

It was stressed in the letter that new information pertaining to the links between the Liberation Army of Kosovo and Osama bin Laden (and his al-Qaeda group) changed the conception about the character of the conflict in Kosovo during 1998-1999, and, therefore, the estimation of the key figures of that conflict. It is obvious that President Milosevic was waging war against international terrorism. However, the actions of the Yugoslavian government to suppress the armed separatism and destroy the armed militant groups that terrorized the Serb and the Albanian population were

pictured as repression against the civilians.
 The deputies drew Annan's attention to the fact that Carla Del Ponte had all the necessary documents concerning the terrorist activity of the Liberation Army of Kosovo at her disposal, but she deliberately refused to include them in the materials of the case. Furthermore, the court is not going to consider the war crimes committed by the USA and NATO in 1999. No wonder, taking into consideration the fact of who controls this International Tribunal. If you want to address someone, don't address Kofi Annan, address American President George (the second) W. Bush. The Serbian minister for Justice, Vladan Batic, said that the state is not supposed to interfere in the litigation with Milosevic. As Batic claimed, the proceedings in the Hague are not aimed against Serbia, but are a process aimed at proving the criminal responsibility of one person only. Furthermore, Milosevic does not acknowledge the government of Serbia.

Over 100-thousand Serbian citizens have already signed a petition for the immediate release of Milosevic. This petition is going to be sent to the UN and to the Hague Tribunal. The process in the Hague is going to be proved the "the lie of the century" in order to release Milosevic and find him not guilty of the charges (...)

Milosevic's name is written in the history as the man who ruled the country during NATO's aggression in the spring of 1999. This was the time when the whole nation united around this leader and saw Milosevic as their protector and the embodiment of an unconquered people.

Sergey Stefanov (PRAVDA.Ru)

LA PARTIALITE DU TPI : DEL PONTE DOMESTIQUE DE L'OTAN

Le procureur du TPI, Carla del Ponte, mis en place par Washington et ses vassaux de l'Alliance atlantique, avait refusé d'ouvrir une enquête sur les bombardements de l'Otan sur la Serbie en 1999, l'utilisation de bombes à fragmentation et de munitions à uranium appauvri, interdite par plusieurs traités internationaux.

A juste titre le nouveau président Yougoslave, Vojislav Kostunica a estimé justement qu'un tel refus jetait « une grande ombre sur le travail du TPI et sa crédibilité ». Pedrag Simic, l'un de conseillers de M. Kostunica, a déclaré de son côté craindre que « l'accusation se soit clairement attelée à la défense des intérêts d'un seul côté, et non pas à la défense de la justice, des faits historiques et de l'intérêt général », résumant ainsi l'opinion d'une très grande majorité de ses compatriotes.

L'organisation Human Right Watch, avait comptabilisé pour sa part 527 civils serbes victimes des bombardements de l'Otan et le Comité international de la Croix Rouge (CICR) s'était élevé contre le classement sans suite du dossier, accusant le rapport de la commission du bureau du procureur Del Ponte « d'à priori favorable » à l'Otan...

PRESS REVIEW :

"THIS NEEDN'T BE VICTORS' JUSTICE
 BUT MILOSEVIC'S REFUSAL TO DEFEND HIMSELF COULD
 COMPROMISE HIS TRIAL"

Geoffrey Robertson, Tuesday February 12, 2002, The Guardian

Courts try cases - but cases also try courts. Never more so than the international criminal tribunal in the Hague, which today begins to consider the evidence

against Slobodan Milosevic on charges of war crimes and crimes against humanity. This court must refute the charge of "victors' justice" by being scrupulously fair to a defendant who does not want justice at all. That Milosevic deserves to stand trial cannot be doubted. He is no brain-damaged Pinochet or cancer-ridden Honcker, but 60 years of age and looking in ruddy health. No ignorant foot soldier he, but a lawyer-turned-banker who commanded a country and an army and who allegedly controlled the paramilitaries who committed the worst atrocities in Europe since the second world war. If his "command responsibility" for genocide or other crimes against humanity is proved beyond reasonable doubt, he deserves to be locked away for life.

Milosevic, however, refuses to defend himself. He has chosen the "Charles I gambit" - he claims the court is unlawful. Cromwell's judges made the mistake of treating this as a plea of "guilty" and rushed to judgment without examining the evidence. The Hague tribunal, however, has entered a plea of "not guilty" on Milosevic's behalf and has appointed a team of amici curiae (friends of the court) to take all the points the defendant might have taken had he chosen to contest the charges. This is fair enough, in so far as it will require the court to rule on points of law which Milosevic might subsequently take on appeal. But there are regrettable indications that the judges will want the amici team to go further, by challenging prosecution witnesses despite having no instructions from Milosevic. This overlooks the principle that a "friend of the court" is not a friend of the defendant and any cross-examination undertaken without his instructions cannot be a true test of credibility. If the amici are used in this role, the proceedings will turn into a show trial, not a fair trial.

The logic of Milosevic's position that the court has no authority is to play no part in its proceedings. He should insist on remaining in his prison cell (a defendant has a right to be present at his trial: he must equally have a right to absent himself from it). The tribunal will then have to do its best to evaluate the prosecution evidence, producing convictions only on charges (if any) that it finds to have been proved beyond reasonable doubt. Milosevic supporters can then hardly complain about unfairness - the trial will have been as fair as Milosevic's tactics have permitted. The taunt of "victors' justice" is facile. Victory in war can provide the opportunity to do justice - as it did to the authors of the Holocaust and may yet to the perpetrators of ethnic cleansing. The taunt can only be made effective if Milosevic emerges from his corner. He could, for example, object to being tried by any judge from a Nato country. He could argue that Nato's bombing of Serbia was unlawful. As for genocide in Bosnia, he could claim that powerful western figures acquiesced - especially the pro-Serb faction in John Major's government. He could testify that he had insufficient control over the Bosnian Serbs and the paramilitaries to fix him with "command responsibility" for their atrocities.

These defences might or might not succeed, but the fact that he refuses to make them in open court, where he has the power to challenge the witnesses against him and to call any relevant evidence in his defence, fatally undermines claims of his supporters that he is being subjected to undue process. Even at this late stage, if he changed his mind and chose to contest the charges, he could force the court to adjourn and provide him with every opportunity and facility to mount a full-blooded defence. Nonetheless, his tactic poses a challenge to the Hague

tribunal and to the international criminal court which will in due course supersede it. International criminal justice is at a delicate and rudimentary stage, feared and loathed alike by elements of the socialist left (who see it as a plot for imposing US values on the world) and by rightwing Republicans in the US (who see it as a plot by the socialist left to trap the Kissingers of the future). So the Hague judges must tread a fine line, bending over backwards to be fair to a recalcitrant defendant, without making the mistake of pretending that his case can be adequately presented by advocates without clients. The acid test of the Milosevic trial is not whether it will "be victors' justice" but whether it will be "justice". That test was passed by the judgment at Nuremberg because it produced an indelible historical record to confound future Holocaust deniers. Judgment on Milosevic will be made more difficult by his non-participation, and more generous, since he will have to be given the benefit of any doubts that his own cross-examination may have dispelled. It may be that this is the true reason for his truculence. (Goeffrey Robertson QC is author of Crimes Against Humanity - The Struggle for Global Justice)

REVUE DE PRESSE :

"UN COMLOT DIABOLIQUE POUR TRANSFORMER LES VICTIMES EN COUPABLES"

LE MONDE (Paris), 31.01.02

La hayc correspondance

Rompant avec la stratégie de Richard May, qui dirige les débats de la chambre de première instance, Claude Jorda, qui préside la chambre d'appel du Tribunal pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), a donné, mercredi 30 janvier, à Slobodan Milosevic l'occasion de s'exprimer, même lorsque ce dernier ne répondait pas directement à ses questions. Ceci a permis à l'ancien président d'exposer les grandes lignes de sa défense, et de confirmer que les juges et l'accusé ne parlent décidément pas le même langage.

La cour d'appel avait été convoquée à la demande de la procureur, Carla del Ponte, qui conteste la décision de la chambre de première instance de ne pas joindre en un seul procès les trois actes d'accusation : crimes contre l'humanité au Kosovo et en Croatie, et génocide en Bosnie-Herzégovine.

A l'aide de phrases courtes, le verbe haut et le débit rapide, l'homme accusé d'avoir mis l'ex-Yougoslavie à feu et à sang pour réaliser son rêve de Grande Serbie a, pendant une trentaine de minutes, avancé ses arguments. Le thème général est connu : "Le procès qui m'est fait n'est qu'un complot diabolique pour transformer des victimes en coupables.

Les victimes, ce sont mon pays, mon peuple et moi-même." En revanche, sa vision sur les trois conflits a, pour la première fois, été exposée en audience.

Pour Slobodan Milosevic, la guerre en Croatie n'est que le résultat de la politique agressive de Franjo Tudjman, l'ancien président croate, d'atteintes aux droits de la minorité serbe et de la "reconnaissance prématurée" de l'indépendance croate. Cette question avait fait débat lorsque l'Union européenne avait entériné cette indépendance sous la pression de l'Allemagne, en janvier 1992.

La guerre en Bosnie, avec sa purification ethnique, ses massacres, viols et pillages ? "Combien d'initiatives de paix n'avons-nous pas soutenues ? La seule chose que nous demandions, nous les Serbes, était un traitement d'égalité. Nous avons sauvé vos soldats et vos pilotes", a-t-il lancé aux cinq

magistrats de la chambre d'appel.
 Le Kosovo ? "Nous avons protégé les Albanais. Puis Richard Holbrooke est arrivé pour trouver un prétexte afin d'attaquer la Yougoslavie. Les maisons et les églises des Serbes ont été brûlées, les soi-disant forces de protection internationales censées assurer la sauvegarde des habitants ont été des troupes d'occupation, complices des terroristes. Tout ce bruit autour de la Grande Serbie n'a qu'un but : cacher le fait que nous assistons à la création d'une Grande Albanie comme celle voulue par Hitler et Mussolini." Le juge Jorda a interrompu l'accusé : "La discussion d'aujourd'hui a pour seul objectif l'organisation d'un bon procès." Milosevic a repris le fil de ses arguments, avant de reconnaître : "C'est la première fois que j'ai l'opportunité de parler." Selon l'ancien président, "la logique serait de me libérer immédiatement. Je ne fuirai pas. Je viendrai à toutes les audiences. Ceci est une bataille, et j'ai l'intention de la gagner."

Au terme de cette audience, il apparaît que S. Milosevic veut un procès politique, alors que les juges ont avant tout le souci d'un procès respectueux des droits de toutes les parties.

(Alain Franco, ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 01.02.02)

DUIZENDEN BETOGEN VOOR VRIJLATING SLOBODAN MILOSEVIC

by www.DeWaarheid.nu, Feb 10 '02

BELGRADO, 9 februari 2002 - Meer dan 10.000 mensen hebben zaterdag in Belgrado gedemonstreerd voor de vrijlating van de Joegoslavische ex-president Slobodan Milosevic. De demonstratie onder het motto "Vrijheid voor Slobodan" was georganiseerd door de Servische Socialistische Partij (SPS).

De betogers droegen spandoeken met teksten als 'Vrijheid voor Slobodan - vrijheid voor Servië', 'Lange leve Slobodan Milosevic' en 'Slobodan wij houden van je'. Uit een geluidsinstallatie klonk Milosevic' toespraak die hij twee weken geleden hield voor het Joegoslavië-tribunaal in schijn en waarin hij zijn vrijlating vereiste. Demonstranten tekenden petitities waarin Milosevic' vrijlating en de afschaffing van het schijntribunaal in Den Haag werden geëist.

De SPS verzocht Belgrado dringend zich garant te stellen voor de vrijlating van de ex-president gedurende het proces. Een SPS-delegatie overhandigde de eisen aan het Joegoslavische parlement terwijl een enthousiaste menigte Milosevic' bijnaam "Slobo, Slobo" scandeerde. SPS-leiders waarschuwden dat ze meer protestacties en 'burgerlijke ongehoorzaamheid' zullen organiseren als hun eisen niet worden ingewilligd. De vreedzame demonstratie hekeldde het schijntribunaal en de post-Milosevic leiding die hem uitleverde aan een in Nederland zittende neprechtbank. Sprekers op de bijeenkomst bekritiseerden het schijntribunaal als een werktuig van het VS-imperialisme, opgezet om Washington's vijanden te bestraffen. De demonstranten eisten dat er een parlementaire commissie wordt ingesteld die de dramatische overdracht van Milosevic door de huidige Servische regering aan Den Haag vorig jaar juni moet onderzoeken.

"Hij werd ontvoerd door binnenlandse verraders die daarvoor veroordeeld moeten worden", zei Mirko Marjanovic, de interim-voorzitter van de SPS gedurende Milosevic' afwezigheid. Marjanovic beschuldigde het schijntribunaal ervan dat ze erop uit is "onze hele natie aan te klagen". Marjanovic noemde de neprechtbank een "marionet van de Westerse grootmachten die hebben geprobeerd onze mensen te

ernietigen" en met lof sprak hij over Milosevic die hij "een grote held" noemde toen hij weigerde te "buigen voor de misdadigers die hem willen afschilderen als de schuldige voor alles. Hij confronteerde met de nieuwe wereldorde en het Amerikaanse imperialisme."

"Wij zijn hier om Slobodan Milosevic en alle anderen, die zonder reden zijn aangeklaagd voor het neptribunaal, te steunen. Het is duidelijk dat dit schijnproces met een neprechtbank in Den Haag gericht is tegen het Servische volk, inclusief hun staat. Dit gaat niet over een persoon, of een partij, maar over alle Serviërs", zei SPS-leider Ivica Dacic.

De betogers beschimpten jouwend de huidige regering, die alleen kon overleven omdat ze onder internationale druk Milosevic en verscheidene vrienden van hem uitleverde aan het schijntribunaal in Den Haag. Zij vinden dat de Serviërs handelden uit zelfverdediging tijdens de Balkanoorlogen in het afgelopen decennia. "Zij die de oorlogen zijn begonnen moeten worden berecht, niet zij die zichzelf verdedigden", zei betogers Mica Miletic. "Het is algemeen bekend wie oorlogen veroorzaken - de Verenigde Staten, en zij worden daarbij geholpen door de Engelsen en de Fransen", voegde hij eraan toe.

IK STEUN MILOSEVIC.

by christophe callewaert (on IndyMedia)

Kritisch zijn over de wandaden van het IMF dat lukt nog net. Dat is ook niet zo moeilijk, want zelfs ... het IMF doet het. Maar overleefd blijven als de verzamelde Westerse pers een campagne lanceert tegen een dwarsliggend staatshoofd, dat is blijkbaar niet zo evident. Wat met Milosevic gebeurt, kan enkel omdat de hele linkerzijde op enkele dissidente stemmen na zich in slaap deed wiegen. Hieronder enkele argumenten waarom Milosevic gesteund moet worden in zijn strijd tegen het gerechtshof. Ik schrijf dit in het volle besef dat ik opnieuw de volle laag zal krijgen. De tekst is fel. Maar dat komt omdat ik het zo beangstigend vind dat je zo snel alleen staat, dat die hele linkerzijde zo snel capituleert. Beschouw dit dan ook niet als gescheld, maar als een oprechte alarmkreet.

EEN. Het gerechtshof in Den Haag is illegaal. Een hooggeplaatst adviseur van de VN heeft er geen probleem mee om dat aan te klagen.

(lees de tekst van Dr. Hans Kocchler op <http://cmprors-clothes.com/docs/prog2.htm>)

Alleen de pseudo-linkse intellectuelen hebben het daar iets moeilijker mee.

TWEE. Het gerechtshof wordt gefinancierd door de NAVO (inderdaad dat clubje waartegen sommigen onder ons vorige maand nog gingen betogen). Jamie Shea aarzelt niet om dat toe te geven. Waarschijnlijk omdat hij weet dat de linkerzijde toch al platgewalst is door de anti-Miloseviccampagne en al zijn kritische zin verloren heeft. Hieronder een verklaring van de woordvoerder van de Navo.

"NATO countries are those that have provided the finance to set up the Tribunal, we are amongst the majority financiers, and of course to build a second chamber so that prosecutions can be speeded up so let me assure that we and the Tribunal are all one on this, we want to see war criminals brought to justice and I am certain that when Justice Arbour goes to Kosovo and looks at the facts she will be indicting people of Yugoslav nationality and I don't anticipate any others at this stage." (17/5/1999)

Met andere woorden wij van de NAVO hebben het gerechtshof opgericht dus het gerechtshof zal doen wat wij vragen.

RIE. Het proces kwam er omdat dat de NAVO goed uitkwam. Op 30 april 1999, op het moment dat de VS al vijf weken bommen aan het droppen waren op Joegoslavië, hielden Madeline Albright en Louise Arbour, de toenmalige Chief Prosecutor van het internationaal gerechtshof van Den Haag, een persconferentie. IJzeren Madeline zei daar het volgende:

"Well, obviously, the question of what is going to happen to Mr. Milosevic is a subject that is very much on our minds, and Justice Arbour knows what we have said both publicly and privately; that she and the Tribunal need to follow out the trail of evidence to its conclusion. We, as I said, are supportive of her efforts."

Louise Arbour begon niet te stijgen omdat een minister van de VS publiekelijk vertelde wat het zogenaamde onafhankelijke gerechtshof moest doen, nee zei antwoordde het volgende:

"We are here, and elsewhere, to ensure that we get the assistance to move the cases forward in that direction. Whether it points to any particular individual, I think the law is very clear: there is no immunity before our Tribunal for heads of state. There's no immunity, essentially, for any individual, both in a personal or a command responsibility position. All our discussions take place in that framework."

Heeft iemand daar problemen mee? Nee, hoor, als de mediacampagne maar lang genoeg duurt, willen sommige linkse intellectuelen zelfs het principe van de scheiding der machten aan de kant schuiven.

Tijdens diezelfde persconferentie voegde Arbour er nog aan toe dat het gerechtshof en de NAVO partners zijn.

"We have long-standing relationships with [NATO] information providers. We are now looking at trying to accelerate the flow of that kind of information and the quality of the product. Of course, we're doing so at a time where that the collection capacity of all these potential providers is taxed by the need for them to collect information relevant to their efforts in the region."

Het is opvallend dat geen enkele verantwoordelijke een doekje voor de mond neemt. Ze spreken allen vrijuit, wellicht omdat ze weten dat de linkse intellectuelen schermen met het principe "dat de vijand van onze vijand niet noodzakelijk onze vriend is." Een hele geruststelling voor Madeline, George, Bill, Jamie and the others.

En waarom wilde de NAVO dat Milosevic zo snel voor de rechter gesleept werd? Ten eerste om het verzet tegen de NAVO in Joegoslavië te onthoofden. Ten tweede om een voorbeeld te stellen aan ieder ander staatshoofd van een Derde Wereldland dat het nog eens in zijn hoofd zou halen om tegen de wil van de NAVO in te gaan. Ten derde om te belletten dat weifelende NAVO-staten of andere landen opnieuw officiële relaties zouden aanvaarden met de verguisde president. Dat zou hem uit zijn isolement halen. Rusland was een gevaar aangezien Milosevic sluw genoeg was om op de anti-imperialistische gevoelens van de Russen in te spelen.

VIJF. Er wordt nog maar eens een ongekennde haatcampagne tegen Milosevic ontketend. Nieuw De Morgen van dinsdag. De krant opent met een grote foto van drie nazi-kopstukken. Dit zou bij een beetje media-activist toch een belletje moeten doen rinkelen. Wat wil De Morgen hier bewijzen? Waarom doen zij dat? Het is de taak van media-activisten op zoek te gaan naar de ware toedracht, naar de leugens van de corporate media. Maar wat blijkt: als media-activisten commentaar geven op Milosevic putten ze zonder enige

scrupule uit bronnen als de Groene Amsterdammer en de BBC.
 VIJF. U wordt constant belogen. Wellicht hebben jullie allemaal al gehoord van die speech die Milosevic in 1989 hield in Kosovo. Die speech was doordrongen van opgezwcept nationalisme en eigen volk eerst-taal. Milosevic keerde er het socialisme definitief de rug toe en probeerde voortaan het volk te mobiliseren met een enge nationalistische frasologie. De speech wordt vaak aangehaald om aan te tonen wat voor "fascistoïde" (dixit Jan D.) man die Milosevic wel is. Ook De Standaard doet dat op haar website.

"Op 28 juni '89 roept de Joegoslavische president Slobodan Milosevic een miljoen Serviërs op het historische Merelveld in Kosovo toe dat „niemand jullie ooit nog een haar zal krenken". Daarmee start een reeks van etnische conflicten die de Balkan tien jaar lang in een bloedige greep zullen houden." Heeft iemand ooit al die speech gelezen. Je kan hem vinden op internet. Heeft iemand ooit al eens de moeite gedaan? Het is niet meer nodig. Ik heb de volledige tekst hieronder gecopieerd. Neem toch eens de tijd om hem aandachtig te lezen.

Dit is slechts één voorbeeld van de zorgvuldig voorbereide leugencampagne tegen Milosevic en bij uitbreiding alle Serviërs. "Ja maar", hoor ik hier en daar al roepen, "die Milosevic heeft toch wel echt heel wat op zijn geweten. Dat kunnen we toch niet ontkennen."

Wel, het is aan jullie om dat te bewijzen. Ik ben sceptisch. Als zelfs het verhaal over die speech een leugen is, als het bedrog zo ver gaat, wat moeten we dan van de rest geloven. Al wat we kunnen doen is heel omzichtig te werk gaan. Michel Collon toont in zijn boek Blufpoker hoe het moet. Bij mijn weten is het boek nog altijd verkrijgbaar in de FNAC of bij de betere boekhandel.

BESLUIT. Milosevic krijgt de volledige Westerse pers met al haar manipulatietechnieken en in het geval van De Morgen zelfs Goebeliaanse traukjies over zich heen. Hij dreigt levenslang te krijgen van een gerechtshof dat zelfs niet de moeite doet om te verbergen dat het een instrument is van de NAVO. Als de NAVO daar in slaagt, is het hek van de dam. Dan dreigt binnenkort iedereen die dwars ligt achter de tralies te vliegen. Tegelijkertijd blijft de ware oorlogsmisdadiger buiten schot. Geen woord over die kolonne vluchtelingen die gebombardeed werden, of de Chinese ambassade, of het Servische omroepgebouw, of de centra van het Rode Kruis (dat laatste onlangs opnieuw in Afghanistan). Genoeg redenen dus om Milosevic te steunen, om de illegaliteit van het hof aan te klagen en om op zoek te gaan naar de ware toedracht. Gemakkelijk is het niet. Veel kans dat je je de woede op de hals haalt van het zootje pseudo-kritische intellectuelen dat de linkerzijde teistert. Maar wie een beetje waarheidslievend is, moet dat er maar bijnemen.

Les nouvelles qui sont données dans ce bulletin le sont à titre d'information.
 Elle n'impliquent pas nécessairement l'adhésion de l'ICDSM,
 en particulier quant aux informations provenant des media occidentaux.
 The news contained in this newsletter are given only for information.
 ICDSM don't approve necessarily these news,
 particularly when information come from western media.

NOTICE: In accordance with Title 17 U.S.C. Section

- MEDIA - HET ZELF
 - HISTORISCHE VERVOLGING
 - GEVONDEN DOOR NIEUWSE OPWIJNINGSZITTING

This material is distributed without profit to those who have expressed a prior interest in receiving the included information for research and educational purposes. Feel free to distribute widely but PLEASE acknowledge the original source. Fair use only.

Cette lettre d'information est gratuite. Pour vous abonner ou si vous ne désirez plus la recevoir : adressez un message à liberezmilosevic@frcc.fr. This Newsletter is free of charge. To receive it regularly or if you don't want to receive its future editions : send a mail to liberezmilosevic@frcc.fr. Editeur responsable et Directeur de publication : Luc MICHEL (128/01 rue de Montigny - B/6000 Charleroi)

Comité International pour la défense de Slobodan Milosevic

ICDSM- Section francophone

Contact Belgique, Suisse et International :

Email : lucmichelbxl@yahoo.fr

Tél. 02/218.73.09 - International + 32 2 218 73 09

Fax 02/218.73.59 - International + 32 2 218 73 59

Contact France :

Email : liberezmilosevic@frcc.fr

Tél. et Fax 01 43 83 75 32

Pour plus d'information - For more information :
Website ICDSM francophone (Français, Anglais, Serbe) :
<http://www.liberezmilosevic.fr.st/>

Consulter aussi - See also :

Website SPS (Serbe et Anglais) :

<http://www.sps.org.yu/eng/explorer.htm>

ICDSM international : <http://www.icdsm.org/>

ICDSM Deutschland : <http://www.frcc-slobo.de/>

PCN-NCP'S YUGO INFO :

<http://www.pcn-nep.com/yougoslavie.htm> (Information en Français, en Serbe et en Anglais - Information in

French, Serbian and English)

Serbian Network : <http://www.srpska-mrcza.com/>

Do You Yahoo!? -- Une adresse @yahoo.fr gratuite et en français !
Yahoo! Mail : <http://fr.mail.yahoo.com>

De NAVO hoort volgens Milošević in de beklagdenbank

Door een onzer redacteurs
DEN HAAG, 15 FEBR. De Joegoslavië ex-president Slobodan Milošević heeft vanochtend in de rechtzaal van het Joegoslavië-tribunaal opnieuw „bewijsmateriaal” gepresenteerd voor oorlogsmisdaden die volgens hem zijn gepleegd door de NAVO, in het voorjaar van 1999. Hij liet foto's zien van verwoestingen en vernielde lijken van burgers.

Het is de tweede dag dat Milošević het woord voert in zijn proces. Hij staat in Den Haag terecht voor oorlogsmisdaden maar vindt dat de NAVO in de beklagdenbank hoort te zitten, en niet hijzelf. De NAVO heeft volgens Milošević bewust burgerdoelen in Kosovo aangevallen om zoveel mogelijk Albanen te verdrijven. Milošević: „Dat was de strategie. Om te rechtvaardigen wat ze aan het doen waren.”

Gisteren meldde Milošević dat hij de Franse president Jacques Chirac zal oproepen als getuige. Chirac zou hebben gezegd dat hij persoonlijk het bombarderen van personen in Belgrado had tegenhouden. Milošević wil hem vragen waarom hij, als hij zoveel invloed had, dan niet het doden van onschuldige burgers had tegengehouden. Vandag kwam hij met

naam van politici die hij wil oproepen: oud-president Bill Clinton en oud-minister Madeleine Albright uit de VS, en de Duitsers Helmut Kohl, ex-kanselier Klaus Kinkel, ex-minister, Rudolf Scharping, de huidige minister van Defensie, evenals de Noorse ex-voorzitter van de NAVO-annullatie desonderhandelaar Vollebæk.

Milošević zei dat Albanezen die tijdens de NAVO-annullatie werden te vluchten door het Kosovo Bevrijdingsleger UÇK werden beschouwd als „verraders”. Volgens Milošević verradden ze het plan de vluchtelingen te presenteren als slachtoffers van Servische honderden televisiecamera's te wachten.” Milošević zei ook dat de Serviers een gesprek hadden ondertussen een piloot van een NAVO-bommenwerper en zijn basis. De piloot zou hebben gezegd dat het opgegeven doel burgers betrof. Milošević: „Het antwoord was: 'Doe wat je is opgedragen.'”

Hij noemde verder het bombardement op de Chinese ambassade in Belgrado. Een vergissing, volgens de NAVO. Volgens Milošević was dat onmogelijk. De NAVO-sprekers, zei hij, wisten zelfs hoe de theekopies in de ambassade eruit zagen. „Hoe zouden ze niet weten waar de ambassade was?”

Trouw commentaar De zaak-Milosevic

15-2-2002

Dat Slobodan Milosevic, oud-president van Joegoslavië, nu zijn rechters bij het Joegoslavië-Tribunaal in Den Haag in de ogen ziet, is vooral een genoegdoening voor de nabestaanden van de vele slachtoffers die in de oorlogen op de Balkan zijn gevallen. Zij krijgen er hun geliefden niet mee terug en hun verdriet wordt er niet door weggenomen, maar dat hij wordt er niet door weggenomen, maar dat hij zich voor het oog van de wereld moet verantwoorden voor zijn daden en er uiteindelijk recht gesproken kan worden, kan toch bijdragen aan de bevrediging van hun rechtsgevoel.

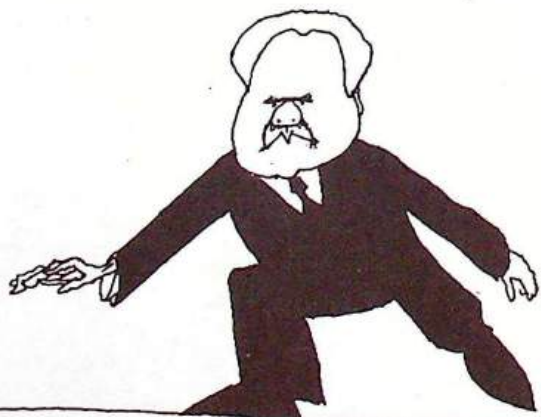
Daarnaast mag het proces zonder meer historisch heten en gezien worden als een forse bijdrage aan de ontwikkeling van het internationale strafrecht. Dat uiteindelijk een voormalig staatshoofd terechtstaat geeft aan dat niet alleen de uitvoerders van de misdaden,

maar ook de aanstichters en politiek verantwoordelijken ervan in de beklagdenbank kunnen verschijnen. En dat mag tevens als een waarschuwing gelden voor huidige en komende potentaten die het niet zo nauw nemen met de handhaving van de rechten van de mens. Per slot van rekening heeft de instelling en het succes van het Joegoslavië-Tribunaal een enorme stimulans betekend voor de oprichting van het permanente internationale strafhof dat nog dit jaar in Den Haag moet worden gevestigd.

Milosevic, beschuldigd van oorlogsmisdaden en misdaden tegen de menselijkheid in Kosovo, Kroatië en Bosnië en van volkenmoord in Bosnië, heeft zijn strijd om de legitimiteit van het Tribunaal terecht verloren. Hij poogde eerder al het hof verdacht te ma-

ken door het een politiek instrument te noemen om zodoende een inhoudelijke beoordeling van zijn daden te voorkomen. Ook gisteren deed hij alle moeite van zijn proces een politiek proces te maken door een tirade te houden tegen de westerse landen, die verantwoordelijk zouden zijn voor het uiteenvallen van Joegoslavië en de gepleegde misdaden.

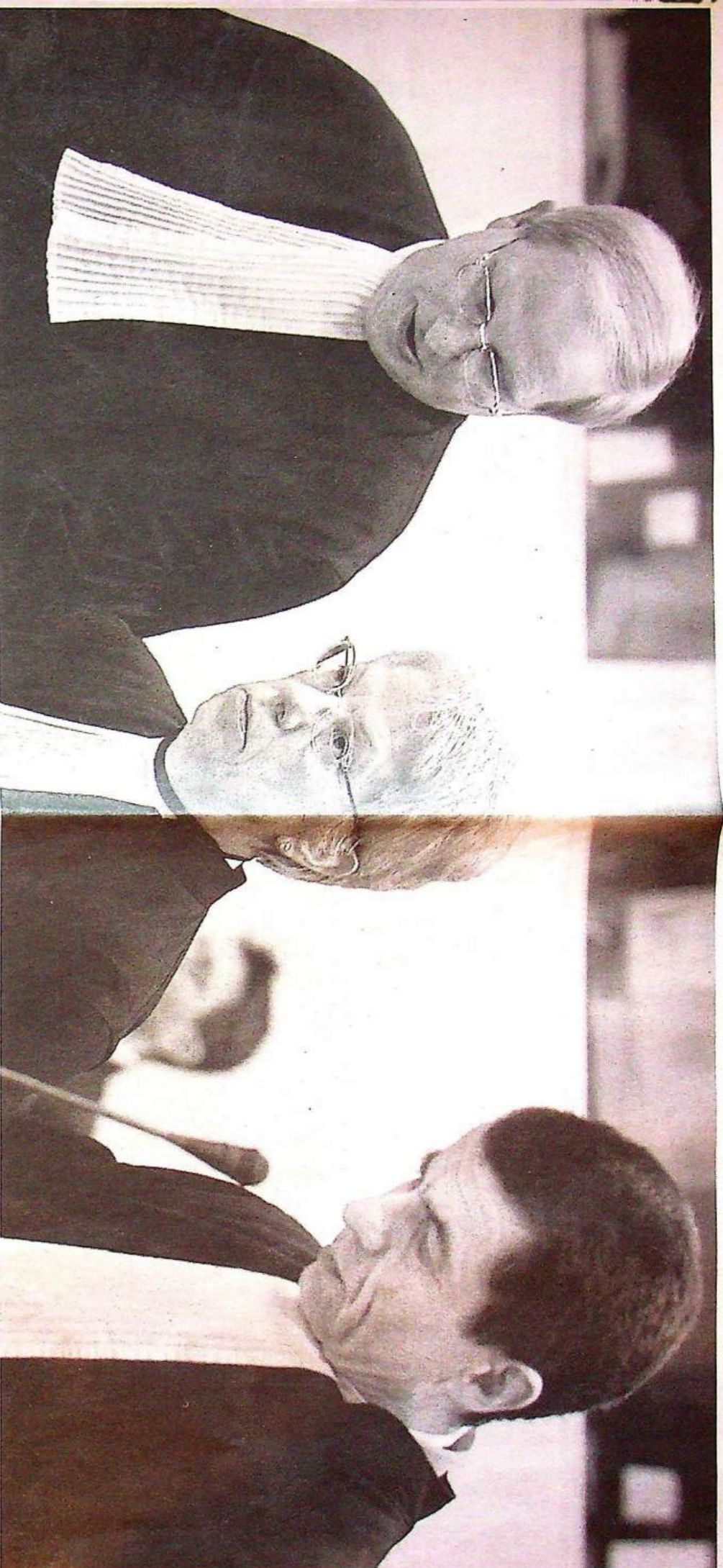
Aan het Tribunaal de taak het proces uit dit politieke vaarwater te houden en zich te concentreren op het met bewijzen aantonen van de verantwoordelijkheid van Milosevic voor de misdaden, en dat in strafrechtelijke zin. Aantonen dus dat hij plannen heeft gemaakt of opdracht heeft gegeven voor het plegen van de misdaden en heeft nagelaten ze te stoppen en de schuldigen te straffen. Dat kan nog moeilijk genoeg worden.



15-2-2002

WINTERSPELEN

TEKENING: FRITS MÜLLER



De openbare aanklagers: Dirk Ryneveld (links), Carla del Ponte en Geoffrey Nice. Nice is speciaal voor dit proces ingehuurd en hij is mijdig dat Del Ponte hem bij de opening niet alleen lier spreken. (Foto AP)



De verdachte: Slobodan Milošević. Hij kan maar moeilijk wennen aan zijn rol, gedraagt zich als de aanklager en wil zelf beslissen wanneer hij mag spreken. (Foto's AP)

Voor het tribunaal zijn hun wapens gelijk

In de eerste week van het proces tegen Slobodan Milošević gebruiken de aanklagers en de verdachte dezelfde methoden en vergelijkbaar materiaal om hun standpunten naar voren te brengen.

2002

Door onze redacteurs

PETRA DE KONING

DEN HAAG, 16 FEBR. De Britse aanklager Geoffrey Nice had afgelopen dinsdag, de eerste dag van het proces tegen Slobodan Milošević, de openings toespraak willen houden. Hij was speciaal voor dit proces door het Joegoslavië-tribunaal ingehuurd, en hij vond dat hij een mooi verhaal had gemaakt. Hij zou beginnen met drie voorbeelden van gruweldaden, uit Kroatië, Bosnië en Kosovo. Er kwamen vrouwen, kinderen en zielen in voor. Aangrijpende verhalen kon bijna niet. De wereld zou meteen weten waar het om ging, en Milošević zou er zijn rol van *underdog* mee kwijt raken.

Maar Carla Del Ponte wilde zelf als eerste het woord, en zij is hoofdaanklager van het Joegoslavië-tribunaal. Geoffrey Nice was er mijdig over. „Mijn verhaal is beter”, zei hij dinsdagochtend tegen een collega.

Nooit eerder trok een proces van het Joegoslavië-tribunaal zo veel aandacht als dat tegen ex-president Milošević. Televisiestat-

tions hebben hun wagens nu al dagenlang voor het gebouw staan, de publieke tribune van de rechtszaal zit vol, en in een grote hal tegenover het hof volgen honderden journalisten de zittingen op een groot scherm. De medewerkers van het tribunaal vinden de geweldige. Bij de griffie werd al tijdens de voorbereidende zittingen ruzie gemaakt over wie er in de zaal mocht zitten. Ze wilden allemaal wel.

De toespraken van de aanklagers, op de eerste en tweede dag van het proces, waren bedoeld voor de wereld die meekreekt en voor de geschiedenis die nu geschreven werd. De slachtoffers kregen eindelijk een „stem”, het ging om „de diepst gewortelde principes van mensenrechten en menselijke waardigheid”, en het proces toonde aan dat niemand „boven de wet” stond of zich aan het internationale recht kon onttrekken.

De aanklagers richtten hun betogen nog wel tot de rechters. De verdachte zelf nam die moeite niet. De rechters interesseerden hem niet, had hij al eerder gezegd. Het ging hem om „het publiek” en zijn boodschap dat Servië en de Serviërs het slachtoffer waren van oorlogsmisdaden van de NAVO.

De aanklagers en de verdachte gebruiken afgelopen week dezelfde methodes en bijna hetzelfde materiaal om indruk te maken in de rechtszaal. Del Ponte had het over de „middenleeuwse wildheid” van de gebeurtenissen in ex-Joegoslavië. Milošević zei dat de NAVO-bombardementen in 1999

waren bedoeld om Servië terug te brengen naar „het strenge tijdperk”. Aanklager Dirk Ryneveld begon zijn verhaal met een verwijzing naar de processen tegen nazi-leiders voor het Neurenberg-tribunaal. Milošević zei dat „alleen nazi's” ook op het idee hadden kunnen komen om dorpen te bombarderen.

De aanklagers hadden video-beelden en foto's van vernielde lichamen. Albanese slachtoffers, zeiden ze, van Servische politie, militairen en paramilitairen. Milošević

'Del Ponte is goed voor de jacht, Nice voor de rechtszaak'



had ook video-beelden, en heel veel foto's van lijken en lichaamsdelen. Serviërs, maar ook Albanese. Het waren slachtoffers van NAVO-bombardementen, zei hij, en hij keek er net zo ernstig bij als de aanklagers hadden gedaan toen zij hun materiaal presenteerden. De aanklagers hadden kinderen genoemd die waren gedood of die hadden gezien hoe hun ouders waren omgekomen. Milošević had een foto van een meisje. Dood. „Milica”, zei hij. „Twaalf jaar.”

Er zijn rechters in het tribunaal die zich ergeren aan het optreden van Del Ponte in

de rechtszaal, ze vinden haar „onbeholpen” en „bruuft”. „Del Ponte is goed voor de jacht”, zegt een medewerker van het tribunaal. „Nice is veel geschikter om het werk in de rechtszaal af te maken.”

Aanklager Nice was eerder advocaat in Groot-Brittannië, hij is eraan gewend dat hij jury's moet overtuigen. In zijn eerste toespraak in dit proces gebruikte hij vaak retorische vragen, waarop hij zelf toch ook nog maar het antwoord gaf. Had de aangeklaagde niks geweten van de misdaden? Natuurlijk had hij er wel van geweten. Had Servië niks te maken gehad met de oorlog in Kroatië? Onmogelijk, zei Nice. In de grote hal met journalisten werd het dinsdag ochtend doodsstil toen Nice begon over een zwangere vrouw in Bosnië die door Servië paramilitairen uit haar huis was verdreven en in het bos was bevallen van een meisje. De vrouw en de baby werden later levend verbrand.

Nice maakte de voorbeelden van gruweldaden net iets té dramatisch, vooral door de stiltes die hij tussen de zinnen liet vallen en de formuleringen die hij koos („Het gescreuw van de baby was nog twee uur lang te horen”). Maar hij weet dat het werkt. Hij heeft één keer eerder een zaak gedaan voor het Joegoslavië-tribunaal, in 1998 tegen de Bosnische Kroaat Dario Kordić. Een zin uit zijn betoeg aan het begin van die zaak werd in veel kranten geciteerd en het BBC-nieuws opende ermee: „Op de avond van 16 april 1993 was het dorp rood gekleurd door het vuur dat de huizen ver-

brandde en door het bloed van de mensen die waren gedood.”

Milošević kan maar moeilijk wennen aan zijn rol als verdachte. In de rechtszaal gedraagt hij zich als de aanklager en de oorlogsmisdadigers zijn voor hem de NAVO-lidstaten en de „terroristen” van het Albanese bevrijdingsleger UÇK. Hij verdiedt zichzelf niet, vindt hij zelf, want de aanklachten tegen hem zijn „leugens”. Hij presenteert het bewijsmateriaal in zijn eigen aanklachten tegen de NAVO en het UÇK.

Milošević kan er ook slecht tegen dat de Britse rechter May beslist op welk moment hij zijn toespraak moet onderbreken voor een pauze. Hij wil dat zelf beslissen. Hij nam op de eerste procesdag wel voor het eerst een document in ontvangst van het tribunaal. Een medewerker van de griffie gaf hem het tijdschema voor het proces. Tijdens voorbereidende zittingen had hij telkens zijn hoofd weggecraft als men hem iets wilden geven.

Milošević zei deze week ook voor het eerst iets tegen de Servier Branslav Tapesković, één van de zelf beslist. Hij deed de rechter zijn benoemd om erop toe te zien dat de verdachte een eerlijk proces krijgt. Tor nu toe had hij de drie mannen genoemd. De amici curiae wilden na afloop van de zitting niet zeggen wat Milošević tegen Tapesković had gezegd. Het zou een „kwalificerende” opmerking zijn geweest over de openings toespraak van Del Ponte.

Bezinning op
eigen rol moet
nog komen

Proces-Milosevic

VERVOLG VAN PAGINA 1

Hellman, die vloeiend Servisch spreekt, wijt die uitkomst aan de opstelling van de autoriteiten.

„Er wordt wel aarzelend samengewerkt met het Tribunaal, maar de regering benadrukt altijd dat dat om pragmatische redenen is. Dat is heel cynisch. Niemand spreekt over rechtvaardigheid”.

Het Tribunaal had al sinds 1996 een vestiging in Belgrado, die echter werd gesloten tijdens de Navo-bombardementen. De politieke omwenteling van oktober 2000 maakte de weg vrij voor terugkeer van medewerkers van het Tribunaal. Die werken nu ondermeer ook aan 'deskundigheidsbevordering'. Hellman:

„Vier vooraanstaande Servische juristen hebben onlangs een cursus gehad over internationaal recht en oorlogsmisdaden. Er is veel gediscussieerd, ondermeer met medewerkers van het Tribunaal. Dat was heel goed. Want het is natuurlijk de bedoeling dat oorlogsmisdadigers uiteindelijk in Servië zelf worden berecht.”

De confrontatie met het verleden moet nog beginnen, is Hellmans overtuiging. Buurland Kroatië is volgens hem iets verder. Hij doelt op de uitspraken van de Kroatische president Stipe Mesic, vorige maand. Nota bene op de tiende verjaardag van de internationale erkenning van Kroatië zette Mesic vraagtekens bij het beeld dat alleen de Serviërs verantwoordelijk zijn voor de oorlogen van het afgelopen decennium. De enorme consternatie die volgde, duidde er echter op dat ook daar de bezinning op de eigen rol moet komen.

Waarom beide landen overeenstemmen, aldus Hellman, is bovendien de verontwaardiging waarmee suggesties worden ontvangen om mensen uit te leveren. „Alsof de waardigheid van de natie daarmee op het spel staat. Terwijl het toch gaat om mensen die van vreselijke misdaden worden verdacht.”

Nicole Lucas

'Wereldleiders als getuigen'

Ex-president Joegoslavië: Echte gevaar is een Groot-Albanië

11-2-2002
Proces-Milosevic

Gertie Schouten

DEN HAAG – Ex-bondskanselier Kohl, de oud-ministers Kinkel en Scharping uit Duitsland, de voormalige Amerikaanse president Clinton en zijn minister Albright, Dayton-onderhandelaar Holbrooke, de Italiaanse oud-minister Dini en VN-secretaris-generaal Kofi Annan, gaan getuigen voor het Joegoslavië-Tribunaal. Als het aan oud-president Slobodan Milosevic van Joegoslavië ligt althans, die hen voor zijn proces wil oproepen.

Milosevic somde de waslijst gisteren op tijdens het vervolg van zijn openingspleidooi. De oud-presi-

dent wil van de (ex-)leiders horen hoe zij hun contacten met hem in de jaren negentig rijmen met zijn berechting voor misdaden van vóór die tijd.

De oud-president vindt dat het feit dat hij hun 'algemene steun' had, en met hen onderhandelde (Milosevic is een van de ondertekenaars van het verdrag van Dayton dat in 1995 een einde maakte aan de oorlog in Bosnië), mee moet spelen in zijn proces. Donderdag zei hij al dat hij de Franse president Chirac wil horen.

Ook op de tweede dag van zijn pleidooi, gisteren, wees Milosevic naar de Navo-landen, en met name de Amerikanen, als de echte misdadigers in Kosovo. Hij liet tientallen foto's zien om de destructie als gevolg van de Navo-

aanvallen van 1999 aan te tonen. Er waren veel vreselijke beelden bij van zwaar verminkte of halfverkoelde slachtoffers, onder wie veel kinderen. Milosevic betoogde dat de Navo en de Albanese 'terroristen' van de rebellenbeweging UCK in Kosovo onder één hoedje speelden en spelen. „Hoe kan het anders dat de 50 000 Kformilitairen in dat kleine gebied niets merken van de vernietiging van Servische eigendommen?” Volgens Milosevic was hij absoluut niet uit op vorming van een Groot-Servië, wat het uitgangspunt is van de aanklacht tegen de ex-president, maar is het echte gevaar een door Kfor gesponsord Groot-Albanië.

En nadat hij uitgebreid had gefulmineerd tegen de selectieve

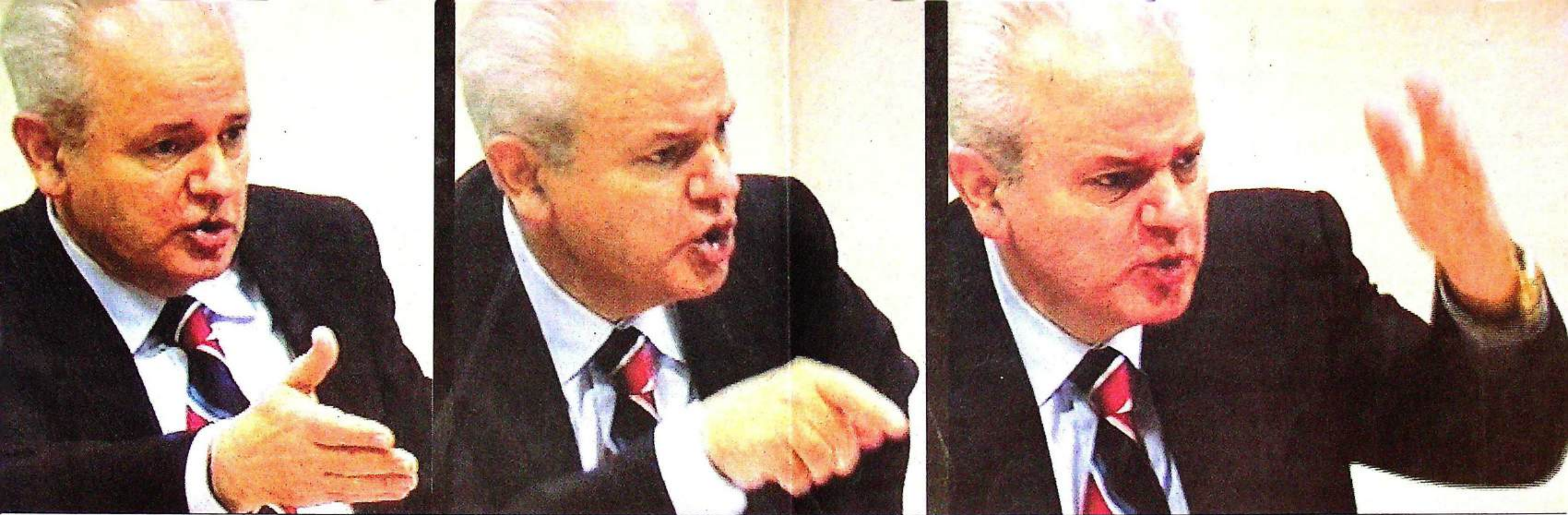
opvattingen over terrorisme en het neo-kolonialisme van de VS, zei hij: „Ook Hitler moest eerst Joegoslavië bezetten, voordat hij Rusland kon binnenvallen”.

Keer op keer appeleerde hij aan het gezond verstand van zijn toehoorders – en tv-kijkers – en hij riep op tot actie van 'de publieke opinie', om zijn gevangenhouding en de grote 'vooringenomenheid' van de aanklagers aan de kaak te stellen.

Milosevic klaagde ook te verkeren in een 'groot isolement' bij het organiseren van zijn verdediging – een dag eerder had hij gezegd dat hij 'met gebonden handen en voeten de 100 meter tegen het tribunaal moet zwemmen'. Dat het in werkelijkheid wel meevalt bleek opnieuw uit de video's

en stapels papieren en foto's die hij had klaarliggen om zijn betoog te ondersteunen. Hij haalde zelfs een citaat aan uit een verrassende bron als de *Washington Times* van donderdag. Milosevic' Belgradose advocaat Tomanovic lijkt deze dagen in Den Haag een van zijn grootste steunpilaren.

Milosevic' klacht over de positie van Serviërs in Kosovo is niet uit de lucht gegrepen. Volgens de mensenrechtenorganisatie *Human Rights Watch* (HRW) worden Serviërs en andere niet-Albanen sinds het vertrek van het Joegoslavische leger in juni 1999 systematisch vervolgd. In de eerste weken van het VN-bestuur zijn 150 000 Serviërs en andere niet-Albanen gevlucht, en zo'n duizend mensen verdwenen.



Milosevic tijdens zijn lange, verbeterde betoog, waarin hij zich veel actiever met zijn proces bemoeide dan vooraf was verwacht.

FOTO E

Milosevic trekt proces in politieke sfeer

15-2-2002

'Sommigen zien hun held'

Proces-Milosevic
Nicole Schouten

HAAG – Slobodan Milosevic, de Franse president Jacques Chirac als getuige oproepen tijdens zijn proces bij het Joegoslavië-Tribunaal. Hij heeft dat gedaan in zijn openingspleidooi voor het strafhof. De oud-president van Servië en Joegoslavië doet van plan in zijn rechtszaak een veel actievere rol te gaan spelen dan hij eerder liet merken. „Ik zal, ik mag, ik móet hem oproepen”, zei Milosevic over Chirac tijdens een opsomming van dorpjes waar de Navo-acties in 1999 burgerslachtoffers zouden hebben gemaakt. De Franse president heeft zelf gezegd dat hij het bombarderen van een dorp heeft tegengehouden. Waarvoor heeft hij dat dan niet gedaan

bij Aleksinac, dat wil ik vragen, zei Milosevic, foto's tonend van de vernielingen in het dorp.

Het was voor het eerst dat Milosevic zelf zei dat hij westerse kopstukken voor het Joegoslavië-Tribunaal wil brengen. Adviseurs hadden al laten weten dat hij ook de Amerikaanse oud-president Clinton, de Britse premier Tony Blair, VN-topman Kofi Annan en anderen wil laten getuigen.

Of het zover ooit komt is onduidelijk. Volgens de woordvoerder van het tribunaal, Jim Landale, is het aan de rechters om te oordelen of het gaat om 'relevante getuigen'. Is dat zo, dan kunnen ze verplicht worden te komen.

Een officieel verzoek van Milosevic om getuigen op te roepen heeft het Tribunaal nog niet gekregen. Volgens Landale had zo'n verzoek eigenlijk al binnen moeten zijn, maar zal het daarop niet

stuklopen; de rechters hebben Milosevic meermalen aangemoedigd getuigen op te roepen.

De afgelopen dagen is wel duidelijk geworden dat Milosevic zich actiever opstelt dan verwacht. Hij bestempelde opnieuw zijn berechting als een illegale farce en een politiek proces, en weigert nog altijd officiële advocaten aan te wijzen. Maar hij lijkt niet van plan de rechtszaak stilzwingend aan zich voorbij te laten trekken in de beklagdenbank, zoals werd verwacht. Behalve Chirac kondigde Milosevic aan ook Servische deskundigen te willen oproepen, en gisteren kwam hij met een grote stapel papieren om zijn visie te geven op de misdaden waarvan hij wordt beschuldigd – zware mensenrechtenschendingen in Kosovo, Kroatië en Bosnië, waaronder genocide. **VERVOLG OP PAGINA 5**

Proces-Milosevic
Nicole Lucas

BELGRADO – Budimir wil eigenlijk niet kijken. „Ik hoef dat niet te zien. De man is toch al veroordeeld. Het is net als een proces onder de communisten. En over twintig jaar wordt hij gerehabiliteerd.”

Toch blijft de bejaarde Serviër zitten als zijn neef Nikola om negen uur de televisie aanzet voor de derde dag van het proces tegen Milosevic. En al gauw is hij volkomen geabsorbeerd. „Dit kan de hele wereld nu zien?“, vraagt hij op ongelovige toon als de oud-president van Joegoslavië zijn verdediging meteen fors inzet met de vertoning van een Duitse documentaire die vraagtekens zet bij het Navo-ingrijpen in 1999. De bevestiging ontlokt

hem een verbeterde 'Mooi'.

Het betoog van de man die hij de afgelopen tien jaar consequent heeft gesteund, grijpt de ex-veearts duidelijk aan. In de oververhitte woonkamer van een flat in het centrum van Belgrado schuift hij onrustig heen en weer. Af en toe geeft hij kort commentaar. „Precies, zo is het.” Hij lacht cynisch als Milosevic opmerkt dat de Navo meer scholen en ziekenhuizen heeft geraakt dan tanks. En stemt bitter in met diens conclusie dat niet Belgrado maar de Navo destijds de mensenrechten heeft geschonden.

Ook Nikola (45), monteur, is onrustig. Hij is bepaald geen Milosevic-fan, maar de Navo-bommen zijn goed voor zeer pijnlijke herinneringen, die deze dagen weer hard worden opgehaald. Tot zijn eigen verbazing hoort hij zichzelf nu en dan instemmen

met Milosevic' betoog. En hij grinnikt als de verdachte de aanklager spottend vraagt waarom ze hem verwijten dat zijn partij, de SPS, ministers benoemde na een verkiezingsoverwinning. „Ja, dat is in Nederland toch ook normaal.”

„Milosevic probeert het beeld te creëren van een staatshoofd dat slechts handelde zoals ieder staatshoofd zou doen”, becommentarieert Stojan Cerovic, journalist bij *Vreme*, een Servisch weekblad dat het onder Milosevic zwaar te verduren had. „Als hij daarin slaagt, valt de hele basis onder het proces weg.” Het betoog van Milosevic lijkt op hem meer indruk te hebben gemaakt dan hij wil toegeven. „Hij heeft voor de aanval gekozen. De aanklager riep het beeld op van een criminele samenzwering tegen het oude Joegoslavië. In feite

doet hij hetzelfde, alleen met andere schurken in de hoofdrol”.

Gordana Susa, voorzitter van de onafhankelijke journalistenbond, vindt dat de aanklager het Milosevic veel te makkelijk maakt. „Voor ons in Servië is het niets nieuws. Maar hij maakt wel dat mensen weer heel erg gaan twifelen. En voor sommigen zal hij ongetwijfeld een held zijn.”

Voor Budimir is hij dat inderdaad. Maar zijn opwindende over Milosevic' betoog ebt snel weg. „Het maakt toch niet uit”, zegt hij berustend. „De man is uitgeleverd, we hebben een nieuw regime dat precies doet wat de buitenwereld zegt. We kunnen dat toch niet tegen op”. Nikola merkt zuchtend op dat het proces waarschijnlijk twee jaar zal duren. „Ik ben blij dat hij in Den Haag zit. Maar wat mij betreft houden we er nu over op”.

van holst en steijnen

From: ICDSM <icdsminfonet@yahoo.fr>
To: <info@pcn-ncp.com>; <lucmichelbxl@yahoo.fr>
Sent: maandag 18 februari 2002 17:29
Subject: Newsletter FREE SLOBO ! - n° 14

FREE SLOBO !

Newsletter of the ICDSM
 (International Committee to Defend Slobodan Milosevic)
 Lettre d'information de l'ICDSM
 (Comité International pour la Défense de Slobodan
 Milosevic)
<http://www.liberez-milosevic.fr.st/>

N° 14 - 17 Février/February 2002

Webmaster - Editeur responsable :
 Luc MICHEL - email : lucmichelbxl@yahoo.fr

This number 14 is send to 60.000 emails.
 Ce numéro 14 a été envoyé à plus de 60.000 mailes

SPECIAL ISSUE (2) : PRESIDENT MILOSEVIC STRIKE BACK !
 NUMERO SPECIAL (2) : LE PRESIDENT MILOSEVIC
 CONTRE-ATTAQUE !

Dans ce numéro 14 vous pouvez lire -
 In this number 14 you could read :

- RUSSIAN PARLIAMENT DEMANDS RELEASE OF MILOSEVIC
- THE HAGUE : NATO ON TRIAL
- WHY MILOSEVIC, NOT NATO, IS ON TRIAL
- SUPORT MILOSEVIC IS PART OF THE ANTI-IMPERIALIST STRUGGLE
- REVUE DE PRESSE : LE MONDE, « MILOSEVIC SE POSE EN VICTIME D'UN "CRIME CONTRE LA VERITE" »
- GENNADI SELEZNEV : "TOP FIGURES IN NATO SHOULD BE IN THE DOCK INSTEAD OF MILOSEVIC"
- MILOSEVIC ACCUSE LES NATIONS UNIES ET LA KFOR DE GENOCIDE AU KOSOVO
- MILOSEVIC : CLINTON ORDERED CHINESE EMBASSY BOMBING
- AU TPI, MILOSEVIC FAIT LE PROCES DE L'OTAN
- LA DECLARATION DU PRESIDENT MILOSEVIC
- MILOSEVIC DENOUNCES WEST IN HAGUE TRIAL DEFENSE
- WESTERN MEDIA AFRAID TO SHOW NATO'S WAR CRIMES : CNN SUPPRESSES MILOSEVIC'S PHOTOS
- LES "ERREURS" DE L'OTAN LORS DES BOMBARDEMENTS DE TERREUR CONTRE LA YUGOSLAVIE
- MILOSEVIC AT THE HAGUE
- REVUE DE PRESSE : « MILOSEVIC CONTRE-ATTAQUE. EN GUISE DE DEFENSE, IL ACCUSE L'OTAN DE CRIMES DE GUERRE »
- REVUE DE PRESSE : LE MONDE, « MILOSEVIC ACCUSE L'OTAN DE GENOCIDE »
- U.S. ON TRIAL: "DIRTY DEEDS WERE DONE"
- PRESS REVIEW : " MILOSEVIC SEEKS TO PUT U.S. ON TRIAL YUGOSLAVIA'S EX-LEADER TELLS HAGUE TRIBUNAL CLINTON SHOULD TESTIFY "

RUSSIAN PARLIAMENT DEMANDS RELEASE OF MILOSEVIC

MOSCOW, Feb 15, 2002 – (dpa) Russia's parliament demanded Friday that former Yugoslav President Slobodan Milosevic be released from United Nations custody in The Hague, Holland, where he faces charges of genocide, war crimes and crimes against humanity.

A total of 316 deputies in the 450-seat Duma backed the resolution with only 6 votes against, the Interfax news agency reported.

The proceedings against Milosevic had become a "political trial of an entire country," criticized the Communist speaker Gennady Selcnyov.

"Both the NATO leadership and the people who ordered the bombing of Yugoslavia must be brought before court," he was quoted as saying.

The Duma also accused the United Nations war crimes tribunal of ignoring crimes by NATO and Albanian extremists in Kosovo in its examination of the conflicts in former Yugoslavia in the past decade.

The house said in the resolution that crimes committed in the Balkan wars should be dealt with in courts in former Yugoslavia.

President Vladimir Putin should now use his influence in the UN Security Council to ensure the tribunal's work has a clear time limit, it added.

Milosevic has been under detention by the tribunal since the end of June after being handed over by Belgrade. He refuses either to recognize the legitimacy of the tribunal or the charges against him.

(C)2002. dpa Deutsche Presse-Agentur

THE HAGUE : NATO ON TRIAL

Slobodan Milosevic skilfully stage-manages the Hague trial to put NATO on the stand.

The trial of Slobodan Milosevic is bound to cause some embarrassments in western circles, principally because he is due to reveal the exact events which led up to the Balkans conflicts in the 1990s. He declares that he will call present and past world leaders as witnesses in his case.

Presenting video evidence which points towards the flimsiness of the case against him, Slobodan Milosevic was defiant as he launched his own defence, telling the court that all he did was to defend the interests of his people, in combating terrorism.

Evidence was presented of NATO strikes against Albanian civilians who were returning home (probably to escape the clutches of the UCK), strikes perpetrated because the Albanians were supposed to be running away from the Serbs, not towards them. There was also evidence presented about the supposed massacre at Racak, which the prosecution claims was carried out by Serbs, while it now appears that the victims were transported there from different areas by the UCK, placed to simulate a massacre so as to justify the intervention of NATO.

Racak

Mr. Milosevic claims that most of the video evidence presented by the prosecution is the result of manipulation for which the media is famous. "This is just one atom, even less than an atom, of truth in a sea of lies", he declared. Indeed, he complained that his trial was a farce for the media, as he pointed to the mass of journalists in court and shouted: "Look at this!"

Declaring that the procedure was unfair, since all he had as his defence was a public telephone, he claimed that he was being "crucified" by a great conspiracy composed by the west, the Court (whose legitimacy he does not recognise) and NATO, together with the participation of the media. "Everyone knows this is a political trial!" he snapped.

Mr. Milosevic added that it is ironical that he is on trial for war crimes when what he did was to combat terrorism (some units in Bosnia and Kosovo were linked to Osama Bin Laden's Al-Qaeda organisation) in his own country, while "on the other side of the world", the USA does the same thing. He complained that everyone

considers this normal when it is done by Bush, while he is being tried as a criminal.

NATO will indeed be mentioned in Mr. Milosevic's defence and the serious issue as to the legality of the campaign will be raised. The prosecution has decided to link the three theatres of war together (Croatia, Bosnia-Herzegovina and Kosovo) and to find him guilty has to prove that Slobodan Milosevic intended to carry out the crimes of genocide in the former two and war crimes in the third.

Given that the prosecution's case is based on lies, fabrication and manipulation, and that Mr. Milosevic's presence at the court is technically illegal under international law, since his "extradition" from Belgrade violated Serbian and Yugoslav law, constituting thus a case of kidnapping, it would fall apart in any normal court of law. However, that is exactly what this farcical institution with its ludicrous chief prosecutor, Carla del Ponte, is not. Timothy BANCROFT-HINCHEY
PRAVDA.Ru

WHY MILOSEVIC, NOT NATO, IS ON TRIAL

By John Catalinotto

The moneyed media throughout the United States and Western Europe are focusing much attention on the opening of what they call a "war-crimes trial" of former Yugoslav President Slobodan Milosevic on Feb. 12.

But those who want to know what's really behind this trial won't find it in the media of the very imperialist powers that pulverized Yugoslavia with merciless bombing raids and dismembered the former socialist country.

The International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia (ICTY) in The Hague was authorized in 1993 by the United Nations Security Council under pressure from the U.S. government. Its officials decided it would not put U.S. or NATO generals on trial. Only those from the Balkans have been tried, and most of those charged are Serbs. This court is the antithesis of "justice."

The trial of Milosevic was set up by the victors of the imperialist war to put on trial those who defied their plans of domination. And Milosevic, the first head of state to face an international war crimes tribunal, is standing trial because he was the head of a country that resisted the dismantling of socialism and the surrender of the economy to the International Monetary Fund and the World Bank.

Milosevic was Serbia's premier for eight years before being elected Yugoslav president in 1997. He is also the leader of the Socialist Party of Serbia.

The judges accuse Milosevic of committing war crimes in three different struggles that dismembered Yugoslavia: the war in Croatia in 1991-1995, Bosnia in 1992-1995, and Kosovo in 1999. The charges are concocted for the sole purpose of creating a justification for wars that carved up the remainder of socialist Yugoslavia after the Cold War had succeeded in overturning the Soviet Union.

Who is providing the "evidence" to back up these charges? Court officials who spoke on condition of anonymity said that reports on Kosovo—a region of Serbia—came from the CIA. Washington and Berlin backed a right-wing terrorist group called the Kosovo Liberation Army that assassinated Serb and Albanian officials in Kosovo. The British MI-6 is supplying material on Croatia and Bosnia-Herzegovina, two republics of the former Yugoslavia. (Associated Press, Feb. 13)

The U.S. and NATO powers, during a 78-day bombing campaign in 1999, dropped 25,000 tons of bombs and killed thousands of Yugoslavs, many of them seniors and children.

The anti-war movements in United States and Europe have organized independent tribunals to try the Pentagon and NATO brass in abstention and, after pouring over testimony and facts, found the imperialists guilty of war crimes against the peoples of Yugoslavia.

In his Jan. 30 statement to an ICTY hearing, Milosevic said of the combined charges against him: "All three indictments really have a running thread ... which is the ongoing crime against Yugoslavia and against my people." He said the victims are being punished and the criminals let off "because they were backed by forces that wanted to establish control over the Balkans, so as to be able to use this strategic position to establish their control elsewhere."

SUPPORT MILOSEVIC IS PART OF THE ANTI-IMPERIALIST STRUGGLE

By John Catalinotto

The trial of Milosevic in The Hague is therefore viewed by many in Yugoslavia and around the world as a continuation of the imperialist campaign in eastern Europe.

Milosevic, who is defending himself before the court, has refused to recognize the authority of the imperial tribunal. He is expected to politically rebut the charges against him on Feb. 14.

Milosevic's stand has aroused support in Yugoslavia. Thousands marched in Belgrade on Feb. 9 demanding his freedom. The demonstration was organized by the SPS. It took great courage to take to the streets in an anti-imperialist demonstration at this time.

More than 100,000 Serbs have already signed a petition demanding his immediate release. This petition will be sent to the United Nations and to the Hague Tribunal. Some 1,380 Yugoslavs volunteered to go to The Hague to testify in his behalf, according to a French Press Agency (AFP) report.

In The Hague, anti-war activists from Europe and the U.S. denounced the tribunal as "NATO's court" and called it a political tool of the U.S. and European NATO powers to shift blame for the Balkan wars from themselves to the Serb and Yugoslav people. Those present included members of the International Committee for the Defense of Slobodan Milosevic and a delegation from the International Action Center (IAC) from the United States.

Milosevic was first charged with war crimes by the tribunal in May 1999. It was part of NATO's attempt to pressure the Yugoslav government to surrender control of the Serbian region of Kosovo and Metohia to U.S./NATO occupation. Washington was trying to avoid a land invasion that could bring U.S. military casualties and spark more anti-war actions within the United States.

Deposed by a foreign-financed election and a coup in the fall of 2000, Milosevic was arrested by the new pro-NATO regime in the spring of 2001. The leaders of this government, President Vojislav Kostunica and Serbian Premier Zoran Djindjic, were unable to bring substantial charges against the former president. Instead, they violated the Yugoslav Constitution and turned him over to NATO on June 28, 2001. Even then the only charges he faced involved Kosovo. Only last fall, six to ten years after the events, did

they add charges involving Croatia and Bosnia, where a bitter civil war had been fought between Croatian, right-wing Muslim and Serb nationalist regimes. The ICTY hoped it could make him responsible for alleged crimes of the Serb forces and make the more serious charge of "genocide" stick.

After the collapse of the USSR, right-wing ethnic nationalists in Croatia and Bosnia launched civil wars that were tearing the country apart. The U.S. and German governments and secret services backed these right-wing forces, especially the neo-fascist Franjo Tudjman in Croatia and the Alija Izetbegovic regime in Bosnia.

Milosevic asked why "70,000 Muslim refugees sought sanctuary in Serbia during the Bosnian conflict? Do you think someone would flee their home and take refuge in the very territory from which they were endangered?"

The former president pointed out that, for all the phony charges, only "the Federal Republic of Yugoslavia," said Milosevic, "which now exists, retained its [multi]ethnic makeup. There were no expulsions, from the beginning to the end of the Yugoslav crisis." After the imperialist-backed forces won, "half a million Serbs were expelled from Croatia," Bosnia was split in three ethnic regions, and virtually all non-Albanians were driven from Kosovo.

Catalinotto is co-editor of a new book on Yugoslavia called "Hidden Agenda: U.S./NATO Takeover of Yugoslavia," published by the International Action Center. A full transcript of President Milosevic's Jan. 30 statement can be found at www.iaccenter.org. Reprinted from the Feb. 21, 2002, issue of Workers World newspaper
(Copyright Workers World Service)

REVUE DE PRESSE :
LE MONDE, « MILOSEVIC SE POSE EN VICTIME D'UN "CRIME
CONTRE LA VERITE" »

L'ancien président serbe a récusé les accusations présentées contre lui devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie comme un "océan de mensonges". Il affirme qu'à travers lui c'est son peuple qui est traduit en justice par une instance inféodée à l'OTAN.

LA HAYE (TPIY) de notre envoyé spécial
L'heure de Slobodan Milosevic est arrivée.
"Maintenant, vous ne m'interrompez plus !",
lance-t-il à la cour.

L'ex-président yougoslave, poursuivi devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie pour "génocide" dans la guerre de Bosnie et pour "crimes contre l'humanité" dans les conflits de Croatie et du Kosovo, se lance dans sa déclaration liminaire. Il consacre presque la totalité de sa première journée d'intervention, jeudi 14 février, à faire le procès de l'OTAN, qui a bombardé la République fédérale de Yougoslavie au printemps 1999, et à réfuter des accusations qu'il qualifie d'"océan de mensonges" du procureur du TPIY, de l'Alliance atlantique et des médias occidentaux.

"Durant soixante-dix-huit jours, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les bombes ne cessaient de tomber. (...) Cette fuite des Albanais du Kosovo, qu'on a présentée comme une déportation, a été provoquée par les bombardements !" Slobodan Milosevic évoque une "manipulation" et certifie que l'OTAN et l'UCK (Armée de libération du Kosovo, la rébellion albanaise) ont organisé l'exode afin de justifier les raids aériens.
"L'UCK forçait les Albanais à fuir. S'ils résistaient,

les habitants étaient tués. (...) Et la fuite a été baptisée "déportation" !"

LA TUERIE DE RACAK

Puis Slobodan Milosevic a attiré l'attention de la cour, notamment en diffusant un documentaire télévisé allemand, sur deux événements : la tuerie de Racak, qui a fortement contribué à justifier l'opération militaire de l'OTAN, et la révélation, par le ministère de la défense allemand, du plan "Fer à cheval", qui serait une planification militaire serbe de la déportation des Kosovars albanais. Or l'épisode de Racak demeure un sujet de polémique, d'une part à cause de la présence de combattants de l'UCK aux abords du village et, d'autre part, à cause de l'utilisation immédiate qu'en a fait le diplomate américain William Walker pour dresser les chancelleries occidentales contre Belgrade.

Quant à "Fer à cheval", il reste un document fort controversé, dont la validité n'a jamais été prouvée. La preuve en est, selon l'accusé, que le plan portait en titre "un mot croate, potkova, alors que les Serbes diraient potkovica". M. Milosevic n'a toutefois pas apporté d'élément nouveau, se contentant de résumer les aspects litigieux des événements.

Il a ensuite dressé la liste de certains des résultats de "l'agression brutale" de l'OTAN, insistant sur les victimes civiles et les destructions d'écoles et d'hôpitaux. Il a exhibé des photographies : des corps calcinés, une tête coupée, une fillette gisant dans l'herbe, un filet de sang coulant de ses lèvres...

"L'OTAN a délibérément tué ces gens ! (...) L'OTAN visait les villages et les habitations ! (...) Seuls les nazis pourraient avoir conçu un bombardement aussi massif !" Evoquant une déclaration de Jacques Chirac se félicitant d'avoir convaincu l'OTAN d'épargner des ponts de Belgrade, M. Milosevic annonce que, si les dirigeants occidentaux pouvaient ainsi choisir les cibles, il demandera la convocation du président français à la barre afin de le questionner sur les bombardements d'objectifs civils.

L'ex-président yougoslave a violemment pris à partie, tout au long de sa déclaration, la procureure du TPIY, Carla Del Ponte, dont les substituts avaient résumé les jours précédents les actes d'accusation. Il dresse parfois un doigt accusateur vers le banc de Mme Del Ponte et dit "vos chefs" lorsqu'il évoque les pays de l'OTAN. Il affirme être la victime d'un "crime contre la vérité et la justice", d'un "procès politique n'ayant rien à voir avec le droit", d'une "farce". "La victime se trouve en position d'accusé et ne peut pas prouver son innocence. C'est l'Inquisition !", s'exclame-t-il. "Vos chefs, Madame, ont détruit la Yougoslavie, puis ils ont détruit cette mini-Yougoslavie qu'était la Bosnie-Herzégovine. (...)

Pourquoi avoir contraint la Bosnie à quitter la Yougoslavie si ce n'est pour obtenir un conflit armé ?" Finalement, il lance à Carla Del Ponte, concernant sa "responsabilité pénale" : "Vous n'avez aucune preuve contre moi !"

En préambule de son récit sur la guerre du Kosovo, Slobodan Milosevic est revenu sur certaines accusations énumérées par les procureurs ces derniers jours, déclenchant parfois des rires dans la galerie du public. "Vous me reprochez d'avoir décoré tel général ? Nous sommes le seul pays à avoir abattu un avion invisible américain, pardon, un avion qu'on dit invisible. Eh bien l'homme qui a descendu cet avion mérite d'être décoré cinquante fois !" Il a aussi comparé la "lutte antiterroriste" serbe au Kosovo à un conflit actuel : "Les Américains traversent la planète pour aller combattre en Afghanistan. (...) Nous, c'était une lutte contre le terrorisme chez nous, dans

notre maison, et on appelle ça un crime ? !"

D'une manière générale, il réfute toutes les thèses du parquet, même s'il ne nie pas que des crimes aient pu être perpétrés "par des individus". Au Kosovo, "la police et l'armée avaient pour devoir d'anéantir l'UCK et de protéger la population civile" et, d'ailleurs, ajoute M. Milosevic, "selon la tradition militaire serbe, un prisonnier de guerre, une personne désarmée, est un être sacré". Sur les guerres de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, il certifie que "la Serbie n'a pas été en guerre" avec ces pays devenus indépendants contre son gré, puisque même "un oiseau sur sa branche sait que j'ai fait de mon mieux pour sauver la Yougoslavie".

S'adressant parfois visiblement davantage à l'opinion publique serbe, Slobodan Milosevic profite de la tribune qui lui est offerte pour attaquer "le régime fantoche" qui est au pouvoir à Belgrade et a procédé à son transfèrement vers La Haye. Combatif, conscient sans doute qu'il s'agit là d'un enjeu crucial dans une Serbie qui voit encore souvent le TPIY comme un tribunal "antiserbe", il conteste la déclaration liminaire de Carla Del Ponte : "Vous répétez qu'on juge un individu, pas un peuple. Mais, par vos actes, vous jugez un peuple entier. (...) Ma conduite a été le reflet de l'opinion du peuple. (...) Le procureur accuse le peuple, la nation serbe ! (...) La Serbie se voit humiliée !"

Rémy Ourdan, ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 16.02.02

GENNADI SELEZNEV :

"TOP FIGURES IN NATO SHOULD BE IN THE DOCK INSTEAD OF MILOSEVIC"

Slobodan Milosevic continues to state the case in his defence before the international war crimes tribunal at The Hague. On Friday morning, the former Yugoslav President presented the trial with photographic evidence of gruesome crimes by NATO during the American-led aggression against his country in 1999. The pictures showed bombed out hospitals and apartment blocks, which buried hundreds of innocent people including children beneath the rubble. Mr Milosevic called attention to the fact that NATO bombed ethnically mixed towns and villages killing Albanians, Turks and Gypsies as well as Serbs. The Russian Lower House Speaker Gennadi Seleznev dismisses the whole hearing as a political show trial. He is quoted as believing top figures in NATO should be in the dock instead of Milosevic.

<http://www.vor.ru/News/index.html>

MILOSEVIC ACCUSE LES NATIONS UNIES ET LA KFOR DE GENOCIDE AU KOSOVO

LA HAYE - L'ancien président yougoslave Slobodan Milosevic a accusé les autorités des Nations unies et les forces dirigées par l'OTAN au Kosovo d'implication dans ce qu'il a appelé un « génocide » à l'encontre des Serbes et d'autres minorités vivant dans cette province.

« On a commis de graves crimes contre l'humanité. Le crime de génocide et d'autres crimes de guerre », a-t-il dit le second jour de la présentation de sa défense face au tribunal des Nations unies.

Milosevic a accusé la force de maintien de la paix du Kosovo (la KFOR) d'avoir aidé les rebelles albanais ethniques de l'Armée de Libération du Kosovo (l'UCK) à mener des opérations de représailles contre les Serbes et d'autres minorités lors de leur entrée dans la province en juin 1999.

« Il y a des preuves, dans l'accomplissement de ces

crimes, de coopération directe entre les troupes occupantes, d'une part, (...) et d'autre part l'UCK qui a poursuivi à détruire, à piller et à massacrer tout ce qui n'était pas albanais », a-t-il encore dit.

« Sous leur protection, 3.000 Serbes - en grande partie, du moins - ont été tués », a-t-il accusé.

Milosevic a également comparé la destruction d'églises orthodoxes serbes au Kosovo à la démolition des statues géantes de Bouddha en Afghanistan par l'ancien régime taliban de ce pays, ajoutant que ce genre de « vandalisme » s'est également produit lorsque des églises ont été détruites au Kosovo « sous la protection des Nations unies et en présence de leurs propres troupes ».

« Les crimes les plus graves commis par les terroristes albanais se sont produits avec la complicité bienveillante de la KFOR », a-t-il ajouté.

AFP. 15 février 2002.

MILOSEVIC : CLINTON ORDERED CHINESE EMBASSY BOMBING

AFP. 15 February 2002. Clinton ordered Chinese embassy bombing:

Milosevic.

THE HAGUE – Slobodan Milosevic told his war crimes trial Friday that former US president Bill Clinton had ordered the 1999 bombing of the Chinese embassy in Belgrade because he wanted to "go down in history."

Milosevic, who has unleashed a rambling and combative counter-attack by blaming NATO for war crimes in the war on Yugoslavia, said the order

for the May 7 bombing, which killed three people at the embassy, came straight from the White House.

"It is quite clear that the attack was launched directly from the United States," Milosevic told the court trying him for genocide and crimes

against humanity over the 1990s wars in Bosnia, Croatia and Kosovo.

"Clinton wanted to go down in history as the first man to have bombed

Chinese territory by bombing the Chinese embassy in Belgrade. This was

no accident," Milosevic said.

AU TPI, MILOSEVIC FAIT LE PROCES DE L'OTAN

L'ancien président yougoslave considère que son pays a dû faire face à une agression et y répondre. Il appelle comme prévu Bill Clinton, Madeleine Albright, Helmut Kohl, Kofi Annan et d'autres responsables à venir témoigner "en relation avec les crimes" qu'ils ont commis.

Fidèle à sa stratégie de défense, Slobodan Milosevic a poursuivi vendredi devant le Tribunal pénal international (TPI) de La Haye son réquisitoire contre les puissances occidentales, désignées comme les principaux responsables des maux des Balkans et accusées d'avoir massacré des réfugiés au Kosovo lors des frappes sur la Yougoslavie en 1999.

"Je peux regarder tout le monde dans les yeux car j'ai défendu mon pays avec honneur et de façon chevaleresque", a-t-il notamment déclaré.

Premier chef d'Etat jugé devant un tribunal international, l'ancien président yougoslave rejette en bloc les accusations de déportations de masse et de meurtres portées contre lui et les renvoie à ses

Kinkel (ancien ministre allemand des Affaires étrangères) et Schroeder (chancelier allemand) et Kohl (ancien chancelier allemand) et Dini (ancien ministre des Affaires étrangères italien) et Volleback (ancien président de l'OSCE) et Kofi Annan (secrétaire général des Nations-Unies) et Scharping (ministre allemand de la Défense) et Dole (ancien sénateur américain) et l'équipe américaine lors des accords de Dayton et tous ceux qui étaient présents et qui ont pris des décisions lors des accords de Paris et cela veut dire tout le monde, à part Blair et Schroeder à qui je n'ai pas parlé directement mais tous les autres je leur ai parlé personnellement, j'ai été à des conférences avec eux."

MILOSEVIC DENOUNCES WEST IN HAGUE TRIAL DEFENSE

Former Yugoslav president Slobodan Milosevic accused the West of plotting the destruction of Yugoslavia, at the International Criminal Tribunal for former Yugoslavia (ICTY), in The Hague on Thursday.

On the third day of the historical trial, the former head of state took the offensive against prosecutors who had accused him of masterminding atrocities in Croatia, Bosnia and Kosovo in the 1990s. He denounced his trial as political and lambasted NATO for the 78-day air strikes on Yugoslavia in 1999.

"It was obviously the goal and objective to terrorize and break down the whole Yugoslav nation. The goal in practical terms was the nation as a whole," Milosevic, who was conducting his own defense, told the court.

Milosevic also ridiculed the court as an instrument of the United States foreign policy designed to humiliate, isolate and silence him for defending Serbia against Western aggression in the Balkans.

Through the courtroom's equipment, he showed a German documentary critical of NATO's bombing campaign against Yugoslavia and photographs of severed heads, charred bodies and blasted buildings, which he said were the consequences of NATO's strikes.

"The bombing of civilian targets was merciless. That was the big characteristic. The more suffering, the more civilians (killed) the better," he said of the NATO bombing.

Milosevic also said, "The prosecution has a huge legal and media machine on its side. What do I have on my side? I only have a public telephone in my prison. That is all I have to fight a terrible libel against my country, my people and myself," he told the court.

The 60-year-old former Yugoslav leader is being advised by a team of Belgrade lawyers and a group of legal advisers from various countries.

WESTERN MEDIA AFRAID TO SHOW NATO'S WAR CRIMES :
CNN SUPPRESSES MILOSEVIC'S PHOTOS

AFP. 15 February 2002. CNN refuses to show Milosevic's

use of bloody images.

LONDON – CNN refused Friday to broadcast bloody images used as

Evidence by former Yugoslav president Slobodan Milosevic during his trial for

War crimes because they were "too graphic," a spokesman for the US network said on Friday.

"Milosevic's pictures were too graphic for the public, that's why we

judged not to show them," he told AFP.

"We don't have a usual policy about the images we choose to broadcast, but we have a policy to review what we put on-air, to see if it's

suitable or not for the viewers," the spokesman added.

Opening his defence Thursday at the UN war crimes tribunal in the

Hague, Milosevic showed photos of blood-spattered heads without bodies and

limbs ripped from ethnic Albanian civilians he said were killed when

NATO bombs hit their convoy as they fled their homes in Kosovo.

CNN aired those images.

But when Milosevic showed more grisly photographs on Friday to bolster

his claim that NATO was the party guilty of atrocities in Kosovo, CNN

responded by running a banner across the screens that read: "Images too graphic to be aired."

LES "ERREURS" DE L'OTAN LORS DES BOMBARDEMENTS DE TERREUR CONTRE LA YOUGOSLAVIE

Voici un décompte des "erreurs", pour la plupart officiellement reconnues par l'OTAN, recensées lors des bombardements en Yougoslavie, du 24 mars au début de juin 1999.

- 5 avril: 17 morts dans le bombardement de la ville minière d'Alcksinac (Serbie, 200 km au sud de Belgrade), lorsqu'une bombe guidée par rayon laser, visant des casernes dans la ville, manque sa cible.

- 9 avril: des habitations sont touchées lors d'un raid dont la cible est un central téléphonique à Pristina, chef-lieu du Kosovo. Ni l'Alliance ni les sources serbes ne fournissent de bilan.

- 12 avril: des missiles tirés contre un pont sur lequel passait un train à Grdclicka Klisura (sud de la Serbie) tuent 55 personnes.

- 14 avril: l'OTAN bombarde des convois dans la région de Djakovica (sud-ouest du Kosovo), faisant 75 morts. L'Alliance indique qu'elle pensait neutraliser des véhicules militaires.

- 28 avril: l'OTAN, visant à l'origine une caserne de l'armée yougoslave à Surdulica (250 kilomètres au sud de Belgrade), rate sa cible et bombarde une zone résidentielle. Au moins vingt civils sont tués.

- 1er mai: le bombardement d'un pont à Luzane au Kosovo (à 20 km au nord de Pristina), sur lequel circulait un car, fait 47 morts.

- 7 mai: un raid de l'OTAN frappe en plein jour le centre de Nis (sud-est de la Serbie). Au moins 15 morts et 70 blessés, une bombe à fragmentation ayant dévié de sa trajectoire.

- 13 mai: 87 civils albanais du Kosovo sont tués, selon des sources serbes, lorsque le village de Korisa (sud du Kosovo) est pris pour cible. L'OTAN indique avoir bombardé une "cible légitime", précisément un camp militaire, sans pouvoir expliquer la présence de

civils à cet endroit.

- 20 mai: erreur de guidage d'une bombe larguée sur Belgrade et qui atteint l'hôpital Dragisa Misovic, dans le quartier de Dedinje, où quatre patients sont tués.

- 21 mai: le bombardement de la prison d'Istok, dans le nord-ouest du Kosovo, considéré par l'OTAN comme une "zone de rassemblement" pour la police et l'armée yougoslaves, fait au moins une centaine de morts, selon le Centre d'information serbe.

- 22 mai: l'OTAN reconnaît avoir bombardé par erreur une position de l'UCK au Kosovo, à Kosarc, près de la frontière avec l'Albanie. Sept morts et 15 blessés dans les rangs des indépendantistes albanais, selon des sources informées.

- 30 mai: bombardement d'un pont à Varvarin (160 km au sud de Belgrade). Au moins onze morts et 40 blessés, selon l'agence officielle yougoslave Tanjug. L'OTAN indique n'avoir pas voulu provoquer de morts civiles.

- 31 mai: 20 personnes sont tuées lors du bombardement d'un sanatorium à Surdulica (290 km au sud de Belgrade), selon le ministère serbe du Travail.

- 31 mai: une bombe dévie de sa trajectoire lors d'un raid sur Novi Pazar, à 250 km au sud de Belgrade, et tombe sur une zone résidentielle. Au moins 23 morts, selon les autorités yougoslaves.

MILOSEVIC AT THE HAGUE

Reuters. 14 February 2002. Milosevic Poised for Second Hague Trial
Offensive.

THE HAGUE – Slobodan Milosevic prepared behind bars for the fourth day of his war crimes trial in the Hague on Friday after ridiculing the proceedings against him as an "ocean of lies." The former Yugoslav president, who accused the West of plotting the destruction of Yugoslavia in his first formal rebuttal to the charges at the U.N. tribunal on Thursday, was ready for a second day on the offensive, his legal team said.

Milosevic was prepared to call on prominent Western leaders – from British Prime Minister Tony Blair to former Secretary of State

Madeline Albright – to testify, his legal advisers said late on Thursday.

"He is satisfied with his appearance before the court today. He is

tired... after so many hours in court but he's in good shape," his

Belgrade legal adviser Dragoslav Ognjanovic said after visiting

Milosevic in prison.

After addressing the international court for around four hours on

Thursday, the 60-year-old spoke by telephone to his wife and loyal

supporter Mira Markovic from the U.N. detention center at The Hague,

Ognjanovic said.

After prosecutors backed their case on the first two days of the trial

with television footage of atrocities they blamed on his quest for Serb

domination of a fragmented Yugoslavia, Milosevic responded in kind. He

used the high-tech courtroom's video monitors to show a German

documentary critical of NATO's air strikes against him.

He also directed a court official to show photographs of severed heads, charred bodies and blasted buildings he said were the consequence of NATO bombing.

His legal team said he would present more television footage to support his case on Friday.

REVUE DE PRESSE :

« MILOSEVIC CONTRE-ATTAQUE. EN GUISE DE DEFENSE, IL ACCUSE L'OTAN DE CRIMES DE GUERRE »

Par Marc SEMO, LIBERATION, Le vendredi 15 février 2002

On le croirait dans un meeting. Il martèle ses mots, pointe du doigt ses interlocuteurs. Il ménage ses effets, tour à tour cinglant, ironique, arrogant. Une tête coupée net par des éclats de bombe. Des corps déchiquetés ou calcinés gisant au milieu d'un champ. Ces Albanais ont été tués près de Djakovica au Kosovo par un missile de l'Otan tiré par erreur le 19 avril 1999 sur un convoi de réfugiés. Un cadavre de petite fille morte dans sa maison au sud de la Serbie, victime de ce que l'Alliance atlantique appelait « un dommage collatéral ». Les photos défilent, les uns après les autres, sur les écrans de la salle d'audience pour illustrer la longue diatribe de Slobodan Milosevic dénonçant « l'agression de l'Otan et ses crimes impardonnables planifiés plusieurs mois à l'avance ». Il montre des usines réduites à des tas de décombres. Il montre des ponts détruits et annonce vouloir citer comme témoin le président français Jacques Chirac, qui s'était opposé au bombardement de ceux de Belgrade (lire encadré). Ces images veulent répondre à celles montrées la veille par l'accusation pour illustrer les carnages et les déportations commis par les forces serbes au Kosovo ou en Croatie et en Bosnie.

Faille. Les scènes se ressemblent. Par cette apparente symétrie, l'ex-président yougoslave inculpé de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide pour la Bosnie, tente de relativiser les atrocités dont il doit répondre devant le Tribunal pénal international (TPI). Mais c'est d'abord pour lui une manière de souligner la « partialité » de la procureure Carla Del Ponte. Après un bref examen, elle avait estimé l'an dernier qu'il n'y avait pas lieu d'enquêter pour d'éventuels crimes de guerre contre l'Otan, dont les bombardements ont involontairement causé la mort de quelques 500 civils serbes selon les organisations de droits de l'homme. Défendable juridiquement puisque les avions occidentaux ne visaient pas sciemment des populations civiles, cette décision a représenté, y compris aux yeux de certains membres du TPI, une maladresse politique, écornant la crédibilité de ce tribunal créé par le Conseil de sécurité pour juger les responsables des crimes les plus graves commis depuis 1991 lors des guerres de l'ex-Yougoslavie. La contre-offensive de Milošević a commencé et il s'engouffre dans cette faille. Jusqu'ici muet ou contestant purement et simplement la légitimité de la cour, l'ancien homme fort de Belgrade semble désormais décidé à utiliser comme tribune ce procès amplement relayé par les médias serbes et internationaux. Sa cravate aux couleurs yougoslaves (bleu, blanc, rouge) est celle des grands jours. Il la portait déjà lors de sa première comparution au lendemain de son transfert de Belgrade, le 28 juin dernier.

Pugnacité. Brisé, presque hébété après l'effondrement de son régime et son arrestation, l'apparatchik ambitieux, qui utilisa le nationalisme pour assoir son pouvoir, a retrouvé toute sa pugnacité. On le croirait dans un meeting. Il martèle ses mots, pointe du doigt ses interlocuteurs. Il ménage ses effets, tour à tour cinglant, ironique, arrogant. «Tout ce dont je dispose comme moyen face à la lourde machine de cette cour, c'est un téléphone dans une cabine publique de la prison», lance l'ex-président yougoslave qui a jusqu'ici refusé d'être représenté par des avocats. Mais il ne se défend pas, il accuse. «Ma conduite a été le reflet de l'attitude de mon peuple et il est mis aussi, ici, en accusation. La procureur scrute mes intentions et s'occupe de mon être émotionnel comme si j'étais un surhomme ou que je disposais de pouvoirs magiques», affirme Milosevic l'accusé. Déchu, honni par la plupart de ses concitoyens qui veulent avant tout tourner la page, il tente encore une fois de faire jouer les réflexes nationalistes, se posant en symbole d'une Serbie attaquée dans sa mémoire et son honneur. «Pour la tradition militaire serbe, un prisonnier, un homme sans arme, est un être sacré», affirme Milosevic, soulignant que «si des atrocités ont été commises, ce n'est pas le fait de l'armée et de la police, mais de groupes isolés incontrôlés comme il en existe partout».

Absurdité. Micux: il assure avoir ordonné une enquête sur les camps en Bosnie dès qu'il en a entendu parler: «C'était de simples prisons pour prisonniers de guerre pour une durée limitée, avant un échange de tous contre tous.» Des journalistes de l'ex-Yougoslavie, dont un rescapé de l'enclave de Srebrenica, écou tent, atterrés, puis éclatent de rire devant une telle absurdité. L'ex-président yougoslave utilise abondamment des arguments politiques. «On m'accuse de ne penser qu'à la frontière entre Serbes et non-Serbes alors que la Serbie n'a pas connu de discriminations ethniques et elle a conservé les mêmes populations qu'avant-guerre», lance Milosevic, qui, après cette demi-vérité, recommence à marteler mensonges sur mensonges affirmant, contre toute évidence, que la Serbie était restée extérieure à la guerre avec la Bosnie. Selon lui, il y avait seulement «des volontaires serbes allant aider des Serbes». Bien rôdé, le discours est celui qu'a mouliné pendant plus d'une décennie la propagande de Belgrade. Rarement Milosevic se défend concrètement des accusations portées contre lui, notamment sur le Kosovo, premier crime dont il doit répondre. Le substitut de la procureur évoquait avant-hier les expulsions de masse, planifiées et organisées. Milo se vicia répondait hier avec arrogance: «Cette déportation aurait-elle pu être faite sans un ordre? Il n'y en a pas, il n'y a pas la moindre preuve d'un tel ordre.» Aujourd'hui, il finira sa déclaration liminaire. Dès lundi, seront cités les premiers témoins de l'accusation.

REVUE DE PRESSE :
LE MONDE, « MILOSEVIC ACCUSE L'OTAN DE GENOCIDE »

L'ancien président serbe et yougoslave rappelle qu'il a été naguère invité par la communauté internationale aux conférences sur la paix dans les Balkans. La Haye (TPIY) de notre envoyé spécial évoquant pour le second jour consécutif, la guerre de l'OTAN contre la Serbie, au printemps 1999, Slobodan Milosevic s'est montré, vendredi 15 février, devant les juges du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), encore plus virulent pour évoquer le Kosovo d'aujourd'hui. Il a paru en revanche

gêné d'aborder les guerres de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, niant toute participation à ces conflits.

M. Milosevic, après avoir achevé son long exposé des destructions civiles causées par les raids aériens de l'Alliance atlantique et de nouveau exhibé de terrifiantes photographies de corps calcinés et déchiquetés, a accusé la Force de l'OTAN au Kosovo (KFOR) de participer à un "génocide" des Kosovars serbes.

Pour lui, l'OTAN soutient les "terroristes" albanais, qualifiés de "talibans de l'Europe". Il établit toujours un lien avec la guerre d'Afghanistan et le "terrorisme" selon Washington. Il affirme que les nationalistes albanais, d'Albanie et du Kosovo, entretenaient des liens avec Oussama Ben Laden et Al-Qaïda.

Au fil des heures, l'ex-président yougoslave multiplie aussi des parallèles entre le conflit kosovar et la seconde guerre mondiale, assimilant les États-Unis et l'Allemagne aux nazis d'antan et les indépendantistes kosovars albanais à ceux de leurs grands-pères qui s'étaient engagés dans le mouvement fasciste. Il accuse le Corps de protection du Kosovo (ex-Armée de libération du Kosovo, UCK) de commettre "des crimes de génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre, depuis l'entrée de la KFOR au Kosovo" en juin 1999. Il affirme que les Serbes vivent leur troisième génocide en un siècle, "après ceux de la première guerre mondiale et de la seconde guerre mondiale", et prétend que les puissances occidentales s'y connaissent en génocide pour en avoir perpétré "en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie, à l'époque du colonialisme".

Cibles permanentes de ses déclarations, l'ex-commandant américain de l'OTAN en Europe, Wesley Clark, l'administration Clinton, les services secrets et le gouvernement allemands. Il accuse le général Clark d'avoir "concocté ses plans" avec Hashim Thaçi, le porte-parole de l'UCK, alors recherché pour "terrorisme" par la police et la justice serbes, et certifie que les services secrets allemands ont contribué à la création du mouvement rebelle kosovar "en recrutant des criminels dans toute l'Europe et en les envoyant au Kosovo pour tuer".

Puis Slobodan Milosevic insiste de nouveau sur un point sensible de la vie du TPIY : le refus de la procureure Carla Del Ponte d'ouvrir une enquête sur les éventuels "crimes de guerre" de l'OTAN dans sa guerre aérienne contre la Yougoslavie. Il prie une énième fois l'huissier de diffuser des images de cadavres d'enfants, et s'écrie : "De quelle sorte de tribunal peut-on parler si vous refusez de juger ces crimes-là ? ! (...) Ce tribunal considère qu'il n'a pas la compétence pour cela, bien qu'il s'agisse aussi du territoire de l'ex-Yougoslavie !"

Sur la Croatie et la Bosnie-Herzégovine, M. Milosevic est moins à l'aise. Après avoir affirmé, la veille, que "la Serbie n'a pas été en guerre" avec les deux pays voisins, il ajoute : "Admettons qu'il y ait eu des crimes terribles... Des tragédies... Je crois qu'on ne peut pas le nier... Mais vous n'avez aucune preuve contre moi ! Ce n'est que de politique dont vous avez parlé !" Il pense avoir "défendu la Yougoslavie avec honneur et honnêteté" et "de manière chevaleresque". Sur le banc du parquet, un substitut du procureur ne peut réprimer un franc sourire et se cache la tête dans les mains.

Slobodan Milosevic, s'il a évité de parler de ces guerres, a en revanche noté qu'il fut un partenaire du processus de paix, un signataire de l'accord de Dayton, un invité des conférences internationales.

"Comment ai-je pu avoir un tel soutien en 1995, 1996, 1997, interrogé-t-il, et être accusé aujourd'hui de "génocide" pour des faits remontant à dix ans ?" Pour aider la cour à comprendre cette étrangeté et tenter de se disculper des accusations antérieures à décembre 1995, M. Milosevic annonce qu'il va convoquer à la barre les dirigeants du monde occidental, dont Bill Clinton, Madeleine Albright, Jacques Chirac, Hubert Védrine, Tony Blair, Gerhard Schröder, Kofi Annan, et la liste n'est pas exhaustive...

Rémy Ourdan, ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 17.02.02

U.S. ON TRIAL : "DIRTY DEEDS WERE DONE"

[HTTP://WWW.STOPNATO.ORG.UK](http://www.stopnato.org.uk)

-Slobodan Milosevic sought to open a de facto parallel war crimes trial today, saying he would call former president Bill Clinton, former secretary of state Madeleine K. Albright and other prominent Americans to respond to his allegations that the United States carried out policies of genocide in the Balkans.

"The theory is that states should cooperate with the tribunal," said one defense lawyer involved in cases before the court. "Any witness who doesn't want to turn up is going to look bad. It reinforces Milosevic's message that this whole thing is a NATO stitch-up." He added, "I think some of them will make quite interesting witnesses -- dirty deeds were done."

-Milosevic said the peacekeeping force in Kosovo was allowing the province's ethnic Albanian majority to massacre Serbs and permitting the destruction of Serb property and religious sites.

-Using the very words leveled against him in his indictment for war crimes and genocide, Milosevic accused the United States, NATO and the Kosovo Liberation Army (KLA) of being part of a broad "criminal enterprise" that included drug trafficking and gunrunning by a "mafia" of ethnic Albanian insurgents.

"Kosovo today is the main center in Europe for drugs, white slavery, arms trading," Milosevic said. "Once Europe comes to its senses and realizes what is going on there, it will be too late, too late to put things right."

-"Many Western diplomats and spies would attend receptions and various ceremonies held in the Chinese Embassy, and they would take back reports about what they were given to eat for dinner, and what the furniture looked like in the embassy, and what the teacups look like," he said. "And then they say they didn't know where the embassy was."

PRESS REVIEW :

" MILOSEVIC SEEKS TO PUT U.S. ON TRIAL
YUGOSLAVIA'S EX-LEADER TELLS HAGUE TRIBUNAL CLINTON
SHOULD TESTIFY "

By Keith B. Richburg, Washington Post Foreign Service
Saturday, February 16, 2002; Page A20

THE HAGUE, Feb. 15 -- Former Yugoslav president Slobodan Milosevic sought to open a de facto parallel war crimes trial today, saying he would call former president Bill Clinton, former secretary of state Madeleine K. Albright and other prominent Americans to respond to his allegations that the United States carried out policies of genocide in the Balkans.

"I shall indeed avail myself of my right to examine and cross-examine witnesses," Milosevic said during the second day of his opening statement in his trial for alleged war crimes. He then ticked off names of potential witnesses that read like a who's who of world leaders from the 1990s.

In addition to Clinton and Albright, Milosevic said he would seek to call U.N. Secretary General Kofi Annan, former senator Bob Dole (R-Kan.), former German chancellor Helmut Kohl and the entire U.S. negotiating team at the 1995 Bosnian peace talks in Dayton, Ohio. It is uncertain whether his tactic will succeed. A previous ruling by the court, the U.N. International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia, held that sitting world leaders cannot be compelled to testify. But that would not necessarily apply to such former office holders as Clinton, Albright and Dole. And Milosevic would first have to convince the tribunal's presiding judge, Richard May, that the witnesses he wants are relevant to his defense. Milosevic has clashed repeatedly with May since being turned over to the tribunal in June by the Serbian government.

The tribunal has no power to enforce a subpoena, but legal experts said big-name witnesses would come under tremendous moral pressure to appear.

"The theory is that states should cooperate with the tribunal," said one defense lawyer involved in cases before the court. "Any witness who doesn't want to turn up is going to look bad. It reinforces Milosevic's message that this whole thing is a NATO stitch-up." He added, "I think some of them will make quite interesting witnesses — dirty deeds were done." Acting as his own defense attorney, Milosevic spoke for 4 1/2 hours in a rambling discourse that was part history lecture and part political speech. Judges and prosecutors sat stone-faced as Milosevic dominated the courtroom for the entire day.

His words offered a preview of how he might try to tie the tribunal in knots, while shining light on some of the more controversial aspects of the United States' Balkans policy, notably civilian casualties during the NATO bombing of Yugoslavia in 1999 and lawlessness in Kosovo after an international peacekeeping force occupied the province that year.

Milosevic said the peacekeeping force in Kosovo was allowing the province's ethnic Albanian majority to massacre Serbs and permitting the destruction of Serb property and religious sites.

Using the very words leveled against him in his indictment for war crimes and genocide, Milosevic accused the United States, NATO and the Kosovo Liberation Army (KLA) of being part of a broad "criminal enterprise" that included drug trafficking and gunrunning by a "mafia" of ethnic Albanian insurgents.

"Kosovo today is the main center in Europe for drugs, white slavery, arms trading," Milosevic said. "Once Europe comes to its senses and realizes what is going on there, it will be too late, too late to put things right."

The U.N. administration in Kosovo has acknowledged recurrent problems of prostitution, gunrunning and attacks on Serbs, but says it is doing everything possible to establish rule of law in the province. Milosevic said Albright, the former NATO commander, Gen. Wesley Clark, and other former top officials "should be arrested immediately" because "they had deep-rooted connections with terrorists," meaning the U.S. involvement with the KLA. He displayed a photograph of Clark shaking hands with ethnic Albanian leaders.

Milosevic referred repeatedly to the United States' global war against terrorism, saying that Saudi-born fugitive Osama bin Laden had used Kosovo, where most people are Muslim, as a base for his al Qaeda terrorist network. The United States was exercising a "double standard," he said, referring to some

militants as "terrorists" while calling KLA members "armed Albanians."

U.S. officials have said that al Qaeda may have operations in the Balkans and that they are trying to root it out. Last month, U.S. forces in Bosnia took into custody six Arabs accused of involvement in a plot to bomb the U.S. embassy there.

Milosevic implicitly acknowledged that some mass killings took place during the Balkans wars. "Aren't there horrific crimes in your own countries?" he asked. "In a civil war, everyone is armed." He said the way to stop the killing was "by an effort to stop the war, to stop the madness."

"I can look anyone in the eye," he said. "I defended my country honorably and chivalrously."

Milosevic today revisited one of the most controversial events of the U.S.-led air war against Yugoslavia, the bombing of the Chinese Embassy in Belgrade. The United States has said the bombing was an accident.

Today Milosevic scoffed at that explanation. "Many Western diplomats and spies would attend receptions and various ceremonies held in the Chinese Embassy, and they would take back reports about what they were given to eat for dinner, and what the furniture looked like in the embassy, and what the teacups look like," he said. "And then they say they didn't know where the embassy was."

Les nouvelles qui sont données dans ce bulletin le sont à titre d'information.

Elle n'impliquent pas nécessairement l'adhésion de l'ICDSM,

en particulier quant aux informations provenant des media occidentaux.

The news contained in this newsletter are given only for information.

ICDSM don't approve necessarily these news, particularly when information come from western media.

NOTICE: In accordance with Title 17 U.S.C. Section 107, this material is distributed without profit to those who have expressed a prior interest in receiving the included information for research and educational purposes. Feel free to distribute widely but PLEASE acknowledge the original source. Fair use only.

Cette lettre d'information est gratuite. Pour vous abonner ou si vous ne désirez plus la recevoir :

adrez un message à libcrezmilosevic@free.fr.
This Newsletter is free of charge. To receive it regularly or if you don't want to receive its future editions : send a mail to libcrezmilosevic@free.fr.

Editeur responsable et Directeur de publication :
Luc MICHEL (128/01 rue de Montigny - B/6000 Charlcroi)

Comité International pour la défense de Slobodan Milosevic

ICDSM- Section francophone

Contact Belgique, Suisse et International :

Email : lucmichelbxl@yahoo.fr

Tél. 02/218.73.09 - International + 32 2 218 73 09

Fax 02/218.73.59 - International + 32 2 218 73 59

Contact France :

Email : libcrezmilosevic@free.fr

Tél. et Fax 01 43 83 75 32

Pour plus d'information - For more information :
Website ICDSM francophone (Français, Anglais, Serbe) :
<http://www.libercz-milosevic.fr.st/>

Consulter aussi - See also :
Website SPS (Serbe et Anglais) :
<http://www.sps.org.yu/cng/explorer.htm>
ICDSM international : <http://www.icdsm.org/>
ICDSM Deutschland : <http://www.frcc-slobo.de/>
PCN-NCP'S YUGO INFO :
<http://www.pcn-ncp.com/yougoslavie.htm> (Information en
Français, en Serbe et en Anglais - Information in
French, Serbian and English)
Serbian Network : <http://www.srpska-mrcza.com/>

Do You Yahoo!? – Une adresse @yahoo.fr gratuite et en français !
Yahoo! Mail : <http://fr.mail.yahoo.com>

Milošević: 'Ik had geen macht over leger'

Door een onzer redacteurs
DEN HAAG, 18 FEBR. In het laatste deel van zijn verdedigingstoespraak voor het Joegoslavië-tribunaal zei de Joegoslavische ex-president Slobodan Milošević vanochtend dat hij in de jaren negentig geen 'bevelsverantwoordelijkheid' had over het Joegoslavische leger. Milošević staat in Den Haag terecht voor oorlogsmisdaden in Kroatië, Bosnië en Kosovo. „Als ik wel het bevel had gehad”, zei hij, „zou Joegoslavië nu nog bestaan.” Tijdens de oorlogen in Kroatië en Bosnië was Milošević president van de Joegoslavische deelrepubliek Servië, en nog niet van heel Joegoslavië, maar volgens de aanklagers van het tribunaal contro-

leerde en manipuleerde hij ook in die tijd wel de politieke en militaire leiders van het land. Milošević ontkende dat. Hij zei vanochtend wel dat hij een 'pleitbezorger' was geweest van het terugtrekken van de Joegoslavische eenheden uit Kroatië toen de bemocienis van de Verenigde Naties daar begon en hij vond dat hij daarmee de levens van honderdduizenden had gered. Milošević reageerde vanochtend op de aanklagers die eerder hadden gezegd dat hij sterke invloed had op de Bosnisch-Kroatische en Bosnisch-Servische leiders. „Wie dat zegt, weet niet hoe ijdel de mensen zijn en ontoegankelijk voor enige bemocienis.” Milošević vindt dat hij er alles aan heeft ge-

daan om vrede te stichten in het gebied. Hij had, zei hij, vredesplannen gestuurd die waren bedacht door buitenlandse onderhandelaars. „Wij wilden zoveel mogelijk levens sparen. Hoeveel westerse gijzelaars en piloten in Bosnië heb ik wel niet gered? Hoe vaak gebeurde het niet dat Chirac mij opbelde en zei: 'zoek ze op'. Dat deed ik, en Chirac bedankte me ervoor.” Milošević zei dat hij van de Zweedse onderhandelaar Carl Bildt had gehoord over Srebrenica, in de zomer van 1995. Hij had daarna de Bosnisch-Servische leider Karadžić gebeld. „Hij bezwoor mij dat hij er niks van wist.” Milošević zou de Bosnisch-Servische leiders ook hebben gevraagd of er concen-

tratiekampen waren in het noordwesten van Bosnië. „Ze zeiden dat die er niet waren. Er waren alleen centra voor krijgsgevangenen.” Die gevangenen zouden daar maar kort blijven, de bedoeling zou zijn dat ze werden geruild voor Bosnisch-Servische krijgsgevangenen. Milošević vond het beneden zijn „waardigheid” om op alle beschuldigingen van de aanklagers te reageren. „U trapt onder de gordel.” Hij zei opnieuw dat de aanklachten „vals” waren. Bewijs was er niet, zei hij. „U hebt alleen amateuristische opvattingen van psycho-analytische aard. U doet alsof ik in staat zou zijn mensen zo te hypnotiseren dat ze misdaden gaan plegen.”



Een familie in Belgrado voor de buis. Een op de twee Serviërs heeft vorige week gekeken naar het proces tegen Milošević. Meerdere tv-kanalen zenden het rechtstreeks uit. FOTO EP

Rechter May moet de 'farce' eerlijk houden

De eerste fase van het proces tegen Slobodan Milošević is gisteren afgesloten. Het betekent het einde van gouden uren voor de oud-president, die alle ruimte kreeg de vloer aan te vegen met de aanklagers, het tribunaal en de 'ware criminelen' van de Navo.

14-2-2002
zijn over vier zittingdagen verspreide openingspleidooi. Hoewel ook de aanklagers niet wars waren van grote woorden - 'meer dan ooit tevoren zien we het internationale recht in actie' - maakte Milošević van zijn betoog één lange politieke tirade. Volgens de aanklacht is Milošević schuldig aan 66 schendingen van het oorlogsrecht, misdaden tegen de menselijkheid en genocide tijdens de oorlogen in Bosnië, Kroatië en Kosovo, begaan in zijn zucht naar heerschappij over één, etnisch zuiver Groot-Servië. Milošević zette daar de afgelopen week zijn geheel eigen wereldvisie tegenover, waarin hij alle oorlogen en slachtoffers weet aan het Westen, dat Joegoslavië zou willen breken en hem bijvoorbeeld in eigen land, in Kosovo, het recht zou hebben ontzegd zich te verdedigen tegen het Albanese terrorisme. Met twee tv-programma's op video toonde hij bovendien 'onomstotelijk' aan dat niet de Serviërs maar het Westen de oorlogen in de verschillende brandhaarden is begonnen. Kennelijk had rechter Richard May besloten om Milošević tij-

dens zijn openingspleidooi alle ruimte te geven, al is eigenlijk de bedoeling dat een verdachte daarin enigszins aangeeft hoe hij zijn verweer wil onderbouwen; in Milošević' rechtszaak dus het verweer tegen de aanklacht van 66 ernstige mensenrechtenschendingen, het onderwerp van zijn proces. Wie de oorlog is gestart is voor zijn berechting totaal niet relevant, en veel andere verklaringen van Milošević spelen voor zijn juridische verdediging ook geen enkele rol. Richard May heeft echter rekening te houden met meer facto-

ren. Hij is ervoor verantwoordelijk dat ook sprake is van een 'eerlijk proces', en dat terwijl Milošević het tribunaal niet erkent en sowieso zal blijven roepen dat zijn berechting een farce is. Het pleidooi was een geëgend moment om de oud-president gelegenheid te geven zijn kant van de zaak te laten zien. Die ruimte voor politieke verklaringen zal Milošević zeer waarschijnlijk in de nu begonnen fase van het proces niet meer krijgen. Daarin gaat het om het horen van getuigen - eerst van de aanklagers - om de aanklacht

te onderbouwen met bewijs. Rechter May zal Milošević ongetwijfeld het woord ontnemen als hij bij zijn verhoor van de getuigen tegen te begint uit te varen. Al heeft Milošević iets om naar uit te kijken: de wereldleiders die hij heeft aangekondigd te zullen oproepen. Nieuwe botsingen met May liggen echter in het verschiet, en feller dan de afgelopen dagen, toen Milošević May al regelmatig uittestte: „Nee, ik zeg u niet hoelang die videoband gaat duren, weet ik ook niet vanwege mijn slechte faciliteiten. Maar wees gerust, ik ben op tijd klaar”. De onverstoornbaarheid van May lijkt af en toe al op lichte irritatie. Die zal hij echter moeten onderdrukken wil 'het oog van de wereld' - speciaal dat van Servië waarop Milošević zich zo zeer richt - ervan overtuigd raken dat het proces een strict juridische, geen politieke zaak is. De aanklagers stellen dat alleen Milošević en niet het hele Servische volk terechtstaat. Maar de Joegoslavische president Kostunica heeft het strafhof al zwaar bekritiseerd. Elke uitglipder van May is koren op de molen van Milošević.

Getuige: Serviërs wilden oorlog

DEN HAAG - Nadat Slobodan Milošević zijn openingspleidooi had afgesloten is gistermiddag de eerste getuige van de aanklagers gehoord, Mahmut Bakalli, voormalig communistisch politicus en tegenwoordig lid van het parlement van Kosovo, verhaalde over zijn ontmoetingen met Milošević in het voorjaar van 1998. Dat was kort voordat het geweld in Kosovo op grote schaal losbarstte. Volgens Bakalli beloofde Milo-

šević onderhandelingen over Kosovo, dat onder zijn bewind alle autonomie was kwijtgeraakt en waar Albanen systematisch werden vervolgd. De delegatie die Milošević kort daarna stuurde bleek echter uit louter haviken te bestaan, die alleen over het 'terrorisme' in Kosovo wilden praten. „Het was een totale mislukking”, aldus Bakalli. „Zie waren uit op oorlog.” Vandaag mag Milošević Bakalli nog ondervragen.

Milošević houdt eerste kruisverhoor

Door een onzer redacteurs
DEN HAAG, 19 FEBR. De Joegoslavische ex-president Slobodan Milošević heeft vanochtend de eerste getuige in zijn proces, de Kosovo-Albanese politicus Mahmut Bakalli, ondervraagd aan een kruisverhoor. Milošević staat voor het Joegoslavië-tribunaal in Den Haag terecht voor oorlogsmisdaden in Kroatië, Bosnië en Kosovo.

Milošević, die het kruisverhoor voert omdat hij geen advocaat heeft, ging gedetailleerd in op uitspraken die Bakalli (partijlid van Kosovo van 1970 tot 1981) gistermiddag had gedaan in de ondervraging door aanklager Geoffrey Nice. Bakalli had gesproken van een systeem van apartheid in Kosovo, opgelegd door de Servische autoriteiten. Bakalli zei in antwoord op een vraag van Milošević dat apartheid betekent dat een bevolkingsgroep wordt 'uitgesloten' van onder meer de economie, culturele instellingen en het onderwijs in een land. Daarna liet Milošević de getuige uitleggen dat de Albanen een eigen, parallel schoolstelsel hadden opgezet, maar dat hun Servische curriculum werd opgedrongen. „Waren er helemaal geen Albanen op de stratascholen?”, vroeg Milošević. Bakalli zei dat er wel uitzonderin-

gen waren geweest, maar hij wist niet hoeveel. Milošević keek evenredig toen hij Bakalli had laten vertellen dat Albanese verdachten in Kosovo het recht hadden om in de rechtbank Albanese te spreken. Gisteren had Bakalli verklaard dat hij begin 1998 van het hoofd van de Servische veiligheidsdienst, Galje, had gehoord over een plan van de verschroefd 'arde'. Volgens dat plan zouden zeventienhonderd Albanese dorpen worden verwoest en de inwoners vertoerd. In dat voorjaar had Bakalli ondervraagd gehad met Milošević in Belgrado. Milošević vroeg Bakalli vanochtend waarom hij in dat ge-

sprek niets over dat 'zogenante plan' had gezegd. „Dat was toch logisch geweest”, Bakalli zei dat hij het inderdaad ter sprake had kunnen en mochten brengen. Milošević merkte een minachterend glimlachje: „Ik begrijp hoeveel waarde u kent aan die hechte aan het plan.” Milošević ging uitoverig in op een bloedbad uit 1998, waarbij de Albanese familie Jashari was gedood, ook vrouwen en kinderen. Gistermiddag vertelde Bakalli dat hij met Milošević over dat bloedbad had gesproken. Bakalli zei dat Milošević hem vertelde dat de politie het huis van de familie twee uur lang had omsingeld. Vanochtend draaide Milošević die informatie om in een vraag die hij Bakalli stelde: „U zei gisteren dat de politie het huis twee uur lang had omsingeld.” De rechter greep in: dat is de getuige niet gezegd. Uit de vragen die hij Bakalli stelde, bleek hoevel Milošević wist van bloedbad. Hij vertelde waar Jashari, het hoofd van de familie werd verdacht. Hij zou Serviërs Albanen hebben bestolen en keel hebben doorgesneden, en w gedde zich over te geven toen z huis werd omsingeld. Milošević: „Hij doodde een oom van hem zich wel had willen overgeven.” Het verhoor wordt voortgezet.

Milosevic verhoort: Ja of nee antwoorden

Van onze verslaggeefster
DEN HAAG - Op een scherpe toon heeft de Joegoslavische oud-president Slobodan Milošević gisteren de eerste getuige in zijn rechtszaak aan een kruisverhoor onderworpen.

20-2-2002
over de vraag in hoeverre minderheden als Albanen en Hongaren in Servische scholen in Kosovo hun eigen taal mochten gebruiken. Ook wist hij Bakalli de 'bekenten' te ontfutselen dat etnisch-Albanese kinderen misschien wel degelijk de Albanese taal mochten spreken op een Servische school. „Maar u benoemde de directeurs, en daarom wilden de Albanen hun kinderen niet naar uw school sturen”, beet Bakalli Milošević toe. Na een levendig begin verzandde het kruisverhoor na enkele uren in een herhaling van bekende politieke standpunten: Volgens Milošević is het leven voor de Serviërs in Kosovo nu een hel, volgens Bakalli valt dat allemaal wel mee. Volgens Bakalli is het Kosovo-Bevrijdingsleger UÇK ongebonden, zoals afgesproken; volgens Milošević bestaat het guerrillalegertje nog en beschiet het vanuit het onder VN-bestuur staande Kosovo de rest van Servië. Herhaaldelijk onderbrak rechter May het verhoor en vroeg Milošević over te gaan op het volgende onderwerp. Bakalli kreeg enkele keren het verzoek of de antwoorden korter konden.

„Graag met ja of nee antwoorden”, zei Milošević tientallen keren in zijn verhoor van de Kosovo-Albanese Mahmut Bakalli, die in 1998 met Servische functionarissen onderhandelde over de rechten van de Albanen in Kosovo en momenteel lid is van het Kosovo-ervarende parlement. Milošević probeerde twijfel te zaaien over veel van de verklaringen die Bakalli een dag eerder had gedaan bij zijn verhoor door aanklager Geoffrey Nice. Terwijl Milošević Bakalli kort probeerde te houden, was de oud-president als hij de kans kreeg juist uitgebreid aan het woord. Rechter May onderbrak hem al snel met de opmerking dat het tijd werd op te houden met praten en over te gaan tot het stellen van een vraag. Milošević, van oorsprong jurist, probeerde Bakalli onder meer in de hoek te drijven wegens diens vermeende gebrekkige kennis

van holst en steijnen

From: Mick Collins <cirqueminime@club-internet.fr>
Cc: Alain Jecic <Alain.Jecic@lmd.jussieu.fr>; Alan Mandell <AVRAMNOAC@aol.com>; Alexandre Del Valle <alex.delvalle@free.fr>; Alexander Cockburn <counterpunch@counterpunch.org>; Danielle Alexich <dalexich@csuchico.edu>; Alexis Troude <alexis.troude@wanadoo.fr>; Tariq Ali <tariq.ali3@btinternet.com>; Alison Mize <gagette@aol.com>; Amo (& Darren) Gulinello <thirtymaujer@earthlink.net>; Chris Black <antinato@hotmail.com>; Antoine Colonna <intelsecurite@wanadoo.fr>; Anton Jarvis <Antonievski@aol.com>; Tatyana Lima <vlasova2001@yahoo.com>; Christopher Black <bar@idirect.com>; Fulvio Grimaldi <bassottovic@tiscalinet.it>; Nina Beber <BeberN@aol.com>; Jacob Berger <jacob@poetic.com>; David Thompson <DThomp2741@aol.com>; Johnny Diehl <bigharrydiehl@stonecupid.com>; Lawrence McGuire <blmcguire@hotmail.com>
Sent: dinsdag 19 februari 2002 04:45
Subject: Ed' a wanker!

Dear Editors,

When ever I read stories like the one by Ed Vulliamy (Face to Face With The Victims of His Horror--17 Feb, Observer [London]) about the terrible Serbian atrocities in the Balkan wars, I am reminded of those darker-than-usual days in sunny Southern California when everyone was atwitter over the growing incidence of satanic child-molestation. Then the particular buzz was over the McMartin pre-school where the Lawrencian caretaker, Ray Buckey, son of the headmistress, was accused of the most heinous violations of the cherry-checked offspring of the SoCal small business class--including interstellar flight to avoid prosecution, as the children were quite insistent and consistent in their stories about being flown to other planets on the backs of dolphins while Mr Buckey adjusted their anal Owink¹ reflexes.

Even after more than a half century of bearing witness to these witch hunts, from Communists to pedophiles to serial date rapists to dead-beat dads and back to Communists, I still marvel at how a media-generated hysteria allows adults--if that's not too fine a term for chronic masturbators like Vulliamy--to exercise in full public view their most infantile and narcissistic delusions--or what they prefer to call their Ofelings for the victims¹.

For what but anile dementia can explain a considered political or moral position based on the the unreasoned belief that an army of a few hundred could execute 8,000, even using automatic weapons, in a single day (even Lord Owen, who is less than certain the massacre actually took place, frames it in a period of a week or more)--and subsequently succeed in burying and then reburying the 8,000--while under attack from NATO air forces and under constant satellite surveillance--so as to keep all but a few hundred from being discovered by the occupation forces; or those Sunday School horror stories of castration, often performed by the subject's mother or child's biting his nuts off, with the John Wooish dove of peace being jammed down his throat to stifle his cries--the castrati's, not the dove's.

Here's another example of this occultized view of Scrb savagery from Martina Vandenberg's letter to the editors of the 18 Feb NY Times:

You captured the horror of the atrocities listed in the indictment of Slobodan Milosevic and the historical importance of the trial ("Power Drove Milosevic to Crime, Prosecutors Say as Trial Opens," front page, Feb. 13). But the trial in The Hague represents a historical breakthrough on another level.

Mr. Milosevic faces charges not only for murder and "ethnic cleansing," but also for command responsibility for rape and other sexual violence committed during the conflicts in Croatia, Bosnia and Herzegovina, and Kosovo.

After centuries of invisibility, these brutal crimes against women have emerged from the shadows and into the courtroom. That the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia's indictment of Mr. Milosevic includes rape and sexual violence charges marks a victory for

women everywhere.

This is another example of the empty-caloric hysteria that drove so many anorexics and bulimics into self-help groups to rediscover childhood memories of their survival of incestuous rape and even murder (No shit! I actually met someone who claimed she had survived her own murder. Now, I said to her, maybe you can survive a matinee of 'Cats', but it is physically as well as semiotically, or at least semantically, impossible to survive your own death.)

And it would seem that many of these spiritual survivors went on to become movie producers of stuff like *Sixth Sense*, *Vanilla Sky* and *The Others*. And Vulliamy seems to be just such a cinematic fantasist. His claim to having had a hand in ITN and Penny Marshall's reportage on the Trnopolje and Omarska OBosnian Death Camps¹ (as well as having collaborated with renowned choreographer of Central American death squads, Wm Walker, in the highly imaginative misc en scene at Racak in Kosovo) really writes OUp The Medication¹ at the bottom of his psychiatric chart.

This potted video pastiche purporting to show how Bosnians were being starved, tortured, raped, mutilated and murdered by their Serb masters in 1992 BiH produced the image of one Fikret Alic, a tall, chronically skinny Bosnian whom Ms Marshall lured to the front and center of her video frame that was the equivalent of an H-bomb in the war of images. This smiling young fellow, bare chested against the summer heat, became the poster boy, the Brian White in the war against the New Serbian Nazis. When framed between prison camp guard towers, seemingly ripped off from the back lot at Warners, old set pieces from Hogan's Heroes, this image was key in moving Bill Clinton's hand off Monica's ass (or off his own slick willy) and onto the triggers of all the Cruise missiles and cluster bombs and DU recontaminated anti-tank shells that he would discharge onto the peoples of Yugoslavia (and elsewhere), regardless of ethnic or confessional or national persuasions, throughout the two terms of his criminal presidency.

And it was this first shot that led to a Western addiction to such arranged Serbian atrocities: the shelling of the two bread lines and the Markale marketplace in Sarajevo; the destruction (by the Croat HDZ but blamed on the Serbs) of the old bridge at Mostar, Srebrenica, which led to the 15-day NATO bombardment of the Bosnian Serb positions; and, of course, Racak, which, as predicted, led to the 78-day NATO bombardment of Yugoslavia and produced all the horrible images that Milosevic was upbraided for showing in court.

Vulliamy talks about how a British court affirmed the veracity of Penny Marshall's reportage by ruling in ITV's favor in their libel suit against Living Marxism, the British magazine that had blown the whistle on just how these apocryphal images were cooked up—and was, by the way, financially ruined, driven out of business by this court ruling.

What Vulliamy doesn't mention is that the court ruling had nothing at all to say about the facts contained in either ITV's or Living Marxism's stories, but only that Living Marxism had done 'actual damage' to the 'reputation of the plaintiff' in the case.

Any one who wants to see how the first shot in the war of images was loaded and fired can order the video tape, *Judgement: The Picture That Fooled The World*, for \$20 from Emperors Clothes, Jared Israel's great web site, at www.fcnc. And the world, or at least that part of the world that was tuned in to CNN or EuroNews coverage of the trial, might have seen just how such moral pornography as keeps Ed Vulliamy and Bill Clinton glued to their bed sheets at night gets turned out, had it not been for 'technical problems' at EuroNews and the belief at CNN that these images were 'too strong' for their viewers. For the story of Fikret Alic and Penny Marshall and ITV's charade was what Milosevic was about to present the Court at 13:00 hours on Friday when transmission was interrupted

Yes, I too thought that this interruption had resulted from a surfeit of NATO induced blood and gore in Milosevic's opening remarks. After all, he was making Del Ponte and Nice's opening presentations, with all their well-dressed and well-arranged cadavers look absolutely—well—absolutely nice.

No, it was not a surfeit of misery and savagery and bloody death that pulled the plug on the media coverage of the Milosevic trial. It was a surfeit of the truth.

Mick Collins
Cirque Minime, Paris
66, rue Marcell
93500 Pantin
France

Geen hearsay-verklaringen Getuige tegen Milošević is niet welkom

Door een onzer redacteurs

DEN HAAG, 20 FEBR. De rechters in de Milošević-zaak voor het Joegoslavië-tribunaal hebben vanochtend geweigerd te luisteren naar een getuige van de aanklagers.

De Britse oud-politieman Kevin Curtis, die het onderzoek in de Kosovo-aanklacht leidde, zou in de rechtszaal conclusies presenteren op basis van getuigenverklaringen. De rechters vonden dat Curtis' getuigenis te veel gebaseerd zou zijn op 'van horen zeggen', omdat hij de getuigenverklaringen alleen maar had gelezen.

In eerdere rechtszaken accepteerden rechters van het tribunaal zogenoemde *hearsay*-getuigenissen wel. Ze deden dat nu niet omdat ze ervan uitgaan dat Curtis' informatie ook aan de orde zou komen in verklaringen van slachtoffers en andere getuigen die zullen worden gehoord. De rechters hadden al eerder aangegeven dat ze van de aanklagers verwachten dat die snel en efficiënt zijn in het presenteren van bewijsmateriaal.

De Joegoslavische ex-president Milošević staat in Den Haag terecht voor oorlogsmisdaden in Kroatië, Bosnië en Kosovo. De drie 'amici curiae', die moeten toezien op een eerlijke rechtsgang omdat Milošević geen advocaat heeft benoemd, maakten vanochtend ook bezwaar tegen de getuigenis van Curtis. Het was duidelijk dat de 'amici' en de aanklagers van tevoren over de kwestie hadden overlegd. „Ze wilden het toch proberen”, zei de Nederlandse 'amicus curiae' in de koffiepauze. Er was tevoren ook gesproken over de tweede onderzoeker die de aanklagers als getuige wilden horen,

de Australiër Stephen Spargo. Spargo zou het vooral hebben over de vluchtelingenstromen in Kosovo. De 'amici' en de aanklagers hadden afgesproken dat video's van televisieprogramma's over vluchtelingen in de rechtszaal zonder geluid zouden worden afgespeeld. Het ging volgens de aanklagers om de 'visuele indruk' die de beelden zouden maken, niet om 'de opinies' van journalisten.

Milošević had vanochtend een 'urgente' kwestie die hij onder de aandacht van de rechters wilde brengen. Zijn vrouw, Mira Marković, zou hem deze week bezoeken, maar ze had geen visum gekregen van het Nederlandse ministerie van Buitenlandse Zaken. Volgens Milošević had het ministerie niet uitgelegd waarom. De rechter zei dat hij het zou bespreken met de griffie. Een woordvoerder van Buitenlandse Zaken zei vanochtend in een reactie dat Marković haar visum te laat heeft aangevraagd. Het verzoek werd eind vorige week gedaan en ze had afgelopen maandag in Den Haag willen zijn. „We hebben een aantal dagen nodig om haar bezoek te organiseren.” Het gaat dan vooral om beveiligingsmaatregelen die nodig worden geacht. Volgens de woordvoerder is Marković tot nu toe iedere maand in Nederland geweest. „We proberen flexibel te zijn, omdat het proces nu is begonnen en omdat het tribunaal dat vraagt.”

Uitlevering aan de VS

De minachting voor ons eigen rechtssysteem

Als Amerika Nederland verzoekt een eigen onderdaan uit te leveren, blijkt ze niet de garantie te willen geven dat veroordeelden de straf in Nederland uit kunnen zitten. Mede door wat in de VS bewijsrechtelijk mogelijk is, door draconische straftoemeting en door de penitentiaire behandeling, ontstaat zo het risico van strijd met het EVRM. Toch stemt de rechter nogal eens toe in uitlevering – tot ergernis van Tom Schalken, die hem oproept zijn slaafse houding te laten varen.

Tom Schalken

Hoogleraar strafrecht VU,
verbonden aan de Onderzoekschool
Maatschappelijke Veiligheid

De recente uitlevering van de 'Zwolse dj' Raymond K. en zijn vriend Bas van der P., die verdacht worden van XTC-handel naar de VS, heeft de nodige publiciteit gekregen. Een hoger beroep loopt nog maar dat kon de uitlevering niet meer tegenhouden. Hoewel Nederland wel vaker eigen onderdanen uitlevert, vroegen de media zich nu ineens hardop af of dit zomaar kon. Het antwoord luidt: neen, dat kan niet zomaar. Nederland levert in principe geen eigen onderdanen uit (art. 4 lid 1 Uitleveringswet). Op dit harde principe bestaat één uitzondering: indien de verzokende staat *garandeert* dat de verdachte na een veroordeling zijn straf in eigen land mag uitzitten (art. 4 lid 2 Uw), is het toegestaan hem uit te leveren.

'Welwillend'

De Nederlandse staat is zelfs verplicht tot uitlevering naar de VS (art. 8 lid 1 Nederlands-Amerikaans Uitleveringsverdrag), maar wel onder de voorwaarde dat gewaarborgd is dat de uitgeleverde persoon hier – met toepassing van de exequaturprocedure – zijn vrijheidsstraf mag ondergaan. Zonder voorwaarde is er dus ook geen plicht. En daar klemt de deur. Want Amerika is niet bereid in elke zaak een duidelijke terugkeergarantie af te geven.

Blijkens een niet-gepubliceerde diplomatieke notawisseling uit 1991 – waarvan de status volkenrechtelijk onduidelijk is en die dus in individuele zaken geen rol zou mogen spelen – hebben de VS een algemene bereidheid uitgesproken om verzoeken met betrekking tot de overdracht van strafexecutie 'welwillend' in overweging te nemen. In ruil voor die genereuze toezegging zou Nederland ervan afzien om in individuele gevallen een terugkeergarantie te verlangen, terwijl dat ten aanzien van andere landen wel gebeurt.

Maar: sinds wanneer houdt welwillendheid een garantie in? Degene die zich welwillend opstelt, behoudt zich het recht voor om in een zelf te bepalen geval *niet* welwillend te zijn. Hoe zwaar weegt dan nog voor de Nederlandse staat het harde principe dat geen eigen burgers worden uitgeleverd? Hoe verhoudt het standpunt van de Nederlandse staat zich met een uitspraak van de Hoge Raad (*NJ* 1996, 382) waarin, met verwijzing naar de uitdrukkelijke regeling in de Uitleveringswet en de duidelijke bedoeling van de wetgever, eveneens de toelaatbaarheid van een uitlevering wordt gekoppeld aan een *bedongen* overdracht van de strafexecutie? Toch neemt de Nederlandse rechter, inclusief de Hoge Raad, met een algemene en tot niets verplichtende belofte genoegen.

Toelaatbaar bewijsmateriaal?

Nu kan men zeggen: het is hoge politiek en de rechter staat daar buiten. Dat is maar de vraag. Juist omdat Amerika niet bereid is individuele garanties af te geven en de Nederlandse staat daarmee genoegen neemt, zou de Nederlandse rechter kritischer moe-

Aanvaardt de Nederlandse staat aansprakelijkheid voor de uitlevering van onderdanen die gedeukt en zonder behoorlijk proces naar Nederland terugkeren?

ten nagaan of de VS een voldoende sterke zaak heeft die uitlevering van een Nederlandse onderdaan rechtvaardigt. Want de uitlevering weigeren – anders dan alleen vanwege het Nederlanderschap – blijft mogelijk. Een eigen burger op basis van een slappe belofte uitleveren aan een buitenlands regiem (met grote onzekerheden omtrent de bewijsvoering, de straftoemeting en de humane behandeling in de gevangenis) is al erg genoeg. Maar als dit ook nog gebeurt zonder een grondige en inhoudelijke toetsing van de zaak, komt de uitlevering pas echt op gespannen voet te staan met grondbeginselen van de Nederlandse rechtsstaat.

Wat blijkt? De rechter blijkt helemaal niet zo kritisch te staan tegenover een Amerikaans uitleveringsverzoek. De VS hoeven maar te blazen en de deuren waaien in Nederland vanzelf open. De gang van zaken rond de Zwolse dj is daarvan een triest voorbeeld. De Zwolse rechtbank oordeelde in eerste instantie dat de door de VS overgelegde stukken, waaruit de strafrechtelijke verdenking zou moeten blijken, niet genoegzaam waren. Zij beval, op verzoek van de verdediging, aanvulling van het dossier alsmede de oproeping van twee Amerikaanse functionarissen om als getuigen te worden gehoord. De stukken gaven voldoende aanleiding tot twijfel over de

toelaatbaarheid van het overgelegde bewijsmateriaal. Die twijfel activeerde de onderzoeksplicht zoals die in de Uitleveringswet aan de rechter is opgelegd (artt. 18 en 26 lid 4 Uw).

Bij een dergelijk onderzoek staat het Nederlands recht (inclusief het EVRM) centraal, zeker als de belastende feiten of aanwijzingen overwegend in het eigen land zijn verkregen (zoals in de Zwolse zaak het geval is). Nederland denkt soms wat anders dan de VS, zeker na invoering van de Wet Bob, over infiltratie c.q. pseudokoop door DEA-agenten waarvan er diverse in Nederland actief zijn (*NJ* 1998, 388). Is voldaan aan de vereisten waaronder buitenlandse opsporingsfunctionarissen in Nederland mogen optreden? En: als een veroordeling uitsluitend op basis van anonieme verklaringen niet is toegestaan, mag uitlevering dan wel uitsluitend op basis van dergelijke verklaringen plaatsvinden? Beantwoording van deze vragen door een Nederlandse rechter is van belang, omdat

Nederland wil laten zien dat het haar ernst is met de XTC-bestrijding en offert het sacrosancte beginsel op het altaar van de hogere Amerikaanse belangen



na de uitlevering de Amerikaanse rechter zich niets aantrekt van de wijze waarop het bewijs in het buitenland tot stand is gekomen.

Ook op dit punt toont de Hoge Raad veel meegaandheid. Het is vaste jurisprudentie dat de uitleveringsrechter niet behoort te treden in de vraag of het bewijs naar het recht van de verzoekende staat op rechtmatige wijze is verkregen (*NJ* 1987, 64). Nu heeft de Hoge Raad beslist dat dit ook geldt als buitenlandse opsporingsfunctionarissen in *ons* land actief zijn (*NJ* 2001, 618). Dit standpunt valt nog te verdedigen als er geen aanwijzingen zijn dat er iets onrechtmatigs is voorgevallen.

Het stemt droevig dat ook rechters na wat Amerikaanse tegenwind hun eigen opvattingen en hun eigen rechtssysteem niet meer serieus nemen

Contempt of court

Wat gebeurt er in de Zwolse zaak? De rechtbank vindt zelf dat er voldoende aanleiding is een nader onderzoek in te stellen. Toch negeert de officier van justitie het bevel van de rechtbank, legt niet de documenten over waarom was gevraagd en roept evenmin de Amerikaanse functionarissen op. Sterker nog: de Nederlandse minister van justitie steunt het OM en brengt het rechterlijk bevel 'onder de aandacht' van de Amerikaanse autoriteiten die ronduit weigeren te getuigen. Hoe heet dat ook alweer in het Amerikaanse recht? Precies, *contempt of court*.

Voor elke redelijk denkende jurist is het vervolg voorspelbaar. De rechtbank, die immers geen genoegen nam met het beschikbare bewijsmateriaal, verklaart de uitlevering ontoelaatbaar. Zo niet de Zwolse rechtbank, die (in een andere samenstelling) na een verontwaardigde brief uit de VS ineens – hoe wonderlijk – geen behoefte meer had aan de getuigen en de gevraagde documenten. Volgens de brief uit de VS was hetgeen de rechtbank wilde in strijd met het Uitleveringsverdrag. Merkwaardig, nu dit verdrag de

Nederlandse rechter met zoveel woorden de bevoegdheid toekent aanvullend bewijsmateriaal te vragen (art. 10), hetgeen kan inhouden dat de rechter getuigen oproept (art. 26 lid 4 Uw), waaronder Amerikaanse DEA-agenten die immers verplicht zijn desgevraagd in Nederland te getuigen (art. 6 lid 1 sub b Samenwerkingsbesluit bijzondere opsporingsbevoegdheden).

De Amerikaanse briefschrijfster bedoelde natuurlijk te zeggen: wij houden niet van pottenkijkers, ook niet als onze DEA-medewerkers op jullie grondgebied actief zijn. Nee, de DEA staat niet te trapelen om te getuigen. De commissie-Van Traa klaagde niet zonder reden over de

'onwil' van de DEA om aan haar onderzoek mee te werken (*Inzake opsporing*, 1996, p. 481).

De Zwolse zaak roept herinneringen op aan een andere geruchtmakende zaak waarin de VS eerst om huiszoeking bij de Arubaanse zakenman H. en daarna om diens uitlevering hadden gevraagd. Toen de Hoge Raad de huiszoeking onrechtmatig oordeelde (*NJ* 1998, 724), vroeg de (Antilliaanse) justitie aan de VS om aanvullend bewijsmateriaal, hetgeen zonder meer werd geweigerd. Toen bleek ineens dat justitie – hoe wonderlijk – toch nog over voldoende ander bewijs beschikte (Sjöcrona schreef hierover een boze opinie in *NJB* 1998/19, p. 865). Bovendien bleek – hoe wonderlijk – dat de huiszoeking toch nog rechtmatig was, omdat de zakenman H. destijds met die huiszoeking zou hebben ingestemd (*NJ* 2001, 261).

Schuldbekentenis

De rechter in uitleveringszaken verwijst steevast naar het in het internationale rechtshulpverkeer onontbeerlijke beginsel van wederzijds vertrouwen in elkaars rechtssysteem. Als er echter één land is dat de

laatste tijd dit vertrouwensbeginsel zwaar op de proef stelt is het wel Amerika, dat er sedert het aantreden van Bush geen been in ziet om het vertrouwen in allerlei verdragen op milieu-, handels- en wapengebied ter discussie te stellen. Is Nederland op drugsgebied nog wel te vertrouwen? De VS verwijten Nederland met betrekking tot het bestrijden van de XTC-handel een lakse houding. Was premier Kok daarop niet in het Witte Huis persoonlijk aangesproken? Dus waarom zou Amerika – trots op een rechtssysteem dat met de rug naar de wereld staat – op voorhand een garantie afgeven om terug te keren naar een land – waar ligt dat ook alweer? – met een liberaal drugsbeleid, zodat de straf in Nederland waarschijnlijk toch naar beneden zal worden bijgesteld? Over *wederzijds* vertrouwen gesproken.

Nu is het waar dat een rechter in uitleveringszaken, zeker de 'restrechter' in kort geding, aan die brede politieke context niet zoveel heeft. Hij verwacht dat door de verdediging aannemelijk wordt gemaakt dat de opgeëiste persoon in zijn concrete situatie niet conform de regels – inclusief de EVRM-regels van een eerlijk proces – zal worden behandeld, aldus de *Soering*-doctrine (*NJ* 1990, 158 en *NJ* 1997, 70). Het probleem is natuurlijk dat dit van tevoren niet met zekerheid valt te zeggen. Maar er zijn wel voldoende aanwijzingen dat daarover grote onzekerheid bestaat. In termen van de Hoge Raad moet er sprake zijn van een 'risico' (*NJ* 1991, 696). Met name op het vlak van wat in de *States* bewijsrechtelijk mogelijk is (wat in het buitenland gebeurde is niet van belang), op het stuk van de straftoemering (de straffen kunnen voor onze begrippen draconisch zijn) en met betrekking tot de penitentiaire behandeling (met de serieuze kans op – seksuele – mishandeling), is wel degelijk het risico van strijdigheid met het EVRM aanwezig.

Een ander risico ligt in de mogelijkheid dat de zaak via *plea bargaining* wordt afgedaan. De Arubaanse zaak is daar een goed voorbeeld van. Het komt geregeld voor dat de VS tijdens het uitleveringsverzoek hoog van de toren blazen maar dat zij achteraf over onvoldoende bewijs tegen de uitgeleverde verdachte blijken te beschikken om

van holst en steijnen

From: Despotovic, Ruza <despot@wish.net>
To: Nico & Neeltje Steijnen <n.h.van.holst@freeler.nl>
Sent: vrijdag 22 februari 2002 14:16
Subject: Tribunal nieuws

"Mr. Elshani said at one point that two explosions were from "some powerful material, an explosion as if from an airplane," though he said later he had heard no airplane.

Mr. Milosevic took advantage of the opening, suggesting that in fact the bombs had come from an airplane and thus that NATO was responsible.

Under questioning from Mr. Tapuskovic, Mr. Elshani eventually clarified the issue, saying that on the bomb shards "there were clear inscriptions in Cyrillic," the alphabet used by Serbs."

New York Times

Milosevic ontfutselt getuige bekentnissen

21-2-2002
DEN HAAG - Slobodan Milosevic is gisteren voor het eerst begonnen met een kruisverhoor van een slachtoffer van de misdaden waarvoor hij is aangeklaagd. Hij wist een eenvoudige boer tal van bekentnissen te ontfutselen.

Agim Zeqiri bekende op vragen van Milosevic dat de Kosovo-Alba-

nezen uit zijn dorp het Kosovo-bevrijdingsleger UCK steunden met voedsel en kleding. De honderden guerrillastrijders in de streek beschikten over automatische wapens en machinegeweren, zo gaf de boer toe tijdens de ondervraging door Milosevic. De moslim heeft bij het geweld in Kosovo in 1999 zestien familieleden verloren, onder wie zijn

vrouw, vier dochters en een zoon. De boer behoorde tot de honderdduizenden Kosovo-Albanen die in 1999, na het begin van de NAVO-bombardementen, vluchtten naar Macedonië en Albanië. Volgens de aanklagers van het tribunaal gebeurde dat uit vrees voor politie en leger; volgens Milosevic vluchtten de Kosovaren voor de bombardementen.

Milosevic vroeg de getuige ook bij hoeveel mensen hij daadwerkelijk had gezien dat zij werden vermoord door de Servische politie of het Joegoslavische leger. Slechts een, zo moest Zeqiri toegeven. Milosevic mag het kruisverhoor vanochtend voortzetten. De zittingsdag was gisteren begonnen op een sentimentele noot. Milosevic vroeg rechter May

om 'urgente' aandacht voor een „volstrekt persoonlijk probleem”: zijn vrouw Mira krijgt maar geen visum. Het was uitzonderlijk dat Milosevic, die het tribunaal vals en illegaal noemt, May om hulp vroeg. „Vandaag heeft hij voor het eerst nederig om iets gevraagd. Mira is zijn zwakke punt”, merkte een Joegoslavische journalist op.

Keurige advocaat Milošević verhoort slachtoffer

Gistermiddag en vanochtend getuigde het eerste slachtoffer in het Milošević-proces. Een boer uit Kosovo. De Joegoslavische ex-president onderwierp hem aan een kruisverhoor.

Door onze redacteur **PETRA DE KONING** 2002
DEN HAAG, 21 FEBR. Agim Zeqiri, een Albanese boer uit Kosovo, zit scheef op de rand van zijn stoel en leunt met één arm op de tafel voor hem. Hij heeft, zegt hij tegen de rechters van het Joegoslavië-tribunaal, de last van verwondingen die hij opliep in de oorlog in Kosovo, in 1999. Zijn nieren en functioneren niet goed meer. Twee Servische militairen hadden hem in zijn buik en tegen zijn rug geschopt. Schuin tegenover hem zit Slobodan Milošević, ex-president, aangeklaagd voor oorlogsmisdaden in Kosovo, Kroatië, en Bosnië. De Albanese Zeqiri is op woensdagmiddag het eerste slachtoffer dat getuigt in het proces tegen Milošević. Een medewerkster van aanklager Nice stelt hem vragen. Zeqiri komt uit het dorp Celina in het zuiden van Kosovo. Hij zegt dat Servische militai-

ren iedere dag in de buurt van het dorp oefeningen deden, en de politie had buiten het dorp een controlepost ingericht. Een 'barricade', zegt Zeqiri. De politie kwam ook in het dorp, op zoek naar wapens. Zeqiri: „Ze namen mensen mee. Maar het ging ze niet om wapens, ze wilden geld.”

Er kwamen ook soldaten van het Kosovo Bevrijdingsleger UÇK in het dorp. „Ik hielp ze,” zegt Zeqiri. „Ik bewees hun kleine diensten.” Milošević, in de beklagden-bank, maakt een aantekening. Zeqiri vertelt wat er gebeurde op 25 maart 1999, een dag na het begin van de NAVO-luchtaanval op Joegoslavië. Servische militairen vielen op Joegoslavië. Zeqiri, zijn familie en burens vluchtten. De mannen gingen de bergen in, de vrouwen en kinderen bleven achter bij een rivier. „Ik heb hen daarna niet meer gezien,” zegt Zeqiri. Hij vluchtte naar een ander dorp. Maar ook dat dorp werd omsingeld. De inwoners werden in bussen en vrachtwagens naar de grens met Albanië gebracht. „Moest u papieren laten zien?” vraagt de aanklaagster. Nee, Zeqiri bloedde zo erg dat ze hem niet tegenhielden. „En de anderen?” houdt de medewerkster vol. Ja, die moesten hun documenten laten zien. „Werden ze afgenoemen?” Ja. De aanklaagster is tevreden. Zo

stond het in de aanklacht. Ze vraagt niet wie die documenten afpakte, en ook niet hoeveel familieleden de man kwijtraakte en hoe oud ze waren. De Britse rechter May vraagt het wel. Zestien familieleden, de oudste was 62, de jongste anderhalf.

Dan mag Milošević beginnen aan zijn kruisverhoor. Zeqiri blijft scheef op zijn stoel zitten, zijn gezicht naar de aanklagers. Hij kijkt Milošević niet aan. Tegen de eerste getuige in het proces, een Kosovo-Albanese politicus, was Milošević cynisch en soms beledigend. Nu niet. Hij stelt korte vragen. „Hoeveel mensen van het dorp waren bij het UÇK?” Zeqiri: „Dat weet ik niet. Ze kwamen alleen maar langs.” Milošević: „U zei dat u het UÇK hielp.” Zeqiri: „Niks concreets. We gaven ze eten en kleren.” Milošević: „Kunt u zeggen hoeveel UÇK'ers er in de buurt van uw dorp zaten?” Twee- of driehonderd, zegt Zeqiri. „U zegt: maximaal driehonderd?” vraagt Milošević. „Ja”, zegt Zeqiri, „minimaal driehonderd.” Milošević herhaalt dat antwoord. „U zegt dus: minimaal driehonderd.”

Dan gaat het over de politiemannen die in het dorp wapens kwamen zoeken. „Vonden ze wapens?” „We hadden geen wapens”, zegt Zeqiri. „En als iemand geen

wapens had, werd hij meegenomen naar het politiebureau.” Milošević: „En als iemand wel wapens had?” Zeqiri: „Soms kwam er 's ochtends politie, door een microfoon riepen ze dat alle wapens moesten worden ingeleverd. De dorpsoudsten verzamelden dan vier of vijf geweren.” Milošević: „En u zegt niet dat er geen wapens waren?” Zeqiri: „Als we geen wapens inleverden, werd het dorp in brand gestoken, zeiden ze.”

Milošević wil weten hoeveel mensen uit het dorp werden meegenomen als ze geen wapens hadden. Kan Zeqiri namen noemen? Zeqiri kent er één. Milošević: „Dus het overkwam alleen deze persoon?” Ja. „En leeft hij nu nog?” Ja. „Heel goed”, zegt Milošević. Hij wil ook weten hoe het zit met de 'barricade'. Zeqiri zegt dat de politie zandzakken op de weg had gelegd, daarom was het een barricade. Milošević: „Waren die zandzakken er al in 1997?” Nee. „Waren ze er pas in 1998?” Ja. „Weet u waarom dat zo is?” Milošević wil Zeqiri laten zeggen dat het UÇK in 1998 aanslagen begon te plegen op Servische politiemannen, maar Zeqiri zegt dat hij niks weet over de acties van het UÇK. Milošević: „Was er geen televisie in uw dorp?” Jawel, maar er was vaak geen electriciteit, zegt

Zeqiri. Milošević: „Maar soms toch wel?” Ja, soms wel. Milošević: „Dus u zegt dat het UÇK aanslagen pleegde?” Nee, zegt Zeqiri, „politiek interesseert me niet.”

Vanochtend zou het kruisverhoor van Agim Zeqiri worden voortgezet. Milošević had nog vragen. Hij begon over de vertaling van een zin die Zeqiri gisteren had gebruikt. Volgens de tolk had hij gezegd dat hij het UÇK 'hielp', maar de correcte vertaling was volgens Milošević dat hij het UÇK 'gastvrijheid' had verleend. Milošević dacht die zin met opzet niet correct was vertaald. De rechters gingen er niet op in, en Zeqiri zei dat hij te ziek was om door te gaan met het verhoor. Hij had nierdialyse nodig.

De medewerkster van aanklager Nice die de getuige vragen stelde, maakte gisteren een weinig professionele indruk. De aanklagers willen in het eerste deel van dit proces aantonen dat er een plan was, bevestigd in Belgrado, om de Kosovo-Albanen uit Kosovo te verdrijven. Volgens Milošević waren ze bang voor de NAVO-aanslagen en ze zouden door het UÇK onder druk zijn gezet om te vertrekken. Over Zeqiri's vlucht uit het dorp vroeg de aanklaagster gisteren alleen: „Wilde u zelf uit uw dorp weg?” Dat wilde Zeqiri niet.



Milošević deed in zijn proces wat hij al jaren doet: stellig uitroepen dat het allemaal de schuld van anderen was. „Ja of nee, graag”, zei hij vaak als hij een vraag had gesteld. En: „Als u de antwoorden kort houdt, zijn we sneller klaar.” (Foto's Reuters)

Aanklagers in proces-Milošević laten vele stekken vallen

Hoe doet Slobodan Milošević het tot nu toe in zijn proces? De vraag moet eerder luiden: hoe slecht doen de openbare aanklagers het? Ze lieten deze week menige steek vallen.

2002

Door onze redacteur
PETRA DE KONING

DEN HAAG, 23 FEBR. Heel even wist de Joegoslavische ex-president Slobodan Milošević afgelopen week niet wat hij moest zeggen. Het was tijdens het kruisverhoor van het tweede Kosovo-Albanese slachtoffer dat kwam getuigen in zijn proces.

Tegen de rechters had de man gezegd dat hij op een nacht in maart 1999, kort na het begin van de NAVO-luchtaanval op Joegoslavië, zware explosies had gehoord en daarna had hij zeven lijken ontdekt in zijn tuin. Milošević vroeg: „Waren die het slachtoffer geworden van de bombardementen?” „Ja”, zei de man. Milošević keek op.

Dat hij zo snel het gewenste antwoord zou krijgen, had hij niet verwacht. Tot nu toe had hij tijdens de kruisverhoren meteen een volgende vraag klaar gehad, maar nu kon hij niks anders bedenken dan: „En die nacht zag u ook de kraters in uw tuin?” Pas later bleek dat de Albanese dacht dat niet alleen de NAVO in die tijd bommen gooide, maar ook de Serviërs. Voor Milošević maakte het niet uit dat de man hem verkeerd begrepen had. „U hebt het gezegd.”

De aanklagers van het tribunaal presenteerden afgelopen week hun eerste getuigen in het proces tegen Milošević voor het Joegoslavië-tribunaal. De ex-president staat terecht voor oorlogsmisdaden in Kosovo, Kroatië en Bosnië. Hij heeft gezegd dat hij het Joegoslavië-tribunaal niet erkent, en hij weigerde een advocaat te benoemen. Maar hij was niet van plan om niks te zeggen. Hij hield een openingsbetuiging dat twee dagen duurde, en hij verhoort nu zelf de getuigen van de aanklagers. Aanklager Geoffrey Nice merkte begin deze week op dat de verdachte „betrokken” raakte bij het proces, en dat dat „nuttig” was.

Slobodan Milošević reageerde nijdig. „Ik heb al eerder gezegd dat ik iedere, maar dan ook iedere gelegenheid zal aangrijpen om het publiek de waarheid te vertellen. Dat is mijn taak.” De waarheid van Milošević: Servië is nooit een oorlog begonnen, Milošević probeerde juist conflicten op te lossen, en het waren niet zijn troepen die oorlogsmisdaden hebben gepleegd, maar de NAVO en de „terroristen” van het Kosovo Bevrijdingsleger UÇK.

De eerste getuige van de aanklagers was afgelopen week de Kosovo-Albanese politicus Bakalli, van 1970 tot 1981 partijchef in Kosovo. Op de getuigenlijst stond hij aangekondigd als de vroegere „president van Kosovo” en aanklager Geoffrey Nice probeerde Bakalli te laten zeggen dat hij die functie had gehad. Maar Bakalli was nooit „president” geweest en het bleef onduidelijk wat de waarde was van zijn getuigenis. Hij had met Milošević onderhandeld en hij vertelde dat hij had gehoord over een plan van de Servische autoriteiten om zeventienhonderd Kosovo-Albanese dorpen te vernietigen.

Maar Milošević' betrokkenheid daarbij werd niet aangetoond, en Bakalli had het ook niet ter sprake gebracht in de ontmoetingen die hij met Milošević had.

Als het de bedoeling van de aanklagers was om het proces, dat de komende maanden gaat over Kosovo, door deze getuigenis te beginnen met een algemeen beeld van de omstandigheden in Kosovo, dan werden ze daarin gehinderd door rechter Richard May. May wil opschieten, hij grijpt in als hij vindt dat hij geen „relevante” informatie krijgt.

Met de tweede getuige, een oud-politicus die onderzoek had gedaan naar oorlogsmisdaden, hadden de aanklagers nog minder succes. De rechters weigerden zijn getuigenis. Die zou te veel op „hearsay” gebaseerd zijn. De drie „amici curiae”, die door het hof zijn aangewezen om toe te zien op een eerlijke rechtsgang, hadden de aanklagers afgeraden om met die getuige te komen. Maar Nice wilde het toch proberen.

De eerste twee Albanese slachtoffers uit Kosovo die kwamen getuigen, werden ondervraagd door aanklaagster

Christina Romano, een medewerkster van Nice. In het tribunaal staat ze bekend als een slordige en niet erg indrukwekkende aanklaagster. In de verhoren van de Albanese getuigen vergat ze belangrijke vragen, ze luisterde slecht naar de antwoorden en rechter May vond dat ze de getuigen te veel „stuurde”. Ze vroeg bijvoorbeeld naar uniformen van Serviërs die in de getuigenis voorkwamen, maar ze had toen nog niet gevraagd of die Serviërs wel uniformen aan hadden.

Servische journalisten maakten zich in de pauzes ernstig zorgen. „Stel je voor dat hij wordt vrijgesproken”, zeiden ze tegen elkaar. Ze vonden dat ze de aanklagers moesten „helpen”.

Er waren ook journalisten die de gebrekkige ondervraging van aanklaagster Romano nog sterker aanzetten. Volgens hen had zij het ex-president Milošević makkelijk gemaakt in zijn kruisverhoor van het eerste slachtoffer dat in de rechtszaal verscheen. Zij zou hebben gevraagd: „Hebt u het UÇK wel eens geholpen?” Daardoor zou Milošević de man tot „bekenntnissen” hebben gedwongen over zijn betrokkenheid bij

het Kosovo-Albanese bevrijdingsleger. Romano had de man alleen gevraagd of hij zelf UÇK'er was geweest en dat was hij niet. Hij voegde er zelf aan toe dat hij het UÇK wel had geholpen. Voor het bewijs dat de aanklagers met de getuigenis wilde leveren – een door Belgrado georganiseerde deportatie van Albanen uit Kosovo – maakt dat niks uit, maar Milošević zal het gebruiken in zijn eigen „aanklachten” tegen het UÇK en de NAVO.

Het kwam vooral door het weinig overtuigende optreden van de aanklagers dat Milošević' kruisverhoren opvielen. Hij had zich grondig voorbereid, hij ging gedetailleerd op verklaringen in en hij gedroeg zich opnieuw alsof hijzelf aanklager was in dit proces. „Ja of nee, graag”, zei hij vaak als hij een vraag had gesteld. En: „Als u de antwoorden kort houdt, zijn we sneller klaar.”

Milošević neemt volgens juristen twee risico's nu hij zo actief meedoet aan de rechtszaak.

Hij laat zien dat hij in staat is zichzelf te verdedigen. Als hij tijdens het hele proces had gezwegen, had het beeld

kunnen ontstaan dat de oud-president geen eerlijk proces had gehad.

Nu ligt dan anders. De rechters geven hem ook veel ruimte. Rechter May heeft een paar keer aangegeven dat hij de kruisverhoren niet mag gebruiken om zijn eigen bewijzen te presenteren. Daarvoor moet hij dan zelf getuigen oproepen. Maar Milošević krijgt tot nu toe toch in ieder verhoor gelegenheid om zijn eigen beschuldigingen te uiten.

Het tweede risico is dat Milošević, die aan het begin van het proces zei dat hij niets wist van deportaties, gevangenkampen en massamoorden als die in Srebrenica, nu in de rechtszaal heeft laten zien hoeveel hij in detail weet van gebeurtenissen.

De aanklagers zullen, als het maar even kan, die kennis gebruiken in hun bewijs dat Milošević opdracht heeft gegeven voor de bloedbaden en deportaties of wist van die misdaden en niks deed om ze te stoppen. Begin deze week bleek bijvoorbeeld dat de oud-president details kende van een schietpartij waarbij de Kosovo-Albanese familie Jashari werd gedood.

van holst en steijnen

From: Despotovic, Ruza <despot@wish.net>
To: <speerpunt@wxs.nl>; Nico & Neeltje Steijnen <n.h.van.holst@freeler.nl>; Globalreflexion <office@globalreflexion.org>
Sent: zaterdag 23 februari 2002 14:30
Subject: Fw: [www.ANTIC.org] ĐINĐIĆ - SKUP CIRKUS U HAGU

Djindjic - dure circus in Den Haag

Hamburg - Servische premier Zoran Djindjic is van mening dat het proces tegen vorm. yu president S M in Den Haag Tribunaal lijkt op een circus voorstelling. Het Tribunaal laat Milosevic demagogisch op te treden en te dirigeren met het proces, heeft Djindjic gezegd voor weekblad "SPIEGEL" dat maandag a.s. zal verschijnen.

Servische premier zegt dat het belachelijk is dat er bij Tribunaal onbelangrijke getuigen verschijnen terwel het zo veel geld kost.

Dat circus breng mij persoonlijk en mijn parament in een grote dilemma, zegt franse agencie AFP.

Djindjic zegt, dat er n.a.v. proces dat tot nu toe gevoerd is tegen Milosevic, heel veel mensen in Servie geloven dat hij (Milosevic) met veel succes bewijst dat NATO schuldig is en dat er steeds meer mensen zijn die geloven dat die Alliantie 'hoofd oorlog misdadiger is'.

----- Original Message -----

From: Miroslav Antic
To: 'YUGO'; 'BALKAN'; 'News'; 'SIM'; 'SIM Egroups'; sorabia@yahooogroups.com; STOP-NSP@topica.com
Cc: K-P-J@yahooogroups.com
Sent: Saturday, February 23, 2002 8:52 PM
Subject: [www.ANTIC.org] ĐINĐIĆ - SKUP CIRKUS U HAGU

ĐINĐIĆ - SKUP CIRKUS U HAGU

HAMBURG - Srpski premijer Zoran Đindic ocenio je pocetak sudskog procesa protiv bivšeg jugoslovenskog predsednika Slobodana Miloševica u Haškom tribunalu kao - skup cirkus.

"Tribunal dozvoljava Miloševicu da se koristi demagogijom i da diriguje procesom", istakao je Đindic u intervuu nemackom nedeljniku "Špigl", koji ce se pojaviti u ponedeljak.

Srpski premijer, kako je rekao, ostaje bez reci kada pomisli koliko para se uludo troši u Hagu na beznacajne svedoke.

"Taj cirkus nas stavlja u tešku dilemu, i moju vladu i mene licno", rekao je, kako prenosi francuska agencija AFP, srpski premijer.

Đindic je takode rekao da na osnovu dosadašnjeg sudenja Miloševicu mnogi u Srbiji veruju da je on (Miloševic) uspešno dokazao krivicu NATO i da je sve više ljudi koji smatraju da je upravo ta Alijansa "glavni ratni zlocinac".

van holst en steijnen

From: Despotovic, Ruza <despot@wish.net>
To: Jared Israel <Emperors1000@aol.com>; JELA Jovanovic <nerajov@EUnet.yu>; <speerpunt@wxs.nl>;
 Nico & Neeltje Steijnen <n.h.van.holst@freeler.nl>; Globalreflexion <office@globalreflexion.org>
Sent: zaterdag 23 februari 2002 15:39
Subject: Open letter

AN OPEN LETTER TO THE BRITISH PERSONS ON THE HAGUE TRIBUNAL
 R. K. Kent (Emeritus)
 History Department
 University of California at Berkeley

Brief audio-visual reports from the Hague have featured two Englishmen speaking for the Tribunal at the trial of Slobodan Milosevic. One is a would-be "judge", the other is billed as one of the Prosecutors. Both are properly clad, in robes, and wear the requisite masks of judicial "seriousness" and "impartiality". One is even be-wigged and appears as a rather comical clone since the Tribunal is light years away from the Old Bailey in every conceivable respect. It has not been too difficult to spot the Englishmen's tendency to engage in platitudes about "Civilization", and lecture on violations of "Civilized" norms.

Fratricidal wars have never been "civilized" in any sense of the term, whether they took place in Cromwell's England or disintegrating Second Yugoslavia. But, the supreme irony of the Englishmen's high moral plateau about "Civilization" consists of two glaring contradictions. The greatest mass murders in modern history have been committed by the most Civilized States. What "Uncivilized Tribe" could have exterminated in a structured way millions of Jews, with Teutonic precision, in the early 1940's? What "Primitive Tribe" could have dropped two atomic bombs on hundreds of thousands of thousands of Japanese civilians toward the end of WWII? The second component of the irony is that the two Englishmen have a too lofty conception of their own country's "Civilized" behavior or else suffer from historical amnesia. Let us remind them of a few nasty skeletons in Mother England's rather huge closet.

Did the German Nazis invent concentration camps. Well, no, the British did in the Anglo-Boer War. What they did to the Boer women and children would qualify for an award in cruelty, a bloody Oscar of sorts. Did the Nazis invent one of the most terrifying methods of mass destruction from the air, namely "Carpet Bombing"? No, the British did, with Bomber Harris as its spiritual father. Long before Hiroshima and Nagasaki there was an equally destructive Dresden, a glimpse at what a fiery inferno, greater than Dante's own, must look like. Anyone remember what Civilized country promised safety to tens of thousands of friendly soldiers under the condition that they disarm completely and then promptly turned them over to their arch enemies who simply slaughtered them? Yes, it was England. As a recently released memoir brings out, "fifty-six years ago (in 1945) the British authorities committed a horrendous crime when they handed over thousands of men to certain death. Men who had all been granted asylum."

Indeed, about 30,000 Yugoslav anti-Communists who turned over their weapons to the British authorities, as WWII allies were loaded into sealed lorries and trains (to be) "slaughtered in Slovenia (across the Austrian border)...and thrown into death pits."

Without mentioning what has been done to the Irish over a lengthy period of time, the fact of the matter is that Great Britain has been the world's greatest bully for almost a century, imposing its rule on such "uncivilized" places as India and robbing the riches in a host of places which allowed the English home nabobs to lead very refined lives, develop consummate social manners and table etiquette, cultivate the life of intellect and perceive themselves as representing the Apex of Civilization. Underneath it all, England remained a predator until it lost the Empire. It has started to be aggressive abroad again, under the evangelical preacher and political control freak, Tony Blair, who is "hooking" Britain to the might of the United States. Blair has been the most outspoken bully in the Middle East, in the Balkans and at the Hague where he should really be in the dock for war crimes and crimes against humanity, urged by him, committed under an Open Sun and brazenly denied.

It must be heady brew to accuse, "indict" and "judge" nationals of another country which is too inconsequential in material resources and military might. There are no home restraints either (from constituents and parliamentarians) on those who run the Tribunal. Their paymasters are, for the most part, the finger-pointers themselves. There is even a private financial donor, infected with a large dose of megalomania. The Tribunal's "officers" are accountable in reality to no one, neither Man nor History nor God. They are the pigmy caterers to the highly suspect audience of humanitarians full of hate, to the moral giants of the parlor rooms and corporate media in the "Civilized West." They have mounted a puppet theater masquerading as a court of law with the sentence already telegraphed a hundred times to the whole "International Community."

Napisao prof. Knezevic sa Kalifornijskog Berkli univerziteta

van holst en steijnen

From: Despotovic, Ruza <despot@wish.net>
To: Henny Loodewijk <w.postma@hccnet.nl>; Dolf Loth <dolfloth@hotmail.com>; Herman de Tollenaere <hde_tollenaere@zonnet.nl>; Marrie Kardol <mkardol@mac.com>; Jan Beentjes <beentjes@knoware.nl>; Jared Israel <Emperors1000@aol.com>; <speerpunt@wxs.nl>; Globalreflexion <office@globalreflexion.org>; Nico & Neeltje Steijnen <n.h.van.holst@freeler.nl>
Sent: zondag 24 februari 2002 12:28
Subject: Fw: Djindjic Blasts Hague - For Putting Him In Hot Seat [WWW.STOPNATO.ORG.UK]

— Original Message —

From: Mrs. Jela Jovanovic <ncrajov@EUnet.yu>
 To: TASS <tass@itar-tass.com>; TANJUG <tanjung@mcrkur.bits.net>;
 <svcdok@svcdok.co.yu>; Mitropolita Amfilohije <mitropolija@eg.yu>; novine
 <novine@home.com>; list " P O L I T I K A " <redakcija@politika.co.yu>;
 istocnik <webmaster@istocnik.com>
 Sent: Sunday, February 24, 2002 6:21 AM
 Subject: Fw: Djindjic Blasts Hague - For Putting Him In Hot Seat
 [WWW.STOPNATO.ORG.UK]

>

> — Original Message —

> From: Rick Rozoff <R_ROZOFF@yahoo.com>
 > To: <r_rozoff@yahoo.com>
 > Sent: Sunday, February 24, 2002 12:06 AM
 > Subject: Djindjic Blasts Hague - For Putting Him In Hot Seat
 > [WWW.STOPNATO.ORG.UK]

>

>

>> [HTTP://WWW.STOPNATO.ORG.UK](http://WWW.STOPNATO.ORG.UK)

>> _____

>>

>> [Hereafter the name Djindjic will supplant the
 >> derogatory epithet quisling, as in "Vidkun Quisling,
 >> the Norwegian djindjic, was executed in 1945."
 >> This bought-and-paid-for US/NATO traitor, as a careful
 >> reading of the BBC report reveals, is only concerned
 >> about one thing: Preserving his own precious hide at
 >> the expense of his country, his people and their
 >> well-being.
 >> May he have more and more reason to worry.]

>>

>>

>> BBC News

>> February 23, 2002

>>

>> Serb PM attacks Milosevic trial

>>

>> The Serbian Prime Minister, Zoran Djindjic, has
 >> condemned the war crimes trial of former Yugoslav
 >> President Slobodan Milosevic as an expensive "circus".

>>

>> Mr Djindjic's government decided last June to hand Mr
 >> Milosevic over to the international tribunal in The
 >> Hague. His trial began on 12 February.

>> Speaking in an interview with the Germany weekly Der
 >> Spiegel, Mr Djindjic also ruled out any Serbian police
 >> operation to capture Ratko Mladic, a top Bosnian Serb
 >> war crimes suspect.

>> Mr Djindjic said the court in The Hague was "allowing
 >> Milosevic to behave like a demagogue and to control
 >> the trial".

>> 'Insignificant witnesses'

>> "I am speechless when I see how much money has gone up
 >> in smoke to allow the court to take five years to
 >> unearth such insignificant witnesses.

>>

> "This circus has left both myself and my government
>> facing an awkward dilemma," he said, arguing that the
>> trial made it hard to justify further extraditions.
>> Many Serbs believe that in court Mr Milosevic has
>> exposed Nato as the guilty party in the 1999 Kosovo
>> conflict, Mr Djindjic said.
>> "What arguments can I now use to convince other people
>> to push for greater co-operation with the court?" he
>> said.
>> Mr Milosevic is accused of crimes against humanity,
>> war crimes and genocide in connection with atrocities
>> committed by Serb forces in Kosovo in 1999, Croatia
>> between 1991 and 1992 and Bosnia-Herzegovina between
>> 1992 and 1995.
>> No hunt for Mladic
>> Mr Djindjic said the price of trying to arrest the
>> Bosnian Serb wartime military commander, Ratko Mladic,
>> would be "too high".
>>
>> "What would happen if his arrest unleashed a civil
>> war? We have 200,000 Bosnian refugees in Serbia, many
>> of whom possess weapons," he said.
>> The chief prosecutor of the UN war crimes tribunal,
>> Carla del Ponte, says Mr Mladic is living in
>> Yugoslavia protected by the Yugoslav army - a charge
>> denied by the military.
>> The Yugoslav President, Vojislav Kostunica, has also
>> criticised the Milosevic trial and has accused the
>> tribunal of an anti-Serb bias.

>>
>>
>>

>> Do You Yahoo!?
>> Yahoo! Sports - Coverage of the 2002 Olympic Games
>> <http://sports.yahoo.com>

>>

>> -----
>> ANTI-NATO INFORMATION LIST

>>

>> ^-----
>> This email was sent to: nerajov@EUnet.yu

>>

>> EASY UNSUBSCRIBE click here: <http://topica.com/u/?a84x2u.a9spXh>

>> Or send an email to: antinato-unsubscribe@topica.com

>>

>> T O P I C A -- Register now to manage your mail!

>> <http://www.topica.com/partner/tag02/register>

>> ^-----
>>

>>

>>

>>

>

>

>

>

>